

LA VIE MILITAIRE

DU

GÉNÉRAL DUCROT

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.



Héliog. Dujardin. Imp. Ch. Wittmann.

LE GÉNÉRAL DUCROT
23 NOVEMBRE 1870.

E. Plon Nourrit & Cie Edit.

LA VIE MILITAIRE

DU

GÉNÉRAL DUCROT

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE

(1839 — 1871)

PUBLIÉE PAR SES ENFANTS

Avec trois portraits en héliogravure et une carte

TOME SECOND



PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

1895


LIBRARY
JUL 29 1977
UNIVERSITY OF TORONTO

CORRESPONDANCE

DU

GÉNÉRAL DUCROT

L'EXPÉDITION DE SYRIE

HISTOIRE DE JOSEPH KARAM

(*Suite*)

On a vu par les lettres précédentes quelle divergence de vues existait entre le général de Beaufort et le général Ducrot au sujet de l'organisation à donner au Liban et plus encore au sujet de la personne à choisir pour gouverner cette province.

Le général de Beaufort, encore sous l'influence des souvenirs de l'émir Béchir Chéhab qu'il avait connu autrefois tout-puissant, voulait confier le pouvoir à un descendant du prince, Medjed Chéhab. Le nom de cette famille lui faisait illusion et lui semblait devoir posséder une vertu magique et un prestige éclatant capables d'imposer à tous le respect. Pourtant le candidat avait peu de dignité par lui-même; la facilité avec laquelle il passait, selon l'occurrence, du catholicisme à l'islamisme, puis de l'islamisme au catholicisme, témoignait de sa versatilité; de plus, une longue absence l'avaitren du étranger aux besoins et aux aspirations du pays; enfin il était à craindre que, choisi

arbitrairement au détriment de deux cent vingt princes de sa famille, il ne trouvât dans ceux-ci de redoutables compétiteurs.

De telles objections avaient amené le général Ducrot à regarder l'élévation de Medjed comme une lourde faute politique. Ses sympathies allaient au contraire vers le jeune Joseph Karam qu'il connaissait personnellement, dont il avait pu apprécier par lui-même le mérite, le patriotisme, le dévouement à la France, et qui s'était déjà créé une juste célébrité dans le Liban par ses services et par sa ferme attitude à l'époque des massacres.

L'affection de Karam pour la France n'était pas un sentiment improvisé, fruit suspect d'une ambition inquiète. Elle datait de loin ; elle résultait de l'éducation chrétienne qu'il avait reçue au collège d'Antoura et qui, par une tradition dix fois séculaire, l'entraînait naturellement vers nous. Dès longtemps cette tendance était connue de tous dans la contrée. Plusieurs années avant les malheureux événements qui mirent en lumière le jeune cheik de l'Ehden, une dame anglaise, qui avait reçu l'hospitalité dans sa maison, ne crut pouvoir mieux témoigner sa reconnaissance par un présent sûr de lui être agréable, qu'en lui envoyant les images des chefs de la nation française : c'est ainsi qu'il aimait à montrer bien en évidence dans sa demeure les bustes de l'Empereur et de l'Impératrice.

A son arrivée en Syrie, notre commissaire M. Béclard avait été, comme le général Ducrot, favorable à Karam. Il lui proposa, en attendant la solution définitive qu'adopterait la conférence, de le faire nommer caïmacan provisoire des Maronites. Les difficultés d'une tâche si pesante dans ces circonstances troublées firent d'abord hésiter Karam ; mais il accepta bientôt lorsqu'on s'adressa à son cœur et à son dévouement pour ses concitoyens. Fuad-Pacha, qui, en sa qualité de musulman, détestait le cheik chrétien, comprit tout de suite le désavantage que celui-ci éprouverait d'une telle combinaison à cause même des difficultés qu'elle entraînerait nécessairement ; et s'il feignit tout d'abord de n'y pas vouloir donner son acquies-

cement, c'était uniquement pour montrer son soi-disant esprit de conciliation en cédant un peu plus tard. Il céda en effet avec d'autant plus de plaisir que non seulement il espérait user Karam par l'exercice du pouvoir, mais encore qu'il enfonçait cette nomination comme un coin pour mieux disjoindre les représentants de la France, M. Béclard d'une part et d'autre part M. de Bentivoglio et le général de Beaufort.

A peine Karam nommé, les embarras prévus ne se firent pas attendre. Une rixe provoquée par les musulmans fut pour les Druses un prétexte d'occuper en armes un village chrétien du Kesrouan à la frontière du Meten. Le caïmacan provisoire protesta, en écrivant à Fuad-Pacha une lettre à laquelle celui-ci ne répondit pas. Il écrivit de nouveau, mais cette fois aux commissaires des puissances européennes, et en même temps il offrit sa démission. On dut lui donner raison, et les Druses évacuèrent le village indûment envahi par eux. Ainsi l'énergie de Karam tenait en échec l'influence de Fuad-Pacha : sa popularité s'en trouva du coup considérablement grandie, car les Maronites se sentaient commandés et protégés par un homme de résolution qui savait soutenir leurs droits.

Mais, par contre, ce même succès aviva la malveillance du général de Beaufort. Karam eut beau se montrer en toute occasion le bon chrétien et l'ami dévoué qu'il était de la France, il eut beau se faire modeste, se mettre à la disposition du commandant en chef et venir prendre ses instructions, celui-ci ne trouvait pas de meilleure réponse que de laisser le caïmacan se morfondre indéfiniment dans l'antichambre parmi les plantons; après quoi il lui réservait un accueil glacial; on s'arrangeait pour vexer ses serviteurs et pour le traiter sans égards, lui-même et ses parents. Et comme ces démonstrations insultantes ne suffisaient pas à détruire une réputation trop solidement fondée, on la minait sourdement en répandant le bruit que Karam était vendu aux Anglais. Il demeura inébranlable même sous l'injure, et, comme Mme Ducrot faisait un jour devant lui allusion à ces calomnies, il s'écria : « Moi, ne

pas aimer la France! mais je n'aimerais donc ni mon pays, ni mon Dieu, ni mon père! Quand il fut sur le point de mourir, mon père m'appela et me dit : « Yousef, j'exige de toi un serment. Lorsque les chrétiens de France viendront au secours « de leurs frères du Liban, tu courras au cimetière, tu t'agenouilleras sur ma tombe et, tout bas, tu me murmureras à « l'oreille la bonne nouvelle, pour que moi aussi, sous la terre, « je tressaille de la joie du pays. » Et Joseph Karam s'exprimait avec émotion et chaleur.

Cette hostilité entre lui et le général de Beaufort paraissait si absurde que les Anglais la crurent fausse et concertée, et qu'ils firent tout pour l'amener à eux. Mais non, le commandant en chef n'avait pas des vues si profondes et n'employait pas des ruses si machiavéliques. Les Anglais prodiguèrent vainement leurs promesses, leurs offres d'argent et de décorations. Karam, malgré les injustices dont il était victime, demeura l'ami de la France.

Sa conduite était si sage et si adroite qu'il réussissait à tirer parti même des pièges qu'on lui dressait. En voici un nouvel exemple.

Il existait alors dans la montagne un certain Tanious-Chaïn, homme capable d'un coup de main, mais grossier et d'un médiocre mérite. Une lutte récente, à laquelle il avait pris part et qui avait abouti à l'exil de plusieurs cheiks coupables d'exactions, avait attiré l'attention sur lui. Il essayait de se faire bien venir du caïmacan provisoire, auquel il témoignait toutes sortes d'amabilités, lorsque, tout d'un coup, sa sympathie se tourna en haine : il remplaça les caresses par les guets-apens. Des émissaires de Medjed Chéhab étaient venus le trouver secrètement et lui avaient proposé de devenir, dans le Liban, le centre de la résistance contre Joseph Karam. Qu'on réussît à discréditer ce dernier, disait-on, lui-même, Tanious-Chaïn, deviendrait un personnage riche et important; l'émir Medjed triomphant n'aurait pas assez de récompenses pour l'homme qui lui aurait préparé les voies du pouvoir. Une considération acheva de

faire pencher le plateau où pesaient déjà tant de promesses : derrière Medjed, ajouta-t-on, étaient l'armée française et son général en chef. Assertion malheureusement trop justifiée!

Tanious-Chaïn, aisément convaincu, accepta. Il groupa autour de lui une centaine d'individus déjà compromis dans les éternels troubles du pays; il leur monta la tête en leur assurant que Karam était un traître et manœuvrait perfidement pour les livrer à la domination de leurs anciens cheiks. Ces aventuriers, habitués à toutes les voltes-faces et prêts à tous les hasards, l'écoutèrent volontiers. Un jour que Joseph Karam était allé seul rendre visite à ses anciens maîtres du collège d'Antoura, Tanious eut l'audace de cerner la maison avec sa troupe, fit des démonstrations menaçantes et tira même quelques coups de feu. Le caïmacan, calme et méprisant, sortit néanmoins sans qu'on osât l'attaquer en face, car son prestige était imposant, et il descendit à sa résidence de Djoumi. Mais tant d'insolence devait être châtié. Il rassembla quelques cavaliers et grimpa avec eux à travers la montagne pour chercher les brigands jusque dans leur aire. Une embuscade l'attendait à un détour de la route; plusieurs hommes de son escorte tombèrent sous les balles de tirailleurs qui épaulaient lentement à l'abri derrière les rochers. Mais, une fois démasquée, cette canaille se laissa chasser à coups de bâton. Karam se montra indulgent pour les coupables. Il se contenta d'occuper la maison de Tanious-Chaïn, qui s'était enfui, en saisit le grain et le fourrage, et les distribua aux familles des victimes.

Ainsi non seulement le caïmacan échappait au danger, mais encore l'affaire tournait à son honneur. Sa vigueur, sa modération, son esprit de justice lui amenaient sans cesse de nouveaux partisans. De nombreuses députations venaient de tous les coins du Liban le féliciter de son énergie et de ses succès. Il en arrivait même de Tripoli, d'Accar, de Balbeck, et c'était un grand étonnement de voir des musulmans qui se dérangeaient et oubliaient leurs préjugés pour briguer son alliance.

Devant ces manifestations significatives, les rares amis de Medjed demeuraient consternés.

Dans l'intérêt de ce dernier, M. Scheffer avait accompli une tournée dans la montagne, et, au retour, il était obligé de reconnaître l'inutilité de ses efforts et l'hostilité déclarée des populations à l'égard de son candidat. Partout on déclarait Medjed lâche et rapace ; son apostasie faisait horreur ; le clergé et le peuple étaient d'accord pour le repousser.

Le général de Beaufort ne se tint pas pour battu ; coûte que coûte, il lui fallait son Medjed. Dans le désarroi où il se débattait, une idée étrange lui traversa l'esprit. Il fit venir Joseph Karam à Beyrouth, le reçut cette fois avec toutes sortes de prévenances et de câlineries, le retint à déjeuner, puis, après avoir ainsi essayé de l'amadouer, il le remit entre les mains du chef du bureau politique. Le coup devait être suffisamment préparé ; on pouvait frapper. Sans autre détour Karam fut prié d'adhérer à la nomination projetée de son rival, d'humilier sa noblesse et sa fierté aux pieds d'un renégat déconsidéré, de renoncer au vaste espoir de consacrer ses forces et son dévouement à sa patrie. Aucun mot ne trahit sa légitime indignation. Il se contenta de protester en faisant ressortir contre Medjed des griefs déjà trop connus. Dès lors les procédés courtois ne furent plus de mise devant un homme qui avait l'audace de ne pas se montrer aussi malléable que la cire : on le congédia brutalement.

Le général de Beaufort dépité se décida à faire lui-même une démarche auprès du patriarche : il le mit en demeure ou d'obtempérer à ses volontés, ou de renoncer à la protection de la France : « Nous voilà donc dans la situation d'une fille que l'on veut marier malgré elle, répondit le vieillard ; elle est certaine que l'époux qu'on lui impose fera le malheur de sa vie ; mais elle est bonne chrétienne, fille obéissante et respectueuse : elle courbe la tête et obéit. »

Il n'appartenait pas à un guerrier comme Karam de montrer une si humble sonmission. Malgré de pressantes instances,

il refusa de lever la punition prononcée par lui contre Tanious-Chaïn, qu'il voyait pourtant, dans cette expédition, parader à la suite du général en chef, peu scrupuleux sur le choix des gens de son entourage.

M. Béclard, qui le vit deux fois et qui du moins le traitait avec sympathie, le trouva inflexible dans ses résolutions. Sa fermeté ne pouvait se réduire ; ses ennemis essayèrent de le mortifier et de le ridiculiser. On répandit le bruit que le commissaire français l'avait mis à la porte à grands coups de pied, chose absurde, surtout si l'on songe à la courtoisie de notre représentant et à la bienveillance qu'il avait toujours manifestée à Karam. Toutefois le propos était cruel : il fit fortune.

Abreuvé de dégoût, voyant qu'on rendait systématiquement impossible la tâche qu'il avait rêvée, le caïmacan provisoire se décida à renoncer à ses fonctions et envoya sa démission à Fuad-Pacha.

Aucune amertume ne se mêla à ses propos. Il déclara qu'il quittait sans regrets un poste où sa présence semblait être un obstacle aux vues de la France : il témoigna même les plus grandes marques de déférence au général de Beaufort, en lui disant qu'il espérait se concilier comme simple particulier une sympathie qu'il s'était malheureusement aliénée comme fonctionnaire public ; enfin il recommanda la concorde à ses compatriotes et, dignement, il se retira dans ses propriétés.

Les amis très sincères qu'il comptait dans notre armée le quittèrent avec regret. Ils sentaient nettement dans son échec non seulement une injustice criante faite à un honnête homme, mais encore un triomphe secret de la politique anglaise et un coup grave porté aux intérêts français.

En effet, l'homme redoutable au parti anglo-turc une fois écarté par ceux-là mêmes qui auraient dû le soutenir, il était certain que le protégé du général de Beaufort, ce Medjed Chéhab serait facilement mis de côté par nos adversaires, puisqu'il n'avait ni passé, ni autorité, ni prestige. C'est ce que la

commission européenne ne manqua pas de faire lorsque, après plusieurs mois de délibération, elle eut enfin abouti.

Des trois questions que la commission avait à traiter, la première, celle des châtiments à infliger aux auteurs des massacres, fut résolue d'une manière insuffisante, les vrais coupables étant surtout des fonctionnaires turcs que Fuad-Pacha prìt sous sa protection. La deuxième, celle des indemnités à verser aux familles des victimes, fut renvoyée au grand conseil de Constantinople, c'est-à-dire éludée. La troisième, celle de la constitution à donner au Liban, fut réglée de façon à donner une satisfaction apparente à la France; mais on verra bientôt comment cette satisfaction était illusoire.

D'après cette nouvelle organisation, un gouverneur général chrétien était nommé par le sultan pour une période de cinq années à titre d'essai, mais il n'était pas stipulé que ce gouverneur chrétien dût être indigène.

De plus, le Liban était divisé en sept mühdirats, ou circonscriptions, à la tête desquels étaient placés des chefs appartenant aux différentes religions suivies dans le pays. On comptait trois chefs maronites, un Druse, un musulman et deux Grecs, dont un schismatique.

Ainsi, au lieu de deux caïmacanats dont la création en 1840 avait si fort aggravé les troubles du pays, on imaginait cette fois sept divisions territoriales différentes, comme pour augmenter le mal à plaisir et placer de nouvelles barrières entre les citoyens. Chacun de ces sept mühdirats était appelé à avoir bientôt des intérêts spéciaux, à se former des aspirations particulières et à devenir le rival de ses voisins. On pouvait croire que les trois mühdirats maronites marcheraient d'accord. Mais dans les quatre autres, qui seraient vraisemblablement hostiles, il se trouvait disséminés des Maronites, et en grand nombre; on allait donc, entre ces chrétiens, amener par la force des choses des compétitions, des conflits, résultats inévitables de cette organisation perfide, et peut-être même les armer les uns contre les autres. Désormais les intérêts seraient groupés

par mühdirats, et le corps des Maronites, jusque-là unis par une antique solidarité, serait brisé en tronçons impuissants.

Pourtant les Maronites étaient de beaucoup les plus nombreux, puisqu'ils formaient à eux seuls les quatre cinquièmes de la population totale, et que, en outre, étant les plus actifs et les plus industrieux, ils payaient les cinq sixièmes des impôts. Aussi était-ce à eux qu'allait incomber la charge d'entretenir de leurs deniers une armée de fonctionnaires parasites, spécialement enrégimentés pour la circonstance, rouages complexes et encombrants du nouvel ordre de choses. Si encore ces fonctionnaires eussent été chrétiens! Mais non, la plupart étaient musulmans, Druses ou métualis; c'est pour engraisser ces gens-là que les Maronites allaient acquitter l'impôt, après les avoir vus ravager si atrocement leurs récoltes l'année précédente.

Enfin la constitution comportait un grand conseil de douze membres destiné à assister le gouverneur général. Mais ces douze membres étaient par moitié chrétiens et musulmans, tandis que, dans le pays, les premiers étaient environ dix fois plus nombreux que les seconds (deux cent trente mille chrétiens contre trente-deux mille musulmans).

Cette volonté d'effacer autant que possible l'élément chrétien avait été astucieusement poussée jusque dans le fonctionnement de la justice. Les Libanais en déplacement dans les villes de la côte devaient être jugés, le cas échéant, par les tribunaux de ces villes. Et il y avait réciprocité : les habitants des villes de la côte, en déplacement dans la montagne, y devaient être passibles des juges du pays. Rien n'était plus injuste que cette mesure en apparence équitable. Car, l'hiver, les montagnards descendent et séjournent pendant plusieurs mois dans les stations abritées de la côte; c'est là aussi que s'opèrent presque toutes les transactions. Au contraire, les gens des villes ne sont guère appelés dans le haut pays. Donc les combinaisons trompeuses de la commission européenne avaient

pour effet de livrer, dans la majorité des cas, les chrétiens à la justice turque, et quelle justice!

C'était aussi la milice turque qui devait seule faire la police, et les Libanais étaient désarmés. On avait vu, pendant les massacres, de quelle terrible façon les Turcs s'entendaient à assurer le respect de l'ordre.

Une fois cette belle constitution promulguée, le sultan désigna un gouverneur général. Il fallait bien que ce gouverneur fût chrétien. Mais on eut soin de le prendre étranger au pays : ce fut Daoud-Pacha, un Arménien, un homme d'une race presque complètement étrangère au Liban.

Ainsi tout avait été machiné pour réduire à rien le rôle et l'influence des chrétiens, pour les vexer de toutes les façons, pour leur faire supporter presque uniquement le poids de l'impôt, pour les diviser d'intérêts, pour étouffer leur voix dans le grand conseil, pour les abandonner à la justice ou plutôt aux vengeances des tribunaux turcs, pour les livrer sans armes à leurs ennemis.

En outre, l'homme brave, honnête et populaire, l'ami de la France, Joseph Karam, était écarté du pouvoir par ceux-là mêmes qui avaient intérêt à l'y pousser, et, dérision amère, le général de Beaufort n'avait pas même la satisfaction de faire réussir son Medjed-Chéhab, qu'il avait si soigneusement choyé et qui s'effondrait obscurément au second plan, sans que l'on eût l'air de songer à lui.

Telle était l'efficacité de la tutelle exercée par nous sur les Maronites, nos protégés séculaires. Tel était le résultat d'une occupation armée qui n'avait pas duré moins de dix mois. La France était jouée, grâce à la politique aveugle, timide et molle de ses représentants, grâce aussi à la patience, à la fermeté, à la finesse de Fuad-Pacha et de son fidèle auxiliaire lord Dufferin.

Le 8 juin 1861, les Maronites suivirent tristement des yeux notre escadre qui quittait le port de Beyrouth, où ils avaient salué son arrivée l'année précédente avec tant de confiance :

c'était l'espoir du Liban qui se perdait dans le sillage de nos vaisseaux et qui décroissait avec leur silhouette à l'horizon.

Nous laissions un état de choses si fâcheux, si précaire, si gros de conséquences funestes, que les discussions prévues ne tardèrent pas à éclater pour le plus grand profit du parti anglo-turc. La fumée de nos bateaux n'était pas encore dissipée, et déjà les motifs de querelles perçaient sous le mince vernis de conciliation qu'on avait prétendu y jeter.

Il est nécessaire en effet, dans tous les pays du monde, pour qu'un gouvernement soit stable et paisible, qu'il réunisse à la fois l'autorité légale et l'autorité morale. Sans quoi le peuple, troublé dans son instinct de justice et de raison, s'inquiète et porte inévitablement son tribut de respect et d'obéissance non pas au plus fort, mais au plus digne. Or la constitution et le sultan avaient bien donné au gouverneur Daoud-Pacha l'autorité légale, le pouvoir effectif, la puissance brutale; mais ils n'avaient pu lui attribuer en même temps cette chose impondérable, mystérieuse, indispensable, qu'on appelle l'autorité morale, et qui appartenait à l'homme populaire entre tous, Joseph Karam. Karam était universellement connu et aimé. Son intelligence, sa sagesse, sa fermeté, sa démission donnée si à propos avec tant de dignité et de désintéressement, tout cela l'avait singulièrement grandi dans l'esprit des montagnards. Fuad-Pacha sentit qu'il fallait compter avec un tel adversaire, qu'on ne pouvait l'attaquer de front, et qu'il fallait le miner sourdement, en ayant l'air de le combler de caresses et de louanges.

Déjà Fuad lui avait fait remettre la décoration de Medjidié. Il le félicita sur sa grande influence et le pria de la mettre au service de la cause gouvernementale.

Daoud-Pacha, dès qu'il fut arrivé, s'empressa d'agir de même : il avait besoin d'un tel appui. Souple, fin, ambitieux, sans attache dans ce pays auquel il était étranger et ne s'intéressait pas, dévoué uniquement à sa propre fortune, décidé à servir les passions de la Porte dont il lui fallait tout attendre,

il adopta d'emblée la vieille politique des Turcs : « diviser les chrétiens pour rester maîtres. » Aussitôt reconnu officiellement à Beyrouth en présence des notables druses, maronites, métualis, il se rendit dans la montagne près de Deïr-el-Kamar, à Beit-Eddin, qu'il avait choisi pour résidence, en souvenir du grand émir Béchir Chéhab. En quittant Joseph Karam qui l'avait courtoisement accompagné et en lui donnant son congé pour retourner à Ehden, il lui recommanda de bien garantir l'ordre et d'exhorter ses concitoyens au calme et à l'obéissance jusqu'à la nomination des nouveaux fonctionnaires. Mieux encore, il lui offrit le commandement des quinze cents zaptiés ou gendarmes indigènes, milice que l'on devait organiser avec les différents éléments fournis par le pays. C'était un appât bien séduisant.

Mais Karam ne voulait pas consolider un ordre de choses qu'il blâmait, ni aider les Turcs qu'il considérait comme les ennemis de son pays. Pourtant ses amis le pressaient d'accepter : « Je ne saurais, leur répondit-il, accepter du gouvernement turc un mandat que mes sympathies et mes convictions m'empêcheraient de remplir avec loyauté; je ne saurais non plus mettre ma loyauté au service d'une situation politique désastreuse pour mes compatriotes. »

M. Béclard, lui aussi, insistait pour qu'il donnât son adhésion et sa coopération au nouveau gouvernement. Joseph Karam maintint son refus, et, avec la même réserve digne, il repoussa, comme il avait déjà fait, les offres brillantes des Anglais et des Turcs. Alors il lui arriva cette chose triste et décourageante qui arrive presque toujours, dans les luttes politiques, aux personnages indépendants qui ne veulent se faire les serviteurs et les prisonniers d'aucune faction : toutes les factions l'accablèrent et le calomnièrent. « Il est vendu à la France », disaient les Anglais. « C'est une créature des Turcs; il est vendu aux Anglais », insinuaient les agents de la France. Et, injure plus douloureuse encore, car, après tant de services, Karam aurait dû être sacré pour ses compatriotes, certains Maronites l'ac-

cusaient d'attendre, et de se ménager entre la France et l'Angleterre pour se livrer bientôt au plus offrant.

Sa sérénité ne fut pas ébranlée de tant de coups si divers, dont les effets, d'ailleurs, devaient se neutraliser les uns les autres. Il demeura éloigné des intrigues et fidèle au parti national, dont il était le seul représentant en vue.

Mais si grande était son influence qu'on n'osait se passer de lui pour mettre la constitution en vigueur et nommer les titulaires des différents postes. Jamais on n'avait vu situation plus extraordinaire : un simple particulier, sans titre, sans mandat, sans aucun emploi de la violence ou de la parole, mais par son nom seul, tenait en échec trois grandes puissances, la France, l'Angleterre, la Turquie, et les empêchait de réglementer suivant leur caprice un petit pays de trois cent mille habitants. On ne voulait pas qu'il fût tout; et pourtant il était impossible de permettre qu'il ne fût rien.

Daoud-Pacha le manda à Beit-Eddin et fit appel à son patriotisme; c'était frapper à l'endroit sensible. « Vous ne pouvez souhaiter qu'on laisse le Liban dans la confusion où il se débat, lui dit Daoud. Acceptez, ou du moins ayez l'air d'accepter une charge, ne fût-ce que momentanément. Votre collaboration, même pour une faible durée, nous sera utile, si seulement il nous est loisible de nous en parer aux yeux du peuple; elle inspirera confiance en nous et nous donnera la facilité de commencer une organisation indispensable. » Joseph se laissa enfin fléchir. Mais, pour l'annihiler autant que possible, on l'envoya tout au sud du Liban, dans le Chouf, comme chef du district de Djerzin, au milieu même des Druses, auteurs des massacres de l'année précédente, c'est-à-dire là où son autorité était d'avance amoindrie et où il serait en opposition manifeste d'idées et de sentiment avec ses administrés.

Les autres choix de Daoud-Pacha ne furent pas moins irritants, ni moins habilement concertés pour semer la division dans les districts. A Koura, près de Tripoli, dans une circonscription mêlée de Grecs et de Maronites, il envoya un certain

Hassan Chéhab étranger à la région, né dans le Sud et qui, reniant sa religion, venait de se convertir au rite grec pour plaire à la majorité de ses nouveaux subordonnés. Son zèle suspect déplut à tous.

Un autre renégat de cette inconstante famille Chéhab, Medjed, si chaudement patronné par le général de Beaufort, fut nommé mühdir dans le Kesrouan, où il était abhorré aussi bien du clergé que des montagnards.

De même à Zahlé, pays grec, on désigna un nommé Abdallah-Abi-Lameh, Maronite et renégat. Au bout de peu de temps, il fallut le destituer.

Joseph Karam ne pouvait ni figurer sur de pareilles listes et sanctionner par sa présence de telles nominations, ni demeurer exilé dans un poste si inférieur à son mérite et où son action serait nécessairement paralysée. Il n'attendit pas plus de vingt-quatre heures pour donner sa démission et se retira dans ses propriétés d'Ehden, bien décidé cette fois à demeurer étranger aux affaires.

Résolution impossible à tenir! Un homme qui a un grand passé dans sa patrie, qui porte un nom célèbre, qui est généralement aimé, n'est pas libre de se désintéresser à son gré, même en apparence, des questions qui passionnent tout le monde autour de lui. Lorsque les Maronites souffraient, lorsqu'ils étaient lésés dans leurs intérêts et froissés dans leur orgueil, lorsqu'ils supportaient impatiemment de voir à leur tête ce Medjed Chéhab qui, vingt ans plus tôt, avait fait périr deux cents des leurs dans les supplices et qui aujourd'hui revenait avec défi pour prendre une insolente revanche de son exil mérité, vers qui se seraient-ils tournés, à qui auraient-ils fait entendre leurs plaintes, sinon au meilleur, au plus glorieux d'entre eux? C'est ainsi que Joseph Karam devint, malgré lui, le centre des mécontents. Mais il n'écoutait les doléances que pour les calmer, pour ramener la paix dans les esprits, et, à ceux qui le priaient d'intercéder pour obtenir le déplacement de Medjed, il ne répondait qu'en recommandant la patience et

le respect des lois. Il poussa l'abnégation jusqu'à féliciter publiquement Medjed de sa nomination et lui envoya même des présents.

Cependant il était trop clairvoyant pour ne pas comprendre qu'une situation aussi anormale ne pouvait durer, et il devinait que sa présence au Liban était et deviendrait chaque jour davantage un motif de trouble. Aussi une absence momentanée lui semblait-elle nécessaire. Il fit tenter par ses amis des démarches auprès de M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères à Paris, pour lui demander l'autorisation de faire un voyage en France et d'aller lui exposer les vraies causes de la crise du Liban si peu entendues par les diplomates.

La réponse n'eut pas le temps d'arriver avant que les choses fussent complètement gâtées. Medjed commettait exactions sur exactions, levait les impôts à tort et à travers, toujours aux dépens des Maronites. A Koura, son cousin Hassan emprisonnait arbitrairement les Maronites; il faisait battre les notables de Cheika, coupables d'avoir assisté à une noce dans une famille rivale de la sienne. Joseph protestait contre les vexations de ces tyranneaux ridicules. Il eut à Bétroun une entrevue avec Daoud-Pacha, qui était venu faire une inspection avec le secrétaire de M. Béclard. Mais cette entrevue n'amena aucun résultat, sinon de faire éclater mieux que jamais la popularité de Karam par les ovations qu'on lui fit, et par suite de le rendre plus antipathique au parti turc. Une enquête fut ordonnée et Karam fut appelé à Beyrouth par Fuad-Pacha. Le secrétaire de M. Béclard avait confirmé cette invitation.

Or Joseph Karam était protégé français et, comme tel, devait bénéficier de certaines immunités garanties à nos nationaux en vertu de capitulations très anciennes qui ont force de loi dans tout le Levant. D'après ces capitulations, aucun Français ou protégé français ne peut être arrêté et jugé que par l'ordre du consul de France, gage de sécurité vraiment indispensable dans ces pays où la légalité est peu de chose et l'arbitraire presque tout. Joseph devait donc se croire sous la sauve-

garde du drapeau tricolore et à l'abri des griffes des Turcs, lorsque, un beau jour, comme il sortait de faire visite à Mme Béclard, il fut appréhendé et conduit à la caserne par un officier de Fuad-Pacha. Bientôt on le mit au secret, après une lettre de Daoud qui accusait le prisonnier de s'être comporté en rebelle et qui se vantait, grâce à son départ, d'avoir rétabli l'ordre dans la montagne.

En réalité, il y avait guet-apens. Mais on ne songeait guère à écouter les réclamations de Joseph, qui fut traité sans égard, privé de médecin, bien qu'il fût malade, et obligé de recourir à son domestique pour se faire saigner.

Fuad-Pacha obtint des commissaires européens l'autorisation de l'expatrier et l'emmena avec lui à Constantinople. Les commissaires avaient cédé facilement, sans s'avouer à eux-mêmes qu'ils se rendaient complices du guet-apens et qu'ils sanctionnaient une violation flagrante du droit des puissances européennes. Mais une terrible lassitude les envahissait. Ils espéraient se débarrasser d'une question harcelante qui ne pouvait jamais se clore, et, plutôt que de convenir du vice de leur constitution, ils préféraient trouver dans Karam un bouc émissaire, dont les prétendus méfaits dégageaient leur propre responsabilité.

Quant aux Turcs, ils triomphaient. On était à la fin de 1861. La milice indigène n'était pas organisée, et, par suite même de ce retard perfidement calculé, les soldats ottomans, aux termes de la constitution, devaient occuper la montagne : les brebis étaient remises aux bons soins des loups.

Les lettres suivantes fournissent quelques éclaircissements complémentaires sur les événements qui précèdent.

Le général Ducrot
à Monsieur Arnauld d'Abbadie d'Arrast.

Nevers, 7 décembre 1861.

CHER MONSIEUR,

Votre lettre m'arrive en même temps que celle de Philippe de Bourgoing qui me fait connaître les bonnes dispositions de l'Empereur à l'égard de notre protégé. Nos efforts réunis produiront leur effet, je l'espère, et le gouvernement prendra en main une cause qui est vraiment la cause du christianisme et celle de la France.

J'espère beaucoup de votre entrevue avec M. Thouvenel ; quand j'ai eu l'honneur de voir Son Excellence, elle était bien disposée pour Joseph Karam, mais elle tenait essentiellement à ce qu'il se ralliât sincèrement à Daoud-Pacha, sur l'habileté et la loyauté duquel on fondait de grandes espérances ! J'ai donc écrit dans ce sens à notre ami ; mais depuis il m'a si bien démontré que Daoud était plus Turc qu'un Turc, qu'il n'était que la doublure de Fuad-Pacha, que leur unique but était l'affaiblissement et la ruine de la nationalité maronite ; qu'en lui proposant, à lui Karam, le commandement du district de Djerzin, on avait l'intention de l'enlever à son véritable centre d'action et de le couler complètement; enfin, il m'a donné tant de bonnes raisons que j'ai dû me rendre et voir clairement ce que j'avais entrevu dès le principe. Dans cet état de choses, j'ai

interrompu brusquement ma correspondance avec Karam, ne voulant pas agir dans un sens opposé à celui de notre ministre et ne pouvant pas non plus conseiller à Karam de contribuer volontairement à sa propre ruine et à celle de son peuple! Dites encore à Son Excellence que le pauvre diable, à bout d'arguments et prévoyant ce qui vient d'arriver, m'a témoigné le désir de s'expatrier momentanément et m'a prié de solliciter de notre gouvernement l'autorisation pour lui de résider en France. Vous savez tous les motifs qui m'ont encore déterminé à garder le silence à ce sujet, et, par conséquent, vous pouvez les exposer au ministre.

Je ne serais pas fâché de vous voir en relation avec le *Comité pour les chrétiens de Syrie :* il n'y aura certainement pas à pousser de ce côté, mais peut-être à retenir et à diriger. Il faut faire connaître à ces messieurs les bonnes dispositions de l'Empereur au sujet de Karam et leur faire comprendre que toute manifestation, tout article dans les journaux de l'opposition, et surtout de l'opposition religieuse, qui sembleraient avoir pour but d'exercer une pression sur la conduite du gouvernement, seraient plus nuisibles qu'utiles. Il faut une grande prudence, une grande réserve en ce moment; tous les efforts doivent tendre à faire connaître la vérité sur notre héros lui-même et sur la situation de son peuple, à faire comprendre que sa cause est celle de la France en Orient; ce point obtenu, abandonnons-nous avec confiance à l'initiative du gouvernement. Lorsque Karam sera libre et sérieusement protégé par

la France, alors nous pourrons engager ces messieurs du Comité à lui ouvrir un crédit illimité, à l'aide duquel il étendra et affermira son influence, achètera des armes, des munitions; en un mot, se mettra en mesure de profiter de la première occasion favorable pour jeter les Turcs à la mer.

Encore une fois, voyez les membres influents de ce Comité, caressez-les, dirigez-les adroitement, peut-être y a-t-il là le noyau de l'association chrétienne qui aurait pour but l'affranchissement des Lieux Saints par l'organisation de la nation maronite!...

De Bourgoing m'engage à voir le ministre ou au moins à lui écrire : si cette démarche était indispensable, je n'hésiterais pas, mais je la crois inutile ou au moins inopportune. Si Son Excellence vous en fournit l'occasion, laissez-lui entrevoir tout mon intérêt, tout mon dévouement pour cette cause que je considère comme celle de la France en Orient; dites-lui que je serai toujours heureux de pouvoir lui servir utilement soit en fournissant des renseignements et des éclaircissements sur la véritable situation des affaires, soit en payant de ma personne quand le moment sera venu. Ne négligez pas l'offre que vous a faite de Bourgoing de vous conduire chez M. de Bassano, voyez-le quelquefois, priez-le de vous présenter à Mme de Bourgoing, qui est aussi sensée que belle et aimable; je sais qu'elle aura grand plaisir à vous voir et à causer avec vous de l'Abyssinie et de l'Éthiopie.

Ma femme vous remercie de votre bon souvenir et se

joint à moi pour vous répéter : Courage et confiance.

Sur ce, je vous serre cordialement la main et vous renouvelle l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

P.-S. — Dites-moi tout ce que vous savez de l'arrestation de Karam. Comment est-il traité? Quel effet cet événement a-t-il produit dans la montagne?

Au même.

Nevers, 8 décembre 1861.

MON CHER AMI,

Et d'abord, pardonnez-moi d'avoir substitué le mot *ami*, qui est dans mon cœur, au froid *monsieur*, qui passait difficilement sous ma plume; autorisez-moi à agir de même à l'avenir.

Si vous croyez que la lettre ci-jointe puisse appuyer vos arguments près du ministre, je vous autorise à la mettre sous ses yeux, ainsi que les lettres des Libanais; mais tâchez de les retirer de ses mains quand il en aura pris connaissance.

Après ce que de Bourgoing m'avait dit des bonnes dispositions de l'Empereur en faveur de Joseph Karam, je ne comprends pas l'article du *Moniteur*. Peut-être émane-t-il du ministère d'État, qui doit nécessairement voir par les yeux de Bentivoglio; alors cela n'aurait pas grande importance.

Tâchez de vous renseigner à ce sujet. J'attends le résultat de votre entrevue avec le ministre, avec une impatience extrême. Quel qu'il soit, poursuivez votre projet de voir l'Empereur, il le faut absolument. Voyez M. de Bourgoing, M. de Saulcy; en un mot, toutes les personnes qui travaillent dans le même sens que nous. Concertez nos moyens d'action. Si, en revenant de chez le ministre mardi matin, vous pouvez m'envoyer une petite dépêche télégraphique disant : « Bonne nouvelle », vous me ferez grand plaisir. Si vous gardez le silence, je comprendrai que cela veut dire : « Mauvaise nouvelle », et j'attendrai les détails au lendemain.

Mme Ducrot vous envoie ses plus affectueux souvenirs et, moi, je vous serre cordialement la main.

Au même.

(Incluse dans la précédente.)

Nevers, 8 décembre 1861.

MON CHER AMI,

Je viens de lire l'article du *Moniteur* relatif à l'arrestation de Joseph Karam, et je reste stupéfait! Qui donc a pu croire un instant que le rusé Fuad-Pacha avait osé arrêter Karam sans s'être assuré l'assentiment des commissaires européens?

N'était-il pas évident depuis longtemps que les efforts diaboliques de Fuad tendaient à compromettre le jeune

chef maronite aux yeux de sa propre nation et à le perdre dans l'esprit des commissaires européens? Ignore-t-on ou a-t-on oublié les tentatives faites par les agents de l'Angleterre et de la Turquie pour le détacher de notre cause et l'enchaîner à la cause anglo-turque? Argent, promesse, honneurs, décoration du Medjidié, tout lui a été offert; mais, inébranlable dans sa foi et dans son patriotisme, il ne s'est pas plus laissé entraîner par les séductions de lord Dufferin, de MM. Moore, Voode, Fuad et Daoud-Pacha, que rebuter par les incroyables procédés de notre général en chef et les sottises de notre consul.

Je me rappelle un aveu échappé à la loyauté de lord Dufferin, peu de jours avant son départ pour Constantinople : « De tels sentiments, une pareille honnêteté, me disait-il dans un moment d'épanchement, sont choses si rares, et surtout en Orient, que longtemps je n'ai pu y croire; j'étais convaincu que c'était une comédie jouée entre les agents de la France et leur protégé... » Donc, puisque l'on ne pouvait gagner un tel homme à sa cause, ou le perdre par ses propres fautes, il fallait s'en débarrasser violemment, et c'est ce qui vient d'être fait!...

Voici donc le chevaleresque représentant de la nation maronite enfermé dans la caserne de Beyrouth, dans cette même prison où notre intervention avait fait entrer Saïd-bey-Djemblatt, Kurschid-Pacha et tant d'autres massacreurs, rendus aujourd'hui à la liberté!... C'est à n'y pas croire.

Que n'ai-je pas dit, que n'ai-je pas fait pour prouver au général de Beaufort et à M. Bentivoglio qu'ils avaient mal jugé l'honnête Karam, qu'il n'était pas plus vendu à l'Angleterre et à la Turquie que guidé par des motifs d'intérêt personnel? Vous rappelez-vous une discussion très vive que j'eus avec notre consul dans le salon de Mme Piccioto, parce que, avec sa légèreté habituelle, il affirmait que M. Béclard, ayant acquis la preuve de la trahison de Karam, l'avait mis à la porte de chez lui à coups de pied dans le dos, fait affirmé ensuite et soutenu à outrance par le général de Beaufort et le colonel Chanzy, démenti formellement par M. Béclard, qui m'assura que rien ne s'était passé chez lui qui pût même motiver une pareille assertion? Et ce fameux dîner imposé à Karam par Fuad-Pacha, ce prétendu toast porté par le jeune chef maronite (disait l'entourage du général) à l'alliance anglo-turque et au prochain départ des Français! Mensonge qui, reproduit par certains journaux, motiva une lettre aussi digne qu'énergique de la part de Karam. Il est inutile de chercher à démontrer comment notre consul a pu concéder à Fuad-Pacha l'arrestation du véritable représentant de la nation maronite; les faits qui se sont passés entre eux l'expliquent suffisamment. Pour qui ne connaît pas le prétentieux et méthodique M. Béclard, la chose est plus difficile à comprendre.

A tort ou à raison, bon gré, mal gré, M. Béclard a accepté, au nom de la France, une organisation contraire à tous les intérêts que nous voulons servir en

Syrie ; c'est un grand malheur sans doute ; mais, enfin, le fait existe.

Béclard est lié au joug ; il faut qu'il fasse marcher la charrette sur la voie où elle est engagée, dût-elle aboutir à un précipice. On comprend donc que, dans son aveuglement, il ait voulu faire disparaître l'obstacle qui pouvair l'arrêter sur la pente fatale. En d'autres termes, M. Béclard, après avoir présenté sa constitution comme un chef-d'œuvre de l'art diplomatique, ne peut pas se déjuger aujourd'hui en avouant que cet enfant, objet de tant de soucis et de peines, n'est pas né viable.

Périssent plutôt Karam et tous les Maronites de la terre que faire un pareil aveu !

Si vous pouvez parvenir jusqu'au ministre, plaidez éloquemment la cause de nos pauvres amis ; dites surtout à Son Excellence que l'infortuné Karam entrevoyait le sort qui lui était réservé ; réduit à l'impuissance, ne pouvant se sacrifier utilement pour sa cause, il m'a témoigné le désir de s'expatrier momentanément et m'a prié de solliciter pour lui près du gouvernement français l'autorisation de résider en France.

Vous savez les motifs qui m'ont empêché de donner suite à cette demande, au besoin donc vous saurez les exposer au ministre.

Au milieu de toute ma correspondance avec les Libanais, je choisis quelques lettres qui pourraient être mises sous les yeux du ministre, s'il avait le temps de s'occuper sérieusement de cette affaire et s'il voulait

avoir une idée exacte des événements et du caractère de l'homme auquel nous nous intéressons.

Votre bien affectionné et bien dévoué.

A son beau-frère M. Kappelmann.

Nevers, 19 décembre 1861

Je suis fort exaspéré, fort anxieux de l'arrestation de mon pauvre Joseph Karam ; j'ai reçu ce matin une lettre de Beyrouth en date du 5 courant ; à cette époque, Karam était toujours en prison, gardé à vue par des soldats turcs, et il était question de sa mise en jugement ; or, par qui peut-il être jugé, si ce n'est pas par ces mêmes juges qui ont mis en liberté tous les Druses et Turcs souillés du sang chrétien? Cela n'est pas rassurant, vous l'avouerez.

La conduite de nos agents dans cette circonstance a été pitoyable ; en approuvant la conduite de Fuad-Pacha, ils se sont associés à un affreux guet-apens qui n'est ni dans nos mœurs, ni dans nos usages. La France est d'autant plus compromise que M. Crampon, secrétaire de M. Béclard, assistait à l'entrevue qui a eu lieu à Batroum entre Karam et Daoud-Pacha. C'est sur les instances de ces deux personnages que Karam s'est rendu à Beyrouth près de Fuad-Pacha ; il était donc sous la sauvegarde du représentant de la France quand il a été arrêté et emprisonné. L'on m'a demandé dernièrement

une note à ce sujet; je l'ai envoyée et je sais qu'elle a été mise sous les yeux de l'Empereur, qui a paru la lire avec intérêt. Sa Majesté est même, dit-on, très bien disposée en faveur de Karam; malheureusement il n'en est pas de même de notre ministre des affaires étrangères, qui ne veut pas convenir qu'il s'est laissé tromper par ses agents et paraît décidé à les soutenir quand même.

Voilà Fuad-Pacha grand vizir, c'est-à-dire chef du cabinet; c'est donc le triomphe de la politique anglaise à Constantinople. Il est trop intéressé dans la question pour consentir à la mise en liberté de sa victime et à son envoi en France. Il est trop habile pour refuser nettement; mais il saura gagner du temps, donner de bonnes paroles, faire naître les incidents. Or, l'air de la prison turque est fort malsain; Karam était souffrant dans ces derniers temps, et enfin, en dernière analyse, il reste toujours la fatale tasse de café qui, prise à propos, débarrasse sûrement le Divan des gens incommodes! Cette situation est fort inquiétante et m'attriste plus que je ne peux vous le dire. Au sentiment de honte que j'en éprouve pour mon pays se joignent mes sentiments personnels pour ce brave jeune homme si loyal, si dévoué à sa nation et à la France!

. . . .

Votre frère dévoué.

A Monsieur Arnault d'Abbadie.

Nevers, 26 décembre 1861

Mon cher ami, en même temps que votre lettre d'avant-hier, j'en recevais une de Philippe de Bourgoing, qui serait de nature à décourager des hommes d'une autre trempe que la nôtre. Ce cher ami venait d'avoir une longue conversation avec M. Thouvenel, qui avait daigné lui exposer ses idées et sa politique, lesquelles sont diamétralement opposées aux nôtres ! De Bourgoing en concluait qu'il n'y avait rien à faire près de l'Empereur, qui a pleine confiance en son ministre et ne ferait rien sans son avis ; il ajoutait : « Croyez-moi, ne tentez rien pour le moment en faveur de Joseph ; cela vous serait peut-être nuisible. » Comme vous le pensez bien, cette considération n'en est pas une pour moi ; je prétends qu'on a toujours le droit de chercher à faire connaître la vérité, quand il s'agit d'une cause nationale et peut-être du salut d'un honnête homme menacé pour s'être dévoué à cette cause. A cela, purement et simplement, je borne mon rôle. Comment et quand parviendrai-je à faire connaître cette vérité, je n'en sais rien ; mais, comme je le dis à Bourgoing, je guette l'occasion et ne la laisserai pas échapper. Je m'occupe en ce moment d'un travail qui a pour objet de retracer tous les faits qui se sont passés en Syrie depuis le jour de

l'arrivée de l'armée française jusqu'au moment de l'arrestation de Karam. Ce travail n'aura d'autre mérite que celui d'une exactitude parfaite. Aussitôt terminé, je vous l'enverrai. Vous le lirez à tête reposée ; vous ajouterez, retrancherez, corrigerez, donnerez de la tournure aux phrases, du style ; en un mot, vous vous occuperez de la forme, car malheureusement je suis un détestable écrivain, et la forme, la forme ! c'est beaucoup par le temps qui court. Il faut qu'on nous lise avec intérêt et même avec plaisir. Une affaire me réclame, je suis obligé de vous quitter, mais avant permettez-moi de vous féliciter au sujet de votre audience, vous avez fait et dit tout ce qu'il était possible de faire et dire ! votre but ne peut avoir été manqué.

Je suis toujours votre bien dévoué.

. . . .

Lettre de l'amiral de la Grandière, chef de l'escadre envoyée en Syrie, au général Ducrot.

Tripoli, 5 janvier 1862.

Soyez bien convaincu, Monsieur le général, que je ne serais pas resté sans vous donner connaissance des événements, si je n'avais su que M. R... et Mme Malhamé étaient bien occupés par toutes les occasions de vous mettre au courant des affaires de Karam

L'amiral de Tinan, son chef d'état-major, ma famille, plusieurs amis, désiraient avoir la vérité; il m'a fallu faire des volumes, sans compter les rapports au ministre que j'avais besoin d'étudier pour ne pas me laisser aller à mon indignation. Je suis heureux que mes dépêches aient été sous les yeux de Sa Majesté; elles sont dures pour les diplomates, que tous mes raisonnements ne peuvent faire revenir. Je dois cependant à la vérité de dire que le consul a été bien dans ces affaires. Elles ne le regardaient pas, et, toutes les fois qu'il en a parlé, il a désapprouvé les mesures de rigueur et injustes; il a été même le seul des agents officiels à recevoir le Bey.

M. Béclard ne connaît pas le pays, ne voit que Daoud, qu'il patronne quand même.

Je crois l'avoir un peu retenu dans son animosité contre Karam, et, s'il a été le premier à le sacrifier, je lui ai prédit qu'il y aurait une indignation générale et que l'affaire irait loin; que, voyant les choses autrement que lui, je ne pouvais les rendre de la même manière. Aussi je voudrais pouvoir vous envoyer tous mes rapports. Si vous avez quelqu'un d'influent à Paris, il pourra se les procurer au ministère.

Celui que j'adresse dans ce moment surtout doit faire ouvrir les yeux sur l'aveuglement de nos agents diplomatiques, qui sont les seuls à ne pas voir où conduisent les concessions, l'astuce et la rouerie de Fuad, d'accord avec Daoud pour ruiner notre influence et notre considération.

Vous me permettrez, mon général, de ne vous donner

aucun détail sur les affaires de Karam; vous les savez sans doute; le paquebot français de Smyrne, qui devait nous annoncer son arrivée à Constantinople, a fait des avaries dans les tempêtes que nous éprouvons depuis un mois et n'a pu continuer son voyage. Votre lettre et deux courriers sont venus par Alexandrie en retard de huit jours.

L'affaire de Joseph-Bey (1) s'est dénouée d'une manière assez inattendue : les charges amassées par Daoud n'ayant pas motivé le jugement qu'il désirait, les protestations de tous les honnêtes gens venant en aide à la destruction de l'échafaudage de faits mensongers, il a fallu changer de batterie, et les commissaires n'ont pas vu d'inconvénient à un transport à Constantinople pour intimider les mécontents du Kesrouan.

A peine débarrassé du seul chef qu'il redoutait et après avoir porté, selon moi, une atteinte indirecte à notre influence par ce fait, quoique M. Béclard en fasse bon marché et qu'il y ait contribué pour une bonne part, il vient de se passer un fait qui prouve l'enchérissement de la perfidie de Fuad et de ses intentions pour l'avenir.

Le 24 décembre à midi, l'ordre parti du sérail de Tripoli était d'arrêter et d'incarcérer tous les protégés français, soi-disant parce qu'ils n'avaient pas payé l'impôt dont ils sont exempts depuis plus de vingt-cinq ans. Aucun avis ne leur avait été donné, aucune sommation

(1) Joseph Karam.

faite, et le vieux consul de France pas averti; outre les zaptiés de la police, des soldats turcs, qui jamais ne doivent entrer dans les habitations, furent requis pour procéder à cette illégalité : les injures, coups et blessures ne furent pas épargnés, et neuf protégés français furent ainsi mis en prison; les autres parvinrent à se cacher. Comment expliquer cette brutalité dirigée exclusivement sur notre protection? Sur les réclamations de M. Blanche, le vice-consul, il fut répondu par le gouverneur qu'il n'avait rien ordonné, mais seulement accordé aide à un des séides de Fuad-Pacha, Assad-Effendi, n'ayant aucune mission officielle connue, mais détaché, comme bien d'autres créatures de son maître dans la Syrie, pour exécuter ses ordres, ses volontés, malgré les autorités locales.

Je fus prévenu à Alexandrette le 29 par M. Pakier (Russe) de cet événement. Deux heures après, j'étais en route, faisant rallier le *Colbert;* un coup de vent ne nous permit d'arriver que le 31 au matin, mais malheureusement trop tard. Les prisonniers étaient relâchés sur la demande énergique du consul de Beyrouth à Akmet-Pacha, qui ne connaissait pas le premier mot de ce guet-apens. Mon arrivée prompte et inattendue a produit le meilleur effet, mais je ne pouvais que contribuer dans une faible mesure à punir une pareille insolence. Des indemnités sont demandées, la destitution du caïmacam gouverneur et celle d'Assad-Effendi également; mais nous ne tenons rien d'ici longtemps, ces demandes étant adressées à Constantinople à Fuad, qui est l'auteur de tout ceci.

Ne voyez-vous pas, général, un enchaînement de faits qui prouvent l'intention, la perfidie du gouvernement turc à notre égard? Pour moi, je n'en puis douter : nous n'obtiendrons rien par des paroles ; il faudra en venir aux grands moyens, si on ne parle pas fort dès à présent.

Comment comprendre un gouvernement dont le chef militaire est à Damas, le civil à Beyrouth ; Abroud-Effendi, un gouverneur de la province qui ne peut donner des ordres aux chefs des districts ; une police occulte de Fuad, qui ne relève que de lui et peut, avec un papier dans la poche, commettre les actes les plus révoltants, sans que l'on puisse avoir raison de cet employé, puisqu'il n'est reconnu que des Turcs, encore dans une certaine mesure ; enfin ce travail de tous les instants à profiter des moindres circonstances pour rendre l'organisation impossible, tromper nos diplomates qui s'endorment pleins de confiance dans ce qu'il y a de faux et d'ennemi à nos intérêts?

Comme vous, général, je ne vois pas ce que l'enquête annoncée par le ministre pourra produire ; les faits sont évidents, les pièces, officielles ou non, sont entre les mains de La Roncière et du ministre de la marine ; on peut les consulter. Je ne vois pas en quoi Karam soit répréhensible, si ce n'est peut-être d'avoir eu confiance en Fuad et de l'avoir trop écouté, d'avoir été indécis longtemps, c'est son caractère, mais jamais, au grand jamais, il n'a été hostile à la France, encore moins aux intérêts de sa nation.

Dans mes discussions avec M. Béclard, il m'a bien dit :

— Il n'y a nulle confiance à avoir en Joseph; il m'a trompé si souvent que ses protestations ne me touchent plus. Il sert les vues de Fuad qui sont de rendre la constitution impossible et Daoud impopulaire, afin de voir les Turcs appelés de nouveau dans la montagne, etc. C'est l'homme de M. Moor. Je sais qu'il s'inspire de ses conseils, est vendu à l'Angleterre, etc.

— Comment, lui ai-je répondu, pouvez-vous croire que Joseph, que vous avez patronné et mis en avant, en dépit du général de Beaufort, dont vous me disiez dans le temps que vous en répondiez, qui est connu et ami de tous les Français, et sincèrement religieux, puisse, avec connaissance, vouloir le trouble, le régime turc et Fuad pour vice-roi? Non, cela n'est pas croyable, il a pu se laisser tromper, *comme bien d'autres*, mais il a trop la finesse des Arabes pour ne voir où on veut l'entraîner et s'arrêter à temps. Quant aux Anglais, je ne puis comprendre ce que vous me dites, et m'inscris en faux jusqu'à preuve du contraire.

— J'ai les preuves en main.

— Montrez-les, et je croirai.

Je suis encore à les voir.

Depuis l'arrestation, je me suis permis de dire assez haut : Croit-on, á présent, qu'il y ait accord entre Karam et Fuad? Croit-on que, si M. Moor s'intéressait à lui, il eût été traité de la sorte? Non, assurément. Il n'y a qu'un partisan de la France qui puisse recevoir pareil traitement...

Oui, mon général, je fais du sang de tigre et n'aspire

qu'à quitter un pays malheureux où je ne puis faire le bien autant que je le voudrais. J'ai été sur le point d'enlever Karam à la barbe des Turcs et des commissaires; il fallait pour cela son consentement et celui de ses amis; il y avait du pour et du contre dans cette affaire, qui aurait eu du retentissement. Je crois, après le moment de jeunesse et d'indignation passé, qu'il vaut mieux, pour le brave homme, que la persécution aille jusqu'au bout; il faut qu'il supporte cette iniquité avec une fermeté qui fasse rougir ses ennemis; il sera plus connu, plus apprécié, et deviendra plus populaire dans son pays. Sa délivrance eût été un exil obligé; sa captivité, qui ne sera pas longue, un triomphe.

L'affaire de nos protégés insultés fera du bruit; j'ai adressé un rapport au ministre, avec toutes les pièces que le vice-consul Blanche m'a communiquées pour les plus petits détails. Je reste quelque temps à Tripoli pour en imposer, avec une faible espérance qu'on m'autorisera à faire usage du *droit canon* pour exiger les réparations indispensables.

Le ministre me fait savoir que Maurin est désigné pour commander le *Colbert,* Du Boisguehenner ayant fini son temps. Je l'attends d'un jour à l'autre.

Comme je vous le disais au commencement de ma lettre, il faut que la plume coure sur le papier pour arriver à remplir mes obligations avant le départ du courrier; aussi suis-je assez décousu, mais, je pense, assez clair, sinon lisible, pour être compris.

Veuillez présenter mes hommages à Mme Ducrot,

que je ne puis oublier sous bien des rapports; vous m'avez donné des droits à son affection, en me permettant de la soutenir dans la voie douloureuse; je la réclame donc en l'assurant de la mienne.

Recevez, mon général, la nouvelle assurance de mes sentiments dévoués et bien affectueux.

Signé : DE LA GRANDIÈRE.

Du général Ducrot son frère.

Nevers, 6 février 1862

Mon cher ami, tu as très bien fait de communiquer à ton général les documents qui peuvent l'éclairer sur la question syrienne. Il est fort à souhaiter que, en ceci comme en bien d'autres choses, on parvienne à faire connaître la vérité à l'Empereur, car, quand je réfléchis à tout ce qui se passe en ce moment, je me dis que le plus grand danger de l'époque actuelle est l'ignorance, dans laquelle vit le souverain, des hommes et des choses !

Afin de mieux éclairer ton général sur les tristes résultats qu'ont amenés les fautes de nos agents en Syrie, je t'envoie la dernière lettre de l'amiral de la Grandière (1); il verra que le titre de protégé français, qui autrefois était un talisman d'inviolabilité dans tout

(1) Voir cette lettre plus haut.

l'Orient, est aujourd'hui un motif suffisant pour vous faire maltraiter, bâtonner et emprisonner. M. Thouvenel a beau parler de réparations obtenues, cela ne change pas l'état des choses, et, d'ailleurs, nous avons vu ce qu'étaient les réparations de Fuad-Pacha pour mes propres officiers et nos soldats insultés et battus dans les rues de Beyrouth.

Si le général te demande quel moyen je propose pour remédier au mal, tu lui diras que le seul, le véritable remède est l'envoi à Beyrouth d'un agent vraiment digne de représenter la France, tel, par exemple, que M. Bourée. Je n'ai pas l'honneur de le connaître, mais je le juge par ses actes et par les souvenirs qu'il a laissés en Syrie.

Un homme d'honneur et d'énergie ne réparera pas tout le mal accompli, mais il l'atténuera.

A son frère.

Nevers, 18 avril 1862.

Mon cher Henri, ce que tu me dis du projet de donner des décorations de Turquie, à l'occasion de l'expédition de Syrie, m'étonne et m'afflige. Je sais qu'il en avait été question lorsque nous étions en Syrie. Je m'en étais expliqué très nettement avec le général de Beaufort, en lui faisant bien comprendre que j'étais parfaitement décidé à ne pas me laisser imposer une décora-

tion qui ne me rappellerait que de tristes souvenirs.

Ma manière de voir est toujours la même, et pour rien au monde je ne voudrais accepter un témoignage de satisfaction du gouvernement turc.

Tu me rendras un véritable service en faisant connaître mes sentiments au général Blondel, en le priant instamment de vouloir bien faire en sorte que mon nom ne soit pas inscrit sur la liste de propositions.

Loin de moi la pensée de faire de l'opposition ou de blâmer quelqu'un; tout le monde n'a pas été aussi bien placé que moi pour juger les choses sous leur véritable jour; beaucoup même, je le sais, sont très satisfaits des résultats obtenus par notre intervention en Syrie; il est donc tout naturel qu'ils acceptent avec plaisir, qu'ils sollicitent même une décoration. C'est une affaire d'appréciation; mais, je te le répète, avec mes convictions, il me serait extrêmement pénible d'être décoré en cette circonstance...

A Monsieur Arnauld d'Abbadie d'Arrast.

Nevers, 1er janvier 1863.

Mon cher ami, j'étais moi-même à Paris ces jours derniers, et je suis désolé d'avoir manqué l'occasion de vous serrer la main. Mais comment imaginer que vous étiez si près de nous sans donner signe de vie? J'aurais parié que vous étiez en Égypte ou à Constantinople, et

j'attendais avec impatience que votre amitié nous envoyât un mot de souvenir daté de ces lointaines régions.

Je suis enchanté que vous ayez repris notre affaire de Syrie ; votre caractère, votre position indépendante vous placent admirablement vis-à-vis notre nouveau ministère, qui me paraît comprendre l'honneur et l'intérêt de la France.

Je désire vivement que nous puissions causer de tout cela avant que vous ayez votre entrevue avec M. Drouyn de Lhuys.

Ce qui vient de se passer en Grèce doit faire ouvrir l'œil à l'Empereur sur les intentions de l'Angleterre et le rôle qu'elle joue en Orient. Le moment est favorable pour plaider la cause de nos véritables amis et réparer le mal fait par une absurde politique. Si vous jugez mon concours utile et opportun, je suis tout prêt à rentrer en ligne. Encore une fois, venez, venez le plus tôt possible, et nous passerons quelques bons moments ensemble.

Prévenez-moi de votre arrivée vingt-quatre heures d'avance, parce que je vais quelquefois à la chasse ou à la campagne, et que je serais désolé de perdre une minute du temps que vous pourrez me consacrer.

Ma femme et mes enfants vont bien ; hier soir, nous parlions de vous ; petite Marie (votre favorite) disait : « Oh ! M. d'Abbadie n'est pas à Paris, il est bien loin, bien loin, sans cela il aurait écrit à papa et nous aurait envoyé nos étrennes... » Vous voyez que l'on n'oublie pas l'Éthiopien.

A bientôt donc, mon cher ami, et, en attendant, je vous envoie les plus affectueux souvenirs de ma femme, un baiser de mes enfants et mes meilleures amitiés.

Joseph Karam fut bien reçu à Constantinople. On lui réservait là cette politesse insidieuse dans laquelle excellent les Orientaux. Au mois de janvier, Fuad-Pacha lui fit offrir indirectement de lui confier des fonctions importantes dans la hiérarchie de la Sublime Porte. Rien n'était plus adroit. Une fois Karam domestiqué parmi les fonctionnaires turcs, loin de son pays, c'était son crédit au Liban à jamais détruit. Cela eût prouvé que le jeune patriote était à vendre pour une bonne place et un traitement avantageux. Il sentit le piège et, non moins fin que ses adversaires, il eut le tact de l'éviter et s'excusa sur l'insuffisance de ses capacités. En même temps on s'acharnait à le faire passer pour coupable. Le *Journal officiel* de Stamboul publiait qu'on l'avait exilé sans jugement par un effet de la générosité de Fuad, afin de le soustraire à la punition qu'auraient entraînée ses égarements. Ainsi ce n'était pas assez qu'on le rendît victime d'un déni de justice ; il fallait encore qu'il en fût reconnaissant.

Voici un fragment d'une lettre adressée par Joseph Karam à l'un de ses amis. Il avait vu successivement Fuad et Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères, dont Fuad convoitait alors la place. Le récit est fort spirituel.

« 31 janvier 1862.

. . . .

« Je suis allé chez Fuad-Pacha, pour lui présenter mes saluts et mes respects. Son Excellence m'a accueilli avec affabilité, et m'a recommandé d'aller saluer Aali-Pacha, ministre des affaires étrangères. Je m'y suis

rendu et j'ai salué Son Excellence à l'européenne. Ce pacha m'a fait bon accueil et m'a donné à connaître qu'il était *redevable* aux circonstances d'avoir amené notre entrevue. J'ai répondu sur le même ton que moi aussi j'étais *redevable* aux circonstances et à ceux qui les ont provoquées de m'avoir procuré l'honneur de me trouver en présence d'un personnage aussi éminent, et d'avoir augmenté le nombre de mes connaissances, parce que j'ai toujours désiré et aimé voir les personnages distingués des différentes nations de l'Empire ottoman qui agissent d'un commun accord pour la justice et le bien-être de tous. Son Excellence Aali-Pacha a paru satisfait de ma façon de répondre.

« Le lendemain, je me suis rendu chez Fuad-Pacha. Je l'ai informé de ma visite à Aali-Pacha. Il en fut satisfait, et il me demanda comment j'avais trouvé sa bienveillance et sa politesse. J'ai répondu que j'avais trouvé ce personnage plus grand encore que je n'avais imaginé, et que j'espérais que, par la bienveillance et la justice du Grand Vizir, le pays deviendrait plus prospère. Cette réponse a paru lui être peu agréable. Un moment après, je me suis levé pour me retirer. Il m'a congédié avec affabilité et bienveillance, et depuis ce temps-là je ne suis plus retourné ni chez le Grand Vizir, ni chez aucun dignitaire, sinon chez le nommé Franco-Effendi, qui m'a prié de l'aller voir. »

Qu'on se rappelle l'enchaînement extraordinaire des circonstances qui avaient amené Karam à Constantinople, et qu'on

se représente l'entrevue; n'est-il pas extrêmement piquant d'entendre Karam dire, sans sourire, combien il est redevable aux personnes qui l'ont mis à même de faire la connaissance du ministre? Certaines situations engendrent des détours de style bien amusants.

Grâce à l'intervention de la France, l'exilé put obtenir de ces Turcs, qu'il avait eu suffisamment l'honneur de contempler, l'autorisation d'aller en Égypte attendre l'expiration des trois années que devait durer le mandat confié à Daoud-Pacha comme gouverneur du Liban. Le marquis de Moustiers, ambassadeur de France à Constantinople, affirmait que, ce délai écoulé, on rendrait justice à Karam. Son envie de tenir cette promesse était peut-être moins grande que sa facilité à la faire.

Le héros malheureux de l'indépendance libanaise vécut deux ans à Alexandrie tranquille, inaperçu et loin des intrigues. Mais on ne pouvait oublier un tel homme. Au commencement de 1864, Daoud-Pacha, qui espérait rester encore cinq ans à son poste, fit sonder Joseph Karam en vue d'un rapprochement, sentant bien que seule une réconciliation avec lui pourrait mettre définitivement l'harmonie dans son gouvernement. Le général Ducrot, qui n'a jamais cessé de s'intéresser à Karam et qui suivait de loin les événements, lui écrivait pour l'engager à faire des concessions. Mais celui-ci résistait. Il se rappelait les procédés de Daoud qui l'avait attiré dans le guet-apens de Beyrouth, et qui, d'accord avec Fuad, l'avait fait bannir sans jugement sur des griefs imaginaires; il se rappelait sa propre mère morte du chagrin de son exil et loin de lui, sans même qu'il eût pu l'embrasser; il connaissait Daoud, le feint ami de la France, mais en réalité le serviteur secret et dévoué de la Turquie et de l'Angleterre, et, repassant toutes ces raisons, les unes d'intérêt général, les autres personnelles, il frémissait d'indignation à la seule pensée de servir sous les ordres de ce gouverneur. Son idée alors était d'abandonner la politique et même de renoncer à revoir sa chère patrie. Il fai-

sait faire des démarches à Paris auprès de M. Drouyn de Lhuys pour obtenir de la Porte une cession de terrain dans les environs de Balbeck en échange de ses propriétés du Liban. Dans ses nouveaux domaines il comptait faire venir des Libanais pour défricher le sol inculte; avec l'aide de capitaux européens, il développerait de grandes exploitations agricoles, et ainsi il enrichirait la plaine de la Bekaa tout en rendant service à ses compatriotes.

Mais c'était là le souhait d'un moment plutôt qu'une résolution ferme et arrêtée. L'homme d'action sur qui tout un pays a les yeux fixés ne jette pas facilement l'épée du soldat pour prendre la bêche pacifique du cultivateur. Pendant l'été de 1864, c'est-à-dire vers le temps où expiraient les pouvoirs de Daoud, Joseph Karam s'embarqua pour Constantinople afin d'y voir M. de Moustiers. Mais relâchant à Smyrne, il s'y heurta contre M. de Bentivoglio, alors consul général dans cette ville, M. de Bentivoglio, ce même homme par qui il avait été retenu quatre ans auparavant d'une façon si malencontreuse à la porte de Zahlé, et dont l'intervention avait été si funeste.

Le consul avertit Karam que M. de Moustiers était en congé; il l'empêcha d'aller à Paris comme c'était son intention, et il lui fit nettement cette déclaration :

— Vous n'avez permission de vivre ni chez vous, à Ehden, ni dans le reste de la Syrie, à moins que vous n'acceptiez un emploi de Daoud-Pacha.

Karam protestait. Il réclamait ce droit qu'a tout accusé d'être soumis à un jugement régulier.

— Mettez-vous au service de Daoud...

— Mais ce serait un service forcé, répliquait Karam; ce genre de peine n'est pas dans vos codes.

— La politique l'exige! répliquait gravement M. de Bentivoglio.

Et il concluait tous les entretiens par cette formule.

Cependant le temps passait. A l'automne de 1864, M. Outrey,

successeur de M. de Bentivoglio à Smyrne, fit de nouvelles ouvertures à Karam de la part de Daoud. Il pourrait rentrer s'il reconnaissait officiellement l'ordre de choses établi au Liban; s'il prêtait serment, devant le consul de France, de ne pas susciter de désordres; si enfin il s'engageait à accepter les fonctions de mühdir. Cette fois on se montrait moins intransigeant que la première, et on lui offrait un mühdirat dans la région où il était le plus connu et le plus aimé, c'est-à-dire dans l'extrême Nord.

Karam était las d'un exil immérité et n'entrevoyait pas de solution légale qui pût lui assurer enfin un séjour paisible dans sa patrie. Il céda sur les deux premiers points et, quant au troisième dont l'acceptation froissait chez lui les délicatesses les plus intimes, il essaya de l'éluder et écrivit plusieurs fois à ce sujet au ministre des affaires étrangères. Ses lettres demeurèrent sans réponse. Alors, justement exaspéré d'être traité en paria dans son propre pays, il se décida un beau jour à y rentrer, et sans éclat, mais avec une émotion profonde, il revit sa chère résidence d'Ehden. De là il informa le consul de France de son retour et lui annonça son intention de vivre en simple citoyen, dans le respect et sous la protection des lois.

Daoud, aussitôt avisé, se hâta de faire le nécessaire pour se mettre d'accord avec le nouvel arrivant, avant que les chancelleries étrangères fussent intervenues : il savait combien la Turquie, ayant toujours beaucoup de choses à cacher dans son administration, redoute l'examen et l'ingérence des puissances européennes. Sur sa demande, une entente tacite fut établie par le secours d'un intermédiaire : mais il n'y eut pas pour cela de rencontre entre les deux anciens ennemis, et aucun rapprochement cordial ne scella cette réconciliation fragile.

Les premiers mois furent paisibles, et l'on put croire l'harmonie rétablie. Daoud s'étant absenté en juin 1865 pour faire un voyage à Constantinople, et quelques troubles étant survenus sur différents points du Liban par la provocation de cer-

tains agents anglais, Karam sortit de sa réserve, et ce fut pour ramener le calme en peu de temps. Nos agents ne lui avaient jamais temoigné de bienveillance ni même rendu justice : cette fois, il eut la surprise de recevoir des félicitations de la part de M. des Essarts, consul de France à Beyrouth. Le soi-disant ambitieux se contentait de cette vie modeste, heureux de faire quelque bien autour de lui et de rendre un service public selon l'occasion; sa rancune semblait oubliée... « Quant à l'affaire entre Daoud-Pacha et moi, écrivait-il vers cette époque au général Ducrot, elle dort d'un profond sommeil. »

Il semblait qu'on pût la laisser dormir à jamais lorsque, à l'automne, Daoud revint de Constantinople. Il ramenait des Cosaques ottomans. Les Libanais virent cette escorte du plus mauvais œil : est-ce que ces cavaliers n'allaient pas être bientôt employés à remplacer la milice indigène? Cette préoccupation éveillait toutes les susceptibilités.

Mais M. des Essarts prit une résolution qui parut plus grave et plus fâcheuse encore. Il avait été frappé sans doute du rôle important que Karam avait été amené à jouer pendant l'absence de Daoud : il craignait que ce nom, récemment remis en avant et qui n'avait rien perdu de sa popularité, fît fermenter un vieux levain de révolte non apaisé; et il jugeait nécessaire une entente, officiellement reconnue, entre Karam et Daoud; ce serait aux yeux du peuple la constatation formelle que le premier se soumettait définitivement au second. Comme Karam protestait, M. des Essarts prétendait lui donner des conseils dans son propre intérêt : si Karam se tenait éloigné des affaires, les générations nouvelles ne le connaîtraient plus; le jour où il voudrait rentrer en scène, elles lui diraient : « Arrière! Vous êtes le passé, nous sommes l'avenir; vous êtes le puits, nous sommes la source. » On voit que, dans son ardeur à convaincre, le consul n'hésitait pas à enguirlander sa prose de toutes les fleurs du style oriental. Cette rhétorique, plus éblouissante que lumineuse, demeura sans effet sur Karam, qui s'enferma chez lui avec la résolution bien arrêtée

de ne pas revoir Daoud et de rester étranger aux affaires publiques.

Il en était là lorsque, vers la fin de décembre, il apprit inopinément l'arrestation et l'emprisonnement de son beau-frère Bakhos. Parmi tous ses devoirs d'administrateur, il y en avait un surtout que Daoud-Pacha entendait observer strictement : c'est celui de collecteur d'impôts. Cette année-là, les récoltes avaient été mauvaises, et la misère sévissait dans la montagne. Il n'en prétendait pas moins que la récolte d'argent fût abondante pour le trésor, et il avait même surélevé les taxes au delà du chiffre fixé par la constitution. Un immense cri de pitié s'échappa de toutes les chaumières. Il y répondit par un hourra de ses Cosaques ottomans, qui envahirent le Liban avec deux cent cinquante hommes de milice indigène, presque tous Druses. De nombreux notables qui protestaient, et entre autres Bakhos, furent conduits à Beit-Eddin et jetés au cachot.

A cette nouvelle, Karam écrivit à Daoud que, si son beau-frère était poursuivi pour dettes, lui-même s'engageait à les payer; il faisait observer que, s'il y avait délit, la loi exigeait un jugement. Son désir était de s'en tenir à cette réclamation modérée. Mais tous les Libanais molestés se tournaient vers lui comme vers leur protecteur naturel. Ils accouraient se plaindre et des impôts écrasants, et de l'envahissement des soldats étrangers, et des arrestations illégales. Karam, fidèle à son rôle de pacificateur, sortit de sa retraite avec le dessein de les calmer et s'avança parmi eux dans la direction de Djounie. Son voyage était un espoir et une fête pour le pays; un cortège se formait spontanément autour de lui et grossissait à chaque pas.

A Batroum lui parvint la réponse de Daoud. Elle disait que les accusations portées contre Bakhos étaient graves, mais qu'il serait jugé en toute impartialité. Elle était d'ailleurs conçue en termes très aimables, même affectueux. Karam répondit une lettre de remerciement très respectueuse, puis il continua à s'avancer à la tête d'une foule croissante.

Ainsi se répétait d'une façon exacte la fausse situation qui s'était déjà produite cinq ans plus tôt : d'une part un gouvernement régulier, qui avait contre lui le sentiment public et qui se rendait intolérable; d'autre part un homme seul, vers qui volaient tous les cœurs, en qui s'incarnaient les aspirations nationales, qui exerçait, même sans le vouloir, le gouvernement des esprits, enfin qui avait tout pour lui, sauf la régularité.

Daoud vit le péril et appela M. des Essarts à son secours. Il se plaignit de ce grand nombre d'hommes armés qui suivaient Karam et dit qu'on en voulait à son autorité. Karam averti s'empressa de s'arrêter à Mardonnet où il se trouvait et demanda au consul de vouloir bien prendre en main la défense du peuple libanais opprimé. Sur la demande qu'on lui fit, il promit de venir à Djounie muni d'un sauf-conduit et sous l'escorte de dix cavaliers seulement. Il prit soin de renvoyer tout son monde, si bien que, le 6 janvier 1866, on ne comptait plus à Mardonnet que cinq cents personnes.

Le village ainsi dégarni parut une proie facile aux Turcs qui guettaient : au petit jour les Cosaques ottomans surgirent subitement.

Les Maronites surpris crient à la trahison et courent aux armes. Des coups de feu retentissent. Karam, qui était à l'église, sort précipitamment et essaye en vain d'arrêter l'effusion du sang. Il appelle ses amis, les rallie, fait bonne contenance malgré les renforts de la milice druse qui arrivait de Gazir et soutenait les Cosaques; enfin il réussit à sauver sa petite troupe et la ramène dans la montagne. Les Turcs, en se retirant de leur côté, sont assaillis par les habitants des villages que l'indignation soulève et qui tirent avec leurs mauvais fusils.

Cinq jours après, Karam écrivit à M. des Essarts une lettre explicative pour lui faire comprendre que le combat de Mardonnet n'était pas de son fait, qu'il en avait été le premier surpris, qu'il y avait eu erreur apparemment, et que lui-même restait plus que jamais aux ordres du consul de France.

M. des Essarts, qui ne quittait pas Daoud et qui était complètement sous l'influence de ce louche personnage, n'ouvrit même pas la lettre et commit la maladresse de publier le document suivant, qui était si peu conforme à la vérité et qui blessa si fort le sentiment national de tout le Liban :

Beyrouth, 16 janvier 1866.

Le consul général de France se refuse absolument à entretenir aucune relation, soit directe, soit indirecte, avec Joseph Karam.

Le complice de Soliman-Hassouch, d'Assad-el-Hassan, l'homme qui invoquait avec une hypocrisie effrayante la religion, le droit, la justice, s'est associé à une bande de brigands de la pire espèce, et, à la faveur d'une trahison longuement préparée, a essayé de tromper celui dont il a reçu tant de preuves de bienveillance, et cela au moment même où il cherchait enorre à le sauver. Cet homme est indigne de l'intérêt qu'on lui a tant de fois témoigné. Le consul général de France renvoie en conséquence, sans même l'avoir décachetée, la lettre qui lui a été remise, — et qu'on lui dit avoir été écrite par Karam. Et il en sera ainsi de toutes les autres à l'avenir.

En même temps Daoud déclarait Karam coupable comme particulier et se faisait fort de s'assurer de sa personne. Il rassembla une véritable armée renforcée de troupes venues de Constantinople, et, accompagné du baron de Schwartzenberg, personnage d'origine belge, qui portait en Turquie le nom

d'Emin-Pacha, il s'avança vers Zgortha, village situé au pied d'un contrefort du Liban et résidence d'hiver de Karam.

Il y pilla nombre de maisons, en brûla quatre, puis, laissant la dévastation dans ce malheureux pays que les habitants avaient déserté, il rentra à Beyrouth, content de ce haut fait d'armes.

Cependant Karam ne pouvait lutter indéfiniment contre toute la Turquie. La vive séduction qu'inspirait sa personne et l'extrême mauvaise volonté des autorités à son égard constituaient une inévitable cause de bouleversement : il comprit la nécessité de briser par la séparation cette espèce de charme dont il ensorcelait ses concitoyens et se résigna à s'arracher par patriotisme de sa patrie. De Bénaché qu'il occupait, sa résolution était de gagner le désert, à travers les neiges, avec quelques centaines de cavaliers, lorsque Emin-Pacha lui demanda un rendez-vous chez l'évêque du diocèse. Karam se rendit à cet appel, et ce fut pour faire sa soumission en remettant son sabre à Emin comme gage de ses intentions pacifiques. Lui-même allait disparaître, pourvu que les troupes turques n'entrassent pas dans la montagne : c'était tout ce qu'il réclamait comme condition de son éloignement.

En effet, une entente s'établit sur ces bases, et après une entrevue courtoise, cordiale même, Emin se retira en exprimant une vive satisfaction.

Hélas! l'arrangement ainsi conclu, grâce au douloureux sacrifice de Karam, ne devait même pas durer vingt-quatre heures. Il en coûte de dire que cette rencontre, imaginée par un Européen devenu en vérité trop complètement Turc, n'avait d'autre but que d'endormir, par de fausses caresses, la vigilance des Maronites.

En effet, le lendemain même, qui était un dimanche (28 janvier), Karam, entouré de ses amis, assistait à l'office dans l'église de Bénaché, lorsqu'on vint l'avertir que des troupes turques approchaient et n'étaient plus qu'à deux lieues de distance. Il ne s'interrompit pas, ordonna que l'on se mît sur la

défensive et envoya un parlementaire au chef de l'armée qui arrivait. Ce chef, c'était Emin lui-même, Emin si aimable et si conciliant la veille, qui venait aujourd'hui la menace à la bouche et qui, sans explication préalable, répondit qu'il exigeait l'arrestation de Karam et qu'il l'accomplirait au besoin par la force.

Karam, averti, éprouva l'écœurement de ces luttes sans fin dont sa personne était le prétexte ; il songea au sang qui allait couler encore une fois à propos de lui, et il eut l'idée de se livrer. « Peut-être épargnerai-je ainsi bien des malheurs, bien des victimes », dit-il à ses compagnons. Un long cri de fureur lui répondit : « Veux-tu te laisser fusiller sous nos yeux? Qui donc te survivrait? Nous voulons mourir avec toi! » On lui déclara qu'au besoin on lutterait sans lui et malgré lui. Les armes frémissaient dans les mains, et l'ennemi se montrait à portée. L'occasion était trop belle pour ces esprits enfiévrés, et la cause trop juste.

L'instinct guerrier de Karam se réveilla, et tout espoir de pacification s'évanouit. Mais, avant le signal du combat, il donna celui de la prière : aussitôt lui-même et ses quinze cents Maronites se prosternent la face contre terre et se mettent à prier avec ferveur. Puis le chef se relève, brandit son sabre et crie : « Aux armes! » Les hommes enthousiasmés prennent leur poste de combat.

Presque aussitôt les Turcs, qui étaient au nombre de quatre mille, ouvraient le feu, donnaient l'assaut, essayaient d'enlever le village de Bénaché. Trois fois ils approchèrent, trois fois ils furent repoussés en désordre. Après la première et la seconde retraite, Karam empêcha la poursuite parce qu'il craignait de tomber dans une embuscade; mais à la troisième, emporté par sa fougue et cédant à l'entraînement de ses soldats, il chargea, acheva la déroute et s'arrêta à peine malgré une légère blessure qu'il reçut à la jambe. Rapidement pansé, il parcourut à cheval les rangs de ses soldats, en ayant soin de se montrer à tous pour les rassurer.

Emin et M. Altabe, un ancien sous-officier français qui était au service de Daoud-Pacha et qui se battait comme un furieux, essayaient en vain de rallier les fuyards. Les Turcs, descendant précipitamment les côtes rapides des montagnes, furent ramenés jusqu'à Tripoli l'épée dans les reins par une troupe de soldats irréguliers moitié moins nombreux, armés de mauvais fusils, à peine pourvus de munitions, mais soutenus par l'idée de leur bon droit et l'amour de leur patrie. Cette lutte acharnée, qui dura plus de huit heures et qui se prolongea jusque dans la nuit, coûta aux vaincus plus de mille hommes hors de combat, tués, blessés ou prisonniers.

Karam, avec la magnanimité dont il avait toujours fait preuve, usa de la victoire d'une façon modérée. Il se montra notamment plein d'égards pour M. Altabe que le sort des armes avait fait tomber entre les mains des Maronites. Les Druses capturés furent aussi traités avec ménagements, en dépit des légitimes rancunes de 1860.

C'était un triomphe complet pour les chrétiens. Daoud-Pacha n'avait plus pour se défendre que les débris d'une armée démoralisée; il se sentit à la merci du vainqueur et implora un secours de Constantinople. On lui envoya Derviche-Pacha, récemment nommé séraskier (maréchal) après son expédition du Montenegro, avec des renforts importants. Un corps de dix mille hommes fut ainsi constitué et commença des opérations contre Bénaché le 1er mars. Sur la promesse que les Turcs n'iraient pas plus loin, Karam leur abandonna ce village et se retrancha beaucoup plus haut dans son inexpugnable position d'Ehden. Il fut impossible de l'en déloger, malgré un combat opiniâtre qui dura deux jours, et les Turcs se retirèrent.

Pourtant le vainqueur, fatigué d'une lutte toujours renaissante, attristé de voir tous ces hommes qui mouraient pour lui, dégoûté de ces promesses toujours violées, sortit spontanément de sa retraite avec quelques fidèles et essaya de gagner Balbeck en franchissant la crête des montagnes. Mais les autorités

de Balbeck ne voulaient pas de lui, et le caïmacan de cette ville envoya une troupe de onze cents hommes pour lui barrer le passage. Ce n'est pas tout : la garnison de Damas, acharnée aussi contre lui, se mit à fouiller les routes pour le prendre. Il fallut rebrousser chemin.

Alors il se passa une chose étrange : le patriote chéri de tous ses concitoyens, le guerrier victorieux tant de fois, fut réduit à errer sur les pics, à travers les forêts, traqué comme une bête fauve, glacé par la neige, dormant dans le creux des rochers, subsistant comme il pouvait du peu que les montagnards partageaient avec lui, cerné par les soldats réguliers qui ne lui laissaient pas un instant de répit, passant parfois de loin devant les restes de sa maison d'Ehden que l'incendie avait détruite de fond en comble, et, au milieu de tous ces désastres, moins affligé encore par ses propres malheurs que par les deuils de son pays et par la ruine des libertés du Liban. Il faisait le coup de feu et déjouait les recherches. Bientôt il congédia ses amis pour ne pas leur imposer une vie si dure et se réduisit à la société de quatre compagnons qui ne voulurent jamais le quitter dans sa mauvaise fortune. Une caverne introuvable leur servit d'asile pendant quarante jours.

A Ehden, le gouverneur Daoud-Pacha et le général Hassen-Pacha s'étaient donné le plaisir de piller la maison de Karam, de distribuer à leurs officiers les armes de luxe, les tapis, les porcelaines, les vêtements, le mobilier. Puis, pris d'un accès de fureur à la pensée que leur ennemi était encore libre, ils avaient fait mettre le feu à l'édifice ; et, comme cette destruction n'était pas assez complète à leur gré, ils avaient ordonné qu'on fît sauter les voûtes et le soubassement avec de la poudre.

La foule gémissait et protestait à ce spectacle. « Ce n'est pas seulement la maison de Karam que vous détruisez, disait le peuple en pleurant ; c'est la maison des pauvres ; c'est notre maison à tous ! Épargnez-la ! » Cette demeure était pleine de souvenirs ; des personnages considérables, l'empereur Maximilien, le roi des Belges, le prince de Galles, y avaient reçu

l'hospitalité, preuve de la haute considération dont jouissait la famille Karam. Rien n'arrêta Daoud-Pacha, qui fit tout anéantir avec joie.

Cependant, après avoir subi la cruelle existence du vagabond ou plutôt de l'animal poursuivi, Joseph Karam eut un moment de révolte ; il sortit de sa retraite et, aussitôt reconnu, il entraîna tous les montagnards sur son passage. Le premier jour, vingt-cinq hommes le suivirent ; le lendemain ils étaient cinq cents ; en arrivant dans le Meten, ils étaient plusieurs milliers. Daoud-Pacha s'enfuit à Beyrouth et réclama l'appui des consuls.

Au même moment, M. des Essarts recevait de M. Bourée, récemment nommé ambassadeur à Constantinople, une lettre destinée à offrir à Joseph Karam l'hospitalité de la France s'il voulait bien quitter le Liban : l'Empereur le prenait sous sa protection et lui assurait un asile à Alger.

M. des Essarts écrivit aussitôt à Karam, en lui transmettant cette lettre. Cette fois, il ne parlait plus d'hypocrite, ni de brigand ; il était courtois, aimable ; il demandait une preuve de dévouement à la France, il pressait Karam de quitter le Liban et d'accepter la résidence proposée en Algérie. Il vint lui-même et plaida cette cause.

Le peuple, témoin de la scène, s'insurgeait contre cette idée de départ ; il voulait garder son ami, son défenseur, auquel il craignait qu'on ne fît un mauvais parti après l'avoir éloigné. Karam essuya les larmes qu'on versait pour lui ; il répondit à ses compatriotes que la France était incapable d'une pareille tromperie, qu'il fallait se fier à elle et à son représentant en toute sûreté. Puis il dit adieu pour toujours à ses montagnes et descendit à Beyrouth avec M. des Essarts.

Là, les habitants lui firent un accueil enthousiaste ; les acclamations retentissaient de toutes parts en son honneur. Il logeait au consulat, et, dans un grand banquet qu'on lui offrit, rien n'était plus piquant que de le voir assis auprès de M. des Essarts, après les injures dont celui-ci l'avait accablé l'année précédente.

La lettre suivante, écrite par une dame parente de Joseph Karam, dépeint d'une heureuse façon la physionomie des événements qui se déroulaient alors à Beyrouth :

Beyrouth, 24 janvier 1867.

MON BIEN-AIMÉ D...,

Viens, cher frère, viens, accours! Viens à la rencontre du noble héros libanais, car tu es le seul Maronite heureux, et il n'en est pas ainsi des habitants de la montagne; car, bien que leur unique sauveur échappe enfin aux dangers qui l'environnaient, ils ne regrettent pas moins amèrement qu'il s'éloigne d'eux.

Une voix se fait entendre dans toute la Syrie. Le Liban pleure son chef glorieux et ne veut pas être consolé de son absence. Les sanglots étouffent même ceux qui comprennent la nécessité de cet éloignement; déjà le vide se fait sentir autour de nous, car l'âme de la montagne va sortir de son sein : les prisonniers auraient voulu rester éternellement dans les cachots et sur les galères des Turcs, plutôt que de devoir leur amnistie au départ de leur chef adoré. Comment ne pas éprouver une vive peine, en pensant à la douleur des soldats de Karam, qui ont si vaillamment combattu près de lui, qui ont supporté tant de fatigues, tant de misères, et qui ne verront son triomphe que de loin!

Quant à nous, malheureuses femmes, qui avons partagé vos peines, nous n'aurons la joie que de contempler un instant ce héros, notre unique consolation, car

notre vie retirée, triste et monotone, nous interdit le bonheur qui sera ton partage (1).

L'entrée de notre cher Karam à Beyrouth fut magnifique. Notre sœur Rose, quoique malade, voulut quitter son lit, et exigea que nous allions ensemble dans sa voiture voir l'auréole glorieuse et la délivrance miraculeuse du juste opprimé. La France, comme une tendre mère qui semble abandonner son jeune enfant lorsqu'elle lui laisse faire seul ses premiers pas, semblait aussi nous avoir abandonnés : mais bientôt elle nous enveloppa dans son manteau protecteur, et sauva celui dans lequel reposent toutes nos espérances. Jamais nous ne pourrons payer la dette de reconnaissance que nous lui devons pour le zèle qu'elle a mis à nous délivrer de nos ennemis, et combien je me repens d'avoir murmuré contre cette bonne mère, la protectrice de notre nation depuis tant de siècles!

Mais reprenons mon récit. Toute la ville sortit donc pour aller au-devant de Karam, car tous avaient soif de contempler le sauveur de la chrétienté en Syrie; une foule immense se pressait depuis le fleuve de Beyrouth jusqu'à la rivière du Chien. J'ai remarqué, dans cette multitude, une personne *très distinguée*... Devine qui! C'est Michel M...!!! Il était pâle comme un mort, mais cherchait à cacher sa rage et son dépit. Il s'approcha de Rose et lui dit: « J'espère qu'elle est belle, l'entrée de Joseph Karam! » Mon cousin Michel se contenta de lui

(1) Le destinataire de cette lettre, après avoir combattu avec Karam, devait partir avec lui.

répondre : « Bonne nuit, monsieur ! » et accompagna ces paroles d'un grand éclat de rire : Ha ! ha ! ha ! M... fit semblant de ne rien entendre et partit au galop.

Enfin, à une heure et demie du soir, le jeune chef maronite passa près de notre voiture, qui était arrêtée devant le couvent des Sœurs de charité. Malgré les milliers de gens qui l'entouraient et les enfants qui chantaient à pleine voix : Allah Ansero ! le bey nous reconnut de suite, et nous salua plus de six fois, en se levant sur ses étriers. Les musulmans n'ont pas osé paraître dans les rues. On dit que, en approchant de la caserne, le consul de France, qui était à cheval à côté de Karam, ordonna aux enfants de chanter les louanges de la France, pour en imposer à Assan-Pacha et aux soldats turcs, qui regardaient de loin et devaient être exaspérés par le triomphe de leur vainqueur.

Il y a trois choses à remarquer dans ces mémorables événements : d'abord, la France a regagné toute l'influence qu'elle allait perdre dans notre patrie, et les autres puissances ont été obligées d'exécuter ses ordres, et la Turquie n'est plus qu'un mourant qui voudrait encore détruire et nuire, mais qui n'en a plus la force

Karam-Bey est sorti du Liban la tête haute et l'épée à la main. Je ne t'ai pas parlé de la rencontre qui a eu lieu entre Altabe et les hommes du bey, à Betfaya : quatorze zaptiés furent tués, huit Druses et six chrétiens.

Adieu, mon blondin chéri ; je vais me coucher, car il est huit heures arabes, et demain je dois aider ma

sœur, qui donne un banquet à plus de deux cents personnes, compris les évêques, les consuls et notre bien-aimé bey, qui est le héros de la fête.

Tu me grondes de parler toujours du bon Dieu et de le mêler à tous les événements de ce monde qui m'intéressent... Mais voudrais-tu m'empêcher de glorifier sans cesse et en toutes choses celui qui, restant immuable toute une éternité, change si facilement les sentiments et les actions des hommes? Tu me ferais alors l'effet d'être devenu un impie, depuis que Renan est ton ami.

Ma mère, nos sœurs et moi t'embrassons.

Ta sœur dévouée,

ÉLISABETH.

Enfin, après deux semaines de séjour à Beyrouth, Joseph Karam, brisé d'émotion, dit adieu à ses parents, à ses amis, à ses compatriotes, et rompit douloureusement, mais d'une façon irrévocable, les liens matériels qui l'attachaient au Liban. Le 7 février 1867, accompagné par une foule immense qui l'acclamait, il monta sur le bateau français *le Forbin,* et bientôt les côtes de cette Syrie, pour l'indépendance de laquelle il avait si longtemps et si vaillamment combattu, se dérobèrent pour toujours à ses yeux.

Transporté à Alexandrie, puis à Marseille et enfin à Alger, Karam fut bien reçu par le maréchal de Mac Mahon, qui lui offrit même une pension; il eut la délicatesse de refuser. Les affaires de son pays continuaient à l'intéresser de loin; il prit par écrit, comme autrefois par les armes, la défense de ses anciens amis, que Daoud ne cessait de molester. Des lettres de protestation qu'il adressa à ce sujet au ministère des affaires

étrangères furent assez mal accueillies, car les autorités françaises ont toujours montré peu de sympathie au patriote maronite.

La situation qui lui était faite n'était même pas régulièrement définie. Il existait sur ce point un dissentiment grave entre lui et le gouvernement. Ce dernier, sans considérer Karam comme prisonnier, prétendait le contraindre à résider en Algérie et l'y soumettre à une sorte de surveillance. Karam, au contraire, se jugeait libre et astreint seulement à ne pas retourner au Liban, à condition que, de son côté, Daoud traitât les chrétiens avec égard, suivant les conventions stipulées.

En février 1868, Karam obtint, par l'intermédiaire du maréchal de Mac Mahon, l'autorisation de venir à Paris. Napoléon III lui fit un accueil mêlé de froideur et de bienveillance, et lui renouvela l'offre d'une pension. Karam accepta par politesse, mais seulement pour la durée de son séjour à Paris. Cette pension, d'ailleurs, ne greva pas beaucoup le budget, car le séjour fut singulièrement abrégé. En effet, après avoir rendu visite à tous les ministres, qui, sauf M. de Moustiers, le reçurent avec distinction, Karam s'aperçut bientôt qu'il était de la part de la police l'objet d'une surveillance spéciale. On lui fit même savoir officieusement que le ministère désirait le voir retourner en Algérie.

Après une protestation inutile, comprenant que sa liberté était menacée et que Paris ne lui offrait pas un asile plus sûr que jadis les forêts du Liban, il partit secrètement pour Bruxelles (14 mars).

« C'était, dit-il plus tard avec finesse, le seul moyen de sauvegarder l'honneur de l'hospitalité française. Hors de France, je pouvais périr ou souffrir sans que la nation à laquelle mon pays a été si longuement et si fortement attaché eût la responsabilité de ma perte ou de ma douleur.

« Nous sommes ainsi faits, nous autres Orientaux, que l'hospitalité rend à nos yeux un homme sacré, et il n'est personne en Occident, j'aime à le croire, qui refuse de comprendre

que, en évitant au gouvernement français la violation de cette loi de l'hospitalité, je rendais encore hommage à la France. »

Voilà une leçon assez spirituellement donnée.

De Bruxelles, Karam adressa à M. de Moustiers une lettre où il précisait les engagements pris envers lui et où il revendiquait son droit de vivre où bon lui semblerait. Et en effet, sans revoir la France qui se montrait si peu accueillante, il séjourna dans différents pays baignés par la Méditerranée, et dont la tiédeur lui rappelait le climat ensoleillé de la Syrie.

En 1870, comme il se trouvait à Corfou, ses ennemis prirent prétexte d'une visite qu'il avait faite au consulat d'Allemagne, à propos d'une affaire exclusivement personnelle, pour prétendre qu'il avait offert de servir contre la France vaincue. Il releva publiquement cette calomnie et fit rétablir la vérité par plusieurs témoins.

En 1872, il publia une brochure intitulée : *Joseph Karam aux gouvernements et nations de l'Europe,* dans laquelle, avec une remarquable modération, il rétablissait la vérité, cherchait à faire la lumière sur les événements de Syrie, et revendiquait son droit à un jugement régulier qui lui permît de retourner mourir dans son pays.

Ce jugement, il alla le réclamer à Constantinople même, espérant traiter directement avec le gouvernement turc des affaires de son pays. Il y trouva des égards, des promesses et des atermoiements indéfinis. Las enfin de se heurter encore à une force d'inertie irréductible, il quitta Constantinople en 1874 et vint se fixer à Naples.

Il y vécut tranquille, estimé de tous, pendant plusieurs années, et mourut en avril 1889.

Karam s'était toujours distingué par une ardente piété. Il la conserva dans sa vieillesse. Chaque jour, il assistait à la messe, et sa journée était partagée entre la prière et les œuvres de charité.

Malgré les persécutions auxquelles il avait été en butte de la part de tant de représentants de la France, et le déni de

justice dont, non sans raison, il se croyait victime, ses sentiments à l'égard de notre pays n'avaient pas changé.

« J'ajoute, dit-il dans sa brochure, que, si quelqu'un osait nier le respect que je garde pour la France, ce serait une témérité contre laquelle proteste ma vie entière. »

PÈLERINAGE A JÉRUSALEM

(*Extrait du* Journal *de M. Lemoine, sous-lieutenant au 5e de ligne.*)

Le général Ducrot, très désireux de faire le pèlerinage des Lieux Saints, obtint du général de Beaufort l'autorisation de se rendre à Jérusalem en parcourant la Palestine. Trente-huit officiers de tous grades et de toutes armes l'accompagnaient : Mme Ducrot fut du voyage.

Un jeune sous-lieutenant du 5e régiment d'infanterie, M. Lemoine, fut désigné comme historiographe de l'expédition.

La caravane partit de Beyrouth le 14 mars 1861 et, longeant la mer, arriva le 18 à Caïffa, où le général, venu par mer, ainsi que Mme Ducrot, prit le commandement. Après avoir visité le mont Carmel, on quitta Caïffa, le 20, pour aller établir le campement à Beled-el-Cheik, situé, à deux heures de marche, sur la route de Nazareth. L'intention du général était de s'enfoncer en Palestine pour gagner Jérusalem par Nazareth et

Naplouse, et de faire visite en passant à Akyli-Aga, chef bédouin très renommé, qui avait protégé ce pays contre les fanatiques et empêché le massacre des chrétiens. Akyli-Aga était pour le général une ancienne connaissance : fils du Khalifa-ben-Salem, il avait, ainsi qu'un de ses frères, accompagné Abd-el-Kader en Syrie, et avait su s'y créer, parmi les nomades, une grande situation dont il avait usé en faveur des chrétiens et de l'influence française.

21 *mars*. — De Beled-el-Cheik, on fit route sur Nazareth. Le pays change complètement d'aspect ; c'est une suite de plaines mamelonnées, bien cultivées, couvertes de champs et de prairies. Nous avions à peine marché pendant deux heures dans ce pays riche et fertile, que nous vîmes déboucher derrière un monticule, montés sur de petits chevaux maigres, mais ardents et vigoureux, de nombreux Bédouins, vêtus de la longue robe qui descend à la cheville, du manteau noir en poil de chameau, du kêêfié attaché autour de la tête avec la corde de laine, armés de grandes lances et de fusils de toute espèce, voire même de baïonnettes, et d'une grande quantité de poignards et de pistolets passés à la ceinture. A leur tête marchait le grand chef des bandes de ce pays, Akyli-Aga, ayant à côté de lui l'agent consulaire de Nazareth et ses fils.

Ce spectacle, auquel nous nous attendions cependant, ne laissa pas de faire impression sur nous ; ce que nous avions appris du chef et de ses sujets nous y disposait du reste. Qu'on s'imagine des gens s'en allant

tranquillement, la cigarette aux lèvres, qui se trouvent tout à coup face à face avec trois ou quatre cents gaillards noirs et barbus, à face féroce, leur courant sus à toute allure.

Dès que la troupe fut à notre hauteur, Akyli-Aga et l'agent consulaire mirent pied à terre et vinrent saluer le général. Le chef bédouin y apporta une grande dignité ; il s'avança la tête haute, l'œil calme, la mine fière sans forfanterie et d'un pas égal, jusqu'au général, lui baisa la main, et, après l'avoir salué à la manière orientale en portant la main à la tête et au cœur, il se tourna vers Mme Ducrot, lui baisa la main avec une galanterie très chevaleresque, la salua, puis se retira pour laisser le vieil agent consulaire Robrassi présenter ses devoirs. Cet agent, qui représente la France à Nazareth, est le fils d'un capitaine de mameluks de Napoléon. A sa retraite, devenu officier de la Légion d'honneur, le vieux guerrier se retira en Orient, s'y maria, et c'est son fils, maintenant très âgé lui-même, qui est le représentant de notre nation.

Ce bonhomme paraissait très fier de se trouver à pareille fête : autour de lui, comme une garde d'honneur, étaient ses fils, au nombre de six, tous mariés et pères de famille. Chacun de nous s'étonnait et admirait cette belle descendance, quand on nous dit qu'il avait encore sa mère, plus que centenaire ! Qu'on juge par là des familles patriarcales de ce pays ! Quatre générations vivant ensemble !

Après que ces différents personnages eurent salué

le général qui leur dit quelques mots de remerciements, la caravane se remit en marche, précédée et entourée par les Bédouins, qui eurent déjà, dans le défilé que nous suivions, quelques velléités de fantasia.

Le chef et l'agent marchaient aux côtés du général. J'eus alors tout le loisir d'observer Akyli-Aga. Il est assez grand, bien fait, très robuste. Sa figure, belle et énergique, a des traits accentués, mais agréables, qui doivent paraître durs et terribles quand il fronce ses gros sourcils noirs. Il porte la barbe longue d'un ou deux doigts seulement. Son costume est absolument le même que celui de ses hommes, sauf la richesse des tissus et des armes.

Il montait une magnifique jument prête à mettre bas, couverte d'une selle ornée d'une peau de léopard et de broderies d'or et d'argent.

Après une demi-heure de marche, apparurent à notre gauche, sur une élévation, des tentes de Bédouins : c'était la tribu du frère d'Akyli-Aga.

Qu'on ne se figure pas un camp comme les nôtres : ces tentes sont formées de grandes pièces d'étoffe de poil de chameau, soutenues par des bâtons et des cordes, qui, attachées aux coins, vont se fixer à de grosses pierres en dehors.

Cette étoffe noire est toujours un peu enfumée, de sorte que ces campements semblent des habitations de bohémiens plutôt que des tribus guerrières. Toutes les tentes, celle du chef comme celles des cavaliers, étaient les mêmes : seulement sur le sol étaient étendus

de riches tapis et des peaux de bêtes avec des coussins. Chacun mit pied à terre, attacha son cheval et vint prendre place près du général. En face de lui se trouvaient Akyli-Aga et son frère, le vieux consul, ses fils et des guerriers bédouins. Après les saluts d'usage, notre hôte consentit à s'asseoir sous la tente, et on nous offrit les rafraîchissements traditionnels. C'étaient des bols pleins d'eau sucrée qu'on faisait passer à la ronde, des chaudrons pleins de lait fraîchement trait. Nous étions servis par des esclaves noirs qui, du reste, ne se distinguaient des Bédouins que par la couleur de leur peau.

On apporte ensuite des pipes, et, pour ceux qui ne fumaient pas, des galettes qui leur servent de pain, du beurre sucré, enfin le café, une décoction de cannelle jouant le vin chaud et des dattes excellentes. Tout le monde était enchanté : cette hospitalité sous la tente a quelque chose de grand et de saisissant.

Nous étions là quarante, presque tous jeunes, accroupis sur des tapis ; autour de nous de grandes herbes, une splendide végétation, et, comme cadre, nos chevaux hennissants et, de tous côtés, les Bédouins, appuyés sur leurs lances, n'ayant pas assez d'yeux pour regarder un spectacle si étrange, si nouveau pour eux.

Pendant la réception, le général ne manqua pas de compliments pour notre hôte, et lui de protestations de dévouement pour la France.

La collation dura environ trois quarts d'heure, puis on se remit en selle et on reprit le chemin de Nazareth, à la suite de la tribu. Après une demi-heure

de marche, nous entrions dans une plaine couverte de hautes herbes ; là, les Bédouins se mirent en tirailleurs sur une seule ligne en avant de nous et commencèrent la fantasia. Ils s'élançaient au galop, un ou plusieurs à la fois, à la poursuite d'un autre, la lance ou le fusil en avant. Le fugitif, par une volte rapide, faisait face tout à coup, et lui envoyait une décharge ou faisait mine de lancer le javelot; il reprenait ensuite sa course, poursuivi par ses agresseurs, qui, à leur tour, lâchaient leur coup sans s'arrêter et, après quelques évolutions de leur arme, reprenaient une tranquille allure.

Pendant tout le chemin, à travers la plaine, ils exécutèrent par deux, trois, et même jusqu'à vingt ou trente ensemble, ces simulacres de combats...

La caravane, abandonnée par les Bédouins à peu de distance de Nazareth, fut reçue par le supérieur des Franciscains, par l'aumônier de l'hôpital et une grande partie de la population, sortie à sa rencontre.

Après un *Te Deum* chanté à l'église latine, on visita les lieux saints, la grotte de l'Annonciation, l'atelier de saint Joseph et la fontaine de la Vierge. C'est à cette même source que se rendent encore les femmes du village. La scène est aujourd'hui ce qu'elle était alors, et, l'imagination aidant, on pourrait s'y croire transporté. Des femmes, vêtues seulement d'une robe telle qu'on représente celle de la Vierge et d'un voile qui descend jusqu'aux reins, soutenus par une large ceinture de laine, étaient tout autour, puisant l'eau dans de grandes cruches à deux anses, de forme antique, qu'elles met-

taient ensuite sur leur tête et portaient avec grâce.

Le 22 mars, à la pointe du jour, la caravane prit le chemin du mont Thabor.

Notre halte sur la montagne fut de deux heures, d'abord pour entendre une messe qui produisit sur tous une grande impression, puis pour déjeuner et visiter le sommet.

Il nous fallut descendre à pied le versant opposé pour nous rendre au campement d'Akyli-Aga.

L'herbe même paraissait encore sous les tentes, car le chef bédouin qui, la veille, se trouvait à une journée de là, était venu établir sa tribu au pied de la montagne pour nous recevoir, négligeant même de poursuivre quelques rebelles ou, pour parler plus exactement, quelques coupables qui cherchaient à échapper au châtiment. Les circonstances qui leur avaient fait mériter une peine sont si singulières, que je ne puis m'empêcher de les raconter.

La veille ou l'avant-veille de notre arrivée, deux Bédouins, ayant eu entre eux une querelle, avaient résolu de la vider par les armes.

Montés sur leurs meilleurs chevaux, ils se rendirent au lieu du combat avec un nombre égal de témoins de part et d'autre, et là, comme nos anciens preux, ils engagèrent tous ensemble, parti contre parti, un furieux combat. C'était une répétition sanglante de la fantasia qu'ils avaient faite devant nous. Après une lutte acharnée, un des combattants fut tué, mais traîtreusement, en dehors des règles reçues, par ses ennemis. Les témoins

de la victime, se sentant trop faibles, avaient pris son cadavre et étaient revenus à la tribu, tandis que les coupables, redoutant le châtiment de leur lâche assassinat, avaient gagné les montagnes. Depuis le moment de leur fuite, Akyli-Aga s'était lancé à leur poursuite, et notre présence, dans les plaines, l'avait arrêté, mais ce n'était que partie remise.

Le soir, une invitation à dîner nous ayant été faite par le chef des Bédouins, tout le monde se rendit avec empressement à cette diffa.

Sur le sol avaient été étendus des tapis sur lesquels chacun s'accroupit. On apporta des plats d'un mètre carré environ, chargés de morceaux de mouton accommodés au riz, semés de raisins secs et saupoudrés de safran.

C'était là tout le repas ; mais pas plus de fourchettes, d'assiettes, de verres, que de table ni de chaises. Chacun dut prendre à pleines mains la viande et le riz. Pour boisson, du leben, et la gargoulette d'eau qu'on faisait passer à la ronde. Le repas achevé, on apporta le café, des pipes, et, à la nuit, chacun se retira.

Pour moi, après ce repas biblique, je ne pouvais fermer l'œil. Je revins à la tente du chef bédouin, et là, sous ce magnifique ciel étoilé, près de ces sauvages guerriers et de leur chef redouté, digne héritier des patriarches ; devant cette splendide nature, toute pleine de souvenirs hébraïques, je passai, dans une sorte de contemplation, une inoubliable soirée, d'autant plus inoubliable que je fus spectateur d'une admirable scène de justice patriarcale.

Le groupe au milieu duquel je me trouvais sous la tente était composé des plus anciens de la tribu, réunis en conseil sous la présidence d'Akyli-Aga, pour juger les guerriers dont j'ai rapporté le duel et la fuite.

Les témoins de la victime étaient là, racontant avec feu le combat et la trahison de leurs adversaires, tandis que les juges, impassibles, muets, ne rompant leur immobilité que pour laisser échapper de leurs lèvres des nuages de fumée, méditaient leur sentence. Des cris de douleur, poussés par les femmes qui faisaient les funérailles, cris tantôt furieux et stridents, tantôt sourds et lugubres, formaient un concert funèbre, rendu plus sinistre par le silence de toute la plaine environnante. Cette scène de jugement si simple, si grande en même temps, a laissé dans mon âme un souvenir qui ne s'effacera pas.

Ce soir-là, deux officiers furent admis à pénétrer dans un lieu que j'aurais voulu seulement entrevoir, je veux parler de la tente des femmes d'Akyli-Aga. C'étaient MM. de Saint-Haouen et La Capelle, l'un aide de camp, l'autre officier d'ordonnance du général, qui accompagnèrent Mme Ducrot dans cette visite.

Ils attendaient en dehors la fin de la cérémonie, quand les princesses bédouines les firent instamment prier d'entrer. On pense bien qu'ils ne résistèrent que faiblement à une invitation si tentante.

Ces femmes étaient les deux épouses légitimes. La tente, en tout pareille aux autres, en différait seulement par le nombre et la richesse des tapis qui couvraient le sol.

De ces deux femmes, l'une était Arabe, l'autre Égyptienne. L'Arabe, me dirent ces messieurs, qui est âgée de vingt-cinq à trente ans, bien qu'offrant le type bédouin, est très belle. Ses traits réguliers, sa figure sérieuse, sa démarche pleine de dignité, lui donnent un air de majesté : elle semble la reine de la tente. Ses lèvres et le bas de son visage, finement tatoués de bleu, tranchant sur la blancheur mate de ses traits, loin d'altérer sa beauté, ne font que la rehausser en y ajoutant un cachet d'originalité barbare.

Son caractère répond à la noble fierté de sa personne. Maintes fois, malgré l'infériorité et l'ignorance des affaires dans lesquelles les Arabes ont soin de laisser leurs femmes, elle a pu, par son intelligence et son énergie, prendre assez d'ascendant sur son mari et les guerriers pour l'amener à lui demander conseil, et même à lui confier le commandement de la tribu pendant une captivité qu'il subit au moment des troubles. C'est, en partie, à la généreuse intervention de cette femme que la contrée dut d'être protégée des fureurs fanatiques des musulmans, malgré l'acharnement de quelques-uns des chefs.

L'autre, l'Égyptienne, jeune, rieuse, brune de peau, est jolie plutôt que belle; en un mot, la vraie fille des Pharaons, telle que l'a fait revivre le pinceau d'Horace Vernet. Elle formait avec sa compagne un contraste frappant.

Elles étaient en grande toilette, n'ayant toutefois pour tout vêtement que la grande robe et le voile jeté

en arrière, mais tout cela d'étoffe magnifique. Dans leurs cheveux nattés, tombant sur leur poitrine, ruisselaient les pièces d'or; les colliers bizarres, formés pour la plupart de sequins de toute grosseur, s'étageaient sur leurs seins; leurs robes étaient retenues à la taille par de riches ceintures, hautes d'un décimètre, en bossage d'argent ciselé. Tout ce qui, chez les autres femmes, est laine ou coton, était chez elles cachemire ou soie.

Elles parurent heureuses de recevoir Mme Ducrot et l'accueillirent avec affabilité, ainsi que ses compagnons, enchantés d'une telle faveur. Ces deux femmes, également légitimes, peut-être inégalement aimées et maîtresses des faveurs du chef, ne laissèrent voir entre elles aucune apparence de jalousie. Peut-être voulaient-elles paraître dignement aux yeux d'une Française.

Le 23 mars, la caravane, accompagnée pendant quelques lieues par les cavaliers de la tribu, reprend sa route, laisse à sa gauche les collines de Gelboë, traverse Jezraël, illustrée par la mort de Jézabel, passe sous les murs de Béthulie et établit son camp à Djennin.

Le 24, elle contemple le mont Garizim et le village de Sébastieh, construit sur les ruines de Samarie, puis visite Naplouse, l'ancienne Sichem.

Le 25, excursion au champ de Jacob, au tombeau de Joseph, au puits de Jacob, qui fut témoin de l'entretien du Christ avec la Samaritaine, au mont Ébal (mont de la Malédiction) et au mont Garizim (mont de la Bénédiction). La marche du 26 conduit, par un temps affreux, les voyageurs à El-Bireh, dernier gîte avant la

ville sainte ; triste gîte d'ailleurs, où ils furent trop heureux de s'abriter sous les voûtes d'une église ruinée, datant des croisades.

Le 27, dès le jour, au moment de quitter cet affreux campement, un timbalier vient se mettre à notre tête pour nous guider vers Jérusalem. Autour de nous, des montagnes, des plateaux arides annonçaient mal son approche, et tous nous hâtions instinctivement la marche, impatients d'atteindre le but désiré.

Soudain, d'un tertre élevé, au milieu de la plaine et des brouillards, une ville apparaît... Tous nous mettons aussitôt pied à terre, nous découvrons nos têtes, car c'est elle, la cité sainte, qui est devant nous, avec ses murs crénelés et le dôme du Saint-Sépulcre...

Bientôt une cavalcade apparaît : c'était M. de Barrère, consul de France, qui, avec son chancelier, ses cawass à livrée rouge et or, et un certain nombre de prêtres et de moines, venait à la rencontre des pèlerins. Ceux-ci, escortés et salués par une foule de chrétiens, suivirent le faubourg qui domine la vallée de Gibon, pénétrèrent dans la ville sainte par la porte de Jaffa, et furent installés aux couvents de la Casa-Nova et de la Flagellation.

Le 28 mars, jeudi saint, ils entendirent au Saint-Sépulcre la messe dite par le patriarche, Mgr Valerga, firent le chemin de la croix le long de la voie Douloureuse, protégés contre la curiosité ou l'avidité des indigènes par quelques-uns des plus jeunes officiers, faisant fonction de cawass, et visitèrent les sanctuaires.

Le lendemain, vendredi saint, sous la conduite du Frère Siéven, ils parcoururent les tombeaux des rois et ceux des juges, le jardin des Oliviers, la mosquée de l'Ascension, la grotte de l'Agonie, le tombeau de Marie, la vallée de Josaphat, la piscine de Siloé, le tombeau de David, rentrèrent par la porte de Sion et, le soir, assistèrent à une procession solennelle dans l'église du Saint-Sépulcre, conduite par les Pères de Saint-François. Cette procession, qui n'avait certainement pas eu depuis longtemps un aussi brillant cortège, faillit être troublée par un singulier incident.

Tous les pèlerins la suivent, un cierge à la main, et, quand c'est pour la première fois, le cierge porte l'empreinte des armes du Saint-Sépulcre.

M. de Barrère, donnant le bras à Mme Ducrot, ouvrait la marche, puis quelques officiers avec des dames étrangères, entre autres Mme Petel, fille d'Alexandre Dumas, alors en pèlerinage à Jérusalem avec son mari; après eux, le général, suivi de tous les officiers; puis la caravane civile, enfin la foule.

Comme nous arrivions au pied de l'escalier qui conduit au Calvaire, quelques moines grecs essayèrent de mettre du désordre dans le clergé et dans la foule, mais ils avaient compté sans nous. Au bout de quelques instants de tumulte, le général se trouva séparé de sa femme; pour la rejoindre, il nous appela autour de lui, et, en moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, les moines grecs, enlevés, culbutés, étaient jetés hors du cortège. Pendant ce temps, le consul, l'épée déjà à moi-

tié tirée, faisait gravir à Mme Ducrot l'escalier du Calvaire. Les autres dames s'y engagèrent à sa suite ; mais, au moment où Mme Petel allait franchir les premiers degrés, les Grecs, repoussés avec désavantage, cherchèrent de nouveau à se frayer passage par là ; arrivant en masse, ils entourèrent Mme Petel, la soulevèrent de terre ; déjà elle étouffait, sans que son cavalier, paralysé lui-même, pût faire le moindre mouvement pour la secourir. Heureusement je m'aperçus de la bagarre ; d'un bond j'arrivai jusqu'à elle, la fis engager dans l'escalier, et, me retournant face à la foule, les poings tendus, je réussis à la tenir un instant à distance respectueuse. Après quoi, je montai moi-même avec les officiers qui vinrent à mon aide.

Le samedi saint, 30 mars, la caravane alla entendre l'office sacré à Bethléem.

Le dimanche de Pâques, une messe solennelle fut encore célébrée au Saint-Sépulcre par le patriarche, et donna lieu à une imposante cérémonie.

Comme les anciens preux, nous n'aurions pas voulu quitter la ville sainte sans consacrer sur le tombeau du Christ nos épées, vierges encore, hélas ! pour beaucoup.

Sur l'invitation du patriarche, nous remîmes nos sabres aux religieux, qui les placèrent sur l'autel, toutes es pointes réunies au milieu, l'épée du général posée sur les nôtres.

Quand ils eurent été bénits, on apporta à Mgr Valerga l'épée du général. Il se leva de son trône épiscopal pour

la remettre au général, qui vint la recevoir de ses mains en ployant le genou.

Quant à nos sabres, les moines les enlevèrent par brassées, et chacun, ayant reconnu le sien, le remit au fourreau.

Je n'oublierai jamais cette cérémonie : le blanc de l'acier, l'or des poignées scintillant aux lumières du sanctuaire, la population, surprise de la nouveauté de ces uniformes, tranchant si singulièrement avec les vêtements orientaux et les ornements des prêtres, tandis que, profondément émus, le front courbé, nous recevions la bénédiction du patriarche.

Le comique se mêle parfois au sublime, et ce fut le cas de cette émouvante bénédiction des armes.

La garde turque, chargée de veiller à l'intérieur du Saint-Sépulcre, avait, pour la circonstance, été très renforcée. Un bataillon entier occupait tant le poste habituel que les postes de l'église.

Au moment où tous les sabres sortirent du fourreau pour être remis aux moines, la vue de ces lames étincelantes impressionna vivement les guerriers turcs : se croyant menacé d'une attaque, le poste intérieur s'enfuit, et, sa panique s'étant communiquée aux autres, le bataillon entier se dispersa.

Quelques moments après, un des soldats, ne voyant pas les chrétiens sortir du Saint-Sépulcre, s'aventura jusqu'à la porte, et aperçut tranquillement et pieusement agenouillés les officiers français. Il prévint ses camarades, qui, rassurés, revinrent les uns après les

autres, si bien que, à la fin de la cérémonie, les postes au complet purent, de nouveau, rendre les honneurs au général et à ses officiers.

Les 1[er], 2 et 3 avril furent consacrés à une expédition à Béthanie, au Jourdain et aux rives de la mer Morte; et le 4, la caravane quitta Jérusalem pour gagner Jaffa, où elle parvint le 5. Le général et Mme Ducrot s'y embarquèrent pour Beyrouth, laissant le reste de la caravane s'acheminer vers cette ville par la voie de terre.

En rentrant d'expédition, le général écrivit à l'une de ses filles la lettre suivante :

Beyrouth, 7 avril 1861.

MA CHÈRE PETITE MARIE,

Nous sommes rentrés à Beyrouth bien heureux d'avoir accompli notre pieux pèlerinage. Nous avons prié avec ardeur dans les Lieux Saints, pour vous surtout, chères petites amies, et j'espère que le bon Dieu nous réunira bientôt. Nous vous rapportons une quantité de précieux souvenirs, et, lorsque vous en serez en possession, vous pourrez faire une jolie petite chapelle pour réunir toutes ces reliques.

Mgr Valerga, patriarche de Terre Sainte, a béni mon épée sur le saint sépulcre, le jour de Pâques, et il m'a remis la grand'croix de l'Ordre du Saint-Sépulcre, qui rappelle de pieux et glorieux souvenirs.

J'ai bu de l'eau du Jourdain, à l'endroit même où Notre-Seigneur a été baptisé; je te rapporte douze petites pierres que j'ai ramassées dans le lit du fleuve, en mémoire des douze pierres qui rappelaient les douze tribus du peuple de Dieu, et le miracle opéré en sa faveur, au moment où Josué le fit entrer dans la Terre promise; j'ai ramassé également, dans le torrent de Térébinthe, cinq petites pierres, comme le fit autrefois David quand, plein de confiance en Dieu, il allait combattre le terrible géant Goliath; nous avons traversé, en revenant à Jaffa, la montagne où Samson a pris les renards qui lui servirent à incendier les moissons des Philistins, les plaines où étaient et où sont encore de riches moissons.

En repassant notre histoire sainte, je te raconterai tout notre voyage.

Je t'embrasse de tout mon cœur, chère petite amie, et te charge d'embrasser tes chères petites sœurs, ta petite cousine et tes bons grands-parents.

Ton bon père.

Le général et Mme Ducrot quittèrent Beyrouth le 8 juin 1861, et s'embarquèrent à bord du *Saint Louis*.



LE LIBAN
Croquis au 1/400.000
Tripoli
Bakroun
Sir
Raz en Natour
Zgortha
DJEBBET
Enfeh
Raz ech Chakka
K O U R A
Kafarachit
Bénachée
Ehden
2065
Sebaïl
Amioun
Antoura
Aïlo
BECHARREH
Batroun
B A T R O U N
Becharreh
les Cèdres
Mansourah
Douma
2000
Amchit
Lahfed
Djebaïl
D J E B A I L
boisés
Choumla
Akoura
Karteba
Afka
Plateaux
Ghazir
Baie de Djouni
Baalbek
Djouni
K E Z R O U A N
Mezraat
Zouk
Beskinta
2608
Baie de St Georges
Bekfaya
Mar Elias
Raz Beyrouth
Beyrouth
M E T E N
Bekhaa
Broumana
Salima
SAHEL
Razel Meten
Ain Azir
Hammana
2630
Zahle
GHARB
DJOURD
Kab Elias
Bar Elias
Bteter
la
Rochmaya
de
ARKOUB
2075
Deir-el-Kamar
Beit Eddin
Barouk
Banklin
CHOUF
Plaine
Moukhtarah
LIBAN
Mezraat
KHARROUB
Djezzin
Saïda
1850
DJEZZIN
ANTI
Djebaah
Rachaya
M
I
T
Hasbeya
DAMAS
2860
33°
34°
Gravé par H. Rollet, 99 Bd St Germain Paris.
Paris. Imp. Dufrénoy, 49 R. du Montparnasse

ALGÉRIE

(1864 — 1865)

A son retour de Syrie, le général Ducrot fut nommé (8 juin 1861) au commandement de la subdivision de la Nièvre. Il passa trois années dans ce pays, auquel l'attachaient tant de liens de famille. Mais l'insurrection provoquée par Si-Hamza, dans le sud de l'Algérie, engagea l'Empereur à mettre à profit la connaissance spéciale que le général avait acquise des choses et des hommes de notre colonie pendant son long séjour dans les bureaux arabes d'Aumale et de Médéah.

Le 7 septembre 1864, il était mis à la disposition du maréchal de Mac Mahon, gouverneur général, et, le 14 septembre, il était investi du commandement de la subdivision de Médéah, sous les ordres du général Yusuf, commandant la division d'Alger. Ce dernier était dans le Sud, se multipliant pour faire tête de tous côtés à l'insurrection avec les forces insuffisantes dont il disposait. La lettre ci-après expose la situation telle qu'elle résultait des événements à la fin de septembre.

Du général Yusuf au général Ducrot.

Bivouac d'Aïn-Cedar, 2 octobre 1864.

MON CHER GÉNÉRAL,

Je viens de recevoir votre lettre du 28 septembre et je m'empresse d'y répondre, pour vous exprimer avec

quelle satisfaction je vous vois arriver au commandement de la subdivision de Médéah, surtout dans les circonstances actuelles. J'ai conservé un trop bon souvenir de nos relations d'autrefois, du feu sacré qui vous anime, de l'énergie, de l'activité, de l'intelligence que vous déployiez lorsque j'avais le bonheur de vous avoir sous mes ordres, pour que je ne considère pas comme un véritable service personnel la bonne idée qu'a eue le ministre de vous y replacer de nouveau. C'est vous dire que je saisirai avec empressement la première occasion qui se présentera de vous faire venir auprès de moi, pour prendre part aux opérations, et que c'est avec un véritable chagrin, soyez-en persuadé, que je n'entrevois pas la possibilité de réaliser mon désir à bref délai.

Il m'est difficile, d'ici et par correspondance, de vous mettre au courant de la situation des affaires dans votre subdivision; vous profiterez de votre séjour forcé à Médéah pour étudier cette situation dans votre Tell, les transformations qu'il a subies depuis que vous l'avez quitté, son organisation politique, administrative et judiciaire, tant en territoire civil qu'en territoire militaire ; les ressources qu'il possède en moyens de transport, en tenant compte de ceux qu'il a fournis déjà pour ma colonne et pour la colonne de ravitaillement, etc.

Quant au Sud, il laisse fort à désirer ; depuis Boghar jusqu'à l'extrême Sud, il n'y a plus rien sur quoi nous puissions compter, autre que les places de Djelfa et de

Laghouat, où nous avons de bonnes garnisons ; toutes les tribus sont insurgées ou chancelantes ; il ne me reste que la confédération des Ouled-Nayls, qui va se désagrégeant chaque jour ; hier encore on m'a annoncé que deux fractions importantes, campées au sud-est de Djelfa et qui avaient reçu l'ordre de remonter vers le nord, pour se rapprocher de Djelfa, avaient, malgré la proximité de ma colonne, opéré leur mouvement en sens inverse et s'étaient dirigées vers le sud, pour se joindre aux insurgés. Je n'ai pu, malgré mon vif désir, me mettre à leur poursuite, parce que j'y aurais perdu un temps précieux, en raison de l'urgence des opérations que je vais entreprendre. Tout le reste de la tribu ne vaut guère mieux, car le Bach-Agha et tous les caïds, qui sont venus me rejoindre à Zenina et que je traîne depuis lors à ma suite, sur leurs vives instances, n'ont pu amener avec eux que quelques cavaliers, ce qui prouve leur impuissance à se faire obéir.

Au début de l'insurrection, au printemps dernier, la tribu de Ouled-Chaïb a seule fait défection dans ma division ; mais quand je suis parti, à la fin d'avril, pour entrer en opérations, j'ai trouvé, dans toutes les tribus du cercle de Boghar, le plus grand mauvais vouloir, qui s'est traduit par le refus des moyens de transport et des cavaliers pour le goum ; les caïds m'arrivaient généralement seuls, et j'ai dû les changer presque tous, soit pour mollesse, soit pour manque d'influence. A mon retour du Djebel-Amour, toutes ces tribus, craignant un juste châtiment, sont venues en masse sur ma route me

faire des protestations de dévouement; mais je ne pouvais pas laisser impuni leur mauvais vouloir, qui avait failli compromettre le succès de mes opérations. Je me suis borné à leur infliger des amendes, pour le taux desquelles j'ai même réduit de moitié les chiffres qui m'étaient proposés par le chef du bureau arabe de Boghar. A peine avaient-elles, à l'exception de deux qui ne se sont acquittées qu'en partie, payé la totalité de ces amendes, qu'elles ont fait défection : elles ne peuvent donc pas arguer de ce motif pour justifier leur conduite, d'autant plus qu'elles ont payé lorsque toutes les troupes étaient rentrées dans leurs garnisons et qu'elles sont parties pendant que la colonne Archinard était à Cherf et la colonne Dumont à Aïn-Tonkria, où elles avaient été envoyées en observation, par suite de l'apparition du marabout sur la lisière du Tell. Quant aux Lerbaa, qui étaient partis peu de jours auparavant, ils n'avaient même pas ce prétexte, puisqu'ils n'avaient rien eu à payer, et que je les avais comblés en leur donnant le territoire de Taguin.

A mon retour de France, où j'étais allé passer un mois, je me suis trouvé en présence de cette grave situation. La colonne Archinard, trop faible pour se porter à la rencontre de ces masses insurgées, avait dû se replier sur Djelfa, où sa présence maintenait *à peu près* les Ouled-Nayls, mais n'empêchait pas les goums ennemis de venir nous insulter jusqu'à Boghar. Je me suis immédiatement transporté sur ce dernier point, pour y réunir toutes les troupes dispo-

nibles et organiser, pour la colonne Archinard, un convoi de ravitaillement, qui devenait d'une impérieuse nécessité; j'ai eu toutes les peines du monde à réunir les moyens de transport pour ce ravitaillement, et, comme les troupes employées à l'escorter étaient les dernières disponibles dans la division, j'aurais dû, si j'avais laissé al colonne Archinard à Djelfa, me borner à faire constamment la navette entre ce point et Boghar, et, par suite, faire aveu d'impuissance à l'égard de l'insurrection. D'un autre côté, les tribus insurgées du cercle de Boghar n'avaient pas dépassé les limites de l'Oueurg, Chellala et Taguin, et je ne pouvais pas laisser ce foyer d'insurrection aux portes du Tell.

Aussitôt la colonne d'escorte rentrée à Boghar, j'ai pris avec moi le plus de vivres que j'ai pu transporter (environ 15 jours) et je me suis dirigé sur Chellala, où j'avais donné rendez-vous à la colonne Liébert, qui était à Aïn-Tonkria. En outre, j'avais prescrit à Archinard de quitter Djelfa et de se porter à ma rencontre en longeant le sud du Zahrez et passant par Taguin; je pouvais espérer, par ce mouvement combiné, si ce n'est renfermer entre nous les tribus insurgées, parce qu'elles ont trop de mobilité pour se laisser surprendre, du moins offrir, à celles d'entre elles qui auraient voulu le faire, les moyens de revenir à nous sous la protection de nos colonnes; mais, soit que les plus compromises dans les incendies des caravansérails et les assassinats commis aient entraîné les

autres, soit mauvais vouloir, elles ont toutes fui vers le Sud, et la colonne Archinard seule a eu un petit engagement avec un goum ennemi, le long du Zahrez, à Aïn-Zafra. Une fois la réunion des trois colonnes opérée, ou à peu près, car le général Liébert n'était qu'à quelques lieues de moi, j'ai constitué un biscuitville à Zerguin, j'ai employé la colonne Archinard, partie à le garder et partie à le ravitailler, en allant chercher un fort envoi à Boghar, puis, avec ma colonne et celle du général Liébert, je me suis dirigé sur Taguin, dans l'intention de pousser une pointe jusqu'à El-Beïda ; mais, après avoir dépassé Taguin, j'ai appris que toutes les tribus insoumises de ma division étaient campées autour de Zenina, qu'elles avaient vainement attaqué.

Je m'y suis porté sans coup férir ; j'ai malheureusement été retardé dans ma marche par la traversée d'une daya pleine de boue, ce qui m'a fait perdre une journée, de sorte que, lorsque je suis arrivé à Zenina, les contingents ennemis étaient déjà en fuite et à six lieues au moins en avant de nous. J'ai organisé immédiatement une colonne légère, afin de les surprendre par une marche de nuit ; mais les chonafs (1) que j'avais envoyés en reconnaissance ont été pris en partie, et ceux qui sont revenus m'ont dit que les tribus étaient déjà en marche pour Tadjemont ; l'opération était éventée, et j'ai dû y renoncer, parce qu'elle n'avait plus de chance

(1) Espions, éclaireurs.

de succès. Le lendemain, j'ai donné un repos à mes troupes, et je me disposais à rentrer à mon biscuitville en passant par Cherf, pour contenir encore un peu les tribus Ouled-Nayls, chancelantes, lorsqu'on m'annonça que le marabout était en route pour se réunir aux dissidents à Tadjemont, avec l'intention de m'attaquer. Je n'ai pas hésité à me porter à sa rencontre, mais, en arrivant à Tadjemont, j'ai encore trouvé le vide devant moi. Le lendemain, j'ai changé mon bivouac de quelques lieues seulement, et, comme sœur Anne, je n'ai rien vu venir. Je me suis alors dirigé sur Laghouat pour me ravitailler, parce que je n'avais plus de vivres pour rentrer à Zerguin. A peine y étais-je arrivé qu'on me dit que le marabout est avec tous ses contingents à Tadjemont et qu'il m'y attendra. Dès le lendemain matin, je retourne sur ce point; j'y trouve en effet un goum d'un millier de chevaux, qui échange quelques coups de fusil avec mes tirailleurs et qui s'éloigne; je m'abstiens de le faire poursuivre, parce qu'il pouvait masquer quelque embuscade; d'ailleurs, la nuit approchait; j'établis mon bivouac et j'attends. Le lendemain, quelques éclaireurs se sont montrés sur les hauteurs, mais pas de forces considérables ni de nouvelles du marabout; il était, disait-on, à Aïn-Madhy, et on m'engageait à aller l'y joindre.

Dès lors, sa tactique m'était clairement démontrée : il voulait m'attirer de plus en plus dans le Sud, en faisant constamment le vide devant moi, et me faire ainsi fatiguer mes troupes et épuiser mes vivres; je n'ai pas

donné dans le piège, je me suis dirigé sur Laghouat, pour de là aller à Djelfa, où j'avais prescrit de faire arriver mon ravitaillement. J'avais d'autant moins à hésiter que, d'un côté, les approvisionnements de Laghouat étant assez restreints, je ne pouvais pas affamer la garnison, et que, de l'autre, j'étais sans nouvelles d'Alger depuis quinze jours; je savais seulement que Son Excellence le gouverneur général devait être arrivé depuis le 19. Or, il était présumable qu'il m'adresserait des instructions sur les mouvements que j'étais appelé à faire pour combiner les opérations dans les trois provinces, et je devais me mettre en mesure d'y obtempérer, en me rapprochant de ma base d'approvisionnements. C'est ce qui a eu lieu.

A mon arrivée à Laghouat, j'ai reçu des instructions détaillées, qui me prescrivent tout d'abord d'aller, concurremment avec la colonne de Bousaada, étouffer le foyer de l'insurrection de la province de Constantine, qui s'est concentré sur l'Oued-Medjedell, au sud de Zahrez-Chergui. Je suis en marche pour exécuter le mouvement, et, aussitôt l'opération terminée, je rentrerai à Djelfa, pour de là me porter sur le Djebel-Amour, soit par l'ouest, soit en le tournant par le nord, suivant les nouvelles que je recevrai du général Deligny, sur ce qu'il aura pu faire jusqu'alors.

Archinard, qui avait reçu l'ordre d'attendre à Zerguin l'arrivée de la colonne Liébert pour l'aider à escorter son immense convoi, mais qui me savait à court de vivres, a eu l'intelligence de prendre sur lui

de partir quand même avec une partie du ravitaillement, et de laisser l'autre à Zerguin sous bonne garde; il sera demain ou après-demain à Djelfa.

J'ai fait partir hier la colonne Liébert pour Zerguin, et je lui prescris de me rapporter le restant du ravitaillement, en se faisant suivre des troupes qui le gardaient. Aussitôt qu'il aura déposé le tout à Djelfa, il ramènera toutes les voitures et mulets à Boghar, pour y servir à un autre ravitaillement; puis il rentrera à Aïn-Tonkria, pour parcourir le Serson et couvrir le Tell au besoin.

Voilà, mon cher général, notre situation actuelle dans le Sud. Nous ne pouvons pas nous dissimuler sa gravité, mais il faut espérer que, grâce à la vígueur de nos troupes, à notre activité et à une bonne entente dans les mouvements combinés, nous parviendrons à l'éclairer; si nous ne pouvons le faire entièrement dans cette campagne, il nous restera la ressource de prendre plus tard les derniers dissidents par le ventre, en leur fermant le Tell et leur coupant ainsi les vivres.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments les plus affectueux.

Le général commandant la division,

YUSUF.

P. S. — 3 *octobre*. Au moment de vous envoyer ma lettre, j'arrive à Djelfa et j'y apprends, comme je le pressentais, la défection de tous les Ouled-Nayls, sauf deux petites fractions qui ne tarderont pas à suivre le mouvement.

Du général Ducrot
à Monsieur Arnauld d'Abbadie d'Arrast.

Médéah, 11 octobre 1864.

Cher ami,

Deux mots à la hâte pour vous prouver que je ne vous oublie pas et vous dire que je suis arrivé à bon port à Médéah.

Lorsque je suis arrivé, toutes les colonnes étaient organisées et les opérations commencées. Nos communications avec le Sud étant complètement interceptées, j'ai dû me résigner à accepter le rôle que le gouverneur m'a assigné, celui de commander les réserves qu'il cherche à organiser à Médéah.

Nos affaires vont mal, très mal; tout notre Sud est en pleine insurrection, et le Tell assez fortement ébranlé pour que nos ordres ne soient plus exécutés à dix lieues de Médéah.

Le général Jolivet s'est laissé surprendre dans l'Ouest; il a eu quarante-sept hommes enlevés, trente-trois tués et deux ou trois cents blessés. Après ce succès, l'ennemi s'est porté sur Daga, au sud de Sidi-bel-Abbès, où nous avons une petite garnison française; il a été repoussé, mais est parvenu à incendier les bâtiments du bureau arabe, qui sont en dehors de la ville. Dans l'Est, nous venons d'être plus heureux : une colonne sortie de Bousaada a remporté quelques succès sur les

insurgés qui, en se retirant vers l'Ouest, sont venus donner dans les colonnes du général Yusuf et ont été complètement ghazés; ce succès raffermit un peu notre Tell, mais il y a encore fort à faire pour vaincre l'insurrection.

Je suis resté ici pendant dix jours, n'ayant que quarante chevaux éclopés et cent vingt-cinq tirailleurs indigènes pour parer à toutes les éventualités qui pouvaient se produire dans une étendue de plus de six cents lieues carrées et en présence d'une population frémissante.

Depuis quelques jours, j'ai reçu trois bons escadrons du 4e chasseurs, récemment débarqués de France, et c'est à peu près suffisant pour les besoins du moment.

Je m'attends à partir d'un moment à l'autre pour aller coopérer aux mouvements des colonnes qui opèrent dans le Sud.

Où en est votre grande affaire? Ne vous laissez pas tellement absorber par vos nouvelles affections que vous ne trouviez un instant pour écrire quelques lignes à un pauvre exilé, qui vous aime toujours et vous serre cordialement la main.

Votre affectionné.

Je pars après-demain pour l'Oued-Medjedell, le convoi Archinard devant m'arriver ici demain.

L'opération vers le Zahrg-Chergui fut heureuse. Des tribus rebelles, battues par le colonel de Lacroix, et rejetées vers le

nord-ouest, furent écrasées entre deux colonnes aux ordres du général Yusuf, et refoulées de nouveau sur le colonel de Lacroix, qui reçut leur soumission.

Le général Ducrot, pendant ce temps, à Médéah, étudiait la situation et préparait une colonne destinée à conduire un convoi de ravitaillement à Djelfa, centre des opérations de Yusuf. La lettre qu'il écrivait à son beau-frère, le 13 octobre, prouve que l'état des affaires lui paraissait grave, et que l'Algérie ne lui semblait guère avoir progressé depuis quinze ans qu'il l'avait quittée.

Du général Ducrot à son beau-frère.

Médéah, 13 octobre 1864.

Nos affaires vont toujours très mal; cependant, les derniers succès remportés par le colonel de Lacroix au sud de Bousaada, et par le général Yusuf au sud de Boghar, ont un peu calmé l'agitation qui régnait autour de Médéah. Dans l'Ouest, au contraire, la malheureuse affaire du général Jolivet et la pointe audacieuse de Si-Lala, qui est venu incendier un village à quelques lieues de Sidi-bel-Abbès, ont aggravé la situation. Le maréchal de Mac Mahon a demandé des renforts avec insistance, et on ne les lui refusera certainement pas. C'est une bien lourde charge pour la France que cette *magnifique* colonie de l'Algérie, et je commence à croire qu'elle ne nous dédommagera jamais des lourds sacrifices que nous nous imposons pour elle, ou bien alors il faudrait complètement changer le système suivi jusqu'à ce jour. Depuis quinze ans, la colonisation euro-

péenne n'a fait aucun progrès, au moins à Médéah; au contraire, nos villages européens sont en décroissance; la population européenne a beaucoup diminué, les maisons tombent faute d'entretien, c'est pitoyable et fort triste.

. . . .

La marche de la colonne de ravitaillement, qui s'était avancée jusqu'à Boghar, fut suspendue par l'obligation d'attendre le 37e de ligne envoyé de France. Circonstance fâcheuse, car la saison des pluies avait commencé, et, quand le convoi quitta Boghar, il se trouva en présence de routes impraticables, dans lesquelles les roues s'enfonçaient jusqu'au moyeu. A peine en une journée avançait-on d'un kilomètre, car il fallait à chaque instant décharger les voitures pour les désembourber, et les recharger ensuite.

On savait cependant que les vivres à Djelfa et Laghouat étaient presque épuisés, et le convoi apportait aux troupes du général Yusuf non seulement la possibilité de continuer les opérations, mais la vie même.

Dans des conjonctures aussi extrêmes, il n'y avait pas à hésiter, et, malgré la pluie torrentielle, malgré les difficultés inouïes du chemin, on s'efforça d'atteindre Bougzoul, point à partir duquel la marche devenait moins pénible.

Un dernier obstacle, un torrent fut franchi, et tout le monde dut se mettre à l'eau pour faire passer le convoi. De telles épreuves ne sont pas sans action sur les caractères, et M. Legros, sous-intendant de la colonne, avait eu l'occasion de s'en apercevoir.

« Dans une pensée d'affection, dont j'avais été touché, dit-il, le général m'avait invité à mettre ma tente tout près de la sienne. Il n'y avait pas de nuit où il ne me demandât plusieurs fois si je dormais. Je répondais invariablement : « Oui, je

« dormais; mais je ne dors plus depuis que vous m'avez appelé. » Il me demandait alors : « Avez-vous pensé à telle chose, à telle « autre? » Le plus souvent, je pouvais répondre : Oui, mais j'avais le frisson quand il fallait dire : Non. »

Lors du passage du torrent, le général lui reprocha d'avoir omis d'exécuter un ordre relatif à certaines denrées qui devaient être chargées sur trois cents mulets. Le sous-intendant, vexé, répondit que l'ordre était exécuté, et que les mulets suivaient à leur place. Le général voulut s'en convaincre par lui-même et assista à tout le défilé jusqu'à ce qu'il eût vu et compté les mulets en question. Tous deux le soir se couchèrent de fort mauvaise humeur.

Le lendemain, à Bougzoul, le général fit sonner au grand rapport, et quand tous les commandants de compagnie, d'escadron et de batterie, ainsi que les chefs de service, eurent été réunis, il donna ses ordres et témoigna sa satisfaction des efforts que tous avaient faits, du bon esprit dont tous avaient donné la preuve dans une position aussi pénible.

« J'ai voulu vous assembler, ajouta-t-il, pour vous associer aux félicitations et aux remerciements que je tiens à adresser spécialement à M. le sous-intendant Legros pour le zèle, l'intelligence et le dévouement qu'il n'a cessé d'apporter dans ses rudes et difficiles fonctions. »

Le cercle une fois rompu, il prit à part le sous-intendant, vivement touché de cette flatteuse démarche : « Vous avez le caractère peu commode... mon général... Oui, je sais, vous vous dites en vous-même que vous n'êtes pas seul en ce cas; eh bien, puisque tous deux nous avons mauvais caractère, corrigeons-nous l'un par l'autre, et faites-moi l'amitié, jusqu'à la fin de l'expédition, de prendre vos repas avec moi. »

Le général, ajoute M. le sous-intendant Legros en rappelant cette anecdote, était aussi bon, aussi affectueux qu'exigeant dans le service, auquel il donnait tout son temps et toutes ses pensées.

Arrivé à Djelfa, le général Ducrot fit décharger les approvi-

sionnements destinés à cette place, et dirigea le reste du convoi sur celle de Laghouat.

L'ordre lui fut donné de ramener à Boghar les malades qui encombraient Djelfa et Laghouat, et d'agir ensuite contre la tribu des Sahary-Ouled-Brahim, qui, croyant leurs familles et leurs biens en sûreté dans leurs inaccessibles montagnes, tenaient la plaine et refusaient de se soumettre.

Le général Ducrot conçut un plan habile en vue de profiter, pour châtier les rebelles, de son mouvement même de retour. Il ordonna au colonel Archinard de quitter Djelfa le 26 novembre avec une petite colonne, composée de deux cents goumiers, quatre cent cinquante cavaliers réguliers et quatre cents baïonnettes, et de se porter contre les Sahary-Ouled-Brahim, campés dans la plaine. Lui-même, avec le gros de la colonne escortant le convoi, gagnait Guelt-el-Stel.

Comme il le prévoyait, la marche du colonel Archinard fut éventée par les rebelles, qui se replièrent vers le nord, croyant n'avoir rien à craindre de ce long convoi qu'ils voyaient en route vers Boghar. Mais le général Ducrot, par une marche de nuit exécutée avec ses troupes, les surprit le 27 novembre au point du jour; menacés d'être pris entre les deux colonnes, séparés de leurs montagnes par celle du colonel Archinard, ils furent dispersés presque sans lutte. Quinze mille moutons, quatre cents bœufs, cent chameaux, des chevaux, des mulets, des fusils restèrent entre nos mains. De son côté, le colonel Archinard, pénétrant dans la montagne, presque sans défense, s'empara de la gada des Sahary établie sur des sommets abrupts, et captura tous les troupeaux cachés dans les ravins voisins. Le compte rendu de son expédition se termine ainsi :

« En résumé, mon général, j'aime à espérer que vous apprécierez la vigueur de toutes les troupes qui ont eu à jouer un rôle dans la journée dont vous aviez préparé les phases les plus diverses et les plus décisives avec une sûreté que les événements ont si pleinement justifiée. »

A Madame F. de Champs.

Aïn-Oussera, 30 novembre 1864.

MA BONNE MÈRE,

J'ai appris seulement ce matin l'arrivée à Médéah de mes chères voyageuses (1). Je sais qu'elles se portent bien, mais je n'ai aucun détail sur leur traversée. Après avoir déposé mon convoi à Djelfa, j'ai dû m'enfoncer dans l'Est, pour châtier une tribu récalcitrante contre laquelle nous avions de nombreux griefs. Mon succès a été complet; l'ennemi, surpris de deux côtés à la fois, au point du jour, a eu un réveil désagréable, et la résistance n'a duré que quelques instants : hommes, femmes, enfants, troupeaux, tout est resté entre nos mains; de notre côté, nous n'avons eu qu'un homme tué et trois blessés.

Je pense que le gouverneur sera satisfait, parce qu'il tenait beaucoup à ce qu'un châtiment exemplaire fût infligé à ces montagnards incorrigibles qui, depuis huit mois, interceptent nos communications entre Boghar et Laghouat.

Cette opération vient clore très heureusement ma petite campagne et faire compensation aux ennuis de mon convoi.

J'espère être à Médéah dans trois jours et embrasser

(1) Mme Ducrot, avec sa fille aînée, Mlle Marie, avait été rejoindre le général en Algérie.

mes chères voyageuses. Avec quel bonheur je vais les entendre causer de mes chères petites filles, de mon Auguston !

Adieu...

Cette opération fut la seule que le général Ducrot eut à exécuter, jusqu'à la fin de 1864. Mais l'insurrection était loin d'être terminée, et, dès les premiers mois de 1865, elle gagnait la Kabylie et exigeait de nouveaux efforts de la part de nos troupes. Le général Ducrot n'eut à diriger que des colonnes destinées à achever l'œuvre de l'automne précédent et à contenir dans le devoir les tribus du sud de la subdivision.

A Monsieur Arnauld d'Abbadie d'Arrast.

Médéah, 20 décembre 1864.

Excellent ami,

..... Après six semaines d'une inaction insupportable, j'ai fini par me mettre en route pour conduire un énorme convoi de voitures et de bêtes de somme à nos colonnes du Sud qui commençaient à manquer de tout.

Pris par un temps affreux dans les terrains marécageux qui avoisinent Boghar, je suis parvenu, à force de travail et de patience, à faire passer mes cent soixante-dix voitures et mes quinze cents bêtes de somme, et je suis arrivé triomphalement à Djelfa au moment où les plus expérimentés juraient que je ne sortirais jamais des marais de Bou-Guezoub. Débarrassé de tous mes

impedimenta, j'ai fractionné ma petite colonne en deux, j'en ai lancé une moitié très ostensiblement sur une tribu incorrigible qui, depuis le commencement de l'insurrection, interceptait nos communications entre Boghar et Djelfa; puis, mes lièvres mis sur pied, je me suis porté, par une marche de nuit, sur leur ligne de retraite, et les ai surpris au moment même où ils posaient leurs tentes pour reprendre haleine. Hommes, femmes, enfants, troupeaux, tout est resté entre nos mains, et le succès, aussi complet que possible, ne nous a coûté qu'un homme tué et trois blessés.

L'on a paru très satisfait à Alger de ma double opération du convoi et de la ghazia, et l'on a bien voulu m'en faire quelques compliments.

Aujourd'hui, tout est à peu près rentré dans l'état normal dans ma subdivision, à part cependant notre extrême Sud, où nous avons dû laisser une colonne mobile, sous les ordres du colonel Margueritte, afin d'enlever au chef de l'insurrection l'idée de venir faire quelques pointes sur nos tribus soumises.

. . . .

Est-il donc vrai que notre pauvre Karam est rentré dans le Liban avec l'intention d'entrer en lutte ouverte contre ce misérable Daoud-Pacha? En vérité, je n'ai pas le courage de le blâmer, s'il en est ainsi, car il me semble que, à sa place, j'en aurais peut-être fait autant; mais je redoute de nouveaux malheurs pour notre infortuné Liban!

Allons, vilain paresseux, vite la plume à la main,

et contez-moi en détail tout ce que vous savez à ce sujet.

Je vous serre bien cordialement la main..

A son frère.

Médéah, février 1865.

..... Toute la Kabylie orientale, de Bougie à l'Oued-el-Kébir, est en pleine insurrection, et ce n'est pas une petite affaire. Quatre colonnes, présentant un effectif de douze à quinze mille hommes, s'organisent pour entrer simultanément dans ce pâté montagneux horriblement difficile; elles partiront de Bougie, Djedjelly, Sétif et Constantine. Mais la neige et les torrents rendent toute opération impossible dans cette saison, il faut attendre le mois de mai; pour le moment, l'on se borne à prendre des mesures qui ont pour but de circonscrire le mouvement et de l'empêcher de s'étendre à la Grande Kabylie. Nos affaires du Sud sont loin d'être terminées, Si-Lalla est toujours menaçant; il a autour de lui un groupe d'hommes très énergiques les plus compromis dans la dernière insurrection et quelques centaines de cavaliers qui ne rêvent que pillage et razzias; évidemment ils tenteront encore plus d'un coup de main audacieux et nécessiteront, pendant longtemps, le maintien de forces considérables dans l'extrême Sud. Il faut donc

convenir que le voyage de l'Empereur (1) serait peu opportun dans de semblables conditions.

. . . .

Au même.

Médéah, 25 février 1865.

Mon cher ami,

..... J'ai vu le maréchal de Mac Mahon à Alger, où m'avaient appelé des affaires de service; j'ai causé très longuement avec lui, et il m'a témoigné une grande bienveillance et surtout une grande confiance. Le pauvre homme est fort embarrassé; il comprend qu'il y a quelque chose à faire pour sortir de l'état précaire dans lequel nous vivons en Algérie; il entrevoit bien certaines bonnes mesures à prendre, certains errements avec lesquels il faut nécessairement rompre; mais il n'est pas assez sûr de lui-même pour entreprendre une aussi grosse affaire, et, d'ailleurs, comme il me le disait, la position précaire du général Yusuf, le peu de confiance que lui inspirent son caractère et sa capacité ne le permettent pas (2); il faut donc tout ajourner, et les affaires de la colonie s'en ressentent d'une manière bien fâcheuse. Le maréchal compte sur la visite de

(1) On parlait déjà à ce moment du voyage que l'Empereur comptait faire en Algérie au mois de mai.

(2) Le maréchal de Mac Mahon n'appréciait pas le général Yusuf et

l'Empereur, qu'il attend toujours au mois de mai, et qui paraît se confirmer, d'après ce que tu me dis; mais que verra l'Empereur, en passant? quelle importante question pourra-t-il juger, au milieu de tous les avis opposés qui ne manqueront pas de se produire? Si le maréchal avait un plan sage, bien conçu, bien arrêté, peut-être pourrait-il le faire accepter par Sa Majesté; malheureusement, il n'en est rien, et j'avoue que, pour mon compte, j'attends peu de chose de cette visite sur laquelle on fonde généralement de grandes espérances. Tu as sans doute appris, par les journaux, que le général Deligny avait surpris, dans l'extrême Sud, le marabout Sidi-Mohammed-ben-Hamza, principal représentant de l'insurrection; cette affaire très brillante, d'après les rapports, perd un peu de son charme lorsqu'on l'examine de près. En résumé, nos goums ont fait de grandes pertes; le corps du marabout n'est pas resté entre nos mains, et, aujourd'hui, le bruit s'accrédite de plus en plus, chez les Arabes, que le marabout n'est pas mort; il serait seulement blessé grièvement à la tête et au bras; ses fidèles l'auraient enlevé rapidement dès le commencement de l'action.

Il est fort difficile de démêler la vérité dans une affaire de ce genre, mais il est incontestablement très regrettable que le cadavre ne soit pas resté entre nos mains;

ne le jugeait propre qu'à une action de guerre contre les Arabes; il répugnait à lui laisser commander la division d'Alger. D'autre part, il ne pensait pas qu'il fût possible de le mettre à la tête d'une division en France. De là l'embarras du gouverneur général. Le général Ducrot ne partageait pas les préventions du maréchal contre le général Yusuf.

on dit que ce résultat aurait été obtenu, si le général n'avait refusé opiniâtrément de laisser engager sa cavalerie régulière.

La situation de la province de Constantine n'est pas non plus très bonne; on y prépare une expédition assez importante contre la Petite Kabylie, entre Sétif et Djedjelly; trois mille hommes de la province d'Alger doivent y prendre part, les corps sont déjà désignés : deux bataillons du 77e, un du 36e, un du 1er zouaves et le 12e bataillon de chasseurs à pied.

Les opérations commenceront au mois d'avril; pendant ce temps, deux colonnes, l'une sous mes ordres, l'autre sous les ordres du général Liébert, se promèneront dans le Sud pour réorganiser le pays, faire rentrer les contributions de guerre et parer aux incidents; cela durera jusqu'à la fin de mai. Je vais donc m'éloigner de Médéah pour deux mois, et je suis bien tenté de laisser partir ma femme et ma fille à la fin de mars. Je les retrouverais en France à la fin de juillet, car, quoi qu'il arrive, j'ai l'intention de prendre un congé pour me rendre au conseil général; ce sera un excellent prétexte pour aller voir mes pauvres vieux parents et mes chers enfants...

Le général Yusuf au général Ducrot.

Alger, 4 mars 1865.

Mon cher ami,

Je viens de recevoir ma nomination au commande-

ment de la division de Montpellier, et c'est Wimpffen qui me remplace. Je ne sais si vous êtes en bonnes relations avec cet officier général; je l'ai connu comme homme de bien; j'espère donc que vous serez content de lui; mais j'aurais été bien plus heureux si ma place vous fût échue.

Je m'embarque samedi 8; je veux dire que c'est mon corps qui s'embarque, car mon âme et toute ma pensée restent dans le pays!!! Ne vous dérangez donc pas, ami; je serais cependant heureux de serrer la main et de donner encore quelques bons conseils à tous ces caïds dont la plupart ont été élevés par moi. Donnez-leur donc la nouvelle de mon départ et l'autorisation de venir me serrer la main, comme je serre la vôtre et j'embrasse celle de votre chère femme.

Le général Ducrot à son frère.

Médéah, 6 avril 1865.

. . . .

MON CHER AMI,

Je t'envoie la dernière partie de mon travail, qui n'était pas recopié lorsque le capitaine Lammery est parti. Tu le liras si cela t'intéresse, et tu le remettras au général Trochu.

Tous ceux qui connaissent réellement ce pays sont d'accord pour reconnaître que mes idées sont justes et surtout pratiques. Mais est-ce une raison pour qu'elles soient adoptées et surtout suivies avec persistance?

Plus que jamais les intérêts personnels dominent tout. La nomination de Wimpffen en est une preuve éclatante ! Il a passé quelques années dans ce pays, il est vrai; mais, comme officier de troupes, capitaine ou chef de bataillon des tirailleurs algériens, il est resté complètement étranger à l'administration, à l'organisation du pays ; il ne connaît pas une tribu, pas un chef indigène ; s'il a quelques idées, ce sont des idées fausses, telles qu'en ont tous ceux qui n'ont vu les choses que très superficiellement. Il arrive dans des circonstances extrêmement difficiles, et, en lui concédant une intelligence hors ligne et une aptitude toute particulière au travail, il lui faudra des mois et des années pour se mettre au courant de la situation. En attendant, il sera livré, pieds et poings liés, à la discrétion de son directeur des affaires arabes. C'est le premier exemple d'un général arrivant d'emblée au commandement d'une province algérienne, sans avoir commandé une subdivision, ni même un cercle.

. . . .

Le général Ducrot n'avait cessé de s'intéresser aux affaires d'Algérie, lors même qu'il en était éloigné. Frappé du manque de suite apporté depuis longtemps dans le gouvernement de la colonie, de la légèreté avec laquelle on avait souvent adopté les mesures les plus graves, de la médiocrité des résultats que l'on avait obtenus jusqu'alors, il avait formulé ses idées personnelles sur cette question dans un travail qu'il soumit au mois de juin 1864 à l'Empereur, dans une audience particulière. L'Empereur l'écouta avec intérêt, garda le travail pour

l'étudier à loisir, et n'en reparla pas à l'auteur; mais il y a lieu de croire qu'il l'avait apprécié, puisque, quelques mois plus tard, en septembre de la même année, il avait envoyé le général Ducrot à Médéah.

Persuadé de la justesse de ses propositions et de l'importance de leur mise en pratique pour l'intérêt du pays, le général, aussitôt arrivé, s'efforça de faire partager ses idées au maréchal et aux officiers généraux ou autres qu'il jugeait en situation d'exercer une influence : général Desvaux, général Legrand, colonel Gresley, etc., provoquant leurs critiques et y répondant, entretenant avec eux une polémique suivie, cherchant enfin, par tous moyens, à faire prévaloir ses vues tant en Algérie qu'en France. Ces vues sont exposées dans le rapport ci-après, qui n'est autre que celui qui, au mois de juin 1864, avait été soumis à l'Empereur et qui plus tard fut envoyé au général Trochu.

Rapport adressé à l'Empereur sur les moyens à employer pour assurer la pacification de l'Algérie (1864-1865).

L'insurrection qui vient d'éclater dans la province d'Oran a surpris et péniblement impressionné le public, volontiers disposé à croire certains optimistes, qui prétendent que notre établissement en Algérie n'est plus qu'une question de maire et de garde champêtre.

Comme de pareilles illusions peuvent être dangereuses, il est utile de faire connaître que tel n'est pas l'avis des hommes qui ont vécu longtemps au milieu des Arabes et étudié sérieusement leur caractère et leur

organisation sociale ; ils prévoyaient depuis longtemps l'insurrection actuelle, et pensent que ce ne sera pas la dernière.

Les Turcs ont occupé la Régence pendant près de trois cents ans, et, durant cette longue domination, ils ont eu à combattre de nombreuses insurrections ayant presque toutes un caractère religieux; cependant les Turcs sont musulmans, mais schismatiques aux yeux des Arabes, et ce motif était suffisant pour exciter l'ardent fanatisme des marabouts et des talbas.

Abd-el-Kader lui même, pendant sa courte, mais vigoureuse domination, a lutté contre deux grandes oppositions ayant le même caractère.

La première fut celle de Tidjeni, grand marabout d'Aïn-Mahdi et chef d'une secte puissante qui couvre l'Algérie, la régence de Tunis et le Maroc d'une multitude d'adeptes.

La deuxième fut celle de Bou-Hamar, espèce de derwich illuminé, qui traînait à sa suite une nuée de derkaouas en guenilles et presque sans armes.

Les vieux cavaliers d'Abd-el-Kader eurent un instant d'hésitation lorsqu'ils les rencontrèrent dans les plaines d'Ouamrie ; il fallut que l'Émir lui-même donnât le signal du combat en déchargeant son fusil sur les imposteurs qui prétendaient que la poudre ne pouvait parler contre eux.

Cependant, Abd-el-Kader, hadji et marabout, était le véritable représentant du grand principe théocratique ; mais Tidjeni, comme Bou-Hamar, lui reprochaient

d'avoir trahi la cause de l'islamisme en traitant avec les chrétiens à la Tafna.

Ajoutons enfin que le Sahara a toujours été le principal foyer de ces insurrections, non seulement dans les temps modernes, mais encore dans l'antiquité ; ainsi en a-t-il été de la révolte de Tacfarinas et de celle de Firmus (1). Dans ces insurrections comme dans les guerres de Jugurtha, le théâtre principal de l'action a toujours été la chaîne de montagnes qui s'étend de Sétif (*Sitifis*) à l'Ouarensenis (*Ancorarius*).

De cet exposé nous tirons la conclusion suivante : c'est qu'il faut chercher la cause des insurrections passées comme des insurrections futures :

1° Dans le fanatisme musulman ;

2° Dans la configuration et la nature du sol saharien, dans le caractère, les habitudes et l'organisation sociale des populations qui le couvrent et l'avoisinent, et sont à peu de chose près aujourd'hui ce qu'elles étaient du temps de Jugurtha.

Les musulmans n'ont d'autre loi civile et religieuse que le Coran ; or, le livre sacré ordonne de faire la guerre aux infidèles ; mais il dit aussi qu'il faut se soumettre à la force, manifestation de la volonté de Dieu sur la terre.

Nous pouvons donc espérer la soumission des musulmans, à la condition que nous serons forts partout et toujours.

(1) De l'an 371 à l'an 375.

Examinons si nous avons adopté la marche la plus sûre pour remplir cette condition essentielle.

La population indigène se divise en trois castes :

1° L'aristocratie religieuse ou marabouts ;

2° L'aristocratie guerrière ou Djouades, descendants des conquérants arabes venus de l'Est aux septième et huitième siècles ;

3° Les conquérants des anciens indigènes soumis par la conquête, ou rayas.

Les marabouts sont incontestablement nos plus ardents, nos plus irréconciliables ennemis. C'est de leurs rangs que sortent toujours les prédicateurs de la guerre sainte, les excitateurs à la révolte ; tous appartiennent à ces sectes religieuses (Khouanes) qui s'étendent de la Mecque à l'Océan.

Leur action sourde, persévérante, prépare et entretient en permanence l'ardeur religieuse, la haine du chrétien, organise l'insurrection et la fait éclater avec rage et simultanéité au jour et à l'heure fixés.

Pour combattre ce danger, les Turcs avaient adopté un système très simple.

Sous leur domination, les marabouts étaient exclus d'une manière absolue de toute participation aux affaires du gouvernement. Lorsqu'ils se renfermaient paisiblement dans leur rôle de puissance spirituelle, on leur prodiguait les marques extérieures de respect, les cadeaux, les bons procédés de toutes sortes ; mais on tranchait impitoyablement la tête à tous ceux qui étaient tentés de confondre le temporel et le spirituel.

Non seulement nous n'avons pas observé ce principe d'exclusion fort sage, mais encore nous avons, comme à plaisir, contribué à créer et développer la puissance des marabouts, à accroître leur influence, et, de plus, nous avons fait tout ce qu'il fallait pour exciter le fanatisme des masses.

Ainsi, en même temps que nous avons confié les plus importants commandements indigènes à des chefs d'origine religieuse, nous avons encouragé et facilité les pèlerinages à la Mecque, créé et subventionné de nombreuses écoles musulmanes, autorisé et même protégé d'importantes zaouias, bâti des mosquées, etc.

Cependant, est-il possible d'ignorer que les Arabes les plus fanatiques de la tribu sont précisément ceux qui pensent au pèlerinage ; que, pendant le pèlerinage, ce fanatisme s'accroît encore, et que, au retour, le turban vert et le titre d'El-Hadji inspirent le respect et la confiance aux populations?

Qui peut ignorer que, dans les écoles, toute l'instruction se borne à l'étude du Coran et des commentateurs du Coran, c'est-à-dire à l'excitation du fanatisme, et que les talbas, réunis dans les zaouias autour d'un tombeau vénéré, passent leur temps à maudire le nom chrétien et à rêver le triomphe de l'étendard du Prophète?

Dans la création, dans l'entretien des mosquées, le musulman voit un sentimennt de crainte et une faiblesse de notre part, qui le disposent à oublier le sage précepte : « Soumets-toi à la force », et à se rappeler

au contraire que tout bon musulman doit combattre avec ardeur les infidèles.

Ces quelques observations suffisent peut-être pour démontrer que nous n'avons pas adopté, jusqu'à ce jour, les moyens les plus favorables pour combattre et affaiblir le fanatisme mnsulman.

Examinons maintenant si nous avons mieux fait pour combattre les dangers qui résultent de l'organisation féodale de la société arabe, de l'esprit belliqueux et aventureux des populations, etc.

Les tribus djouades, ou aristocratie guerrière, n'ont cessé de jouer un rôle important pendant toute la période de la domination turque.

C'est en s'appuyant sur ce puissant élément d'action que les anciens maîtres du pays sont parvenus à établir et à maintenir leur autorité dans la plus grande partie de la Régence, avec une armée régulière dont l'effectif n'a jamais dépassé et rarement atteint le chiffre de dix mille hommes.

Ils avaient su intéresser ces tribus d'élite au maintien de leur domination en leur octroyant certains privilèges, tels que exemption totale ou partielle des impôts, concession temporaire de terres domaniales, part sur les impôts qu'elles étaient chargées de prélever; en même temps ils avaient fractionné le commandement pour n'avoir à redouter aucune défection considérable; ils opposaient habilement entre elles les influences des principaux chefs, et même, dans chaque tribu, tenaient toujours en réserve un candidat prêt à remplacer le chef

dont ils pouvaient suspecter la fidélité : jamais ils ne laissaient le pouvoir entre les mêmes mains assez longtemps pour créer une influence puissante. C'est ainsi que, dans la province d'Oran, il y avait trois aghas qui exerçaient pendant une année et à tour de rôle le commandement des tribus maghzens.

A l'action des tribus djouades ils avaient ajouté celle des douairs ou smalas composés d'individus d'origines diverses, tels qu'affranchis, esclaves fugitifs, bannis des tribus, etc.

Tels étaient les Aribes de la Maison-Carrée, les Ouled-Bellilles du Hamja, les Hadjoutes de la Metidja, les Beni-Mançour de l'Oued-Sahel, etc.

Établis en permanence sur des terrains domaniaux aux points stratégiques les plus importants, ils devaient le service militaire en tout temps et à toute heure, et faisaient la police du pays avec l'appui des garnisons turques, qui étaient d'une faiblesse dont on ne peut se faire une idée. Elles se composaient seulement, en effet, de trente ou quarante askars, là où nous avons plusieurs bataillons et escadrons.

Ces douairs étaient généralement fidèles, et nous-mêmes avons eu l'occasion de l'éprouver; tous les anciens officiers algériens ont conservé bon souvenir des services que nous ont rendus, pendant nos grandes luttes contre Abd-el-Kader, les douairs du vieux général Mustapha, les aribes de la Maison-Carrée, les douairs et les abides de Titeri, etc.

Tous ces Arabes du Maghzen, tribus djouades ou

douairs sont fanatiques sans doute, mais d'une autre façon et à un degré bien moins dangereux que les marabouts et les talbas, qui, puisant leur force dans leur origine religieuse, ont toujours intérêt à entretenir la foi dans toute sa vivacité et son ardeur.

Absolument illettrés, les Djouades ne connaissent de la religion que les menues pratiques ; ils croient avoir satisfait à tout lorsqu'ils ont observé le jeûne rigoureux du Ramadan et que, dans l'habitude de la vie, ils ont répété quelquefois, pendant la journée, le nom de Dieu et la profession de foi sacramentelle : *La Allah illa Allah!* ou *Rah Mahomet erassoul Allah !*

Les traits prédominants de leur caractère sont : un courage individuel qui va jusqu'à la plus extrême témérité ; un besoin excessif de mouvement, d'aventures ; un goût passionné pour la guerre et, à son défaut, pour les jeux et les exercices qui en reproduisent l'image.

Ils sont violents, vindicatifs, ardents au pillage ; si, dans l'habitude de la vie, ils s'inclinent volontiers devant le marabout et lui baisent la main avec toutes les apparences du respect, ils se soumettent difficilement à son autorité temporelle, sont toujours disposés à la lui contester, voire même à la lui disputer, et, une fois la lutte engagée, ne reculent pas devant les plus extrêmes violences.

Ces divers traits de caractère sont d'autant plus accentués que l'on se rapproche davantage de la lisière du sud du Tell ; on les trouve dans toute leur sauvage énergie en pénétrant dans le Sahara.

Avides de pouvoir avant tout, habitués à faire trembler devant eux la masse des populations arabes, façonnés à une obéissance passive par les fonctionnaires turcs, les Djouades eussent été faciles à gagner à notre cause dès les premiers jours de la conquête, et, sans tomber dans les abus de l'ancien système, nous eussions certainement trouvé en eux d'utiles auxiliaires.

Mais, avec l'incertitude de nos vues sur l'Algérie, avec notre ignorance absolue du peuple que nous avions devant nous, avec nos idées libérales et égalitaires, il n'était pas facile d'entrevoir le parti que nous pouvions tirer des tribus maghzens.

Non seulement nous ne fîmes rien pour les attirer à nous, mais nous repoussâmes quelquefois leurs avances.

Or, du moment où elles n'étaient pas avec nous, elles devaient être énergiquement contre nous, et elles nous firent, en effet, une guerre acharnée pour leur propre compte.

Abd-el-Kader put facilement les rallier à sa cause contre l'ennemi commun, mais, après le traité de la Tafna, il rencontra de leur part une vive opposition lorsqu'il voulut reconstituer la nationalité arabe et établir son autorité sur des bases solides.

Il ne parvint à les vaincre qu'en s'appuyant sur les masses fanatisées, qu'en profitant habilement de leurs propres divisions et enfin avec l'aide des nombreuses troupes régulières que notre aveuglement l'avait aidé à organiser.

Lorsque la lutte recommença contre les chrétiens à

la fin de 1839, les Djouades, fatigués d'un long repos, furent les premiers à s'élancer au combat et eurent de brillants succès en débutaut; mais, aussitôt que la puissance de l'Émir fut ébranlée par de nombreux revers, ils donnèrent le signal des défections et furent aussi les premiers à faire acte de soumission.

En se hâtant d'accourir au vainqueur, ils espéraient ressaisir une partie de leur autorité.

Généralement il n'en fut rien; cette fois encore nous fîmes fausse route.

Trouvant l'organisation d'Abd-el-Kader toute faite et fonctionnant régulièrement, nous l'adoptâmes sans réflexion.

Tous nos efforts tendirent à obtenir la soumission des chefs investis par lui, et, ce but atteint, nous les maintînmes dans leurs grands commandements, ou, si nous les remplaçâmes, ce fut par d'autres chefs d'origine religieuse, oubliant que ces marabouts, si puissants dans la main d'Abd-el-Kader, perdaient toute leur valeur, tout leur prestige, du moment où ils venaient se rallier franchement à notre cause, et que, si au contraire ils entretenaient au fond du cœur une pensée de trahison, ils deviendraient de redoutables ennemis à un moment donné.

En même temps que nous adoptions d'une manière presque absolue l'organisation d'Abd-el-Kader, si favorable au maintien et au développement du fanatisme religieux, et que nous repoussions les moyens d'action plus compliqués peut-être, mais évidemment plus sûrs,

du Maghzen turc, nous ne prenions aucune mesure pour affaiblir son organisation militaire, pour combattre l'habitude et le goût des armes, pour préparer, en un mot, la transformation de la génération future et assurer ainsi notre domination.

Au contraire, grands admirateurs du gracieux costume des Arabes, de leur adresse à manier leurs chevaux et leurs armes, nous ne perdions pas une occasion d'encourager et de provoquer les réunions de goums, le déploiement de ces fantasias où acteurs et spectateurs s'enivrent à l'odeur de la poudre, au sifflement des balles, aux applaudissements des femmes et aux accents des hymnes guerriers.

La venue du moindre touriste, du plus mince personnage, était prétexte à ces sortes de fêtes.

Aucune mesure sérieuse n'était prise pour empêcher le port habituel des armes, la fabrication et le commerce de la poudre ; si nous avions un cadeau à offrir aux chefs indigènes, c'était toujours un fusil, un sabre, un pistolet; et, chose incroyable! si nous négligions toutes les mesures qui auraient pu affaiblir les goûts belliqueux et la force de nos adversaires, nous n'hésitions pas à jeter le trouble et l'inquiétude dans leur esprit en parlant étourdiment de dépossessions, d'habitudes sédentaires à ces enfants de l'air et de l'espace !

En même temps, nous jetions au hasard sur le sol conquis une quantité de villages, de fermes sans corrélation entre elles, sans conditions stratégiques; nous les laissions se peupler de colons n'ayant, pour la plu-

part, aucune habitude des armes et sans organisation militaire ; de telle sorte que, l'insurrection éclatant, chaque village, chaque ferme, devenait un embarras pour l'armée impuissante à protéger tous les points à la fois, et que, dans certaines circonstances, nous étions réduits à mettre le feu de nos propres mains à ces villages, pour forcer les colons à les évacuer et les empêcher ainsi de tomber entre les mains des Arabes.

Enfin, nous ne prenions aucune mesure pour mettre à portée de notre surveillance et de notre action les dépôts d'approvisionnements des nomades, et négligions ainsi le seul moyen efficace de maintenir ces vagabonds incorrigibles.

Après avoir recherché aussi sommairement que possible les erreurs commises jusqu'à ce jour et la cause de ces erreurs, reste à indiquer la marche à suivre pour en effacer la trace et pour mieux assurer l'avenir.

Comme nous l'avons dit plus haut, c'est dans le Sahara et à la lisière sud du Tell qu'il faut chercher le foyer de toutes les insurrections passées et futures.

C'est donc là qu'il faut résolument transporter tous nos moyens de surveillance et d'action.

La présence de notre armée sur le littoral n'a vraiment plus sa raison d'être, et, si elle y a été maintenue en grande partie jusqu'à ce jour, c'est affaire de routine et peut-être de convenances personnelles.

Adoptons donc, pour les provinces d'Alger et d'Oran, une disposition qui n'a pas été sans influence sur la tranquillité relative dont a joui la province de Constantine.

Portons toutes nos troupes en avant; établissons le quartier général de la division d'Alger à Aumale (ancienne Auzia), point admirablement situé pour commander à la fois la Kabylie et le Sahara;

Le chef-lieu de la première subdivision à Bordj-Boghni, excellente position d'où l'on surveille à la fois les versants nord et sud dn Djurjura;

Le chef-lieu de la deuxième subdivision à Laghouat, au centre des populations sahariennes, à portée de tous leurs dépôts d'approvisionnement;

Le chef-lieu de la troisième subdivision à Teniet-el-Had, sur le flanc de l'Ouarensénis, au centre des populations les plus turbulentes du Tell.

Répartissons toutes nos troupes dans les chefs-lieux de subdivision et de cercle, en laissant cependant à Alger une garnison suffisante pour rehausser l'éclat de la capitale de l'Algérie, former la garde d'honneur du gouverneur, et, au besoin, présenter une réserve assez forte pour parer aux incidents imprévus.

Créons à la limite du Tell et dans les oasis des colonies militaires coordonnées stratégiquement et peuplées d'anciens soldats, organisés militairement et assujettis à certaines servitudes militaires (1).

(1) Cette idée n'est pas neuve; nous l'avons puisée dans le système des colonies militaires du maréchal Bugeaud et dans l'organisation des bataillons frontières de l'empereur Justinien.

Ce dernier document mérite d'être cité :

« Il nous paraît toutefois nécessaire que, pour l'organisation des frontières, il soit créé, en sus des troupes mobiles distribuées dans les forts, des troupes spéciales qui puissent défendre et les forts et les places de la frontière, en même temps qu'elles cultiveraient le sol; en sorte que les

Relions ces colonies entre elles par des maisons de commandement, occupées par des officiers français, autant que possible, ou par des chefs indigènes éprouvés et autour desquelles se grouperont des smalas d'indigènes ou des tribus maghzens.

Dans l'état actuel des choses, nos spahis et tirailleurs indigènes ne représentent qu'un certain nombre de sabres et de baïonnettes qui, à coup sûr, n'ont pas plus de valeur qu'un nombre égal de sabres et de baïonnettes françaises.

Au contraire, leur action serait décuplée s'ils étaient organisés en smalas et sous les ordres d'officiers français chargés d'administrer directement une ou plusieurs tribus, sans autre intermédiaire que le caïd, ainsi que cela s'est pratiqué dans la province de Constantine, notamment au poste de Bou-Areridj, où le commandant Dargent a obtenu des résultats si remarquables.

Exigeons impérieusement des nomades qu'ils déposent dans ces maisons des commandants les approvisionnements éparpillés aujourd'hui dans les ksours (villages des oasis), où ils nous échappent presque complètement.

autres provinciaux, les voyant là, aillent s'y établir aussi............ de façon cependant que, si vous trouvez dans les provinces ou parmi les soldats qu'elles avaient antérieurement des sujets convenables, vous en formiez un bataillon spécial pour chaque frontière, afin que, s'il y avait quelque mouvement, ces troupes frontières pussent elles-mêmes, sans le secours des troupes mobiles, défendre avec leurs chefs les lieux où elles auraient été placées, sans s'éloigner beaucoup de la frontière........ »

Loi rendue aux ides d'avril, l'an 534, à Constantinople, sous le 4e consulat de Justinien, envoyée à Bélisaire, maître de la milice en Afrique. (Art. 8.)

Fractionnons les grands commandements indigènes, cause de désaffection des populations et source de désordre.

Écartons impitoyablement des affaires tous les chefs d'origine religieuse.

Entravons, autant que possible, les pèlerinages, le développement des écoles musulmanes, des zaouias.

Faisons tous nos efforts pour supprimer les réunions de goums, fantasias, jeux guerriers de toute espèce.

Interdisons le port des armes, la fabrication et le commerce de la poudre.

Tendons, en un mot, au désarmement moral et matériel du peuple arabe.

Au contraire, agissant en sens inverse sur l'élément européen, créons dans le territoire militaire et développons, par tous les moyens en notre pouvoir, l'esprit et l'organisation militaires de nos colons ; qu'ils soient assujettis à certaines servitudes militaires, dans l'intérêt de leur propre sûreté ; hâtons le moment où ils pourront, sinon suppléer l'armée active, du moins lui être d'un puissant secours.

Ce système donnerait satisfaction à tous les intérêts, aux partisans du régime civil comme à ceux du régime militaire.

L'armée, se portant en avant, abandonnerait naturellement à l'administration et à la colonisation civiles une zone plus étendue où elles opéreraient en toute liberté d'action, et l'on ne verrait plus se produire ces tiraillements, ces luttes fâcheuses, dont nous avons

trop souvent donné le triste spectacle aux indigènes.

A coup sûr, nous ne prétendons pas avoir trouvé le moyen de transformer subitement la situation de notre colonie et de conjurer tous les dangers de l'avenir. Loin de là, nous pensons, au contraire, qu'il faudra opérer avec lenteur et prudence.

Nous ne faisons qu'indiquer une voie nouvelle qui, suivie avec persévérance, nous conduira peut-être à un but désirable ; tandis que, en persistant dans le système actuel ou plutôt en persévérant dans l'absence de tout système, nous marcherons toujours en tâtonnant et à l'aventure, sans espoir de jamais arriver.

Nous n'avons rien dit des Kabyles, parce qu'ils méritent une étude toute particulière ; nous nous bornerons à faire observer, en passant, que, si leur nombre et leur courage individuel les rendent difficiles à aborder dans leurs âpres montagnes, ils ne sont cependant nullement organisés pour l'offensive, et que, en tenant bien leurs débouchés dans les vallées et les plaines par nos garnisons, colonies militaires, smalas et maghzens, nous les maintiendrons toujours facilement dans l'obéissance.

Ajoutons que si jamais la fusion doit s'opérer entre Européens et indigènes, c'est certainement de ce côté qu'elle commencera !

Le général Ducrot ne réussit pas à faire prévaloir ses idées. Presque tous les hommes compétents furent d'accord avec lui sur le fond et reconnurent que, en principe, il avait absolument raison. Mais tous reculèrent devant les inconvénients

d'un changement absolu de système : tous jugèrent qu'il valait mieux modifier, perfectionner peu à peu, sans secousse, ce qui existait, de manière à l'améliorer, que de prendre un parti aussi radical, et de changer brusquement toutes les bases du gouvernement de l'Algérie.

Le général Ducrot ne se découragea pas cependant, et la lettre suivante prouve que le voyage de l'Empereur en Algérie lui donna l'espoir de voir ses propositions adoptées, en partie tout au moins :

A son frère.

Médéah, 8 juin 1865.

CHER AMI,

L'Empereur a fait son voyage consciencieusement; il a vu tout ce qu'il était possible de voir; que va-t-il en advenir?

Il me semble impossible que Sa Majesté ne donne pas satisfaction à l'opinion publique, en France comme en Algérie, par la séparation des pouvoirs civils et militaires. La chose me paraît facile, et mes idées à ce sujet sont exposées tout au long dans la dernière partie du travail que je t'ai communiqué.

Partout où l'élément européen domine, la population doit relever d'un préfet absolument indépendant de l'autorité militaire; là, au contraire, où l'élément indigène l'emporte, la population doit relever de l'autorité militaire; de là deux zones parfaitement distinctes entre lesquelles il ne doit y avoir aucune confusion...

C'est le seul moyen de donner satisfaction aux exigences de la situation et à l'opinion publique, qu'il faut toujours respecter, qu'elle ait tort ou raison. Cela mécontentera peut-être quelques esprits étroits, qui tiennent absolument à dominer *le bourgeois;* mais la chose publique y trouvera son compte, et, avec l'organisation des colonies militaires, des maghzens, l'administration des indigènes et des quelques centres européens éparpillés au milieu d'eux, la direction des opérations militaires, il y a de quoi alimenter l'esprit le plus actif et satisfaire la plus large ambition.

Au milieu de tout cela, je t'avoue que j'aimerais autant une bonne division en Franse que le commandement de la province d'Oran. C'est fort beau, sans doute; mais il y a la question des enfants et de la famille qui me préoccupe fort.

Adieu...

Cette question de la famille. des enfants, ne cessait de préoccuper le général Ducrot. De plus, quelques difficultés personnelles avaient surgi entre lui et son chef direct, le général Wimpffen. Enfin, au moment où il fut nommé général de division (7 juin 1865), aucune division en Algérie ne se trouvait immédiatement vacante. Il sollicita donc sa rentrée en France, et, après quelques mois de disponibilité, fut nommé, sur la désignation directe de l'Empereur, au commandement de la 6e division militaire.

STRASBOURG

(1865—1870)

Le général Ducrot fut nommé, le 25 septembre 1865, au commandement de la 6e division militaire, dont le siège était à Strasbourg.

A ce moment, l'Allemagne était profondément troublée. On sentait partout la menace d'une guerre prochaine entre l'Autriche et la Prusse. Cette dernière puissance nouait déjà avec l'Italie son alliance éventuelle, et M. de Bismarck, à Biarritz, s'efforçait, par des promesses vagues, d'arracher à la cour des Tuileries l'assurance formelle de la neutralité.

Dès le premier jour, le général Ducrot se considéra comme placé à un avant-poste. Son premier soin fut de visiter et d'étudier les places fortes qui relevaient de son commandement.

Toutes ces places étaient restées telles que Vauban les avait établies; rien n'avait encore été tenté pour tenir compte des progrès considérables réalisés par l'artillerie au point de vue de la portée et de la justesse; aucune précaution n'était prise pour protéger contre le bombardement les soldats, la population et les magasins à poudre. Le développement de l'industrie et l'accroissement des habitants avaient entraîné la création de vastes faubourgs qui masquaient le tir de la place et offraient à l'assiégeant des couverts approchés.

Frappé de ces considérations et des dangers qui en résul-

taient, le général Ducrot, après de longues et inutiles discussions, se décida en 1866 à présenter dans un travail d'ensemble (1) ses vues sur le rôle que doivent jouer les places dans la défense de la France.

Cette brochure provoqua dans le camp des spécialistes un tollé presque universel; la fortification était pour le corps du génie un domaine sacré sur lequel il ne tolérait de la part des profanes aucun empiétement; la haute personnalité militaire (2) à laquelle le général Ducrot avait dédié son travail y répondit par une lettre assez amère.

La défense des places n'était pas la seule préoccupation du général Ducrot; profondément ému de sentir notre armée bien inférieure à l'armée prussienne, comme effectif, comme organisation, comme mobilisation, il chercha les moyens d'y remédier, exposa ses idées au ministre, aux familiers de l'Empereur, et, dans une brochure non destinée à la publicité, tirée en 1866 à un très petit nombre d'exemplaires, il traça les lignes principales d'une nouvelle organisation.

Les propositions du général Ducrot ne prévalurent pas contre les idées préconçues de l'Empereur, et, comme il le dit dans ses lettres, « on leur emprunta quelques détails, mais sans en accepter les principes, c'est-à-dire la base solide ».

« Le général Ducrot, a dit le comte de Leusse (3), avait un défaut qui le rendait importun à ses supérieurs, sévère pour ses inférieurs, et qui était, de la part de ses égaux, l'objet d'un reproche permanent : il travaillait du matin au soir, et exigeait que tous, sous ses ordres, en fissent autant. »

Les troupes de son commandement ne tardèrent pas, en effet, à connaître ses exigences; mais bientôt elles furent entraînées par cet ardent patriotisme qui l'animait, et dès lors officiers et soldats se donnèrent tout entiers à la préparation de la guerre.

(1) Publié chez Plon en 1871. *De l'état-major et des différentes armes.*
(2) Général Frossard.
(3) Alors maire de Reichshoffen.

Dès 1865 et 1866, le général étudia, dans l'histoire et sur la carte, la région dont il avait la garde, et fit exécuter des reconnaissances sur les deux rives du Rhin (1); puis, quand l'affaire du Luxembourg en 1867 démontra l'imminence absolue de la guerre, il donna à ces travaux un plus grand développement.

Emmenant avec lui un certain nombre d'officiers de son état-major, il parcourut minitieusement les Vosges centrales.

Persuadé plus que tout autre de la valeur de l'offensive, son attention se portait en même temps sur le territoire ennemi. Après une autorisation officieuse du ministre (2), il fit étudier par deux capitaines d'infanterie, MM. S... et B..., les divers points de passage possible du Rhin dans un sens ou dans l'autre, les points de franchissement de la forêt Noire, Oppenau, Achern, Genrsbach, Durlach, Bruchsal, Heidelberg; les positions de débouché, Frendenstadt, Gœttingen, Pfortzheim, Bietigheim, Herlbronn; puis la marche, depuis le Neckar jusqu'à la Tauber; l'attaque de Wurtzbourg en partant de Wertheim, Tauberbischofzheim et Meryentheim.

Non content d'utiliser la bonne volonté et le travail de ses officiers, le général aimait à voir par lui-même, et, lorsque les circonstances lui permettaient de le faire sans se compromettre, il passait le Rhin, visitait incognito Mayence, Landau, Gemersheim, Rastadt, Carlsruhe, la forêt Noire.

Par ses relations, ses conversations avec les hommes d'État et les princes allemands, par des agents de tous ordres, dont il savait utiliser le zèle, par une attention constamment apportée à tout ce qui se disait et s'exprimait en Allemagne, il trouvait moyen de connaître exactement la situation politique de nos voisins, et d'éclairer notre gouvernement sur les chances heureuses ou les dangers que cette situation pouvait créer.

(1) Le général Ducrot, dans cet examen, au point de vue militaire, de la région des Vosges et du Palatinat, s'inspira surtout des vues si justes et si profondes de Gouvion Saint-Cyr.

(2) Maréchal Niel.

L'activité qu'il déployait était bien connue des Allemands, qui essayèrent soit de lui créer des obstacles, soit de le tourner en ridicule. Mais les plus grandes difficultés ne lui vinrent pas de ce côté : c'est en France même qu'elles lui furent suscitées. Confiné volontairement dans son devoir de soldat et de Français, il eut le rôle ingrat d'être un prophète de malheur. Jamais écouté, il répétait sans cesse ses sinistres prédictions, attristé de la mollesse des uns, irrité de l'indifférence ou de la légèreté des autres, à l'approche de l'orage qu'il voyait nettement se former.

« Pardonnez-moi écrit-il au général Frossard... mais mon cœur déborde... je vois mon pays si menacé dans sa grandeur et sa sécurité, le prestige de l'Empereur si fortement ébranlé, qu'en vérité il y aurait lâcheté à garder le silence! » Et ailleurs : « Vous me trouverez bien importun, bien osé; mais voyez-vous, mon cher général, je suis exaspéré; j'éprouve la rage d'un homme qui, voulant sauver un noyé, sent que celui-ci refuse son secours et l'entraîne avec lui dans le fond de l'eau... » Et il termine par ce cri : « Si vous vous impatientez trop en me lisant, je vous dirai volontiers, comme Thémistocle : Frappe, mais écoute! »

Le général Ducrot savait fort bien que, à dire ainsi la vérité, il risquait de briser sa carrière. Il savait que l'entourage du souverain, exclusivement préoccupé, les uns par intérêt personnel, les autres par affection mal comprise, d'écarter de lui tout sujet d'inquiétude, trouvait que ce général était décidément importun!

Pendant que l'Empereur était à Strasbourg, le général le mena sur les hauteurs de Schiltigheim et au Wacken, et lui montra les emplacements d'où les Prussiens pourraient foudroyer la ville (1). Quelle note fausse dans le concert optimiste qui était de rigueur autour de Sa Majesté! « On n'est

(1) Ces emplacements furent en effet ceux qu'occupèrent en 1870 les batteries allemandes.

pas plus maladroit! » se disaient entre eux en souriant les courtisans.

On cherchait à le tourner en ridicule, à la table même du souverain. Comme un voisin lui faisait observer qu'il oubliait de vider son verre : « Auriez-vous trouvé des Prussiens jusque dans votre verre? » lui demandait un convive, au milieu des éclats de rire de tous.

Tandis qu'il était tout entier à l'exécution de son devoir de commandant d'un poste d'avant-garde, de petits complots se tramaient à Paris pour le lui enlever. Tantôt on feignait de croire lui être agréable en le nommant à Bourges; tantôt on parlait de lui donner une division de la garde... Ce qu'on voulait, c'était qu'il quittât Strasbourg et cessât ses lugubres prédictions.

Cette lutte ingrate, entreprise pour faire entendre la vérité, fut pour le général Ducrot une épreuve des plus douloureuses. Il la continua cependant sans la moindre faiblesse.

Il a fallu, hélas! nos désastres pour montrer à quel point il avait raison. Quand, plus tard, l'ancien maire de Strasbourg lui demandait pardon, avec des larmes dans les yeux, de lui avoir fait de l'opposition et créé des difficultés, le général Ducrot ne pouvait que répondre : « Plût à Dieu que je me fusse trompé! » Et Napoléon III était hors d'état de réparer les fautes passées lorsqu'il disait au général, le soir de Sedan : « Vos pressentiments sur les intentions de la Prusse, ce que vous m'aviez dit de ses forces militaires et du peu de moyens que nous aurions à leur opposer, tout cela n'était que trop vrai; j'aurais dû tenir plus compte de vos avertissements et de vos conseils (1). »

(1) *Journée de Sedan,* par le général Ducrot, p. 43.

Le général Castelnau, directeur du personnel, au général Ducrot.

Paris, 21 octobre 1865.

MON GÉNÉRAL,

On a dit au ministre que vous auriez préféré le commandement d'une division active à celui d'une division territoriale qui vient de vous être confié. Si, en effet, un commandement actif convient mieux à vos goûts, autant pour le genre d'occupations qu'il entraîne que pour les chances d'avenir qu'il peut offrir, vous n'avez qu'à m'écrire un mot, et, par le retour du courrier, vous serez nommé au commandement d'une des divisions de Lyon.

Veuillez agréer, mon général, la nouvelle assurance de mon respectueux et sincère attachement.

L. CASTELNAU.

Le général Ducrot au général Castelnau.

22 octobre 1865.

MON CHER GÉNÉRAL,

Il est vrai, si je ne considérais que mes intérêts privés, je serais très disposé à profiter de l'occasion qui se

présente pour demander le commandement de la dix-neuvième division militaire. Mais, dans les circonstances actuelles, il ne me paraît pas possible de songer à abandonner l'avant-poste que l'Empereur m'a confié, de son initiative propre. Je resterai donc à Strasbourg tant qu'il plaira à Sa Majesté de m'y maintenir, et je continuerai à faire tous mes efforts pour y servir convenablement mon pays et l'Empereur. Je ne vous en remercie pas moins de votre communication obligeante et vous renouvelle l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

A Monsieur Arnauld d'Abbadie d'Arrast.

Strasbourg, 6 mars 1866.

Cher ami, je m'étais dit en quittant Paris que je ne voulais plus penser à nos infortunés amis du Liban, et laisser à Dieu et à nos gouvernants la direction et la responsabilité de toutes ces malheureuses affaires. Mais j'ai beau faire, je ne peux me maintenir à la hauteur d'égoïsme et d'indifférence que comporte la situation du jour!

Le Liban, les Maronites, le brave Karam, me reviennent sans cesse à l'esprit, et je souffre de n'avoir pas la plus petite nouvelle de ce côté. Dominique n'est-il donc pas arrivé à Paris? n'a-t-il pas vu mon ami de Banneville et n'en a-t-il pas reçu quelques bonnes paroles?

Voyons, cher ami, secouez un peu votre paresse; mettez de côté les occupations et les préoccupations de votre nouvelle existence, faites une petite part aux vrais amis et écrivez-moi deux lignes pour m'envoyer quelques échos de l'immense brouhaha au milieu duquel vous vivez dans notre nouvelle Babylone! . . .

. . . .

Le général Fleury au général Ducrot.

17 septembre 1866.

MON CHER AMI (1),

Je vous remercie de votre longue lettre et du sentiment consciencieux qui l'a inspiré.

Je n'ai pas osé en donner communication à l'Empereur, de crainte de l'attrister; mais je lui en ai dit le sens sans parler de la conclusion, vous devinez pourquoi.

(1) Le général Ducrot avait connu très particulièrement en Afrique le général Fleury, alors que tous deux étaient jeunes officiers; et, bien qu'ils différassent d'idées sur bien des points, ils étaient restés en très bonnes relations. Le général Fleury avait eu l'occasion d'être utile à son ancien camarade, au moment où le commandant Ducrot, obligé par son état de santé de quitter l'Afrique, avait exprimé le désir d'être placé en France, et n'avait cessé depuis lors de le signaler à l'Empereur comme un officier du plus grand mérite. Le général Ducrot, désireux de faire entendre à l'Empereur des vérités tant soit peu dures, avait pensé que le général Fleury, par sa situation, était le meilleur intermédiaire qu'il pût choisir, et lui avait, dans une lettre, dont on n'a pu se procurer la copie, très franchement exposé la situation politique et militaire, telle qu'elle ressortait des reconnaissances de ses officiers et de ses propres investigations. C'est à cette lettre que répond le général Fleury. Il est intéressant de constater dans sa réponse cette préoccupation de ne pas attrister l'Empereur, et d'être circonspect sur les appréciations concernant les Allemands

Si le grand devoir d'être ministre de la guerre m'était imposé, je ne pourrais réussir qu'à la condition d'être aidé par mes amis. Vous savez que je vous compte en première ligne au nombre de ceux sur lesquels je m'appuierais.

Lorsque j'ai parlé à l'Empereur de la lettre que j'avais reçue de vous, Sa Majesté m'a écouté avec intérêt et a paru satisfaite de votre soin à la renseigner sur ce qui se passe.

Toutefois, je ne vous cacherai pas que l'Empereur m'a chargé de vous *prier* d'être très circonspect dans vos *appréciations* militaires à l'endroit des voisins... Il ne faut pas, dit l'Empereur, être plus royaliste que le roi, et, en tout cas, il faut surtout être prêt lorsqu'on veut parler haut à des gens qui sont encore enivrés de la victoire. L'Empereur ne veut pas vous gronder, il veut seulement vous avertir.

A bientôt, cher ami, et à vous de tout cœur.

FLEURY.

Le général Ducrot au colonel Sabatier, directeur des fortifications à Strasbourg.

Strasbourg, 29 août 1866.

MON CHER COLONEL (1),

Si la France avait un budget de la guerre et un

(1) Le travail du général Ducrot intitulé : *Quelques observations sur le système de défense de la France,* venait de paraître. Deux officiers du

nombre de soldats illimités, nous pourrions certainement avoir aussi un nombre de places illimité. Incontestablement, elles accroîtraient la force défensive du pays. Mais, de même que le nombre des bouches à feu, la cavalerie, le matériel, tous les services auxiliaires doivent être proportionnés à notre état militaire, de même en est-il pour le nombre des places fortes.

Sans nous jeter dans de vagues théories, examinons consciencieusement l'état actuel des choses; nous en tirerons nos conclusions :

120 régiments d'infanterie à 1,000 hommes.	120,000
Génie, artillerie	25,000
Cavalerie	25,000
Garde.	20,000
Réserve.	200,000
Total.	390,000

Défalquons de ces 390,000 hommes :

Algérie.	65,000	hommes.
Mexique	30,000	—
Rome	8,000	—
Total. . .	103,000	hommes.

Il reste en chiffres ronds 290,000 hommes à déduire

génie des plus distingués, le colonel Sabatier et le colonel Duval, adressèrent à l'auteur, au sujet de ses conclusions, des critiques très vives et très étudiées. Le général Ducrot, qui avait non seulement accepté, mais encouragé cette discussion, y répondit par les lettres qu'on va lire. Tous les éléments de cette polémique ont été déjà publiés en 1871 : *De l'état-major et des différentes armes,* par le général A. Ducrot. (H. Plon éditeur.) Voici quelle était la conclusion du colonel Sabatier : « Oui, nous possédons une frontière de fer; pour l'édifier, cette frontière, il a fallu à

pour cadres de dépôts et compagnies hors rangs et garnisons de :

Paris.	15,000	hommes.
Lyon.	10,000	—
Lille.	10,000	—
Mézières.	4,000	—
Metz.	6,000	—
Strasbourg.	10,000	—
Belfort.	6,000	—
Grenoble.	4,000	—
Besançon.	3,000	—
Toulon.	3,000	—
Brest.	4,000	—
Langres	5,000	—
Châlons	5,000	—
Laon.	5,000	—
Total. . .	90,000	hommes.

Reste à mobiliser, au grand maximum, 200,000 hommes, et derrière cela pas un homme disponible pour remplir les vides qui ne manqueront pas de se produire après les premiers jours de marche. (Les calculs les plus modérés permettent de les évaluer à un cinquième après les cinq premiers jours.)

la fois le génie de Vauban, la puissance de Louis XIV et l'habile administration de Louvois. La détruire serait pour la France un vrai suicide. Ne détruisons rien, nous serions incapables de rien reconstruire. On nous refuserait tout, dans ces temps où il est de mode de mépriser les choses militaires. On obtient facilement des milliards pour des travaux merveilleux sans doute, qui augmentent toutes nos richesses ; mais on ne nous permet pas de prélever, sur la riche dotation de ces travaux de paix, la dîme de sécurité qu'il faudrait consacrer chaque année à en assurer dans l'avenir la jouissance à nos neveux. Conservons humblement nos pauvres forteresses, quelque défectueuses qu'elles puissent être, et attachons-nous à les améliorer chaque jour avec le maigre budget qu'on leur octroie. »

Nous n'arriverons donc pas sur les champs de bataille de l'Allemagne avec plus de 150,000 hommes.

Franchement, cet état militaire est-il en rapport avec nos prétentions, notre population, et le rôle que nous devons jouer en Europe ?

Et où voulez-vous que nous trouvions les garnisons de toutes nos places fortes ?

Dans les gardes nationales ?

Mais elles n'existent plus ; il faudrait les réorganiser, et, avec l'esprit antimilitaire de notre époque, je vous assure que ce ne serait pas chose facile, et que, avec de pareilles troupes, aucun commandant de place ne pourrait résister, en présence de lâches manifestations des citadins. Ce qui vient de se passer à Francfort, à Mayence, Vienne, Presbourg, etc., nous en donne une idée (1).

Recevez, mon cher colonel, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Le colonel Duval concluait ainsi :

« En France, nous avons un système de places fortes tout créé, dans le genre de celui qui, il y a quelques jours, eût peut-être sauvé l'Autriche. Pourquoi donc vouloir en faire le sacrifice de gaieté de cœur? Il est une chose certaine, c'est que nos bons amis les Prussiens s'en réjouiraient fort, eux qui connaissent aussi bien

(1) Pendant la lutte de l'Autriche contre la Prusse.

que nous, sinon mieux, la géographie militaire de la France, et qui publient en allemand, sur notre système de défense, de nombreux ouvrages que je voudrais bien voir traduits pour ma propre instruction. Mais, d'après ce que j'ai pu m'en faire expliquer, je reste convaincu que ces chers voisins ne font nullement fi de nos petites places frontières.

« Mais en voilà bien assez, et je m'arrête enfin, vous demandant pardon, mon général, d'une aussi interminable épître. Je viens de la relire, et m'y trouve discutant sur un pied de bien grande égalité avec vous, mon supérieur à tous égards. Pardon encore une fois, pour ce travers d'éducation d'officier du génie ; il n'ôte rien, je vous le jure, au profond respect avec lequel je suis, etc. »

Au colonel Duval,
commandant le 2e régiment du génie, à Metz.

Strasbourg, 17 août 1866.

MON CHER COLONEL,

Merci de votre longue et très intéressante lettre. Vous voulez bien prendre mon travail au sérieux, et dès lors je ne désespère pas de vous amener à partager mes convictions.

Je ne vous dirai pas comme M. de Girardin à M. de la Guéronnière : « Vous êtes le passé, je suis l'avenir » ;

mais je vous dirai : « N'ayez pas d'idées absolues, de parti pris ; cherchez dans l'étude du passé, dans l'examen du présent, les conditions de force et de puissance de notre pays ; vous finirez par arriver aux mêmes conclusions. »

Toutes vos objections, je me les suis faites à moi-même, ou elles m'ont été faites par des spécialistes distingués ; et, loin d'ébranler mes convictions, elles n'ont fait que les affermir.

Elles sont spécieuses, et leur réfutation demande de longs développements, dans lesquels je ne puis entrer en ce moment ; mais vous ne perdrez rien pour attendre. Permettez-moi seulement deux observations : l'une relative au passé que vous invoquez, l'autre au présent.

Vous dites avec bien d'autres, en vous appuyant de la grande autorité de Carnot, que notre système de places fortes a sauvé la France en 1792.

Eh bien, je vous en prie, relevez avec soin le récit de cette campagne, dans Thiers par exemple ; méditez attentivement cette question, et, j'en suis convaincu, vous arriverez à reconnaître que rien n'est moins fondé que cette opinion.

Quelques coups de canon avaient suffi pour faire tomber Longwy et Verdun ; la trouée était faite entre Sedan et Metz ; 80,000 Prussiens pouvaient s'y précipiter, envelopper et détruire nos petits corps d'armée, et marcher sans obstacle sur Paris en suivant la vallée de la Marne. Tel était d'ailleurs le plan de campagne conçu par la coalition. Un défaut d'entente entre les

coalisés, les incertitudes et les hésitations du vieux Brunswick, le firent échouer. Dumouriez, mettant à profit les incroyables lenteurs de l'ennemi, put occuper les défilés de l'Argonne et en préparer la défense.

Cependant deux ou trois mille hommes, tout au plus, occupaient les Islettes quand quarante-cinq mille Prussiens s'y présentèrent. A coup sûr, ils n'auraient pu tenir devant une attaque franche et résolue. Mais Brunswick, fatigué, mécontent, se borna à une simple démonstration. Cependant, malgré toutes les lenteurs et les hésitations des Prussiens, le défilé de Grand-Pré est forcé, l'armée de Dumouriez est coupée, peut-être enveloppée et détruite... Cette fois encore l'ennemi s'arrête irrésolu et laisse à Dumouriez le temps nécessaire pour se concentrer sur Sainte-Menehould, et la France est sauvée à Valmy.

En vérité, je ne vois pas bien dans ces circonstances le grand rôle des places fortes de notre frontière nord-est.

En 1815, dites-vous, Blücher et Wellington n'ont osé marcher sur Paris qu'après avoir laissé derrière eux cent vingt mille hommes pour masquer les places frontières.

Vous faites erreur : Blücher a marché droit sur Paris par la rive droite de l'Oise, sans se préoccuper de nos places fortes. C'est Wellington qui, plus méticuleux, plus prudent, si vous voulez, a jugé à propos de s'assurer une base d'opérations en s'emparant de Verdun et masquant quelques autres places.

Mais la marche des Prussiens n'en a pas moins précipité les événements et amené la capitulation de Paris; nous avons été lâchement trahis, je le veux bien; mais il en sera toujours de même à la suite de grands désastres, et sous la pression d'un ennemi audacieux.

L'Autriche, dites-vous, n'aurait pas éprouvé un immense désastre, si la Bohême eût été couverte par un choix de bonnes places. Permettez-moi de vous faire observer qu'il en existe quatre sur une très petite étendue : Kœnigstein, Theresienstadt, Josephstadt et Kœniggrætz. Trois ou quatre de plus n'auraient pas beaucoup changé la situation : au contraire, elles n'eussent fait que contribuer à disséminer l'armée. Si, au contraire, il y avait eu une seule grande place avec camp retranché dans une position stratégique, à Gitchin, à Jung-Bunzlau, par exemple, l'armée de Bohême s'y fût trouvée concentrée tout naturellement, de même que l'armée de l'Est se fût concentrée à Olmütz. Chacune de ces armées, éclairée par quelques avant-postes retranchés dans de bonnes positions, pouvant se prêter un mutuel appui grâce à la voie ferrée qui les relie, abondamment pourvue de vivres, de munitions, de matériel, pourrait prendre l'offensive ou rester sur la défensive.

Le camp retranché de Gitchin rendait impossible toute concentration de l'ennemi dans l'intérieur de la Bohême; Olmütz remplissait le même rôle dans la Moravie.

Josephstadt et Kœniggrætz n'ont pu protéger la retraite de la grande armée battue à Sadowa.

Supposez-les un peu plus considérables et quelques corps s'y réfugiant, il leur serait arrivé ce qui arriva à Mack à Ulm.

A mes yeux, l'organisation des places fortes est une chose importante, sans aucun doute, mais une chose secondaire.

Une grande nation doit chercher sa force dans l'esprit national, dans l'organisation morale et matérielle d'une nombreuse et solide armée. Sous ce rapport, nous avons beaucoup à faire. Supprimez, avec toutes les petites places, toutes les petites garnisons où se perdent l'instruction et la discipline, où les officiers s'abrutissent et se dégoûtent du métier. Concentrez l'armée en quelques points où seront formées des divisions actives composées des différentes armes, génie, artillerie, cavalerie.

Là, vous pourrez créer des mess, des pavillons d'officiers, des écoles, des cours, des champs de tir et de manœuvre. Sous l'impulsion d'un chef intelligent et passionné pour le métier, l'esprit militaire, le goût des armes se développeront; les chefs acquerront l'habitude de manier de grandes masses; on apprendra à se concentrer, à s'appuyer; les forces seront décuplées, et quelques heures suffiront pour mettre sur pied une armée respectable; on dominera toujours les événements, on ne sera plus à leur merci.

Supposez une division à Belfort, une à Strasbourg, avec les ponts et le matériel de réserve, une à Nancy, une à Metz, une à Mézières, deux à Langres, deux à

Châlons, deux à Laon, deux divisions de cavalerie à Lunéville, une à Châlons. Vous aurez de suite une nombreuse et puissante armée, avec sa réserve formée par la garde et la garnison de Paris.

Elle se porte en avant : les dépôts reçoivent les hommes de la réserve, la deuxième portion du contingent ; les divisions organisées dans l'ouest et le sud de la France se groupent, s'avancent, et une deuxième et puissante armée est créée.

Recevez, mon cher colonel, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Le général Fleury au général Ducrot.

Biarritz, 1er octobre 1866.

Mon cher ami,

J'ai reçu votre projet de recrutement et la note politique si intéressante qui l'accompagnait. Je ferai de cette dernière, tout confidentiellement, le profit qu'elle mérite. Ne vous lassez pas de dire les vérités que vous dicte votre conscience, et soyez certain qu'il vous sera tenu bon gré de votre loyale franchise. Toutefois, ainsi qu'on le désire, ne vous mettez pas en évidence, n'engagez en aucune façon le général de division ; mais, du haut de votre observatoire, voyez, écoutez, et faites-moi part des bruits qui arrivent jusqu'à vous.

Quant à votre projet de recrutement (1), l'idée nouvelle d'appeler cent cinquante mille hommes et de les répartir en trois classes, sans imposer une plus lourde charge au pays, me paraît une excellente mesure.

Je ne comprends pas aussi bien votre système de remplacement, que vous restreignez aux jeunes gens de la même classe. Que voulez-vous dire?

Pour couper court au mal causé par la loi de dotation, qui nuit à l'avancement et menace de convertir notre armée en une armée de mercenaires, il me semble qu'il y aurait quelque chose de plus radical à faire. Ce serait d'imposer, au contraire, l'obligation pour tous de servir pendant trois ans, et de n'autoriser le remplacement qu'à partir de cette époque. Mais nous ne pouvons à si longue distance, et peu libre que je suis de mon temps, discuter sur cette grave affaire. Si vous le voulez, nous nous verrons à mon retour, et nous nous amuserons à composer les éléments d'un travail.

Je vous renvoie toujours celui que vous m'avez adressé, dans le cas où vous en auriez besoin, pour le remettre sur le métier, et, dès à présent, il me semble qu'il embrasse un peu trop de détails pour être présenté comme le programme d'une loi dont les articles doivent être longuement et mûrement discutés.

(1) Le général Ducrot ayant eu connaissance des idées de l'Empereur relatives à la réorganisation de l'armée, et les jugeant néfastes, avait rédigé un projet relatif aux changements à apporter au recrutement et aux cadres. Désireux que ce travail fût mis sous les yeux de l'Empereur et pût modifier ses idées, le général l'avait communiqué au général Fleury.

L'Empereur a d'ailleurs renoncé à publier sa lettre sur ce grave sujet, et veut que cette question soit soumise à une commission supérieure de maréchaux et de généraux de division. Je ferai en sorte que vous soyez du nombre.

Mille bonnes amitiés.

Signé : FLEURY.

Ministère de la guerre au général Ducrot.

Paris, 26 octobre 1866.

MON CHER GÉNÉRAL,

Votre beau-frère est nommé capitaine. Enfin! J'espère que l'avenir lui sera plus favorable que le passé.

Et messieurs les Prussiens? Se calment-ils un peu? J'en doute. Il faudra qu'un jour ou l'autre on leur démontre qu'on sait encore, en France, la route d'Iéna; mais il eût été préférable de le leur apprendre tout de suite.

Mille compliments affectueux et tout dévoués.

Signé : COLSON.

Le général Ducrot au général Faure.

Strasbourg, 6 novembre 1866.

Vous avez bien raison, cher ami, de me reprocher

mon trop long silence; je m'avoue coupable au premier chef, et cependant ce n'est pas faute de penser à vous et à notre malheureuse Algérie. Vingt fois j'ai dû vous écrire, et toujours quelque nouvel incident me faisait remettre au lendemain, dans l'espoir que ce lendemain apporterait quelque fait nouveau de nature à modifier mes appréciations sur les hommes et sur les événements ! Malheureusement, il n'en a rien été. De chutes en chutes, nous voici descendus aussi bas que possible, et Dieu sait les efforts et les sacrifices que nous devrons faire pour reconquérir la situation perdue !

La prudence la plus vulgaire nous commandait d'être préparés à toute éventualité, en présence du grand conflit qui éclatait en Allemagne. Compter sur l'épuisement des partis engagés pour dominer la situation et dicter nos lois à l'Allemagne, n'était réellement pas un rôle digne d'un grand pays comme la France. Nous nous sommes donc laissé surprendre par les événements, et à l'imprévoyance la plus coupable ont succédé de lâches défaillances (1).

(1) Le général Ducrot considérait comme un danger la constitution sur notre frontière sud-est d'une grande puissance, et n'avait aucune confiance dans la reconnaissance de l'Italie. D'autre part, il prévoyait, du côté du Rhin, un danger plus grave encore, si la victoire permettait à la Prusse d'absorber le Hanovre et de fondre sous son sceptre, en une seule nation, toute l'Allemagne du Nord. Il partageait à ce sujet les appréhensions du comte de Clermont-Tonnerre, notre attaché militaire à Berlin, qui écrivait le 20 juin : « Au lendemain d'une paix heureuse pour la Prusse, les complications extérieures ne tarderont pas à naître... Tourner contre la France l'exaltation qui survivra à la guerre actuelle sera une tâche facile pour des vainqueurs, ou au moins telle est leur conviction. Je ne crois pouvoir mieux faire, pour mettre ce point en lumière, que de citer, au lieu d'impressions personnelles, un mot dont je garantis l'au-

Vainement veut-on faire accroire aujourd'hui qu'une intervention de notre part, après Sadowa, aurait rallié toute l'Allemagne contre nous. Rien n'est plus faux. Tous les petits États étaient encore dans l'exaspération de la lutte; leurs regards se tournaient avec anxiété du côté de la France, et le mot d'ordre était : « Plutôt devenir Français que Prussiens! » M. de Beust est venu en personne à Paris solliciter le secours de la France. Les rois de Wurtemberg, de Bavière, le grand-duc de Hesse-Darmstadt ont écrit des lettres autographes à l'Empereur pour implorer son secours. En huit jours, nous pouvions porter quatre-vingt mille hommes de l'autre côté du Rhin; ralliant à nous les contingents badois, bavarois, wurtembergeois, hessois, une partie de l'armée autrichienne de l'archiduc Albert (par les

thenticité. Le Roi disait, il y a quelques semaines, à un diplomate allemand, chef de mission et militaire : « Si nous avons maintenant la guerre « entre nous, nous nous réconcilierons plus tard en faisant une autre « guerre en commun. » Le mot n'a pas besoin de commentaire. Nous en sommes aujourd'hui à la réalisation de la première partie du plan. »

Avec une perception aussi nette, des idées aussi arrêtées sur la situation, le général Ducrot avait naturellement et ardemment souhaité le succès de l'Autriche. Il s'était indigné de la neutralité que l'Empereur observait dans la forme, tout en autorisant l'Italie à s'allier avec la Prusse, et en promettant d'autre part à l'Autriche de ne pas laisser l'Italie franchir certaines limites; neutralité dont le but était d'user les belligérants les uns par les autres pour arriver sans risques à dominer la situation.

Quand le coup de foudre de Sadowa éclata, trompant les prévisions de l'Empereur, crevant ses trames trop frêles, et le mettant vis-à-vis des deux camps dans la situation la plus fausse, le général Ducrot eût voulu, comme M. Drouyn de Lhuys, que la France mît résolument son épée dans la balance pour limiter les prétentions des vainqueurs et empêcher que des conventions contraires à nos intérêts ne fussent conclues entre les parties.

voies ferrées d'Insprück et de Salzbourg), nous formions une masse de plus de deux cent mille combattants, avec lesquels nous écrasions, en un instant, l'armée prussienne du Mein, qui n'a jamais compté plus de quarante mille hommes. Nous dégagions le Hanovre, donnions la main à notre flotte sur les côtes de la mer du Nord. Pendant ce temps-là, une armée de deux cent mille hommes s'organisait en France avec les réserves, une partie des vieilles troupes d'Algérie, etc.

Mais tout cela eût été inutile; une simple démonstration, une attitude énergique auraient suffi pour mettre les Prussiens à la raison. Ils étaient si bien convaincus que la rive gauche du Rhin devait être la compensation légitime, pour nous, de leur agrandissement en Allemagne, qu'ils avaient tout évacué et n'avaient pas même laissé dans les casernes les portemanteaux et les crochets destinés à recevoir les effets militaires. Les populations en étaient également convaincues.

Bon nombre de familles s'étaient réfugiées sur notre territoire, et tous les rapports officiels parvenus à la préfecture et à la division nous permettaient de constater que, en cas d'appel au suffrage universel, nous étions assurés de 80 pour 100 des votes.

Notre inaction a stupéfié les Allemands; elle était tellement incompréhensible que l'on en a recherché la cause dans des motifs extraordinaires : la santé de l'Empereur gravement compromise, un affaissement moral qui en était la conséquence, et je ne sais quoi encore. Tandis que la véritable raison, c'est la lâcheté

et le manque absolu de patriotisme des conseillers de la couronne. Je ne sais vraiment ce qui, chez eux, tient la place du cœur (1).

Quoi qu'il en soit, la situation est complètement retournée contre nous. Toute l'Allemagne a pour les Français le plus profond mépris et, au contraire, une profonde admiration pour les Prussiens. Ceux-ci inspirent une crainte qui leur assure la complète domination de l'Allemagne et la libre disposition de toutes ses forces militaires.

Nous en sommes à délibérer sur les moyens de réorganiser notre armée pour être en mesure de faire face à l'orage qui nous menace, et déjà la Prusse va terminer la réorganisation des dixième, onzième et douzième corps, qui porteront son armée active à sept cent mille hommes avec douze cents bouches à feu attelées et une réserve de un million deux cent mille hommes. Ajoutez à cela l'alliance offensive et défensive à peu près assurée de la Russie, et vous comprendrez qu'en Prusse, dans les sphères officielles comme dans le public, l'on parle hautement du projet de porter les frontières d'Allemagne jusqu'aux Vosges et à la Meuse!

Considérez l'échéance prochaine de nos malheureuses

(1) « La Prusse est victorieuse, mais elle est épuisée. Du Rhin à Berlin, il n'y a pas quinze mille hommes à rencontrer. Vous pouvez dominer la situation par une simple démonstration militaire, et vous le pouvez en toute sécurité, car la Prusse est incapable en ce moment d'accepter une guerre avec la France. Ne lui offrez pas plus qu'elle ne demande; que l'Empereur fasse une simple démonstration militaire, et il deviendra l'arbitre et le maître de la situation. » Dépêche de M. de Grammont, ambassadeur à Vienne, citée par M. Rothan.

entreprises du Mexique, de Rome, l'ingratitude de l'Italie qui commence à rêver la domination du grand lac italien que nous avions la prétention d'appeler le grand lac français, et vous aurez le tableau fidèle de la situation.

Les ressources de la France sont immenses, sans doute; tout patriotisme n'y est pas encore éteint, et il suffirait d'une main vigoureuse pour secouer l'engourdissement qui semble nous paralyser... Mais où est cette main? où sont les hommes capables de préparer, de diriger l'action?

Oui, sans doute, je me suis occupé de la grande question à l'ordre du jour comme tant d'autres; j'ai fait mon travail sur le recrutement, la réorganisation des cadres, etc. Les hommes les plus compétents ont bien voulu le lire, l'approuver, et m'adresser à ce sujet de chaleureuses félicitations; je crois même qu'il aura l'honneur d'être soumis à l'auguste aréopage réuni sous la présidence de l'Empereur.

Beaucoup disent que la discussion sera cantonnée dans un cercle étroit dont la matière est fixée à l'avance; que cette réunion d'individualités si diverses par le rang, la situation devant le public, le caractère, n'a pas d'autre but qu'une sorte d'embrigadement sous les yeux du souverain et des ministres en vue de l'homologation d'un projet tout fait; que cette homologation est nécessaire pour le faire accepter par les Chambres, etc.

Puisque vous me le demandez, voici le résumé de mon système :

1° Suppression absolue de l'exonération, qui, par l'organisation de compagnies d'assurance, prend des proportions effrayantes.

2° Astreindre au service militaire tous les hommes valides et non exemptés de chaque classe, soit environ cent cinquante mille hommes par année.

3° Partager chaque contingent en armée active et réserve, la première comprenant soixante-dix mille hommes et la deuxième quatre-vingt mille.

4° Partager l'armée active en deux portions : quatre contingents sous les drapeaux et trois dans les foyers.

5° Subdiviser la réserve en deux bans de quarante mille hommes chacun : le premier, astreint à trois mois d'exercice la première année et deux mois la deuxième (uniquement destinés à fournir à l'infanterie); le deuxième ban, dispensé d'instruction militaire, résidant dans ses foyers et se trouvant toujours à la disposition de l'État, moyennant une loi votée par le Corps législatif; autoriser le changement de numéro entre tous les jeunes gens de la même classe.

6° Autoriser les rengagements pour quatre ans après quatre ans de service. Autoriser les militaires de l'armée active, dans leur huitième année de service, à substituer (par contrat passé devant le conseil d'administration des corps) les jeunes gens qui voudraient absolument se dispenser du service en temps de paix.

7° Supprimer les substitutions en temps de guerre.

Tout cela me donne plus d'un million de soldats, que j'encadre dans les corps d'infanterie actuellement exis-

tants, portés à cinq bataillons, chacun de quatre compagnies (augmentation d'officiers et sous-officiers comme en Prusse). Cinquante régiments de cavalerie et vingt-cinq régiments d'artillerie, qui me donneraient cinquante batteries à cheval, cent cinquante-six montées, quatorze mixtes pour les sept régiments à pied, chaque batterie de huit pièces, soit mille huit cents bouches à feu attelées, environ trois par mille hommes.

Le seizième bataillon est arrivé à bon port; je suis très heureux de l'avoir sous mes ordres à Strasbourg et m'estimerais plus heureux encore si nous devions passer de l'autre côté du Rhin.

Votre affectionné.

Au général Trochu.

Strasbourg, 5 décembre 1866.

Puisque tu es en train de faire entendre de bonnes vérités aux illustres personnages qui t'entourent (1), ajoute donc ceci : Pendant que nous délibérons pompeusement et longuement sur ce qu'il conviendrait de faire pour avoir une armée, la Prusse se propose tout simplement et très activement d'envahir notre territoire. Elle sera en mesure de mettre en ligne six cent

(1) Le général Trochu venait de publier un mémoire sur l'organisation de l'armée, dans lequel il n'avait pas craint de dire de dures vérités. Ce mémoire contraria vivement l'Empereur, déplut à son entourage et entraîna la disgrâce du général Trochu.

mille hommes et douze cents bouches à feu, avant que nous ayons songé à organiser les cadres indispensables pour mettre au feu trois cent mille hommes et six cents bouches à feu.

De l'autre côté du Rhin, il n'est pas un Allemand qui ne croie à la guerre dans un avenir prochain. Les plus pacifiques, qui, par leurs relations de famille ou par leur intérêt, sont plus Français, considèrent la lutte comme inévitable et ne comprennent rien à notre inaction. Comme il faut chercher une cause à tout, ils prétendent que notre Empereur est tombé en enfance.

A moins d'être aveugle, il n'est pas permis de douter que la guerre éclatera au premier jour. Avec notre stupide vanité, notre folle présomption, nous pouvons croire qu'il nous sera permis de choisir notre heure, c'est-à-dire la fin de l'Exposition universelle, pour l'achèvement de notre organisation et de notre armement.

En vérité, je suis de ton avis, et je commence à croire que notre gouvernement est frappé de démence. Mais si Jupiter a décidé de le perdre, n'oublions pas que les destinées de notre patrie et que notre propre sort à tous sont liés à ses destinées, et, puisque nous ne sommes pas encore atteints par cette funeste démence, faisons tous nos efforts pour l'arrêter sur cette pente fatale qui conduit notre pays tout droit à des précipices.

P.-S. — Voici un nouveau détail sur lequel j'appelle ton attention, parce qu'il est de nature à faire ouvrir les yeux les moins clairvoyants.

Depuis quelque temps, de nombreux agents prussiens parcourent nos départements de la frontière, particulièrement la partie comprise entre la Moselle et les Vosges ; ils sondent l'esprit des populations, agissent sur les protestants qui sont nombreux dans ces contrées et dont quelques-uns sont beaucoup moins Français qu'on ne le croit généralement. Ce sont les fils et les petits-fils de ces mêmes hommes qui, en 1815, envoyaient de nombreuses députations au quartier général ennemi pour demander que l'Alsace fît retour à la patrie allemande. C'est un fait bon à noter, car il peut être avec raison considéré comme ayant pour but d'éclairer les plans de campagne de l'ennemi. Les Prussiens ont procédé de la même façon en Bohême et en Silésie trois mois avant l'ouverture des hostilités contre l'Autriche (1).

(1) « L'historiographe de la campagne de Bohême, M. Vilbord, a raconté qu'il avait pu se convaincre que M. de Bismarck et le général de Moltke étaient au courant de tout ce qui se passait à Vienne comme s'ils avaient été, l'un le premier ministre de l'empereur François-Joseph, l'autre le général en chef de ses armées. » (*L'œuvre du comte de Bismarck.*) Note de l'ouvrage : *La politique française en* 1866, par M. Rothan, p. 63. « M. de Bismarck, a dit M. Vilbord, faisait publier des notes où toutes les dispositions militaires prises à Vienne se trouvaient signalées dans les moindres détails. Des renseignements aussi précis ne pouvaient être fournis que par la trahison. Les notes indiquaient la marche de chaque régiment, de chaque bataillon. On ne pouvait faire ni un pas ni un geste à Vienne, sans qu'on en fût immédiatement averti à Berlin. » Même ouvrage, p. 115.

A Monsieur F. de Champs.

Strasbourg, 30 décembre 1866.

MON BON PÈRE,

Cette année 1866, si mauvaise pour tout le monde, a été vraiment douloureuse pour nous ! J'ai perdu ma bonne mère, mon vieil ami d'Alton (1), et j'ai assisté de première main à la dégringolade et à l'humiliation de notre cher pays ! Je vois un horizon chargé de si gros nuages que la tempête me semble inévitable, et je ne vois pas de main ferme et puissante, capable de maintenir le gouvernail au milieu de ce bouleversement. Vainement nos hommes d'État affectent une superbe confiance ; vainement ils répètent sur tous les tons que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes ; le pays ne partage pas et ne peut partager ce fatal optimisme ; il entrevoit instinctivement le danger qu'une stupide imprévoyance rend de jour en jour plus redoutable.

Le projet de loi qui se discute en ce moment au conseil d'État est détestable ; c'est un compromis entre l'exonération et l'ancien remplacement, avec circonstances aggravantes.

Je suis convaincu qu'il sera repoussé par les Cham-

(1) Le général d'Alton venait de mourir des suites d'une chute de cheval.

bres, au moins en ce qui concerne l'exonération et la garde nationale mobile.

Personne n'ignore que ce projet a été vivement combattu par la grande majorité de la haute commission, et que la rédaction définitive n'a même pas été soumise à sa sanction; ce fait seul suffirait pour soulever une très vive et très légitime opposition. Cependant, au point où en est la question, il faut absolument arriver à une solution. C'est pour y aider que je me suis décidé à faire imprimer mon travail; je ne l'enverrai qu'à mes amis intimes et à quelques personnes qui, par leur caractère et leur position, sont à même d'éclairer la discussion. De l'avis unanime de tous les gens les plus compétents, dans l'ordre civil comme dans l'ordre militaire, mon système ne soulève aucune des objections que rencontre celui de la commission. Comme vous pourrez en juger, on lui a emprunté beaucoup de détails; mais on a mis de côté les principes, c'est-à-dire la base solide. Il faudra y revenir, bon gré, mal gré. D'après l'avis d'un ami prudent et dévoué, j'ai supprimé l'avant-propos qui pouvait éveiller certaines suceptibilités et n'était pas indispensable aux besoins de la cause.

Adieu...

A son frère.

Strasbourg, 24 janvier 1867.

Cher ami,

..... La présence d'agents prussiens dans les Vosges

a été signalée officiellement, et à différentes reprises, par le préfet du Bas-Rhin et par le colonel de gendarmerie. C'était chose connue de tout le monde ; mais je me suis bien gardé d'en écrire officiellement au ministre, parce que *je savais parfaitement que l'on ne manquerait pas de me taxer encore d'exagération.* Je me suis borné à en dire deux mots au général Trochu (1), qui, je le sais, en a parlé à quelques membres de la commission. Les Prussiens font chez nous ce qu'ils ont fait en Bohême et en Moravie, quelques mois avant la guerre ; l'imprévoyance des Autrichiens ne nous sert pas de leçon. Comme eux, nous fermons les yeux pour ne pas voir les choses qui nous sont désagréables ! Sous ce rapport, je crois que l'arrivée du maréchal Niel est une bonne chose ; je l'ai entendu s'exprimer si vivement sur le manque de préparation qui avait précédé la campagne d'Italie que, suivant toutes probabilités, il ne se laissera pas prendre au dépourvu.

Adieu...

Au même.

Strasbourg, 22 janvier 1867.

CHER AMI,

Que penses-tu, que dis-tu des changements survenus dans les hautes sphères gouvernementales (2) ?

(1) Voir lettre du 5 décembre 1866.
(2) Changement de ministère et évolution libérale du 19 janvier 1867.

Ici, autant qu'on en peut juger à première vue, l'effet produit me paraît peu satisfaisant. Les concessions faites aux idées libérales ne sont pas suffisantes pour désarmer l'opposition, et elles effrayent les gens sages. Mais ce qui m'inquiète surtout, c'est le remplacement de M. Fould par M. Rouher; on voit là un indice certain d'une volonté bien arrêtée de perpétuer le gouvernement personnel et de lutter énergiquement contre les manifestations de l'opinion publique (1).

En ce qui nous concerne particulièrement, le maréchal Niel n'est certainement pas le ministre que j'aurais rêvé dans les circonstances présentes; mais encore est-il incontestable qu'il vaut infiniment mieux que le maréchal Randon. C'est un homme qui a de l'intelligence, du savoir, de l'habileté, trop peut-être; il est du moins permis d'espérer qu'il sortira notre ministère de la triste confusion dans laquelle il semblait tomber depuis quelque temps. Attendons ses actes pour le juger.

Je te prie de me prévenir aussitôt qu'il sera entré en fonction, parce que je suis engagé en ce moment dans une affaire assez délicate avec l'intendance, et que je ne veux pas y donner suite avant d'être sûr que mes lettres ne s'arrêteront pas à la direction de l'administration. A propos d'une réclamation sur la qualité du pain mis en distribution, mon intendant divisionnaire vient

(1) « M. Rouher devint le traducteur résigné des doctrines de ses adversaires, le rédacteur des décrets qui étaient la condamnation de son passé... » *Mémoires de M. de Maupas*, p. 207.

d'émettre et de soutenir une nouvelle et incroyable théorie... D'après lui, le général commandant la division n'aurait aucune surveillance à exercer à ce sujet, *les commissions de vérification instituées dans chaque place de garnison ont seules qualité pour juger la qualité du pain mis en distribution*... Tu vois où nous conduirait cette théorie, si elle était approuvée par le ministre; ce serait pour MM. les intendants le couronnement de cet édifice auquel ils travaillent depuis longtemps avec un ensemble et une persévérance dignes d'une meilleure cause. Trouveront-ils dans le nouveau ministère l'appui qu'ils rencontraient près des maréchaux Vaillant et Randon? Je l'ignore; mais, dans tous les cas, il faut que la question soit tranchée, et l'occasion est trop belle, ils ont trop bien prêté le flanc à une attaque, pour que je la laisse passer.

Sais-tu où en est la question de réorganisation de l'armée? Quelqu'un, revenant de Paris tout dernièrement, m'assurait que l'Empereur était revenu sur ses premières concessions, et qu'il maintenait plus que jamais l'exonération, la garde nationale mobile, en un mot, tout ce qui a soulevé les plus vives clameurs, et que le conseil d'État avait fini par céder. Ce serait bien malheureux, et, à coup sûr, on s'exposerait à subir un gros échec devant les Chambres.

. . . .

Au général Faure.

Strasbourg, 26 février 1867.

Mon cher ami,

Il y a bien longtemps que vous ne m'avez donné signe de vie ! Est-ce oubli ou indifférence ? Non, sans doute... J'aime mieux croire que vous avez eu surcroît de besogne et de préoccupations par suite du changement de chef qui s'est produit si inopinément. Je suis persuadé que vous avez vu partir avec regret le général de Ladmirault, avec qui vous aviez des rapports faciles et agréables. Mais le choix de son successeur a dû vous consoler, car vous connaissez l'ami Durrieu de vieille date. Vous savez donc qu'il est homme aimable et bienveillant par excellence, et, d'ailleurs, incontestablement très apte à remplir les délicates et spéciales fonctions de sous-gouverneur de l'Algérie. Comment le maréchal de Mac Mahon a-t-il pris ces changements, sur lesquels, paraît-il, on ne l'avait pas consulté, non plus que le ministre de la guerre? A propos de ce dernier, je suppose que vous n'avez pas pleuré trop amèrement son départ ; en admettant même qu'il eût pour vous une bienveillance toute particulière, vous ne sauriez nier qu'il a laissé l'armée dans une triste situation.

Le maréchal Niel aura fort à faire pour la remettre sur le pied que comportent les circonstances ! J'ai vu

dernièrement cette Excellence, et j'ai même eu avec elle deux longues conversations; j'en ai été fort satisfait. Le maréchal Niel est un homme intelligent, instruit, grand travailleur; il a sur les choses militaires des idées bien arrêtées et excellentes. Mais... aura-t-il assez de caractère pour les soutenir énergiquement, les faire prévaloir et résister aux influences qui trop souvent, jusqu'à ce jour, ont exercé une action funeste sur la marche générale de nos affaires? Nous le verrons bien. Comme on le dit vulgairement, « à l'œuvre on connaît l'artisan (1) ! »

Pendant que nous délibérons et discutaillons, nos bons voisins les Allemands se préparent avec une ardeur fébrile; dès aujourd'hui ils sont en mesure de mettre en ligne huit cent mille hommes et douze cents bouches à feu. Il nous faudrait faire de grands efforts pour leur opposer quatre cent mille hommes et trois cents bouches à feu. C'est une disproportion vraiment effrayante et qui devrait donner à réfléchir aux moins clairvoyants et aux plus optimistes. Mais nous avons une vanité, une présomption qui nous perdra ou, tout au moins, nous coûtera fort cher.

Que ferions-nous si la Hollande ou tout autre petit État voisin implorait notre appui à propos de la question du Luxembourg ou d'une autre du même genre? Nous nous abstiendrions, disent les gens sans cœur et sans patriotisme; l'influence morale de la France suffira

(1) Voir la lettre suivante.

toujours à lui maintenir son rang en Europe... erreur profonde, car le jour où il sera bien démontré que l'on n'a plus à redouter notre action matérielle, il n'y aura plus d'action morale, et, du premier rang, nous passerons au second, voire même au troisième !... Triste, triste; mon ami, triste est tout cela ! et l'avenir me paraît bien gros d'orages! Lorsque j'étais à Paris, il y a une huitaine, l'on parlait beaucoup, dans le public, de changement dans le haut personnel de l'Algérie; mais je dois ajouter qu'il n'en était nullement question dans le monde officiel, et lorsque j'ai demandé au général Fleury ce qu'il y avait de fondé dans les rumeurs qui le désignaient au commandement de l'Algérie, il m'a répondu simplement : « Vous devez bien comprendre que je ne saurais songer à m'éloigner de l'Empereur, *dans les circonstances présentes...* » Il est vrai que notre ami est diplomate, et, comme il a vu, non sans amertume, son ministère lui échapper au moment même où il semblait y avoir mis le pied, et que, de ce côté, ses espérances sont, sinon complètement déçues, du moins indéfiniment ajournées, je ne serais pas étonné si ses regards se tournaient du côté de l'Algérie.

Une lettre de Paris que j'ai reçue avant-hier me disait qu'il était fortement question d'une combinaison qui placerait le maréchal de Mac Mahon à la tête de la garde et enverrait Fleury à sa place. On ajoutait que le général Deligny demandait décidément à rentrer, et que l'on désignait pour succéder le général Decaen ou le général Ducrot.

Je dois dire que ni l'Empereur, avec lequel j'ai eu une longue conversation dans son cabinet, ni le ministre que j'ai vu deux fois très longuement, ne m'ont dit un mot de l'Algérie; au contraire, le maréchal m'a dit qu'il avait l'intention de me donner cette année l'inspection générale de ma division. A coup sûr, si j'étais appelé au commandement de la province d'Oran, j'accepterais sans hésiter; mais je m'abstiendrai de toute démarche pour obtenir ce commandement. Comme je vous l'ai dit, il me semble impossible que, dans un avenir assez rapproché, il n'éclate pas quelque grosse affaire du côté de l'Allemagne, et, le cas échéant, je préférerais être à Strasbourg qu'à Oran.

Si j'obtenais ce poste après l'avoir sollicité, je me considérerais ensuite comme moralement engagé et ne pourrais, dans aucun cas, songer à venir prendre ma part des événements qui se produiraient en Europe.

Je vous recommande tout particulièrement mon honnête Joseph Karam. Ne croyez pas un mot de ce que pourraient vous dire ses détracteurs... Il a été fort mal et injustement jugé. J'affirme que Karam était digne de commander à cette vaillante petite nation maronite. C'est un homme aux convictions sincères, ardentes, qui n'a jamais eu d'autre mobile qu'un dévouement absolu à sa religion, à son pays, et la haine des Turcs qu'il regarde, avec raison, comme les barbares oppresseurs des chrétiens d'Orient. Il est courageux comme un lion et tenace comme un bouledogue. Un jour, lord Dufferin, commissaire du gouvernement anglais, qui avait échoué

dans toutes ses tentatives pour l'acheter, me disait : « Karam est certainement le seul homme honnête qui existe dans toute la Syrie. » Et c'est ce même homme que le général de Beaufort et son entourage ont représenté comme vendu aux Turcs, vendu aux Anglais, comme un ambitieux vulgaire, comme un lâche, un être stupide et entêté, etc. ! Pourquoi? parce que la personnalité de Karam et la légitime influence qu'il exerçait sur ses compatriotes contrecarraient des visées fausses inspirées par des idées préconçues.

Karam doit avoir avec lui deux frères qui lui ont donné de grandes preuves de dévouement, K... et D... ; leur sœur, Mme M..., est une charmante jeune femme qui a épousé un très riche banquier de Beyrouth, fort utile à l'armée française pendant notre expédition.

Veuillez me mettre aux pieds de Mme Faure, embrassez pour moi vos enfants et croyez, mon cher ami, à mes sentiments bien affectueux et bien dévoués.

. . . .

A son frère.

Strasbourg, 28 février 1867.

Mon cher ami, ce que l'on appelle la réorganisation de l'infanterie est à mes yeux une véritable désorganisation! — Je ne comprends vraiment pas comment le maréchal Niel a pu attacher son nom à un acte aussi

funeste, aussi insensé ! Je le comprends d'autant moins que le résultat est en complète opposition avec ses idées. J'en ai la certitude, d'abord par ce qu'il m'a dit lui-même, ensuite par ce qu'il m'a fait dire dernièrement par son chef d'état-major qui est venu de Paris. Voici à peu près ses paroles, que m'a rapportées le colonel de Malroy : « Dites au général Ducrot que l'Empereur a beaucoup regretté, que j'ai vivement regretté moi-même, qu'il n'ait pas assisté à la réunion dans laquelle on a discuté les bases de l'organisation de l'infanterie. Si une chose peut le consoler, c'est que j'ai soutenu très chaudement ses idées, qui sont aussi les miennes ; mais le projet de l'Empereur était si bien arrêté d'avance qu'il ne m'a pas été posible de le faire modifier, et il est probable que le général Ducrot n'aurait pas mieux réussi. »

C'est, en effet, très probable. L'Empereur, dans son cabinet, m'avait exposé d'une manière assez complète ce projet ; je lui avais fait mes observations et je croyais avoir produit une certaine impression ; mais il est arrivé ce qui arrive presque toujours avec l'Empereur : une fois seul, il a résolu dans sa tête les objections que je lui avais faites, et il est revenu purement et simplement à ses premières idées.

Je dis que c'est fâcheux, et voici pourquoi. Avec une augmentation considérable d'effectif, il faut nécessairement se préoccuper d'une augmentation de cadres, ou tout au moins de certaines modifications qui rendent les cadres existants plus élastiques. Avec le nouveau

système, l'on arrive à un résultat tout contraire. En effet, avec nos trois bataillons actifs et notre dépôt, nous pourrions encadrer immédiatement trois cent mille hommes pour l'armée active et cent mille hommes au dépôt. Avec deux bataillons actifs et un dépôt, nous ne pourrons encadrer que deux cent mille hommes d'une part et cent mille de l'antre; c'est donc une perte d'un quart.

L'organisation d'un troisième bataillon, au moment d'entrer en campagne, ne sera pas chose facile; ce bataillon, composé d'éléments hétérogènes, aura une infériorité marquée sur les deux autres, qui se trouveront eux-mêmes, sinon désorganisés, au moins très affaiblis par les éléments qu'ils auront dû fournir à la nouvelle organisation. Il faudra tout d'un coup trouver 600 capitaines (500 de compagnie et 100 adjudants-majors); 1,100 lieutenants (600 pour remplacer les capitaines et 500 pour les nouvelles compagnies); 1,600 sous-lieutenants (1,100 pour remplacer ceux nommés lieutenants et 500 pour les nouvelles compagnies; 2,200 sergents-majors (1,600 pour remplacer les sous-lieutenants, 500 pour les nouvelles compagnies, et 100 pour les adjudants). C'est donc 22 par régiment, précisément ce qui existe aujourd'hui !... Ne parlons pas des fourriers, c'est insensé !... Dans l'état actuel, les cadres sont déjà si pauvres que tous les chefs de corps sont embarrassés lorsqu'ils ont à remplacer un sergent-major ou un fourrier.

L'expérience a prouvé qu'il y a grand inconvénient à

avoir un major et un chef de bataillon au dépôt ; si le major est le plus ancien, la chose peut aller ; mais, dans le cas contraire, il y a des tiraillements continuels. Je pourrais formúler une foule d'autres critiques de détail ; cela serait trop long. Une chose certaine, c'est que ce système va produire un très grand mécontentement dans l'armée, où il y a déjà un profond découragement et une extrême défiance !

..... En réfléchissant bien à cette nouvelle organisation de l'infanterie, j'y trouve les éléments d'une excellente formation pour passer du pied de paix au pied de guerre, mais à la condition de combiner les éléments autrement que ne l'indique le projet du ministre. Comme je te le disais, ce projet ne présente pas assez d'élasticité pour encadrer toute l'infanterie qui serait appelée en cas de guerre ; de plus, la formation de nouvelles compagnies au moment du danger ne procurerait aucune homogénéité, épuiserait toutes les ressources des anciens cadres et affaiblirait tout l'ensemble. Voici ma combinaison, qui, je le crois, n'aurait pas ces graves inconvénients :

Pour passer du pied de paix au pied de guerre, on dédoublerait les deux bataillons actifs ; chaque demi-bataillon, complété par une compagnie du dépôt, formerait un bataillon à cinq compagnies, dont une d'élite ; soit huit pelotons de bataille et deux pelotons de tirailleurs ou flanqueurs. On aurait ainsi quatre bataillons de 800 à 1,000 hommes, et, afin de ne pas affaiblir la proportion des cadres, on pourrait ajouter un sous-

lieutenant à chaque compagnie, soit vingt officiers par régiment, ce qui serait précisément la même proportion que dans l'armée prussienne, où le bataillon de 1,000 hommes est divisé en quatre compagnies à cinq officiers. De plus, nous trouverions, dans les réserves ou les hommes en congé, tous les sergents et caporaux nécessaires pour compléter nos cadres (1).

Au moment de la mobilisation, chaque régiment fournirait trois bataillons pour la formation des divisions ; le 4e bataillon serait réservé pour la formation des corps de garnison et de renouvellement, c'est-à-dire pour conduire à l'armée les soldats de réserve à mesure qu'ils seraient formés. Resteraient enfin deux compagnies de dépôt par régiment, qui, augmentées d'un certain nombre d'officiers en retraite et d'anciens sous-officiers libérés, suffiraient à habiller et instruire les recrues.

Dans le projet adopté, je ne vois rien pour ces corps de garnison et de renouvellement, qui sont cependant indispensables. Bref, dans mon système, l'on peut encadrer immédiatement, et sans causer de pertubation dans les cadres, 400,000 hommes pour le service actif, pourvoir à l'habillement, l'équipement et l'instruction de 100,000 recrues, tandis qu'avec le système du ministre on ne peut tout d'abord qu'encadrer 200,000 hommes, plus 100,000 hommes dans les bataillons de

(1) Ces propositions se rapportent non pas au projet formulé par le général Ducrot, mais à celui que le ministre venait de soutenir et qu'elles étaient destinées à améliorer.

nouvelle formation, et enfin pourvoir à l'équipement et l'instruction des 100 ou 150,000 recrues.

Si mes idées te semblent justes, communique-les à ton ami Vilette lorsque tu en auras l'occasion; il pourra en causer avec son maréchal (1). Nous devons tous nous préoccuper de l'avenir, car il faut être aveugle pour ne pas voir l'orage qui s'amoncelle à l'horizon.

J'ai reçu tout à l'heure la visite du colonel commandant la place de Landau, qui m'a présenté une partie des officiers de sa garnison venus ici pour un bal de la préfecture. Comme je félicitais ces messsieurs du calme qui avait succédé aux agitations de l'année dernière et de nos bonnes relations de voisinage, ce brave colonel m'a répondu très naïvement devant tout son corps d'officiers : « Ah! oui, sans doute, monsieur le général, le calme est à la surface; mais c'est le calme précurseur des orages, et il n'est pas permis d'espérer qu'il soit de longue durée! »

Voilà, en quelques mots, le résumé des opinions de toute l'Allemagne!

A son frère.

Strasbourg, 18 mars 1867

MON CHER AMI,

... J'ai suivi avec attention les débats ouverts au Corps

(1) Maréchal Bazaine.

législatif, et je t'avoue que j'ai éprouvé un sentiment de violente colère et de profonde indignation en lisant ces paroles de M. Rouher : « Il n'y a pas une faute commise ! » C'est d'une impudence, d'une impudence sans nom ! et dire qu'un pareil discours a été couvert d'applaudissements! c'est véritablement à désespérer de la situation de notre malheureux pays ! Il paraît que le maréchal Niel s'est ravisé, et qu'il défendra le triste projet de loi sur la réorganisation de l'armée. Je ne lui en fais pas mon compliment. Comme je l'avais prévu tout d'abord, l'organisation de notre infanterie ne soulève que blâmes et murmures. On ne comprend pas comment le gouvernement affaiblit ainsi nos cadres, au moment où il se préoccupe d'augmenter, dans des proportions considérables, l'effectif de l'armée.

. . . .

Le général Ducrot avait insisté vivement près du général Frossard, dans une conversation à Nancy, sur la situation dans laquelle, en cas de siège, se trouverait Strasbourg, et sur la nécessité de s'assurer par des ouvrages détachés la possession des hauteurs d'Osbergen, de Mundolsheim... qui dominent la place, et d'où l'ennemi pouvait la bombarder. Ses idées sont résumées dans la note qui suit, datée du mois d'avril 1867 ; cette note a déjà été publiée en 1871 dans une brochure du général Ducrot intitulée : *De l'état-major et des différentes armes*. (Plon éditeur.) Le général Ducrot réclamait aussi la création d'ouvrages en d'autres points : île des Épis, Wacken, etc. Se voyant en contradiction avec le directeur des fortifications de la place, le colonel du génie Sabatier, qui per-

sistait à nier l'efficacité et la possibilité du bombardement à distance, il avait tenu à exposer ses idées au général Frossard, chargé de l'inspection de la place.

NOTE DU GÉNÉRAL DUCROT SUR LA DÉFENSE DE LA PLACE DE STRASBOURG.

Avril 1867.

Pour investir la place de Strasbourg et tenter quelque chose de sérieux contre elle, il faut au moins cent mille hommes.

Or, au début des hostilités, l'ennemi ne peut songer à une pareille entreprise ; tout ce qu'il peut faire, c'est de détacher un ou deux corps, c'est-à-dire trente à cinquante mille hommes, pour resserrer la garnison dans ses ouvrages, s'emparer de tous les riches villages qui en forment en quelque sorte les faubourgs, rendre ainsi l'investissement complet, et, dans cette situation, un bombardement a toutes chances de réussir et d'amener la prompte reddition d'une ville de quatre-vingt mille âmes.

Il en serait tout autrement si nous nous mettions en mesure d'occuper fortement tout d'abord les hauteurs d'Osbergen, de Mundolsheim, et la tête des principaux villages qui entourent la place et se relient avec elle par d'excellentes voies de communication concentriques.

Ces dispositions rendent l'investissement impossible,

permettant de faire concourir à la défense toute la population de ces villages, qu'il sera facile d'exalter, de passionner, puisqu'elle combattra pour la défense du foyer et de la famille.

Cinq mille hommes suffisent pour remplir ce rôle, à savoir : quinze cents répartis dans trois bons ouvrages de campagne sur les hauteurs d'Osbergen; cinq cents au village d'Eckholsheim; cinq cents en tête du village de Hohenheim ; deux mille cinq cents pour la défense de l'île des Épis et de la ligne du canal.

La population du village de Schiltigheim se barricadera dans ses maisons, toutes en état de défense; quelques réserves seront disposées dans des points particulièrement préparés; de même à Eckholsheim, Kœnigshofen, Nieder, Mittel et Oberhausbergen. Nous tiendrons six mille hommes en réserve dans la place, prêts à se porter au point où l'attaque se montrera sérieuse.

La tâche de l'ennemi ne sera pas aussi facile qu'on peut le supposer au premier abord : sans matériel de siège, il aura peine à faire taire notre artillerie, bien établie dans de bons ouvrages de campagne; s'il veut tenter un sérieux effort sur un des villages, il trouvera partout des coups de fusil; les premières maisons enlevées, il s'engagera dans un labyrinthe de rues bien barricadées, mises en bon état de résister, et viendra tout à coup se heurter contre un obstacle sérieux qui l'arrêtera de front, pendant que de tous côtés, sur ses flancs, ses derrières, éclatera une

fusillade puissante; les réserves arriveront alors, il sera forcé de battre en retraite, après avoir éprouvé de grosses pertes (1).

Le général Frossard, n'ayant pu voir le général Ducrot pendant ses travaux d'inspection, lui exposa ses idées sur la question dans la lettre suivante. Il adoptait à peu près complètement la manière de voir du colonel Sabatier.

Le général Frossard au général Ducrot.

Paris, 12 avril 1867.

Mon cher général,

Je viens de terminer une tournée qui m'a conduit à Strasbourg et dans votre division, pour diverses questions spécialement du ressort du service du génie. A Strasbourg même je n'ai pu rester que quelques heures avec le colonel Sabatier, et j'ai regretté de n'avoir pas eu le temps d'aller vous voir.

Je craignais un peu, d'ailleurs, que ma présence, si elle était connue, n'éveillât l'attention, ce qui eût été contraire aux recommandations que le ministre de la guerre m'avait faites. Le colonel Sabatier m'a écrit qu'il avait eu l'honneur de vous parler des études que je l'avais officieusement chargé de faire. Elles compren-

(1) Le général Ducrot présenta à la même époque au ministre un travail relatif à la défense de Belfort.

nent, comme il a dû vous le dire, quelques travaux de campagne à faire autour de Strasbourg, comme postes avancés, divers forts de fortification passagère à élever autour de Belfort pour y constituer une place de manœuvres, en une position défensive d'armée à occuper, la droite à Haguenau, la gauche aux Vosges. Toutes ces études ont leur opportunité ; je ne sais pas quand viendront les ordres d'exécution ; mais, s'ils venaient, on serait, sous ce rapport, assez en mesure.

Diverses autres dispositions sont prises en ce moment par différents services, mais encore mystérieusement. Le ministre ne veut pas donner d'ordres à découvert, afin de ne pas inspirer la moindre susceptibilité aux Prussiens, qui sont aux aguets. Quand le moment sera venu, s'il vient, on ne ménagera plus rien.

En ce qui concerne la place de Strasbourg, mon cher général, je crois devoir vous présenter quelques observations. Si elle était comme Metz, entourée de hauteurs très rapprochées et très dominantes, il faudrait sans aucun doute les occuper par des forts pour que l'ennemi ne s'y vînt pas établir de prime abord, et si surtout ces forts devaient être des points d'appui et de protection pour une armée défensive qui aurait intérêt à s'y rattacher, ainsi qu'il en serait de Metz.

Mais telle n'est pas la situation de Strasbourg. Cette place n'a pas de hauteurs dangereuses sur son pourtour (1).

(1) On croit rêver en lisant cette affirmation. Ces hauteurs *non dangereuses* ont précisément été occupées par les batteries de bombarde-

Si on la canonnait de loin, ce serait au juger, et la garnison riposterait avec égalité de chances ; si les projectiles ennemis allumaient quelques incendies, on les éteindrait, l'eau et les pompiers ne manqueraient pas.

En second lieu, notre armée de la basse Alsace, si elle cède devant l'ennemi, ne doit pas venir chercher un refuge sous Strasbourg. Elle doit manœuvrer de façon à avoir toujours la gauche aux Vosges, afin de pouvoir lier constamment ses opérations à celles de notre armée de Lorraine, et n'être pas coupée de l'intérieur de la France, cas auquel cette armée de la basse Alsace ne pourrait plus coopérer à la défense générale du pays. La place de Strasbourg doit, en général, être abandonnée à ses propres forces ; et, en conséquence, des forts extérieurs non indispensables à sa défense propre (1) seraient pour elle un embarras et une difficulté, plutôt qu'une aide, à moins qu'elle n'eût une très nombreuse garnison. C'est pour ces raisons que nous ne ferons pas de forts autour de Strasbourg, et

ment des Allemands, et c'est de là que l'artillerie de campagne d'abord, puis, à partir de la nuit du 24 au 25 août, des pièces de gros calibre, ont brûlé Strasbourg. Ce bombardement n'a pas, il est vrai, déterminé la reddition de la place, et les Allemands, pressés d'en finir avec elle pour ouvrir leurs communications directes avec l'Allemagne, ont commencé presque aussitôt et poussé activement le siège régulier ; mais personne ne saurait nier que le bombardement n'ait causé à la ville de graves dommages et fait beaucoup souffrir la population : le général Frossard prend bien facilement son parti des incendies « qu'on éteindra ».

(1) Ceci est une simple affirmation ; précisément le général Ducrot soutenait, et les événements lui ont donné raison contre les spécialistes, que Strasbourg, en l'état où il se trouvait, ne pouvait soutenir un long siège, et que des ouvrages détachés étaient indispensables à la défense propre de la place.

que nous devrons nous borner aux quelques postes avancés dont le colonel Sabatier a dû vous entretenir.

Je vous demande pardon d'entrer dans cette discussion, quoique je ne le fasse que trop succinctement peut-être ; mais je le devais, parce que je me reprochais de n'avoir pas trouvé le temps de répondre à ce que vous m'aviez dit à Nancy et à ce que vous aviez exprimé de vos idées sur cette question. Au reste, je suis convaincu que nous ne sommes pas bien loin de nous entendre (1) sur ce sujet, comme sur beaucoup d'autres.

La colonel Sabatier a dû vous dire que ce qui me préoccupe infiniment pour Strasbourg, comme pour mes autres places, c'est la nécessité de sauvegarder nos magasins à poudre. Ceux dans lesquels on laisserait les poudres, et qui seraient exposés, devront être protégés sur leurs pignons par de très solides *blindages inclinés,* composés de grands et forts peupliers à deux et même trois rangs d'épaisseur et de terre. Je vous recommande cela de toutes mes forces.

Veuillez, mon cher général, agréer l'expression de mes sentiments dévoués et affectueux.

Signé : Général Frossard.

(1) Cette entente, si l'on compare les propositions du général Ducrot aux conclusions de cette lettre, paraît bien loin d'exister. Le général Ducrot soutient qu'il est nécessaire d'occuper les hauteurs dangereuses : on lui répond qu'il n'existe pas de hauteurs dangereuses. Il se préoccupe des conséquences d'un bombardement : on lui répond que si le bombardement allume des incendies, on les éteindra. Il redoute le feu éloigné de l'artillerie : on ne prend de précautions que contre l'attaque rapprochée... Il n'y a accord que sur la nécessité d'abris pour protéger les magasins à poudre.

L'affaire du Luxembourg avait amené dans les relations entre la France et la Prusse une tension extrême. Le général Ducrot, informé des mouvements de troupes et des préparatifs de guerre qui se faisaient vers Rastadt, en donna confidentiellement connaissance au général Fleury, qui les communiqua à l'Empereur.

Le général Fleury au général Ducrot.

25 avril 1867.

MON CHER AMI,

L'Empereur, après lecture de votre lettre, dit que vous devez envoyer de suite un officier pour s'assurer, en secret et bien incognito, de la véracité des renseignements que vous m'avez communiqués sur Rastadt.

En principe, l'Empereur ajoute que, placé comme vous l'êtes, il faut à l'avenir envoyer des renseignements *de visu,* au lieu de se fier aux rapports de tel ou tel.

Faites diligence et répondez-moi. Vous voyez d'ailleurs que vos lettres font de l'effet.

Mille amitiés.

Signé : FLEURY.

P. S. — Pour les indemnités de voyage et pour simplifier, faites les avances, et vous me direz ce qu'il faudra après.

Le maréchal Niel au général Ducrot.

Paris, 18 mai 1867.

MON CHER GÉNÉRAL,

Faites-moi savoir, je vous prie, si l'auteur de la lettre ci-jointe est un homme honorable et bien intentionné. Cette lettre est peut-être anonyme.

Dans tous les cas, il faut continuer à mettre la place en état, en tout ce qui concerne l'armement de sûreté. Mais il faut maintenant s'occuper plutôt des travaux de longue durée que de ceux qui auraient pour but de parer à un danger immédiat, qui s'est éloigné.

Votre affectionné.

Signé : Maréchal NIEL.

Le général Ducrot à son frère.

Strasbourg, 25 mai 1867.

Mon cher ami... Rien de neuf ici ni de l'autre côté du Rhin. Nous continuons nos travaux d'armement dans une mesure très raisonnable ; notre artillerie s'organise, et dans quelques semaines elle sera dans une situation respectable.

La dernière crise aura du moins fait comprendre aux

plus aveugles et aux plus imprévoyants l'état de faiblesse dans lequel était tombée notre armée et le danger que nous avons couru en face d'une puissance toujours en armes jusqu'aux dents ; mais je persiste à penser et à dire que c'est une situation intolérable et qui ne saurait durer. Avoir sur notre flanc deux cent cinquante mille hommes toujours prêts à se ruer sur nous pour un oui ou pour un non, c'est impossible.

J'ai de bonnes raisons pour penser que le gouvernement l'a enfin compris.

Adieu...

A Monsieur F. de Champs.

Strasbourg, 1867.

..... Il est probable que les destinées de l'Europe se règlent en ce moment à Paris ; tant de grands souverains n'ont pu se réunir uniquement en vue d'une partie de plaisir (1) !

Notre Empereur a affaire à forte partie, et nos diplomates ne sont vraiment pas de taille à lutter avec les Bismarck, Gortschakoff et Fuad-Pacha !

Il faudrait une grande habileté et une grande énergie pour réparer les fautes de l'année dernière !

En aurons-nous ?

. . . .

(1) L'Exposition universelle et la réunion des souverains à Paris.

Au général Ducrot.

Paris, 17 juin 1867.

GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai donné des instructions au colonel Sabatier, pour faire faire à l'étranger, dans le voisinage de la frontière, et par des officiers sous ses ordres, des reconnaissances spéciales, concernant les places fortes et les voies de communication.

Cet officier supérieur a l'ordre de vous informer verbalement des missions qu'il donnera aux officiers dont il est question, et qui doivent être choisis parmi ceux qui sont le mieux en état de les remplir avec discrétion et habileté.

Recevez...

Pour le ministre et par son ordre :

Le général directeur,
OUTRELAINE.

Palais de Saint-Cloud, 5 juillet 1867.

MON CHER GÉNÉRAL,

Je suis très reconnaissant des documents et renseignements, dessinés ou écrits, que vous m'avez commu-

niqués par l'intermédiaire du général Bertrand, et je vous demande pardon de ne pas vous en avoir encore remercié.

Les reconnaissances de cette partie des Vosges et de la basse Alsace sont très bien faites, complètes et pleines d'intérêt. J'en fais prendre copie, car on ne saurait trop avoir de ces choses-là. Je trouverai ensuite le moyen de vous les renvoyer, si vous tardez quelque peu à venir à Paris les reprendre.

Je suis tout à fait d'accord avec vous sur la convenance de tenir aussi longtemps que possible, par la gauche de notre première ligne défensive, à la belle position du Pigeonnier.

Dans le mémoire que j'ai remis à l'Empereur et au ministre de la guerre, j'insiste beaucoup sur ce point ; et quand cette ligne de défense doit être abandonnée et que notre armée de la basse Alsace se replie pour occuper la ligne de la Saüerbach, je regarde comme indispensable qu'elle tienne fortement par la gauche Sembach et Climbach. Quant à Hothwiller, c'est une position fort avantageuse sans doute, mais un peu en l'air pour une armée qui serait établie sur la Saüerbach ; elle ne me semble devoir être occupée avec avantage que comme point de la première ligne de défense.

En ce qui concerne Wissembourg et Lauterbourg, nous ne pouvons plus les considérer sérieusement que comme des *postes de guerre,* occupés aujourd'hui par nous, demain peut-être par l'ennemi, suivant les chances

de la lutte. C'est pourquoi, dans un décret qui sera demain au *Moniteur,* vous les verrez *déclassés,* sans que pour cela on veuille les abandonner. De cette façon, si l'ennemi venait à les occuper, il ne serait pas dit qu'il s'est emparé de deux de nos places fortes.

J'ai lu avec beaucoup d'attention tout ce que vous proposez comme moyen d'inondation sur la droite de Haguenau. Ce serait un expédient qui pourrait être de quelque avantage, mais sur lequel il ne faudrait pas trop compter, parce que l'intérêt des populations fait qu'on hésite toujours à couvrir d'eau une partie du pays assez à l'avance pour que ce soit efficace.

Je vous remercie encore une fois, mon cher général, des communications très intéressantes que vous avez bien voulu me faire ; et si ma lettre est un peu écourtée, c'est que je pars ce soir même pour accompagner S. A. le Prince Impérial aux eaux de Luchon. Mais nous reprendrons cet entretien, j'espère, lorsque j'aurai le plaisir de vous revoir à Paris.

En attendant, mon cher général, je vous renouvelle l'assurance de mes sentiments très affectueux et dévoués.

Signé : Général FROSSARD.

P. S. — On a su, avec une grande satisfaction, que votre place de Strasbourg avait été mise en bon état d'armement et de défense, en temps opportun.

Le général Ducrot ne cessait de demander la création d'un service d'espionnage et les facilités nécessaires pour faire exé-

cuter en Allemagne des reconnaissances par des officiers aptes à ce genre de mission. On ne lui avait répondu du ministère que par la lettre du 17 juin qui ne lui donnait pas satisfaction, puisqu'elle ne visait que la reconnaissance des places allemandes et chargeait de ce service le directeur des fortifications. Le général Ducrot obtint d'y faire participer un officier choisi par lui et chargé d'une mission plus générale. Il se heurta à une opposition, le directeur des fortifications ne se jugeant autorisé à employer que des officiers du génie, et seulement à des reconnaissances de places. Le général Ducrot invita alors le colonel Sabatier à soumettre sa demande au ministre, qui l'approuva. Il insista ensuite près du cabinet du ministre, afin d'obtenir d'être affranchi de cette tutelle du génie; et, pour prouver l'importance et l'utilité de sa demande, il mit à l'appui de sa lettre les rapports rédigés par deux de ses officiers à la suite de missions qu'il leur avait confiées. Cette démarche décida enfin le ministre à lui accorder dans une certaine limite l'autorisation qu'il sollicitait, comme le prouvent les deux lettres suivantes :

Au général Ducrot.

Paris, 30 juillet 1867.

GÉNÉRAL,

Je suis informé par le directeur des fortifications à Strasbourg que vous proposez d'utiliser les connaissances spéciales du capitaine S... du 33ᵉ de ligne, à Strasbourg, pour concourir aux reconnaissances à l'étranger que j'ai prescrit de faire exécuter par des officiers du génie.

D'après les renseignements qui me sont donnés sur

l'aptitude de cet officier à remplir la mission dont il s'agit, j'ai l'honneur de vous annoncer que j'approuve cette proposition. En conséquence, je vous prie de donner des ordres pour que M. S... soit mis à la disposition du directeur des fortifications à Strasbourg, qui lui fournira les indications sur les renseignements qu'il aura à recueillir.

M. S... aura droit aux mêmes allocations que celles attribuées aux officiers du génie en pareille circonstance, c'est-à-dire, pour la partie du voyage effectuée à l'intérieur, aux indemnités fixées par le tarif du 25 avril 1863, spécial au service du génie, et, pour chaque journée de séjour hors du territoire français, à une indemnité de vingt-cinq francs. A son retour, il remettra au colonel Sabatier le décompte des sommes qui lui seront dues.

Je vous prie d'informer de ces dispositions le directeur des fortifications à Strasbourg.

Recevez, général, etc.

Le maréchal de France,

NIEL.

Le lieutenant-colonel d'Ornan,
sous-chef de cabinet du ministre de la guerre,
au général Ducrot.

Toulouse, 16 septembre 1867.

MON CHER GÉNÉRAL,

Profitant de quelques moments de loisir, je viens de

lire avec grand plaisir un mémoire de reconnaissance qui vous a été adressé par le capitaine S... du 33e de ligne et par le lieutenant B... du 84e. Je vous prie de faire mon compliment à ces deux officiers ; ils savent voir et rendre compte de ce qu'ils ont vu.

Vous avez maintenant un chef d'état-major qui parle bien allemand, M. d'Andlau. Il a fait une tournée en Allemagne et m'a rapporté un mémoire qui est aussi fort intéressant. Lorsque l'occasion s'en présentera, favorisez, je vous en prie, ces excursions si utiles pour l'instruction de nos officiers comme pour nous tous.

Je vous recommande particulièrement l'exécution de mes instructions sur les marches et les reconnaissances militaires. Je sais que vous avez peu de monde ; aussi je ne demande pas un appareil militaire de petite guerre. Je demande qu'on instruise les officiers et les sous-officiers, par des applications fréquentes sur le terrain, des pratiques de service en campagne. Si la troupe est moins nombreuse, elle n'apprendra que mieux ce qu'on doit lui expliquer. Rien ne peut être plus intéressant pour le capitaine d'une compagnie que d'être envoyé en découverte à deux ou trois lieues avec son monde seul. Mais il faut qu'à son retour il soit questionné avec intérêt et connaissance de cause par son colonel. Nous sommes dans un temps où il faut demander beaucoup aux chefs de corps, et dans la cavalerie au moins autant que dans l'infanterie.

La lettre ci-jointe, écrite de la main même du ministre, vous fera connaître avec quelle satisfaction cette com-

munication a été accueillie. Je ne me permettrais certes pas d'ajouter quoi que ce soit à cette lettre ; mais ce que je peux vous dire, c'est que le travail de vos deux officiers n'avait pas encore été présenté à Son Excellence.

Le ministre, par son post-scriptum, vous annonce qu'il est disposé à mettre des fonds à votre disposition, dans une limite modérée, bien entendu, non pas au point de vue de la défense proprement dite, mais pour ne pas attirer d'une manière inopportune l'attention publique déjà fort aux aguets. Cela vous affranchira des formalités du service du génie et vous permettra d'envoyer directement vos rapports au ministre lorsque vos officiers auront quelque chose d'intéressant à signaler. Dans tous les cas, il y aurait tout avantage, lorsque des rapports de cette nature sont remis au service du génie, à ce qu'une copie en soit adressée au cabinet du ministre.

L'état de l'armée prussienne n'a rien qui doive surprendre ; entre nous, nous devrions bien en faire autant.

Le ministre restera probablement encore quinze ou vingt jours à Toulouse ; si vous avez d'ici là un rapport sur Rastadt, soyez assez bon pour l'adresser ici.

Permettez-moi, mon général, de vous remercier de votre bon souvenir et de la longue lettre que vous avez bien voulu m'adresser ; les observations qu'elle contenait étaient trop justes pour ne pas porter fruit, et j'espère que nous voilà dans la bonne voie.

Agréez, etc.

Le lieutenant-colonel,

Signé : D'ORNAN.

Le ministre de la guerre au général Ducrot.

GÉNÉRAL,

Faites faire, je vous prie, quelques manœuvres relatives à la défense des places : 1° en supposant une reconnaissance pour savoir si la place est investie ; 2° en supposant une sortie pour faciliter l'entrée d'un convoi ou d'un secours ; 3° enfin en supposant que vous avez à repousser une attaque brusquée contre une faible garnison. Tout cela, bien entendu, sans fouler les récoltes et sans donner un spectacle militaire, mais simplement comme une étude de notre métier faite par une partie de la garnison avec toutes les explications nécessaires données depuis le haut jusqu'au bas de l'échelle, et répétées jusqu'à ce que chacun comprenne bien ce qu'il doit faire, les officiers des armes spéciales aidant.

Comme je veux que ces études pratiques soient faites dans plusieurs places fortes, je vous prie de m'en rédiger le programme ; je sais que vous le ferez très bien, et ce sera une base qui me servira pour d'autres places.

Ce que je vous demande, c'est l'ordre qui précédera chacune de ces manœuvres, indiquant le but ainsi que les moyens à employer pour l'atteindre.

Recevez, mon cher général, l'expression de mes sentiments affectueux.

Signé : Maréchal NIEL.

P. S. — Lorsque vous enverrez des officiers en Alle-

magne, vous me ferez connaître les fonds qui vous paraîtront nécessaires pour les couvrir de leurs dépenses.

Le lieutenant-colonel d'Ornan au général Ducrot.

Toulouse, 17 septembre 1867.

MON GÉNÉRAL,

Presque en même temps que votre lettre j'ai reçu du général de Maussion une copie du travail de MM. S... et B... ; c'était au moment de notre départ de Paris, le ministre était fort occupé, et je voulais pour vous répondre d'une manière utile pouvoir saisir un moment favorable qui lui permît d'apprécier comme elle le mérite votre excellente communication.

Le général Ducrot au général Frossard.

Strasbourg, 19 septembre 1867.

MON CHER GÉNÉRAL (1),

Je serais très heureux de trouver l'occasion de causer quelques instants avec vous, et, lorsque vous le voudrez, je suis à vos ordres.

(1) Inutile d'insister sur l'importance de cette lettre, qui a toute l'exactitude d'une prophétie, du moins dans ses lignes générales.

Les Bavarois évacuent la place de Landau et font même sauter les fortifications; ils déploient dans ce travail une très grande activité et une plus grande activité encore dans l'achèvement du tronçon de voie ferrée qui doit relier Germersheim à Rastadt, par Kandel et Maxau. De plus, ils dirigent sur Germersheim tout le matériel de Landau et y font des travaux considérables.

Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour se rendre compte du but de ces dispositions : créer à l'Allemagne, sur notre flanc droit, une large et solide base d'opération, dont la droite est appuyée à Mayence, la gauche à Rastadt, et qui permet d'opérer en toute sécurité sur l'une et l'autre rive du Rhin, sur l'un et l'autre versant des Vosges, puisque les passages du fleuve sont assurés à Mayence et Germersheim (tous les points de la ligne étant reliés entre eux par les voies ferrées des deux rives), et puisque l'ennemi peut porter rapidement toutes ses forces sur les deux versants des Vosges par les voies ferrées Mayence, Kreuznach, Saint-Wendel, Forbach, Mayence, Manheim, Neustadt et Landau ou Germersheim, lesquelles voies sont reliées par la voie transversale Manheim et Spire, Neustadt, Kaisers-Lautern, Hornbourg.

Tout cela établit donc une situation formidable contre nous, et je ne vois pas bien ce que nous faisons pour équilibrer les forces. La nécessité d'un vaste camp retranché vers Nancy et Frouard paraît de plus en plus démontrée; mais ce qu'il faut surtout, c'est être toujours en mesure de prendre une vigoureuse et rapide

offensive sur la rive droite du Rhin, ayant pour premier objectif la magnifique position d'Heidelberg, qui deviendrait le pivot de toutes nos opérations ultérieures, en même temps qu'une grosse armée tiendrait la ligne de Neustadt, Kaisers-Lautern, Birkenfeld, sa droite soutenue par des postes retranchés à Nothweider et Seltz, sa gauche par le camp retranché de Nancy.

Plus j'étudie cette position de Seltz, plus je suis convaincu de sa haute importance : je ne l'ai pas découverte, car, lors de la création du fort Louis, Vauban avait proposé Seltz comme offrant beaucoup plus d'avantages ; mais Louis XIV, ayant déterminé lui-même l'emplacement du fort Louis, persista dans son idée, malgré les observations de l'illustre maréchal. Une armée, passant le Rhin entre Strasbourg et Seltz, peut occuper le jour même l'excellente position de Bruchsal (trente-deux kilomètres de Seltz à Bruchsal), où elle établit fortement sa gauche, pendant que le gros de l'armée, passant au sud-est de Rastadt (bloqué par un corps), s'avance par les belles routes de Kerpenheim, Ettlingen, Bade, Gernsbach, Rothinsald, Pforzheim, Bretten, Eppingen. Toute notre armée se trouve alors en ligne, la droite à Eppingen, la gauche à Bruchsal, et, pivotant autour de cette excellente position, se porte sur Heidelberg en s'échelonnant par sa droite. Une fois là, elle prend à revers toute la base d'opérations de l'ennemi, peut, par Manheim, donner la main à l'armée des Vosges et, suivant les circonstances et les plans arrêtés d'avance, se porter sur Francfort, ou mieux

encore, couverte par un corps en position à Heidelberg, se porter résolument dans la direction de Wurzbourg, de manière à opérer sa jonction avec l'armée autrichienne qui a pu arriver facilement, en s'aidant du chemin de fer Pilsen, Nuremberg et Barnberg.

Ce plan se résume en quelques mots : conserver une solide défensive de Manheim à Metz, se porter par une vigoureuse et rapide offensive sur le haut Mein, se relier ainsi à l'armée autrichienne au cœur de l'Allemagne, séparant immédiatement de la Prusse tous les États du Sud, et les forçant, dès le début de la guerre, à se prononcer en notre faveur ou à subir nos conditions. Ce premier résultat obtenu, nous pourrons à volonté suivre le plan de campagne de 1806, c'est-à-dire nous porter sur l'Elbe par les défilés de la Franconie, ou bien, longeant le versant occidental des montagnes de Thuringe, nous porter vers Eisenach, sur la grande route de Francfort à Berlin, envahir le Hanovre, où nous donnons la main à notre corps de débarquement, qui aura remonté entre Elbe et Weser, et prendre une nouvelle base d'opérations à la mer, dont notre supériorité maritime nous assure toujours la possession.

Je suppose que, pendant ces opérations, le siège de Rastadt a été poussé activement, et que cette place est tombée en notre pouvoir.

Mais, dans tous les cas, en occupant fortement par des postes retranchés les excellentes positions de Heidelberg, Rotherwald, Gernsbach et Renchen, nous conservons toujours une ligne d'opérations suffisante pour

assurer notre retraite sur Strasbourg et Neufbrisach.

Je n'ai pas perdu mon temps depuis que j'ai eu le plaisir de vous voir; j'ai continué à étudier et faire étudier tout le théâtre probable de la guerre, et j'ai réuni bien des documents sur toutes ces positions importantes de Heidelberg, Bruchsal, Rothensald, Gernsbach, et sur toutes les routes qui sillonnent la forêt Noire, de même que sur les bases d'opérations du Palatinat, Hornsbach, Kaiserslautern et Neustadt.

Je ne connais pas les secrets de notre politique, mais je suis attentivement la marche des événements, les dispositions de l'Allemagne, et je considère la guerre comme inévitable dans un avenir plus ou moins rapproché; je dirai même que je la considère comme indispensable pour le salut de notre pays... Plus nous ferons de concessions, plus nos adversaires se montreront arrogants et audacieux.

Aujourd'hui encore, la Bavière et le Wurtemberg hésiteraieut à se prononcer en faveur de la Prusse au début de la guerre; ils feraient en sorte d'attendre les premiers résultats de la lutte pour se ranger du côté du vainqueur. Dans dix-huit mois ou deux ans, cette maigre chance en notre faveur aura même disparu; les armées du Sud seront si bien incorporées à l'armée prussienne qu'elles marcheront avec elle au premier signal, et, une fois engagées dans la lutte, il sera bien difficile de les en détacher.

Si ces États sont hésitants aujourd'hui, c'est qu'ils redoutent l'ambition de la Prusse, et, pour lui résister,

ne comptent point sur l'Autriche qui est épuisée, qui n'a pu ou n'a pas voulu les soutenir lors de la lutte de l'année dernière...

Hier, je lisais dans un journal de Francfort une phrase qui m'a fait monter le rouge au front : « La France a peur, cela saute aux yeux de tous ceux qui suivent la marche des événements. »

Et, en effet, comment l'Allemagne ne le penserait-elle pas, lorsqu'elle compare l'attitude ferme et assurée du gouvernement prussien à nos hésitations et à nos contradictions, les discours du grand-duc de Bade et des Chambres danoises aux discours de M. Rouher, aux circulaires de notre diplomatie?...

Et cette revue de l'armée badoise passée demain à Rastadt par le roi Guillaume, n'est-ce pas encore une provocation à notre adresse?

Tous ceux qui ont le sentiment de la dignité de notre France le comprennent ainsi.

Vous voyez que je vous parle avec toute franchise... Pardonnez-le-moi... Mais mon cœur déborde... Je vois notre pays si menacé dans sa grandeur et sa sécurité, le prestige du gouvernement de l'Empereur si fortement ébranlé, qu'en vérité il y aurait lâcheté à garder le silence.

Croyez, mon cher général, à l'expression de mes sentiments les plus dévoués.

Le ministre de la guerre au général Ducrot.

Toulouse, 25 septembre 1867.

Mon cher général,

Je reçois votre lettre du 20 de ce mois que j'ai lue avec beaucoup d'intérêt. Je suis fort surpris d'apprendre que les Bavarois démolissent Landau, et, dès que vous en serez assuré, vous me ferez plaisir en me le confirmant. Cette place a été construite par Vauban, d'après son dernier tracé, comme Neufbrisach, et je n'hésite pas à penser que c'est le meilleur de tous les tracés inventés. Je la regrette *au point de vue de l'art.*

Vos ordres sont très bien. Vous avez le feu sacré, et il ne brûle pas partout aujourd'hui.

Votre affectionné,

Maréchal Niel.

Le général Ducrot à Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 19 octobre 1867.

Cher ami,

J'ai éprouvé un premier sentiment de plaisir en reconnaissant votre bonne écriture dans le paquet de lettres qui m'a été remis par le vaguemestre ; ma satis-

faction a été complète lorsque j'ai lu ces mots : « Je suis entièrement remis... » Il y a bien un *mais,* relatif au froid, qui me préoccupe, parce que j'en conclus que nous ne vous reverrons probablement pas avant les hirondelles !... Après tout, vous allez bien, c'est le principal ; le présent seul est à nous, et il ne faut pas se préoccuper outre mesure de l'avenir, surtout dans les temps où nous vivons !

Qui aurait dit en 1856 au lendemain du congrès de Paris, en 1859 au lendemain de Villafranca, que la Prusse avec ses milliers de soldats nous empêcherait un jour de dormir, qu'en l'an de grâce 1867 nous en viendrions à nous égorger avec ces bons Italiens, pour lesquels nous avons été si prodigues de notre sang et de nos trésors (1) ?

(1) « Il n'est pas aisé de se consacrer à la délivrance des peuples sans porter atteinte à leurs susceptibilités et sans se trouver tôt ou tard en opposition avec leurs intérêts. L'Empereur devait en faire la pénible expérience. Il avait beau n'intervenir dans les affaires d'Italie qu'avec le sentiment le plus généreux, uniquement pour lui donner de bons conseils et guider son inexpérience, il n'en froissait pas moins son amour-propre et ses aspirations. Déjà ses intérêts n'étaient plus conformes aux nôtres, notre tutelle commençait à lui peser ; elle tenait à s'affirmer, et sa politique, contrairement à nos désirs, lui commandait de ne pas s'aliéner par une conduite sinon équivoque, du moins discutable, une puissance dont l'appui était à ménager pour les éventualités de l'avenir. » (Rothan, p. 145.)

« Donner la Vénétie à la France qui n'a pas participé à la guerre, écrivait après Custozza la *Gazette de Turin,* c'est vouloir l'arracher des mains de nos soldats en mesure de la conquérir. L'annexion de la Vénétie, s'écriait en même temps le *Movimento,* ne doit être que le triomphe du principe unitaire, et non le résultat d'accommodements diplomatiques. »

« L'Empereur, écrivait le général La Marmora au chevalier Nigra, a télégraphié au Roi que l'Autriche lui cède la Vénétie et qu'il s'arrangera facilement avec nous. La chose est d'autant plus grave qu'elle est publiée

Nous voici donc fatalement placés entre une folie et une lâcheté ! C'est là le résultat clair et net de la politique de ces dernières années. Si nous intervenons en faveur du Saint-Père, disent les uns, c'est la guerre avec l'Italie, et nous nous mettons vis-à-vis de la Prusse dans la même situation que l'Autriche en 1866. Si nous laissons impunément violer la convention de septembre, disent les autres, nous devenons la risée de l'Europe et descendons au rang de la principauté de Monaco ou de la république de Saint-Marin !... A cela je réponds : entre une folie et une lâcheté, je n'hésite pas. Qu'il s'agisse d'un peuple ou d'un individu, une lâcheté déshonore toujours, c'est-à-dire tue moralement. Tandis qu'il y a des folies qui tournent heureusement et produisent des résultats tout à fait inattendus. D'ailleurs, en analysant bien la situation, en allant au fond des choses, l'on trouve peut-être que, en faisant respecter notre signature, nous agissons aussi habilement qu'honorablement. En restant fidèles à la noble devise :

dans le *Moniteur*. Je comprends que l'Empereur cherche à arrêter la Prusse, mais c'est extrêmement douloureux qu'il le fasse au détriment de l'honneur italien. Recevoir la Vénétie en cadeau de la France est humiliant pour nous, et tout le monde croira que nous avons trahi la France. On ne pourra plus gouverner en Italie, l'armée n'aura plus de prestige. Tâchez de nous épargner la dure alternative d'une humiliation insupportable, ou de nous brouiller avec la France. »

Avant la guerre de 1866 dejà, le chevalier Nigra écrivait : « Si l'Italie contractait envers la France une nouvelle obligation, celle-ci nous le ferait sentir d'une manière intolérable... Il ne serait pas de bonne politique de laisser l'Autriche s'accroître aux dépens de la France, alors même que cet arrangement nous assurerait la Vénétie. Le bénéfice de notre victoire sera d'autant plus grand que nous l'aurons obtenu sans l'aide des canons français. »

« Fais ce que dois, advienne que pourra », nous nous relevons immédiatement aux yeux de l'Europe, trop habituée à compter pour rien les promesses et les engagements de la France.

Tout le sud de l'Allemagne, tous les États violemment annexés reprennent confiance en notre parole, comprennent que nos actes peuvent être motivés par d'autres mobiles qu'une insatiable ambition, et cherchent en nous le point d'appui dont ils ont besoin pour échapper aux étreintes de M. de Bismarck. Pour un allié douteux et sans valeur que nous perdons, nous recouvrons immédiatement les sympathies et l'action franche et loyale de tous les catholiques de l'Europe. Non, vraiment, je ne crois pas qu'il y ait là folie, comme le disent tous les journaux révolutionnaires; je suis convaincu, au contraire, que la sagesse est d'accord avec l'honneur pour nous indiquer cette voie de salut.

L'intervention paraît chose décidée; ainsi, j'ai reçu l'ordre de diriger immédiatement sur Marseille des comptables destinés à faire partie du corps commandé par le général de Failly, lequel sera composé, je le suppose, de deux divisions d'infanterie, une brigade de cavalerie, etc.; c'est plus qu'il n'en faut pour mettre à la raison tous les garibaldiens du monde et tenir tête, au moins pendant un certain temps, à l'armée italienne si elle osait les soutenir.

La Prusse, me demanderez-vous, profitera-t-elle de l'incident pour nous tomber sur les bras? J'en doute fort; dans tous les cas, je considérerais la chose comme

très heureuse, car nous sommes tant bien que mal en mesure de la recevoir, et, si elle agit ainsi, elle ne pourra plus invoquer la nécessité de sauvegarder l'intégrité de la patrie allemande ; son véritable jeu, ses projets réels apparaîtront clairement aux yeux de tous, et il se produira en notre faveur, dans tous les États catholiques de l'Allemagne, une réaction éclatante. Avec un pareil appui, toutes les chances de succès seront pour nous, et la partie deviendrait trop belle pour ne pas vivement souhaiter de nous y engager.

Voilà, cher ami, une lettre bien longue et bien sérieuse, peu faite certainement pour distraire un pauvre exilé ! Que voulez-vous? je me laisse aller volontiers au cours de mes idées, et avec vous, plus qu'avec tout autre, je ne crains pas de m'épancher.

En passant à Paris, j'ai eu de longues conversations avec le maréchal Niel et le général Frossard ; ce dernier surtout m'a dit des choses très intéressantes ; il m'a affirmé que l'Empereur ne se fait aucune illusion sur la gravité de la situation, qu'il sent parfaitement la nécessité d'en sortir à tout prix, et que les événements ne tarderont pas à le prouver.

Nous attendons l'empereur d'Autriche mardi matin. Sa Majesté déjeunera à la gare, où elle a fait commander un couvert pour quarante personnes, puis repartira pour Nancy, où elle couchera, et arrivera de bonne heure à Paris, dans la journée du 23.

Je vous serre bien cordialement la main et vous envoie mes meilleures amitiés.

Le lieutenant-colonel d'Ornan au général Ducrot.

Paris, 26 octobre 1867.

Mon général,

J'ai reçu, avec votre lettre du 23, le rapport de M. le capitaine S..., que je me suis hâté de mettre sous les yeux du ministre. Cet épisode de voyage à Darmstadt est aussi intéressant que curieux, comme indice de l'état des esprits dans les principautés annexées de gré ou de force.

Je vous dirai en confidence que cela sera probablement mis sous les yeux de *qui de droit*.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien il importe que, dans les rapports de cette nature, les officiers se renferment dans la plus scrupuleuse exactitude, séparant avec soin ce qu'ils ont vu et entendu par eux-mêmes de ce qu'ils auraient seulement entendu dire.

Le ministre est très satisfait de MM. S... et B... Je ferai, de mon côté, tout ce qui sera possible pour que leurs travaux reçoivent une récompense, lorsque l'occasion s'en présentera.

On est fort occupé dans ce moment, vous devez vous en douter; aussi le maréchal n'a-t-il pu que parcourir votre projet d'étude, qu'il trouve bon quant à la fortification. Mais il m'a fait observer que ce point spécial n'était qu'une portion du travail qu'il désire avoir; la

seconde partie, celle même qui a peut-être le plus d'importance, comme devant avoir de nos jours des applications plus fréquentes, se rapporte aux petites opérations de la guerre, telles qu'elles sont définies par ses précédentes circulaires. Nos soldats et nos officiers ne sont pas plus ferrés sur ces matières que sur la fortification, et cependant on fait partout des patrouilles, des reconnaissances, des escortes de convoi, etc.

. . . .

Je vous prie d'agréer, mon général, l'hommage de mon plus respectueux dévouement.

Le lieutenant-colonel, sous-chef du cabinet,

D'ORNAN.

Le général Frossard au général Ducrot.

19 novembre 1867.

MON CHER GÉNÉRAL,

Je vous demande mille pardons de ne m'être pas trouvé hier à mon cabinet de la rue Saint-Dominique, quand vous avez pris la peine d'y passer. Je comptais bien y être, d'après l'indication de votre lettre du 14; mais il m'a fallu, pour affaire de service, revenir à Saint-Cloud.

Je vous renvoie, avec tous mes remerciements, les documents que vous m'avez communiqués, et je m'excuse aussi de les avoir gardés si longtemps.

Si, jeudi prochain, vous êtes dégagé de vos occupations du classement, et si vous êtes amené vers la rue Saint-Dominique, vous m'y trouverez certainement de deux à trois heures. J'aurai un grand plaisir à causer encore un peu avec vous.

Veuillez, mon cher général, agréer la nouvelle assurance de mes sentiments très dévoués et très affectueux.

Général Ch. FROSSARD.

Le général Ducrot à Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 9 novembre 1867.

Vos réflexions étaient bien justes, cher ami, et les événements vous ont donné mille fois raison ! Voilà donc Garibaldi et ses bandes en déroute, battus, bien battus par les soldats du Pape, expulsés du territoire romain et désarmés par les soldats de l'armée italienne qui, hier encore, était toute prête à les appuyer et à revendiquer la meilleure part de honteux exploits. Comme cela peint bien le caractère de cette nation, dont le principal mobile est une puérile vanité unie à une sotte vantardise, et quelle amère critique de la politique suivie par notre gouvernement depuis Villafranca !

Saurons-nous profiter de l'occasion pour sortir de la voie fatale dans laquelle nous marchons depuis trop

longtemps, renoncer aux équivoques qui ne satisfont personne et laissent tout en suspens ?

Saurons-nous enfin prendre une attitude nette et fière, et, sans discuter à perte de vue sur l'inextricable question romaine, dans laquelle se confondent des intérêts politiques et religieux, dire à l'Italie, la main sur la garde de notre épée : « Nous défendrons toujours les droits régaliens du Souverain Pontife contre les convoitises de la Révolution ; nous serons constamment prêts à repousser par la force de nos armes quiconque oserait envahir le patrimoine de l'Église. Votre Parlement a déclaré Rome capitale du royaume d'Italie! Le vote est inique; il doit être rétracté; au nom du droit des gens, nous réclamerons satisfaction. Aussi longtemps que nous ne l'aurons pas obtenue, notre drapeau protecteur continuera à flotter sur les murs de Rome, à côté de celui du Pape. »

Hélas ! j'ai bien peur qu'il n'en soit pas ainsi, et que les influences qui se croisent et se heurtent autour du trône impérial ne prolongent indéfiniment une politique de contradictions et d'hésitations indigne d'un grand pays comme le nôtre !

L'empereur d'Autriche a quitté la France mardi, après une halte de deux heures à Strasbourg. J'ai eu l'honneur de déjeuner entre Sa Majesté et le comte Andrassy. La conversation a été fort intéressante, et l'impression qui m'en est restée, c'est qu'il y a entente parfaite entre nos deux pays. Le comte Andrassy me disait : « Plus on étudie la situation, plus on est con-

vaincu que nos intérêts sont étroitement liés dans l'avenir, et je dirai même plus : c'est que je n'entrevois pas une question qui puisse amener la moindre divergence dans nos vues, dans notre action commune. »

Au moment de monter en wagon, l'Empereur m'a dit un mot encore plus significatif : « Je remerciais Sa Majesté du témoignage de bienveillance qu'elle avait daigné m'accorder en me conférant les insignes de grand-croix de son ordre impérial de la Couronne de fer, et j'ajoutais que « je serais bien heureux si un jour il m'était permis de m'en montrer digne, en servant directement ou indirectement la cause de Sa Majesté » . A cela l'Empereur a répondu très gracieusement : « Moi-même, je suis heureux de vous laisser ce souvenir de mon passage ; comme vous, j'espère qu'un jour nous marcherons ensemble. » Là-dessus, il m'a donné une cordiale poignée de main et est monté dans son wagon.

Dans cette entente parfaite de la France et de l'Autriche, il y a incontestablement des gages de sécurité pour l'avenir, et, avec de l'habileté et de l'énergie, il serait facile de regagner tout le terrain perdu depuis Sadowa. Mais, hélas ! toutes les nouvelles qui me viennent de Paris sont désolantes. Nous n'avons plus de gouvernement. Dans l'entourage de l'Empereur, c'est une véritable anarchie : aucune entente entre les ministres, entre les membres de la famille impériale. L'Empereur, tout en paraissant comprendre la gravité

de la situation, la nécessité de se débarrasser d'hommes usés et déconsidérés, ne peut se décider à prendre une grande résolution ; il se traîne à la remorque des événements sans chercher à les prévoir, sans prétendre à les diriger. Le mécontentement, la défiance augmentent dans des proportions énormes, et déjà commencent les agitations de la rue !

. . . .

A Monsieur F. de Champs.

Strasbourg, 27 novembre 1867.

Mon bon père,... la situation est tellement tendue en ce moment qu'elle ne saurait se prolonger, les événements ne peuvent tarder à se précipiter. La guerre à l'extérieur est le moindre des maux à redouter ; mais se sont les émeutes, les bouleversements intérieurs, une révolution sociale, peut-être , qui nous menacent.

Je suis revenu de Paris avec de fort tristes impressions ; l'inquiétude, l'inconfiance sont dans tous les esprits ; les meneurs du parti avancé s'agitent fort. Ils ne parviennent pas encore à entraîner les masses ; mais ils trouveront de puissants auxiliaires dans la suspension des travaux, le manque d'ouvrage, la cherté des vivres, etc.

J'ai rencontré par occasion notre nouveau ministre de l'intérieur chez la princesse Mathilde ; j'ai causé

pendant une heure avec lui sans savoir à qui j'avais affaire, et fort librement, je vous l'assure. Plus tard, j'ai voulu m'excuser de la liberté de mon langage, et il m'a répondu qu'il était au contraire très heureux de cette circonstance, qui lui avait permis d'entendre « *ces accents d'un ardent et sincère patriotisme* » (*sic*).

En somme, M. Pinard me paraît animé des meilleures intentions; il semble être honnête, énergique, et ne se faire aucune illusion sur la situation. Espérons donc que ce sera un précieux auxiliaire pour notre pauvre empereur, si mal conseillé jusqu'à présent.

L'affaire de Mentana paraît avoir été médiocrement conduite; on la critique très fort, particulièrement l'action du 59e, qui, avec un peu plus de vigueur, aurait pu enlever les premières maisons du bourg avant la nuit.

La critique est aisée, et l'art est difficile.

Adieu, mon bon père...

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 31 décembre 1867.

Comme vous avez été bien inspiré, cher ami, en allant vous réfugier au pays où fleurissent les citronniers et les orangers! Mieux vaut la vue de leurs fruits d'or et de leurs blanches fleurs, que celle de l'épaisse couche de neige qui couvre ici la terre depuis six semaines. Vous échappez donc aux rigueurs de cet hiver désa-

gréable; votre santé et votre agrément s'en trouvent très bien. Au milieu de la brillante colonie d'étrangers qui chaque hiver se réunissent à Nice, vous avez dû vous faire un cercle d'aimables connaissances. L'année 1868 va donc bien commencer pour vous, et je souhaite de tout mon cœur qu'elle continue de même. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions, elle est bien sombre, l'aurore de cette année ! Les points noirs jadis signalés à l'horizon deviennent de gros nuages, et l'orage pourrait bien éclater au premier jour. Tout le monde le dit, voire même nos plus pacifiques députés ; la situation est devenue intolérable, et il faut en sortir. Mieux vaut cent fois l'emploi d'un remède violent, mais héroïque, qu'une mort lente, mais certaine.

D'après ce que l'on m'écrit de Paris, l'Empereur ne se fait aucune illusion. Il est décidé à sortir de l'impasse où il s'est fourvoyé si maladroitement ; il espère être prêt au printemps et pouvoir alors entrer en action avec des chances favorables. Dieu le veuille !.....

Nous nous préparons, le fait est incontestable ; mais nous nous préparons mal, très mal, surtout si l'on compare notre préparation à celle de nos ambitieux voisins. Vous ne pouvez vous imaginer avec quelle prodigieuse activité ils travaillent ; rien ne les arrête. Ils se soucient peu de ce que l'on pensera ou dira ; leur unique préoccupation est de faire tout ce qui peut augmenter leur force, tout ce qui peut leur procurer une chance de succès de plus. Ah ! ce ne sont pas les Prussiens qui nous diraient, comme à Fontenoy : « A vous, messieurs

les Français !... » Ils tireraient plutôt trois fois les premiers... et, de fait, ils ont raison, car dans cette grande partie qui ne peut manquer de s'engager tôt ou tard, l'enjeu sera l'honneur, la puissance... l'existence de deux grands peuples ! Dans ces graves circonstances, nos députés bavardent beaucoup et avancent bien lentement en besogne. Il est vrai que la loi qui leur est présentée est détestable. Évidemment, si nous pouvions compter sur une longue période de paix, il serait sage d'élaborer méthodiquement de nouvelles institutions militaires, en prévision de l'avenir, comme le firent les Prussiens à la suite de leurs désastres ; mais avant neuf ans (1), la question sera résolue entre nous et l'Allemagne. Ou nous ne serons plus qu'une puissance de deuxième ou troisième ordre, ou la Prusse aura été ramenée aux limites qu'on n'aurait jamais dû lui laisser franchir. Dans ce cas comme dans l'autre, nous n'aurons pas besoin, en permanence, d'une armée de 1,200,000 hommes. N'est-il pas absurde de nous exposer à être surpris par la guerre alors que nos essais de réformes n'auront encore abouti qu'à désorganiser ? Il eût été bien préférable, à mon avis, de revenir purement et simplement à la loi de 1832 avec de forts contingents et d'organiser sur le papier une garde nationale comprenant tous les hommes de vingt à trente-cinq ans en plusieurs bans. Nous aurions trouvé là

(1) La loi proposée ne devait produire tout son effet, donner les effectifs complets et une organisation achevée qu'à la fin de l'année 1875. Huit à neuf ans étaient donc nécessaires pour atteindre le but.

dedans beaucoup d'anciens soldats offrant d'excellentes ressources pour former les garnisons de nos places fortes, et il suffisait d'une légère augmentation dans les cadres de l'armée active pour y puiser au moment voulu les éléments indispensables à l'encadrement de cette garde nationale (1). Cela eût coûté beaucoup moins cher que l'organisation proposée par le gouvernement, organisation qui présente de très graves dangers au point de vue politique et donnera de très médiocres résultats au point de vue de la guerre. Mais c'est l'idée fixe de l'Empereur; les esprits les plus sages, les plus consciencieux, l'ont vainement combattue plusieurs fois. *Il a paru ébranlé, et toujours il a fini par y revenir* (2). Il fallait du nouveau, quelque institution datant du second Empire !

. . . .

Tout mon cher entourage se porte à merveille, nous avons de bonnes nouvelles de tous nos parents et amis.

Pensez toujours à nous, faites-nous une petite part dans l'emploi de votre temps lorque viendront les beaux jours.

Votre bien affectionné et dévoué.

(1) Ceci n'est pas un projet ferme comme celui que le général a autrefois présenté, c'est une solution émise comme un pis aller préférable encore à la loi qui organise la garde nationale mobile.

(2) Le général, dans une lettre précédente, a déjà signalé cet entêtement muet de l'Empereur, qui écoute, se laisse ébranler, mais qui, une fois seul, résout les objections et revient à son idée première. Trait distinctif et bien connu du caractère de Napoléon III.

Réponse de M. le général Ducrot à M. le colonel Duval, commandant le régiment du génie à Metz, qui lui avait adressé un travail de M. V..., capitaine du génie (1), sur le rôle des places fortes.

Strasbourg, 1868.

MON CHER COLONEL,

J'ai lu avec grande attention le mémoire de M. le capitaine V...; c'est un travail consciencieux, très intéressant, et qui prouve l'érudition de son auteur.

Mais je vous avouerai que je ne comprends pas bien le but qu'il s'est proposé...

M. le capitaine V... a-t-il voulu prouver que les places fortes sont utiles, nécessaires, indispensables?... A coup sûr, il ne rencontrera pas un seul contradicteur parmi les militaires ayant le sens commun.

A-t-il, au contraire, voulu démontrer que toutes nos places fortes, sans exception, sont indispensables?... Là, je ne suis plus de son avis... Remarquez que je dis indispensables, car il est évident qu'un obstacle naturel ou artificiel peut toujours trouver son utilité... Mais je suis de l'avis de Vauban, qui, vers la fin de sa carrière, avait proposé de réduire nos trois lignes de places fortes à deux, d'agrandir les places principales au

(1) Aujourd'hui général de division.

moyen de camps retranchés, et d'entourer Paris d'une double enceinte : tous ces travaux, fort coûteux, ne pouvaient évidemment se faire qu'en opérant des économies sur les places d'ordre secondaire. C'est aussi l'avis de M. de la Fitte-Clavé, officier dans le corps du génie, qui, dans un mémoire adressé au Roi, en 1778, sur les frontières de Flandre et de Hainaut, disait :

« C'est aux conquêtes que l'on a faites qu'on doit attribuer la multitude des places de la frontière entre Dunkerque et Charlemont. »

C'est encore l'avis du général Paixhans, qui, dans son remarquable ouvrage : *Force et faiblesse de la France*, dit, page 224 :

« Quant aux places qui ne sont pas utiles, elles sont coûteuses, et le mieux, c'est de vendre les matériaux et de les raser... »

Selon moi, les qualités d'une place de campagne sont de pouvoir donner deux ou trois jours asile à une division armée, avec le degré de force nécessaire pour donner sûreté à un commandant d'un courage ordinaire... A cette opinion personnelle je me bornerai à ajouter encore cette citation.

Napoléon, écrivant au comte Dejean, 26 juin 1806, pour lui indiquer la possibilité de suppléer aux petites places par ce qu'il appelle de simples postes de campagne, disait :

« L'ennemi, à la vérité, pourra prendre une place de campagne en peu de jours s'il fait arriver un équipage de siège ; mais, avec un équipage de siège, il en

est à peu près de même aujourd'hui pour nos places à grosses fortifications : et, d'ailleurs, ce qui retarde l'ennemi, c'est moins l'exécution d'un siège que la réunion et le transport des équipages qu'exige cette opération... »

En résumé, j'adopte les conclusions de M. le capitaine V... en ce qui concerne le rôle des grandes places; avec lui, je suis convaincu qu'on en viendra, comme mesure générale, à créer des forts extérieurs suffisamment éloignés pour soustraire les établissements civils à l'effet des batteries de l'ennemi...

Mais, contrairement à son opinion, je pense que les petites places ne doivent être maintenues que très exceptionnellement; car, pour jouer un rôle sérieux, elles demanderaient des modifications qui entraîneraient à des dépenses au-dessus de nos ressources budgétaires, et il est toujours possible d'y suppléer par des postes improvisés au moment où la guerre va éclater... et qui suffisent parfaitement pour appuyer les opérations des troupes qui agissent en rase campagne.

Il y aurait bien quelques erreurs de fait et d'appréciation à relever dans le travail de M. le capitaine V..., mais ce serait trop long; l'organisation de la garde nationale mobile ne m'en laisse pas le loisir. Je me bornerai à dire qu'il me paraît être dans une singulière erreur lorsqu'il avance que Bitche et Phalsbourg occupent les deux plus importants passages des Vosges...., et qu'avant 1789 les campagnes de Turenne avaient déjà fait voir les avantages que l'on en peut tirer.

Les positions de Hochfelden et de la Petite-Pierre ont joué certainement un rôle plus important dans la campagne de 1674 que Phalsbourg et Bitche, de même que Turenne avait désigné la position de Winden (sans places fortes) comme bien autrement importante et facile à défendre que les lignes de la Queich et de la Lauter.

Neu-Hornbach, Pirmasens, Annweiler, Nothweiler, ont joué un plus grand rôle dans nos premières campagnes de la République que toutes les petites places de la basse Alsace et de la Sarre.

Enfin, je ne partage nullement l'admiration de M. V... pour le plan de campagne de Dumouriez en 1792 et pour le rôle qu'ont joué nos places fortes.

Je crois que la France n'a dû son salut qu'aux *hésitations et au défaut d'entente des coalisés*. Si le duc de Saxe-Teschen, au lieu d'immobiliser ses trente-cinq mille hommes dans le nord, où il n'avait pas grand'chose à redouter des cinq mille hommes retranchés dans le camp de Maulde, avait fait ce que firent, en 1814, les généraux Bulow et Winzingerode, c'est-à-dire s'il était venu rejoindre l'armée prussienne et autrichienne dans le bassin de l'Oise et de l'Aisne, sa jonction opérée, il s'assurait de leur ligne d'opération par Verdun, Longwy, Luxembourg et Coblentz, et les événements eussent été tout autres, surtout si les Prussiens, au lieu de laisser leurs magasins dans la place ouverte de Spire, les avaient mis en sûreté à Mayence, et si les troupes disséminées le long du Rhin étaient venues se masser entre Coblentz et Trèves.

« Quant à la manœuvre aussi sage que hardie par laquelle Dumouriez réussit, en partant de Sedan, à masquer le corps de Clerfayt qui occupait Stenay pour prévenir les Autrichiens au défilé de Grand-Pré... », opération que le capitaine V... appelle « un coup de vigueur et d'audace justement admiré par tous les historiens », là encore je ne suis pas de son avis ; je partage plutôt l'opinion de Gouvion-Saint-Cyr et du ministre Servan, qui considéraient cette marche de flanc comme une chose insensée.

Non, non, il ne faut pas citer cette campagne comme un modèle de stratégie et de tactique ; ce général a été plus heureux qu'habile, et son plus grand mérite, c'est de n'avoir pas perdu courage dans un moment où tout le monde considérait la partie comme désespérée...

Le capitaine V... dit encore quelque part : « Hoche entreprit tout d'abord de déboucher de la Lorraine en Alsace par les défilés de Pirmasens et de Kaiserslautern ; mais ces passages étaient au pouvoir des alliés ; il résolut alors de déboucher par la route dont la petite place de Bitche lui assurait le débouché. (Bitche ne commande aucun débouché ; on passe aussi bien et même mieux par les cols de Lemberg, de Puberg, Rosteig, Meisenthal, Goetzenbruck.) Le plan était moins avantageux, en ce sens qu'il amenait les républicains sur le flanc de l'armée ennemie et non point sur ses derrières, et que sa réussite ne délivrait qu'une partie de l'Alsace... »

Quelle erreur ! le plan était le seul rationnel, puisqu'il permettait d'opérer la jonction des armées de la

Moselle et du Rhin, et assurait la victoire, qui aurait débarrassé le territoire des armées ennemies.

Hoche, débouchant sur les derrières des alliés, au delà de Landau, s'exposait à être écrasé par les forces prussiennes et autrichiennes avant que l'armée du Rhin eût pu dépasser Haguenau. Tous ses contemporains lui ont vivement reproché le temps perdu par ses folles tentatives sur Pirmasens et Kaiserslautern.

Un mot encore, et j'ai fini :

La reddition de Soissons a eu des conséquences funestes; mais est-ce au mauvais état de la place, à son défaut d'armement, qu'il faut en attribuer la cause?

M. V... ne cite-t-il pas l'exemple de Nogent, où quelques ouvrages de fortifications passagères avaient été élevés par ordre de l'Empereur? Mais comme ils n'étaient qu'ébauchés, et que d'ailleurs leur défense eût exigé quatre fois plus de monde, le colonel Voirot, qui s'y trouvait, se contenta de créneler les premières maisons de la ville, et en défendit si bien l'accès à l'ennemi que celui-ci dut chercher un autre passage.

Supposons Voirot à Soissons et Moreau à Nogent, que fût-il advenu?

De plus, le pont de Nogent tourné par l'ennemi, Voirot abandonne sa position et va rejoindre le gros de l'armée. Si la place eût été fortifiée régulièrement, il était condamné à y rester, et les troupes dont il disposait étaient perdues pour le reste de la campagne. En voyant les choses de parti pris, on les juge mal et on tire de fausses conclusions. En résumé, il faut des

places, pas trop n'en faut, parce qu'il les faut de bonne qualité, ce qui coûte fort cher, et que tous les éléments de force d'un pays sont limités par ses ressources budgétaires et le chiffre de sa population.

Sur ce, mon cher colonel, je vous serre bien cordialement la main et vous renouvelle l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

Au général Faure.

Strasbourg, 17 janvier 1868.

MON CHER AMI,

Nous vous rendons de tout cœur les vœux que vous nous exprimez à l'occasion de la nouvelle année. Que réserve-t-elle à notre pays, cette année 1868? Qui oserait le dire? En présence des hésitations, des fluctuations, des contradictions de notre gouvernement, il est impossible de prévoir quelque chose. Comme me l'écrivait tout récemment de Paris un de nos amis, l'Empereur se porte bien, il semble calme et tranquille; a-t-il pris un parti? Personne n'en sait rien.

Au printemps prochain, nous pourrons avoir une armée de quatre cent mille hommes, avec un peu d'efforts, 800 pièces attelées et 100 mitrailleuses. Nous posséderons 400,000 fusils se chargeant par la culasse et 35,000 chevaux de cavalerie.

Il est bien déplorable que la loi de l'armée, en jetant

le désarroi partout, soit venue diminuer notre effectif; car, si nous partions au printemps, nous n'aurions que six contingents, vu que celui de cette année ne pourra être appelé qu'au mois de juillet, et, quelque hâte que l'on se donne, il ne sera utilisable qu'au mois de septembre. La garde nationale mobile ne sera pas organisée; c'est donc une perte sèche. — D'ailleurs, serait-elle organisée, qu'elle n'équivaudrait pas au contingent que nous perdons. Déduction faite des 14 pour 100 de dispensés, de la mortalité, des mariés, etc., cette garde nationale ne donnera pas cent cinquante mille hommes pour les années 64, 65, 66, 67. Il est évident que cela ne vaut pas le contingent qui aurait pu nous rejoindre au mois de mars. Des gens raisonnables déduiraient de tout cela que nous n'aurons pas la guerre cette année.. Cependant elle semble si nécessaire, dans l'intérêt de la France, que j'aime mieux fermer les yeux et me dire que l'Empereur cache son jeu, qu'il espère suppléer par un redoublement de bonne volonté, d'entrain et d'activité à tout ce qui manque dans notre préparation. Je ne veux pas supposer un instant qu'il se résigne à déchoir et à laisser déchoir notre pays. Telles sont mes appréciations.

Maintenant, voici celles d'un homme qui habite Paris et n'est pas de nature trop pacifique. Notre ami Bourbaki m'écrit ce qui suit en date d'hier : « Il paraît que les nouvelles arrivées d'Italie et de Prusse sont des plus pacifiques. Tout le monde croit à la paix. On assure que la Prusse a de grands embarras politiques,

et cela en dehors de la misère qui la tourmente. Je trouve que cette situation devrait nous engager à précipiter le mouvement et à prendre Mayence; les efforts que nous aurions à faire seraient d'autant diminués... Mais M. Rouher a donné hier au soir des explications si catégoriques et si publiques dans un salon, qu'il faut absolument penser que nous resterons toute cette année dans l'état le plus calme... » A ce raisonnement de Bourbaki, je ne ferai qu'une objection : est-il bien certain que M. Rouher connaît toute la pensée de l'Empereur? Notre souverain lui-même a-t-il un plan de conduite parfaitement arrêté? Je crois en effet que nous n'aurons pas la guerre au mois d'avril; mais au mois de juillet ou d'août, c'est une autre affaire. Les Prussiens paraissent être de cet avis et continuent à se préparer comme si la guerre était inévitable.

Il m'est revenu, dans ces derniers jours, d'assez curieux détails sur certains travaux qui s'exécutent en ce moment sur la rive droite du Rhin, à hauteur de Markolsheim, entre Neuf-Brisach et Strasbourg. Il y a là un point qui présente de très grands avantages pour un passage de la rive droite sur la rive gauche (1). Le

(1) Les Allemands étudiaient à ce moment les divers points sur lesquels ils pourraient franchir le Rhin, et Markolsheim fut l'objet d'une attention particulière de leur part. Mais si ce point présentait des avantages, il offrait aussi des dangers, signalés par le général Ducrot dans cette lettre, et qui n'échappèrent pas aux Allemands. En 1870, c'est par le nord de l'Alsace que se produisit l'invasion. Ils se bornèrent à faire exécuter du côté de Markolsheim des démonstrations de faux préparatifs de passage par des contingents du sud. Ce faux mouvement inquiéta le général Félix Douay, et fut une des principales causes qui empêchèrent le 7e corps d'assister à la bataille de Frœschwiller.

fleuve décrit une courbe dont le rentrant est du côté de l'ennemi ; aux deux extrémités du croissant se trouvent des hauteurs escarpées qui dominent de beaucoup la rive gauche ; un bras du Rhin parfaitement couvert permet de préparer l'embarquement en toute sécurité. L'ennemi a sur ses derrières les importantes positions du Kniebis, de Freudenstadt, du val d'Enfer, de nombreuses voies ferrées qui permettent une concentration rapide. Devant lui, à vingt kilomètres du Rhin, l'excellente position de Ribeauvillé d'où partent trois routes superbes qui travervent les Vosges aux cols de Sainte-Marie-aux-Mines, du Bonhomme, de la Pentroye, et débouchent dans les hautes vallées de la Meurthe et de la Moselle. Sur le Rhin moyen, de Germersheim à Coblentz, l'ennemi occupe une si forte position qu'il est libre de prendre l'offensive ou de rester sur la défensive.

Des considérations stratégiques et politiques l'engageront probablement à prendre ce dernier parti. S'il veut couvrir les États du Sud et les entraîner dans son action, il portera rapidement son offensive dans le Haut-Rhin.

Depuis Turenne, on a répété cent fois que la meilleure manière de défendre la rive gauche du Rhin est de prendre l'offensive sur la rive droite, et réciproquement.

Dans les récentes discussions à la Chambre, on a affirmé que la France, en cas de guerre, devait prendre immédiatement l'offensive. Les Prussiens sont donc bien prévenus à ce sujet et agiront en conséquence.

Supposons qu'au début des hostilités ils aient trois

armées actives : la première échelonnée vers Coblentz, la deuxième vers Mayence, la troisième sur le Mein, de Francfort à Wurtzbourg. Les deux premières faisant quelques vigoureuses démonstrations entre Rhin et Moselle attirent notre attention de ce côté. La troisième, transportée rapidement par les voies ferrées de la rive droite, viendra prendre position en face de Kehl, qui sera, suivant toutes probabilités, un de nos premiers objectifs ; mais, au lieu d'attendre l'attaque de ce côté, elle laissera tout juste ce qui est nécessaire pour défendre le passage, et, se transportant par une seule marche en face de Markolsheim, elle franchira facilement le fleuve et marchera sur Ribeauvillé. Si l'opération réussit, et elle a grandes chances de réussir, les contigents wurtembergeois, bavarois et badois entrent immédiatement en action et, franchissant le fleuve sur les traces des Prussiens, les appuient et assurent leurs communications en observant et masquant nos places de Strasbourg, Belfort, Neuf-Brisach. Alors les deux armées du Nord, faisant un vigoureux effort en avant, marchent sur Nancy, qui est aussi l'objectif de l'armée du Haut-Rhin.

Cette audacieuse combinaison rentre tout à fait dans la manière de faire des états-majors prussiens, et ici l'audace est justifiée par la perspective des immenses résultats que donnerait le succès.

Mais il suffit d'avoir deviné les projets de l'ennemi et de suivre attentivement ses mouvements pour être en mesure de déjouer ses projets et de les faire tourner à notre avantage.

La voie ferrée de Nancy à Raon-l'Étape et Saint-Dié nous donne les moyens de porter en vingt-quatre heures sur la crête des Vosges toutes les forces nécessaires pour défendre de front ces positions. Les voies ferrées de la rive gauche du Rhin nous donnent les moyens de porter vers Mutzig et Schelestadt les forces nécessaires pour nous jeter sur le flanc droit de l'ennemi engagé dans les défilés difficiles des Vosges; la vallée de la Bruche assure une communication excellente pour relier les mouvements de ces différents corps vers le col de Saale et apporter dans cette opération tout l'ensemble nécessaire.

Pendant qu'elle s'effectuera, il suffira de laisser dans le nord des Vosges et sur la Saare, ou derrière la Seille, les forces strictement nécessaires pour défendre le terrain pied à pied et retarder la marche de l'ennemi qui s'avancera par le nord dans la direction de Nancy. Nous pourrons en même temps passer le Rhin au-dessus de Seltz, à Münchausen, prendre position à Durbach, Bruchsal et Heidelberg, menaçant ainsi à la fois les vallées du Necker et du Mein, c'est-à-dire les bases d'opérations des armées engagées dans le Haut-Rhin et sur la rive gauche du Rhin moyen. Le premier résultat de cette opération sera d'arrêter les contingents des États du Sud, dont les capitales seront menacées, et de faire rétrograder sur la rive droite du Rhin une partie des forces engagées sur la rive gauche, puisque la route de Berlin serait menacée par nous. L'armée ennemie du Haut-Rhin anéantie, ce qui n'est pas douteux, nous

reprendrions une vigoureuse offensive sur toute la ligne.

Je vous donne toutes ces indications *grosso modo*, mais le détail est arrêté dans ma tête et même sur le papier.

En voilà déjà trop long, et il est temps de finir; je le fais en vous annonçant que nous nous portons tous à merveille; qu'après avoir traversé très heureusement les froids les plus rigoureux, nous jouissons avec délices d'un temps superbe et d'une température de printemps.

Les misères de notre pauvre Algérie sont navrantes; mais, étant absolument impuissant à y porter remède, je ferme les yeux et ne veux pas regarder de ce côté.

Recevez, etc.

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 12 février 1868.

Vous avez bien raison, cher ami, de me reprocher ma paresse. Il y a des siècles, en effet, que je n'ai causé avec vous; mais j'aurais bien des excuses à alléguer...

Si les apparences se sont un peu modifiées depuis quelque temps dans un sens pacifique, le fond des choses reste toujours le même, et, comme le disait très bien M. Rouland au Sénat, les causes de conflits n'ayant pas disparu, la prudence la plus vulgaire nous commande de rester en mesure de parer à toutes les éventualités.

Je causais avant-hier avec un de nos diplomates clairvoyants (l'espèce en est rare), qui arrive d'Allemagne; entre autres choses fort intéressantes, il me disait : « En ce moment, le gouvernement prussien se montre très circonspect, très accommodant; on en paraît enchanté aux Tuileries, et on a raison, si l'on comprend qu'il faut profiter de cette circonstance pour parachever notre préparation; mais on aurait grand tort si l'on prenait au sérieux ces démonstrations et si l'on s'endormait dans une funeste quiétude.

« La Prusse n'a renoncé à aucun de ses ambitieux projets; elle les a simplement ajournés, parce qu'elle est convaincue que chaque jour de paix consolide son œuvre, augmente sa force dans une notable proportion, tandis que nous nous affaiblissons et que se développent les germes de dissolution de notre vieille société. D'ailleurs, l'empereur Napoléon est âgé, sa santé très ébranlée, ses facultés directrices ne peuvent que baisser, et le moment n'est pas loin peut-être où la France, menacée de révolution, aura trop à faire chez elle pour pouvoir intervenir dans les affaires extérieures. Alors la Prusse, maîtresse absolue de la situation, pourra mettre à exécution ses ambitieux projets sans rencontrer aucune résistance, sans rien donner au hasard. »

Telles sont à peu près les idées qui ont cours dans les hautes sphères gouvernementales de Berlin, et, malheureusement, il y a beaucoup de vrai dans tout cela. Cependant, tous ces beaux calculs pourraient bien être déjoués, car, d'après ce qui me revient de Paris et ce

que je vois ici, il me paraît certain que notre préparation se poursuit toujours très sérieusement et que, parmi les hommes les plus dévoués à l'Empereur et les plus écoutés, il en est qui sont convaincus que la guerre seule peut nous sortir des embarras dans lesquels nous ont plongés une fatale imprévoyance et une misérable faiblesse. Mais tout cela ne nous empêche pas de commettre chaque jour de nouvelles bévues qui nous rendent la risée de l'Europe. Les journaux ont parlé dernièrement de Hanovriens réfugiés en Alsace et en Lorraine ; voici ce qu'il y a de vrai à ce sujet : A la suite de la campagne de 1866, les meilleurs débris de l'armée hanovrienne, officiers, sous-officiers et soldats, s'étaient réfugiés en Hollande, où ils ont vécu quelque temps organisés militairement et soldés par le roi de Hanovre (1).

(1) Le roi de Hanovre n'avait renoncé à aucun de ses droits, et, réfugié à Vienne, espérait toujours remonter sur le trône, avec l'appui de la France. Comptant sur une guerre prochaine, il voulait être en mesure d'en bénéficier, mais prétendait y prendre part à titre de souverain allemand allié à la France, et non comme simple protégé de Napoléon III. Il voulait que, à côté de l'armée française, une armée hanovrienne à sa solde, à ses ordres, soutînt ses droits et reconquît son trône. En conséquence il avait fait recruter en Hanovre, non seulement parmi ses anciens soldats, mais parmi les jeunes gens réfractaires à la loi de recrutement prussienne, les éléments d'une légion, qui, créée hors du pays, organisée en compagnie et pourvue de ses cadres, devait se tenir en tous temps dans les pays limitrophes, prête à entrer en Hanovre pour seconder l'armée française. L'empereur Napoléon, le moment venu, fournirait les armes. Cette légion fut en effet créée en Hollande et y séjourna quelque temps, soldée par le roi George. Mais cette émigration continue, le grand nombre des réfractaires qui passaient en Hollande attirèrent l'attention de la Prusse, qui, mise au fait par ses agents de toute cette organisation, exigea du roi de Hollande l'expulsion de la légion hanovrienne.

Après avoir été de même obligée de quitter la Suisse, puis de se disper-

Sur les observations du gouvernement prussien, ils ont été expulsés de Hollande et se sont réfugiés en Suisse; mais bientôt les mêmes causes les ont obligés à passer sur notre territoire. Nous les avons vus arriver par bandes de cinquante, soixante et quatre-vingts hommes, sans armes, bien entendu, mais en ordre parfait et obéissant très exactement à leurs officiers. Ordre est venu du ministère de l'intérieur de les interner dans les places de Wissembourg, Haguenau, Schelestadt, Phalsbourg, etc.; ils ont vécu là pendant quelques jours en très bonne intelligence avec nos soldats, leur donnant l'exemple de la bonne conduite et de la discipline la plus parfaite. Ils étaient dispersés et logés à leurs frais chez l'habitant; mais, tous les matins, ils se réunissaient pour répondre à l'appel, recevoir les ordres et prendre leurs repas en commun. Un beau jour, comme il était facile de le prévoir, la Prusse a fait ses observations à la France comme elle les avait faites à la Hollande et à la Suisse. Nous n'avons pas eu l'infamie de mettre ces malheureux exilés à la porte de chez nous, mais nous les avons dispersés dans nos départements du Centre où ils sont en ce moment. Il y a donc là encore une petite avanie que nous pouvions facilement éviter; il suffisait, pour cela, de prendre, dès le premier jour,

ser en France, elle dut finalement se dissoudre, parce que, la paix se prolongeant, les ressources du roi de Hanovre s'épuisaient. Au moment où éclata enfin la guerre de 1870, M. de Bismarck fut assez adroit pour gagner à prix d'argent les anciens chefs de cette légion, et, en accordant à tous amnistie complète, à beaucoup des pensions, il se délivra de toute inquiétude de ce côté.

la mesure qui aujourd'hui vient de nous être imposée par la Prusse et qui produit un très fâcheux effet...

A son frère.

Strasbourg, 17 février 1868.

MON CHER AMI,

Le maréchal Bazaine vient de passer trois jours avec nous. Parti à cheval de Nancy, mardi dernier, il a couché à Lunéville, le lendemain à Sarrebourg, le jeudi à Saverne, et est arrivé à Strasbourg vendredi.

Cette première journée a été employée aux réceptions officielles, visites, etc.; le soir, au théâtre. Le lendemain, nous avons visité les fortifications et les environs de la place; le maréchal a dîné à la division. La matinée du dimanche, visite de l'hôpital et des principaux établissements, messe à la cathédrale, etc.

J'avais dix bataillons et huit batteries, et nous avons pu exécuter quelques jolis mouvements avec beaucoup d'ensemble et de précision.

Le maréchal considère la guerre comme inévitable et très désirable pour sortir de la triste situation dans laquelle nous ont placés les événements de 1866. Il ne paraît pas croire qu'elle éclate au printemps de cette année, cependant il ne considère pas la chose comme impossible.

A l'appui de cette opinion, il me citait ce qui s'est passé en 1859. Jusqu'au dernier moment, disait-il, on

a protesté d'intentions pacifiques, d'espérances, d'arrangements ; le ministre de la guerre ne prenait aucune disposition, ne voulait en prendre aucune ; puis, un beau matin, les uns et les autres, nous avons reçu l'ordre par le télégraphe de nous mettre en route pour Gênes, par Lyon, par Grenoble...

Les choses peuvent donc se passer encore ainsi ; l'Empereur, se croyant beaucoup mieux préparé qu'il ne le sera réellement, peut très bien prendre une résolution subite, et alors il faudra encore une fois *nous débrouiller*.

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 16 mars 1868.

MON CHER AMI,

Il n'a jamais été question de mon changement, et cela pour deux bonnes raisons : la première, c'est que le général Sol n'atteint la limite d'âge qu'au mois d'avril 1869 ; la seconde, c'est que la situation ne me paraît pas encore assez nettement dessinée pour que je pense à abandonner mon poste d'avant-garde. J'ignore encore ce qui a pu donner lieu au bruit inséré d'abord dans la *Patrie*, et reproduit ensuite par plusieurs journaux (1). Il est vrai que mes regards se tournent sou-

(1) Ces bruits venaient de l'entourage même de l'Empereur, où l'on aurait voulu se débarrasser de l'importun commandant de Strasbourg, et des vérités « attristantes » qu'il ne cessait de dire au souverain. C'était un ballon d'essai.

vent vers notre province, où m'attirent tant de liens de famille et d'amitiés; mais je ne peux penser à m'y établir définitivement, tant que la paix ne sera pas mieux assurée. Nous n'en sommes encore qu'aux protestations pacifiques, on s'embrasse, on se caresse... Cependant, de part et d'autre, les armements et les préparatifs de guerre ne se ralentissent pas. On ne se fait aucune concession sérieuse, et les causes de conflits n'ont pas disparu; je dirai même qu'elles ne sont pas atténuées. Avez-vous vu quelquefois deux mâtins grogner en se montrant les dents? Après quelques instants, les grognements cessent, les lèvres s'abaissent, les dents disparaissent; mais, si l'un des deux se retourne et montre la queue, l'autre se jette sur lui, et le combat devient acharné. Nous en sommes là avec nos amis les Prussiens; nous vivons en paix, à condition de rester toujours prêts à nous mordre; vienne l'occasion favorable pour les uns ou les autres, et vous verrez la lutte s'engager. Il est certain que, dans ce moment-ci, M. de Bismarck a de grands embarras intérieurs qui l'engagent à éviter soigneusement toute cause de conflits extérieurs. Il espère qu'avec le temps ces embarras disparaîtront ou s'atténueront, et que, au contraire, les nôtres augmenteront; que, peut-être, de nouvelles difficultés se produiront pour nous.

Serons-nous assez simples pour continuer à faire le jeu de nos adversaires? Laisserons-nous le boa digérer sa proie et attendrons-nous que, cette digestion faite, il puisse s'élancer sur nous plus vigoureux, plus audacieux

que jamais? Je ne puis le croire; cela serait trop contraire aux règles du bon sens et de la logique, aux véritables intérêts de notre pays. Comment expliquer alors les sacrifices, les efforts que nous faisons pour mettre notre armée et notre marine sur un pied formidable? Il me paraît évident que nous ne ferons rien cette année, notre préparation est encore trop incomplète. L'Autriche, sur laquelle nous devons compter pour engager avantageusement la partie, n'est pas encore suffisamment remise de ses désastres de 1866, mais elle travaille avec suite et ardeur à réorganiser son armée, à refaire et à compléter son armement; elle reprend de l'influence sur les États du sud de l'Allemagne, et, si quelque nouvel incident intérieur ne vient pas la troubler dans sa marche, elle sera vraiment en très bonne situation l'année prochaine. Les causes de conflits avec la Prusse ne lui manqueront pas; elle pourra engager la partie, et nous pourrons alors la suivre sans crainte de surexciter le sentiment national des Allemands et de les coaliser contre nous.

Voilà, ce me semble, la politique que nous devrions suivre, le jeu que nous devrions jouer. Est-ce la pensée de nos gouvernements? Je l'ignore; j'avoue même que l'intervention du prince Napoléon, dans ces affaires d'Allemagne, est pour moi un mauvais indice : Italien avant tout, il a l'Autriche en horreur et, j'en suis convaincu, ne ferait rien pour consolider notre alliance avec elle. Mais en voilà bien assez long sur ce sujet. Qui vivra, verra!

Le général Ducrot, au printemps de 1868, désireux de juger par lui-même l'état des esprits en Allemagne et la situation militaire de nos ennemis, entreprit personnellement une tournée sur les bords du Rhin : il était accompagné du capitaine S..., qui, depuis plusieurs années, étudiait ces contrées et qui, grâce à ses relations de famille et à sa connaissance approfondie de la langue allemande, lui avait déjà fourni la matière de tant de rapports intéressants envoyés au ministre de la guerre.

Au retour, le général fit parvenir au ministre un mémoire détaillé, dont il envoya un double au général Frossard. Dans ce mémoire il donne des renseignements précis sur les positions de Heidelberg et Darmstadt ; sur l'état des fortifications de Mayence, les points à occuper pour l'investissement, les points d'attaque ; sur les travaux exécutés autour de Landau. Il termine par des observations diverses sur l'armée prussienne. Les renseignements relatifs aux places sont d'ordre trop technique pour être insérés ici, et ont d'ailleurs aujourd'hui perdu de leur intérêt. Mais le lecteur sera peut-être curieux de connaître la seconde partie, qui concerne spécialement l'armée allemande.

Excursion militaire en Allemagne.

Darmstadt.

Il existe à la porte sud de Darmstadt, près de la gare du chemin de fer, un terrain de manœuvre magnifique, comme nature du sol et étendue. Je ne crois pas qu'il en existe un pareil en France, même dans nos villes de garnison les plus importantes. Nous y avons vu des troupes de différentes armes, qui faisaient l'instruction de détail d'après la méthode prussienne.

Les hommes nous ont paru assez forts et bien constitués; tous sont très jeunes, à part quelques sous-officiers dans la force de l'âge; ils sont généralement plus grands que les soldats prussiens et ont moins de raideur; leur tenue est bonne, leur marche régulière ; mais ils ont, comme les soldats prussiens, une détestable chaussure dont je parlerai lorsque je m'occuperai de ceux-ci.

Les officiers subalternes sont presque tous jeunes et ont une excellente tournure.

Nous avons visité en détail la caserne des chevau-légers : les bâtiments sont généralement fort mal entretenus, les écuries basses et peu aérées. Les chevaux sont médiocres et en assez mauvais état, maigres et le poil piqué; la plupart sont des chevaux hongrois, ou plutôt des chevaux achetés en Hongrie.

Les officiers n'en sont pas contents, ils les trouvent très inférieurs aux chevaux allemands, et c'est uniquement par raison d'économie qu'on va les chercher si loin. Les mêmes officiers, qui nous faisaient ces observations, ont ajouté que la ration était très insuffisante, et c'est à ce motif qu'il faut attribuer leur maigreur et leur mauvais état.

Mayence.

Le harnachement est placé dans les écuries, derrière les chevaux; il nous a paru en assez piteux état.

La garnison de Mayence est composée de quatre régiments d'infanterie, six batteries d'artillerie, un batail-

lon de pionniers et deux escadrons de dragons. Toutes ces troupes sont fort exercées et toujours tenues en haleine. Les soldats d'infanterie sont tous très jeunes, généralement petits et faibles; livrés à eux-mêmes, ils marchent mal, les pieds en dedans.

La tenue est d'une uniformité parfaite et présente une vue d'ensemble très satisfaisante. En la détaillant, nous trouvons que l'habillement est simple, commode et parfaitement approprié à tous les besoins du soldat, en garnison comme en campagne.

Trois choses nous paraissent essentiellement défectueuses : la coiffure, la chaussure et le havresac. La coiffure est lourde, gênante; elle écrase ces petits hommes, surtout par la chaleur, et tous les cuivres dont elle est surchargée sont très apparents à de grandes distances.

La chaussure se compose d'une demi-botte, qui, de sa nature, est une détestable chose pour le fantassin; de plus, celles des troupes prussiennes nous ont paru mal confectionnées, le cuir est dur, le bout trop étroit, la semelle trop mince et trop étroite. Si ces bottes sont aisées, elles doivent ballotter au pied de l'homme et déterminer des blessures au talon et au cou-de-pied; si elles sont justes, elles doivent entrer et sortir difficilement lorsque le pied est gonflé par la chaleur et la marche. Au passage des ruisseaux ou dans les terrains marécageux, elles embarquent de l'eau et du sable ou de la vase, ce qui rend la marche très pénible. Si l'homme, après avoir marché longtemps à la pluie et

dans la boue, s'endort les pieds au feu du bivouac, le cuir se rétrécit, se racornit même, et les pieds sont blessés à la première marche.

C'est ce même motif qui, pendant nos longues expéditions d'Afrique, nous a fait renoncer complètement à la guêtre de cuir.

Le havresac est plus étroit et plus long que le nôtre, ce qui porte le centre de gravité trop bas, et la manière dont se fait le paquetage augmente cet inconvénient.

En effet, la capote, au lieu d'être placée en fer à cheval sur le sac, est roulée assez longue pour l'entourer complètement, de telle sorte que le quart du poids de la capote est reporté au-dessus du sac, ce qui tend à le rejeter encore plus en arrière et à tirer sur les bretelles. Avec de pareilles chaussures et un tel paquetage, le soldat prussien se trouve incontestablement, pour la marche, dans des conditions d'infériorité notables par rapport au soldat français.

L'instruction des officiers, sous-officiers et soldats est *parfaite,* en ce qui concerne l'école du soldat et l'école de compagnie. On ne peut s'en étonner lorsqu'on sait que, chaque jour, les compagnies ont deux longues séances sur le terrain, sans compter les séances de détail qui ont lieu dans l'intérieur des casernes et absorbent à peu près complètement tous les instants de la journée.

Dans l'armée prussienne, le capitaine est un personnage important qui conserve entièrement la direction et la responsabilité de l'instruction de la compagnie ; le

rôle du major ou chef de bataillon se borne à constater les résultats obtenus.

Un heureux hasard nous a permis d'assister à une revue trimestrielle passée par un de ces majors. Il était facile de voir toute l'importance que chacun attachait à bien faire en subissant cette espèce d'épreuve.

Après un examen minutieux de chaque homme défilant individuellement sous les yeux du major, la compagnie était réunie et exécutait le maniement d'armes, les feux et les principaux mouvements à l'école de compagnie.

Il faut avoir vu ces différents exercices pour se faire une idée exacte du degré de perfection auquel on peut amener ces hommes. C'est vraiment automatique. Une machine, mise en mouvement par un ressort ou un piston, n'arriverait pas à une exécution plus parfaite, et, il ne faut pas s'y tromper, tout s'exécute avec une vivacité dont nous n'approchons pas.

Les commandements sont peu nombreux, très brefs; à vrai dire, je crois qu'il n'y a pas de commandement d'avertissement. Mais les hommes sont si bien instruits, si attentifs, si parfaitement exercés, qu'il n'y a jamais d'hésitation.

La colonne de compagnie s'exécute particulièrement avec une rapidité magique : la compagnie est divisée en trois pelotons, et, à un commandement très bref, le premier peloton se ploie en avant du peloton du centre, le troisième peloton en arrière. La compagnie se reforme sur une ligne avec la même rapidité. A la manière dont

s'exécute le mouvement, il est facile de voir que c'est la formation la plus usitée dans l'armée prussienne, celle qui sert de base à toutes leurs combinaisons tactiques.

Il est incontestable que cette instruction du soldat si perfectionnée, cette exécution si parfaite et si prompte des volontés du chef, est un puissant élément de force pour une armée; l'on a ainsi plus de chance de maintenir l'ordre et d'assurer la bonne exécution des mouvements, au milieu du trouble du champ de bataille. Mais l'on peut se demander si la perfection, poussée à un tel excès, n'est pas acquise aux dépens de l'initiative individuelle, et si ces soldats, parfaits lorsqu'ils entendent la voix du chef, lorsqu'ils subissent son impulsion, ne perdraient pas toute leur valeur, une fois troublés par les émotions de l'action et désagrégés par le choc, par les mille incidents imprévus de la lutte.

C'est là, pensons-nous, le mauvais côté de ce système, bien approprié peut-être à la nature du soldat prussien, à la composition de cette armée dont les éléments sont mal fusionnés, mais qui, à coup sûr, ne conviendrait pas à la nature de nos soldats, plus disposés à se laisser entraîner par les sentiments généreux, par l'exemple de leurs chefs, qu'à subir une autorité absolue, à se soumettre à une obéissance passive. Bref, nous préférons nos soldats instruits, bien instruits, d'après la méthode française, que transformés par le rigorisme prussien.

En admettant qu'on pût y arriver, ce qui est douteux,

s'ils y gagnaient certains avantages, ils y perdraient certainement leurs plus précieuses qualités.

Pour juger complètement l'instruction du soldat prussien, il aurait fallu voir exécuter l'école des tirailleurs et le tir à la cible; malheureusement nous n'en avons pas eu l'occasion.

Tous les officiers, y compris les majors, sont jeunes et ont une excellente tournure militaire.

En suivant les remparts, nous avons remarqué des artilleurs qui étaient exercés au pointage avec les pièces placées dans les embrasures; un certain nombre de cibles étaient disposées dans les fossés et sur les murs d'escarpe, les artilleurs pointaient successivement sur ces différentes cibles, en adoptant les hausses convenables. C'est évidemment un bon exercice préparatoire; il familiarise les hommes avec le service de siège, les habitue à bien connaître les distances qui séparent les différentes parties de la fortification.

Cela vaut mieux certainement que toujours pointer sur un terrain horizontal, dans une cour de caserne ou dans un polygone.

Le général commandant la 6ᵉ division militaire,

A. Ducrot.

Strasbourg, 22 avril 1868.

Outre cet exposé militaire, le général Ducrot écrivit sur la situation politique un rapport que voici :

Rapport du général Ducrot, commandant la 6e division militaire, sur la situation politique en Allemagne (1868).

Depuis quelque temps, une vive réaction s'est produite dans le grand-duché ; l'esprit des populations est devenu très hostile à la Prusse et au gouvernement grand-ducal, que l'on considère avec raison comme lui étant absolument dévoué.

Les causes de ce mouvement, qui s'accentue chaque jour davantage, sont nombreuses.

En première ligne, l'antagonisme religieux pour la portion considérable de la population qui est catholique ; pour tout le monde, l'aggravation des charges militaires et l'augmentation des impôts, la suppression de l'école des cadets, transférée de Carlsruhe à Giesen ; les tendances avouées du gouvernement à laisser tomber l'université de Heidelberg au profit des universités de la Prusse, la conviction répandue dans toutes les classes que le grand-duc sacrifie les véritables intérêts du pays aux intérêts du roi Guillaume, son beau-frère.

Le mécontentement général est tel, me disait un homme considérable du pays, que l'on peut craindre de voir éclater quelques mouvements révolutionnaires

comme en 1849, et, chose triste à dire, il semble, aux allures et aux propos des gens du parti de la cour, que l'on serait heureux de voir ces faits se produire, afin de fournir une occasion toute naturelle à la Prusse d'intervenir dans nos affaires et de lancer ses troupes sur notre territoire !

L'armée, ou plutôt les officiers de l'armée sont très dévoués à la Prusse, d'une part parce qu'ils subissent l'impression du gouvernement, de l'autre parce que le nouveau ministre de la guerre prend toutes les mesures nécessaires pour améliorer leur situation et donner de l'avancement. C'est ainsi que, par un arrêté récent, il a décidé que la solde, payable autrefois le 26 de chaque mois, serait à l'avenir payée d'avance le 1er. Par le fait, c'est une gratification d'un mois de solde, puisque, pour passer de l'ancien état de choses au nouveau, les officiers toucheront, à quelques jours d'intervalle, la solde du mois échu et celle du mois suivant. Tous les officiers d'un certain âge sont retraités et remplacés par de plus jeunes, ce qui produit un mouvement considérable d'avancement. Mais cette satisfaction s'arrête à la troupe, pour laquelle rien n'a été fait jusqu'à présent et qui, puisée dans le sein de la population, partage ses impressions et ses passions. Aussi pourrait-on voir se reproduire les mêmes faits qu'en 1849, c'est-à-dire les soldats abandonner leurs officiers en face d'un mouvement populaire.

Pendant les deux jours passés à Mayence, j'ai beau-

coup vu, beaucoup entendu. Le capitaine S..., qui m'accompagnait, parle l'allemand comme le français; il connaît, d'ancienne date, plusieurs personnes appartenant aux différentes classes de la société; de plus, je m'étais ménagé quelques relations par l'intermédiaire d'honorables Strasbourgeois, entre autres avec un avocat de talent, aux idées un peu avancées, mais jouissant d'une grande notoriété et d'une véritable influence dans le pays. J'ai causé longuement avec lui, d'abord comme simple touriste; puis, lorsque je l'ai eu suffisamment sondé, je me suis fait connaître, et il s'est complètement ouvert à moi.

« En France, m'a-t-il dit, on juge très mal les populations de la rive gauche du Rhin; on a dit et répété que nous préférions être Français plutôt que Prussiens, mais qu'avant tout nous voulions rester Hessois et Bavarois. C'est le contraire qui est vrai; nous ne partageons nullement les sentiments allemands; nous ne nous marions pas de l'autre côté du Rhin, nous n'y envoyons pas nos enfants; bref, nous sommes complètement en dehors des intérêts et du mouvement allemands. Mais nous sommes fatigués d'appartenir à de petits États qui nous exploitent et sont incapables de nous protéger dans les moments de crise, qui ne nous donnent ni satisfactions morales ni sécurité matérielle.

« Tous les gens éclairés aspirent à faire partie d'un grand peuple, et, puisque le sort nous a placés sur la rive gauche du Rhin, nous voulons partager les destinées de la grande nation de cette rive. D'ailleurs, notre

réunion momentanée à la France n'a-t-elle pas laissé parmi nous des traces impérissables? C'est à elle que nous devons notre émancipation morale et matérielle. C'est de la Révolution française que datent notre organisation sociale, notre prospérité commerciale, notre code civil, en un mot, tous les bienfaits qui ont fait de nous une société libre et florissante. Notre plus cher désir a toujours été de rentrer dans le sein de la grande nation française, par les voies pacifiques. Depuis 1830, nous l'avons espéré plusieurs fois, mais jamais nous ne nous en sommes trouvés aussi près qu'en 1866. A ce moment, si les populations avaient été appelées à disposer d'elles-mêmes et à se prononcer par la voie du suffrage universel, le mouvement en faveur de la France eût été unanime : il n'y aurait pas eu 1 pour 100 d'opposants! Depuis, les choses se sont un peu modifiées, les déceptions ont été cruelles pendant ces deux dernières années; le parti prussien en a profité, et aujourd'hui l'on peut, sans exagération, l'évaluer à 40 ou 50 pour 100 de la population. Mais pourquoi? Parce que partout, ici, comme en Allemagne, comme en France, on répète sans cesse : « Il n'y a plus rien à espérer de l'empereur Napoléon; il n'a pas su profiter de l'occasion; aujourd'hui il est trop vieux pour oser tenter quelque chose de grand, il n'aspire qu'au repos; comme Louis-Philippe dans ses dernières années, il veut avant tout assurer sa dynastie, et il espère atteindre ce but en vivant en bonne intelligence avec tous les souverains de l'Europe. Napoléon nous abandonne, il n'y a plus

rien à espérer du côté de la France ! » Malheureusement, les faits, chaque jour, viennent confirmer ces tristes théories, et les plus ardents partisans de la France sont réduits au silence. Dernièrement encore nous avons eu un instant d'espoir; lorsque nous avons vu passer le prince Napoléon se rendant à Berlin, le bruit a couru qu'il allait s'entendre avec la Prusse pour la cession de la rive gauche. La joie a été grande, mais de courte durée; il n'y a plus d'illusions possibles ; on comprend très bien aujourd'hui que la guerre seule peut amener cette solution tant désirée. Et telle est la lassitude de cet état précaire, de cet éternel *qui-vive,* de l'incertitude, du malaise dans lequel nous vivons depuis trop longtemps, que les gens comme moi, pacifiques par caractère, par position, nous désirons ardemment cette guerre tant redoutée il y a quelques mois encore ! Je vous le répète, si vous devez faire quelque chose, hâtez-vous. La vérité est que toutes ces fractions de petits États réunis par la nature sur la rive gauche du Rhin et séparés violemment par des conventions politiques, ont des intérêts et des sentiments communs, qu'ils aspirent à se réunir et repoussent toute combinaison nouvelle qui les séparerait encore. Les sympathies prussiennes dominent peut-être sur les rives de la Moselle, mais c'est le contraire qui existe ici à Mayence, à Landau et dans tout le Palatinat. Sujets de la Prusse, de la Hesse ou de la Bavière, nous voulons avant tout nous unifier, et nous comprenons que notre sort ne sera complètement assuré, nos véritables intérêts sauve-

gardés, qu'à la condition de faire partie d'une grande nation. Si la France n'est pas assez forte, assez résolue pour nous prendre sous son patronage, pour nous ouvrir ses bras, nous nous jetterons dans ceux de la Prusse, de cette nation jeune et pleine de sève, à laquelle semble appartenir l'avenir ! Mais que la France fasse preuve de force et de volonté, et c'est vers elle que nous entraînera tout naturellement le courant de nos sympathies et de nos intérêts.

« L'évêque de Mayence, personnellement, est hostile à la France, parce que c'est un ultramontain exalté et qu'il ne pardonne pas à l'empereur Napoléon ses luttes avec Rome; mais son clergé et les vingt-cinq mille catholiques de Mayence ne partagent pas ses idées exagérées; c'est un élément considérable dont les sympathies sont assurées à la France.

« Les idées que je vous ai exprimées dominent tellement aujourd'hui que, malgré le mécontentement qui règne dans les villes et les campagnes par suite de l'aggravation des charges militaires et des impôts, les dernières élections ont été favorables au parti prussien sur la rive gauche. C'était bien plus une manifestation contre le gouvernement des petits États, contre l'état actuel des choses, qu'une preuve de nos sympathies pour la Prusse.

« Cette manière de voir et de penser ne m'est pas personnelle, croyez-le bien; elle est partagée par les médecins, les avocats, les notaires, les négociants, par tous les gens éclairés des villes et des campagnes; c'est

ce qui se dit tous les jours dans les cercles, les brasseries, sur les places publiques comme dans les réunions intimes. Si vous le désirez, je vous remettrai la liste de tous les notables du pays, de tous ceux qui, par leur caractère, leur position, leur fortune, jouissent de quelque influence ; vous pourrez les interroger, les faire interroger, et vous verrez qu'il n'y a qu'une manière de voir et de penser parmi nous. »

Tel est à peu près le résumé de cette conversation qui, commencée à neuf heures du soir, au pied de la statue de Gutenberg, ne s'est terminée qu'à une heure du matin devant la porte de mon hôtel.

C'est en effet, j'en suis convaincu, l'opinion qui domine parmi les classes éclairées.

Quant au peuple, c'est-à-dire aux ouvriers et aux paysans, ils affichent avec une extrême violence leurs sentiments de haine contre les Prussiens. « Ces gens, disent-ils en parlant d'eux, ne sont pas à leur place ici ; ils n'ont rien à faire de ce côté du Rhin ; nous espérons bien que les Français viendront nous aider à nous en débarrasser un jour ou l'autre. »

Le capitaine S..., étant entré en conversation, près du village de Weissenau, avec des paysans qui travaillaient dans les vignes, leur demanda : « Eh bien ! comment vivez-vous avec vos nouveaux hôtes ? — Comme on vit avec le diable quand on ne peut pas s'en débarrasser !

— Ils ne sont donc pas aimables tous les jours? » reprit S... — « Aimables ! ils ne savent qu'imaginer pour

nous tracasser. Tenez, vous voyez bien ces vignes, ces vergers, ces champs cultivés ; avant-hier, ils s'amusaient à manœuvrer là dedans, piétinant tout, cassant les échalas, les jeunes pousses, détruisant les clôtures ; nous en avons pour huit jours à réparer les dégâts qu'ils ont faits.

— Mais ils vous donneront sans doute une indemnité pour cela ?

— Des indemnités ! les Prussiens donner des indemnités ! Ils prennent tout et ne rendent jamais rien. Oh ! si les Français voulaient nous aider à nous en débarrasser, ils nous rendraient un fameux service ! »

Ces propos nous ont été répétés par de petits marchands, des employés de chemin de fer, des cochers de fiacre, et cela spontanément, sans aucune provocation, sans aucune ouverture de notre part ; aussitôt que l'on reconnaissait en nous des Français, les visages s'épanouissaient, les langues se déliaient et les gens semblaient trop heureux de pouvoir exposer leurs griefs.

En résumé, dans la partie de l'Allemagne que nous avons visitée, le mécontentement est général, personne ne considère comme possible le maintien prolongé du *statu quo*.

Ou la Prusse doit achever son œuvre, c'est-à-dire s'étendre de la mer du Nord aux Alpes et reconstituer ainsi, à son profit, l'empire germanique, ou elle doit être refoulée violemment derrière les lignes du Rhin et du Mein, et tout le monde est convaincu que l'une de ces deux solutions ne peut être obtenue que par une

guerre terrible entre la France et la Prusse ! Chose étrange, mais incontestable, cette guerre est ardemment désirée par les populations des États déjà annexés, comme par ceux qui sont menacés de l'être prochainement. La Prusse elle-même considère la lutte comme inévitable, mais n'est nullement pressée de la voir éclater ; car chaque jour de paix est mis à profit pour consolider la partie de l'œuvre déjà accomplie et préparer l'avenir. Cette préparation, elle la poursuit avec une superbe énergie et une admirable prévoyance (1) !

Le ministre de la guerre au général Ducrot.

Paris, 11 avril 1868.

Mon cher général,

J'ai lu avec un vif intérêt, comme vous le pensez bien, les détails que vous me donnez sur votre excursion en Allemagne. Je vais mettre votre mémoire sous les yeux de l'Empereur. La seconde partie ne sera certainement pas moins intéressante, et je vous remercie avec empressement pour ce que vous me donnez et pour ce que vous me promettez.

Votre affectionné,

Maréchal Niel.

(1) Ce rapport contenait également un paragraphe relatif au grand-duché de Hesse. Ce paragraphe n'étant qu'une répétition de l'entretien du général avec le grand-duc (voir ci-dessus), on a jugé inutile de le reproduire ici.

P. S. — M. le général de Moltke se promenait ces jours-ci sur notre frontière du côté de Sarrebrück et Forbach.

Le général Frossard au général Ducrot.

14 mai 1868.

Mon cher général,

J'ai tant été occupé et absorbé depuis quelque temps que je n'ai pu répondre encore à votre lettre du 25 avril. Ayez la bonté de m'excuser.

Je vous remercie de l'envoi que vous m'avez fait d'un extrait de votre mémoire au ministre sur le résultat du voyage que vous avez récemment fait en pays allemand. Cette communication est pleine d'intérêt, en ce qui regarde Mayence et Landau. Je suis très content que les Prussiens n'aient encore rien entrepris de nouveau, comme fortification, à Mayence. L'occupation des hauteurs de Hechtsheim par un grand fort est tellement commandée par la disposition des lieux et l'état des choses, que déjà nous l'aurions exécutée, à leur place; et, s'ils ne l'ont pas encore entreprise, c'est assurément qu'ils craignent de surexciter notre juste susceptibilité. C'est, à mon sens, la meilleure preuve de la réserve qu'ils se sont imposée vis-à-vis de nous. Quoi qu'il en soit, il faut persister à surveiller Mayence, pour que rien ne nous échappe de leurs faits et gestes.

J'irai en inspection du génie à Metz et à Strasbourg cette année, et j'aurai, mon cher général, un grand plaisir à vous revoir et à conférer avec vous sur toutes ces graves questions.

Votre bien dévoué,

Signé : Général Ch. FROSSARD.

Le général Ducrot au maréchal Bazaine.

Strasbourg, 6 mai 1868 (1).

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

J'ai l'honneur de remercier Votre Excellence des renseignements qu'Elle a bien voulu me communiquer au sujet de ce qui se passe sur les rives de la Moselle ; de mon côté, je vous adresse les derniers renseigne-

(1) Cette lettre a été retrouvée en 1873 à Nancy, par le général Séré de Rivière, qui en adressa la copie au général Ducrot avec la lettre d'envoi ci-après. Elle a été reproduite en 1873 par la « Réunion des officiers » qui a fait ressortir, dans de nombreux commentaires, la réalisation exacte de cette prophétie.

« Paris, 24 novembre 1873.

« MON GÉNÉRAL,

« J'ai l'honneur de vous faire parvenir la copie de la lettre dont je vous ai parlé et que j'ai recueillie à Nancy. C'est une véritable prophétie, et vous devez être fier d'avoir été aussi clairvoyant. Quels regrets cependant d'avoir vu la vérité, de l'avoir fait connaître et de l'avoir vu négliger ! Pourvu que nous ayons maintenant les yeux ouverts !

. . . .

« Veuillez agréer l'expression des sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être, mon général, votre très dévoué serviteur.

« *Signé :* Le général A. DE RIVIÈRE. »

ments qui me sont parvenus sur ce que font les Badois, du côté du Rhin, vers Seltz et Münchausen. De plus, je fais copier un assez long travail sur les passages du Rhin à hauteur de Markolsheim, en amont de Strasbourg, et à Münchausen, en aval; aussitôt ces copies terminées, j'aurai l'honneur de vous les adresser.

En étudiant les faits qui se passent sur la Moselle et sur le Rhin, il est facile, ce me semble, de pénétrer les intentions de nos adversaires, intentions que j'avais déjà entrevues l'année dernière, à l'époque où la guerre faillit éclater (1), et qui chaque jour se dessinent plus nettement.

De Rastadt à Coblentz, la Prusse possède une magnifique base d'opération qui lui permet, à volonté, de prendre l'offensive ou de rester sur la défensive entre Rhin et Moselle. Si, aujourd'hui, elle cherche à se créer de nouveaux points d'appui en amont de cette ligne du Rhin déjà si formidable par la nature même du fleuve, par les places fortes qui y sont échelonnées, n'est-ce pas qu'elle a l'intention de garder la défensive en certaines parties, c'est-à-dire d'occuper le pays avec peu de forces, afin de porter la masse de ses forces actives sur quelques autres points? Trois corps d'armée, les 7e, 8e et 11e, placés à cheval sur le Rhin et dans un état permanent de concentration, forment l'avant-garde de ces nombreuses armées (2) qui, en quelques jours, peu-

(1) Allusion à la lettre adressée au général Frossard le 19 septembre 1867. Voir ci-dessus.

(2) Ces trois corps ont en effet marché en 1870 à l'avant-garde de l'armée d'invasion.

vent venir se masser sur notre frontière par les trois grandes voies ferrées de Stettin à Dusseldorf par Schwerin et Hanovre; de Kœnigsberg à Cologne par Danzig, Bromberg, Berlin, Magdebourg; de Breslau à Coblentz et Mayence par Dresde, Cassel et Francfort, avec bifurcation, à partir de Cassel ou Leipzig, vers Darmstadt, Heidelberg et Carlsruhe, de telle sorte que nous sommes également menacés sur notre front entre Meuse et Rhin, sur notre flanc entre Bâle et Lauterbourg. La droite de l'ennemi étant couverte par la Moselle et la Sarre, appuyée par les postes de Pellingen, Trarbach, Berncastel, Wittlich et probablement Birkenfeld, Kirchsberg et Stromberg, sa gauche couverte par le Rhin et la Queich, appuyée par les postes de Germersheim, Landau, Neustadt et Kaiserslautern, une grosse armée peut en toute sécurité envahir notre territoire par les trois routes de Sarrelouis à Château-Salins, de Sarrebrück à Dieuze, de Deux-Ponts à Sarrebourg. Au moment même où cette formidable démonstration attire la majeure partie de nos forces disponibles entre la Moselle et les Vosges, deux grosses colonnes franchissent le Rhin à Münchausen et Markolsheim, se portent rapidement vers les crêtes des Vosges, se reliant par des corps secondaires, entre Mutzig et Wasselonne, chargés en même temps de bloquer ou d'observer Strasbourg (1), de telle sorte que, à un moment donné,

(1) Comme l'indique le général Ducrot, les 1re et 2e armées en 1870 ont commencé par opérer vers la Sarre une formidable démonstration, tandis que l'armée du Prince Royal envahissait l'Alsace. Des fractions

toutes les armées actives de la Prusse viennent converger avec un ensemble parfait sur Lunéville et Nancy, absolument comme en 1866 les trois armées parties des bords de l'Elbe et de la Neiss venaient converger vers Gitschin, après avoir franchi les difficiles défilés des montagnes de la Bohême. De même encore qu'il y avait pour la Prusse, en entreprenant cette téméraire invasion, l'immense avantage de séparer l'Autriche de ses confédérés, de même il y aurait aujourd'hui pour elle l'avantage incalculable d'entraîner dans son mouvement tous les États du sud de l'Allemagne et de contraindre à l'immobilité l'Autriche déjà incertaine et inquiète par suite de l'attitude, au moins douteuse, de l'Italie et de la Russie.

Quoi qu'en dise M. le préfet de la Moselle, je peux vous affirmer qu'il se produit en ce moment une vive réaction contre la Prusse dans les États du Palatinat (Hesse et Bavière Rhénane) aussi bien que dans les États du Sud de la rive droite du Rhin. L'augmentation des charges militaires et des impôts, la question des tabacs, la suppression de l'école des cadets à Carlsruhe, le parti pris de laisser tomber l'Université d'Heidelberg au profit des universités prussiennes, enfin la question religieuse, et particulièrement le projet de

de cette armée ont passé le Rhin à Münchausen. Quant au passage prédit à Markolsheim, les Allemands, jugeant l'opération trop hasardeuse, y ont renoncé, mais ils ont fait en ce point de faux préparatifs qui ont paralysé le 7e corps et l'ont empêché d'arriver à Frœschwiller. L'ensemble de la prédiction s'est vérifiée. Il en est de même de la marche convergente sur Nancy.

supprimer l'archevêché de Fribourg, ont exaspéré les populations, et notre présence sur la rive droite du Rhin amènerait, après les premiers succès, une explosion générale qui, bon gré, mal gré, entraînerait les gouvernements à se prononcer en notre faveur. Le mécontentement est si vif en ce moment dans le grand-duché de Bade que l'on craint quelques manifestations révolutionnaires comme en 1849, et, chose triste à dire, il semble, à l'attitude et aux propos des gens du parti de la Cour, qu'on le désire, afin de fournir aux Prussiens une occasion naturelle d'intervenir et de lancer leurs troupes sur le territoire badois (1).

La Prusse ne se fait aucune illusion sur cet état de choses, et c'est un motif de plus pour que, dès le début des hostilités, elle fasse tous ses efforts pour nous empêcher de prendre l'offensive sur la rive droite du Rhin.

Votre Excellence verra mieux que moi certainement les moyens à employer pour déjouer les combinaisons de l'ennemi; cependant, je vous demande la permission de vous exposer mes idées à ce sujet.

Peut-être aurions-nous avantage, au début des hostilités, à rester sur la défensive entre Meuse et Vosges, voire même à reculer jusqu'aux lignes de la Seille en appuyant fortement notre droite aux Vosges et notre gauche à Metz. Nous pourrions alors porter la meilleure

(1) Les renseignements particuliers du général Ducrot l'autorisaient à émettre cette affirmation. Voir plus loin les relations du général avec M. de Dalwick et le grand-duc de Hesse.

partie de nos forces sur la rive droite du Rhin, saisir les principaux passages de la forêt Noire, et, tournant Rastadt (chose très facile), nous nous porterions rapidement sur l'excellente position de Heidelberg, en nous avançant par les vallées du Neckar et du Rhin avec des corps secondaires à cheval sur les montagnes de la forêt Noire. Maîtres de Heidelberg, nous aurions toute liberté de manœuvrer sur la rive gauche du Mein et de la rive droite du Rhin ; nous menacerions les défilés de la Franconie, les vallées de la Fulda et de la Wéra, c'est-à-dire toute la formidable base d'opérations de l'ennemi. Si, en même temps, un corps de débarquement s'avançait sur le Hanovre par la vallée du Weser, nous serions bientôt maîtres, entre Cassel et Hanovre, du nœud de tous les chemins de fer qui, du nord au sud, de l'est à l'ouest, relient les différentes parties du royaume, nous provoquerions un soulèvement général dans tous les États récemment annexés, et, en admettant que notre base d'opérations au sud fût menacée, il nous resterait la base d'opérations au nord, c'est-à-dire la mer et notre puissante flotte.

Après avoir exposé très succinctement ces idées, daignez me permettre, Monsieur le maréchal, de vous dire que je suis vraiment affligé de voir notre Alsace dégarnie de troupes au moment même où il serait plus nécessaire que jamais d'y avoir tous les éléments utiles à la formation d'une bonne division active, avec ses services auxiliaires, son matériel de campement, ses voitures, etc., et cela indépendamment des corps de

garnisons pour les places fortes. A mon avis, l'on compte trop sur les chemins de fer pour faire arriver tout en ligne ; on aura plus d'un mécompte sous ce rapport, au dernier moment.

Strasbourg est réduit à un maigre régiment d'infanterie et un bataillon de chasseurs suffisant à peine aux exigences de place, alors qu'il existe à Mayence quatre régiments d'infanterie, un bataillon de pionniers, six batteries d'artillerie, trois escadrons de cavalerie, tout cela indépendamment des troupes actives du 8e corps... C'est vraiment trop peu !

J'ai une peur affreuse qu'une fois encore nous ne soyons surpris par les événements, et Dieu sait ce qu'il en adviendrait ! cela pourrait être plus grave qu'en 1866 et 1867.

La prussification du grand-duché de Bade se poursuit toujours avec une grande activité ; on organise en ce moment le 3e bataillon dans chaque régiment d'infanterie, et il est arrivé tout récemment à Carlsruhe un petit noyau d'officiers et sous-officiers prussiens, qui ont pour mission particulière d'organiser la landwehr ; ils doivent se transporter successivement dans les différents cantons du grand-duché, afin de compléter et faire fonctionner cette nouvelle organisation.

L'effectif de l'armée badoise, qui autrefois atteignait difficilement le chiffre de quinze à dix-huit mille hommes, dépassera certainement quarante mille hommes.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le maréchal, de Votre

Excellence, le très respectueux et très obéissant serviteur.

Le général commandant la 6e division militaire,

DUCROT.

A son frère.

Strasbourg, 5 juin 1868.

MON CHER AMI,

Pardonne-moi d'être resté si longtemps sans t'écrire, mais j'ai fait plusieurs excursions dans ma division et outre Rhin; puis l'organisation de la garde nationale mobile m'a donné un surcroît considérable de besogne. L'état-major de ma division est tellement disloqué par le contingent que nous fournissons au camp de Châlons pour les missions spéciales que M. Jarras donne à mes officiers que, parfois, j'ai beaucoup de peine à faire marcher mon service. La centralisation poussée à l'excès est la plaie de notre armée.

Ces messieurs de la rue Saint-Dominique ont la prétention de tout faire et finiront par détraquer complètement toute notre machine militaire. C'est à jeter le manche après la cognée !

Les Prussiens connaissent bien cet état de choses; ils en rient beaucoup, se moquent de nous et ont bien raison. Nous enfonçons un peu plus chaque jour dans le

bourbier, et nous finirons par en avoir par-dessus la tête. Je ne dirai pas comme l'ami Trochu : Nous sommes fichus ! mais je dis : Nous sommes bien malades.

A Monsieur Rambourg.

Strasbourg, 22 juin 1868.

Cher ami... J'espère que vous ne croyez pas un mot de toutes les sottes histoires que les gazettes allemandes ont débitées sur mon compte et qui ont été reproduites avec empressement par quelques-uns de nos détestables journaux. Il est bien vrai que je continue à suivre très attentivement tout ce qui se passe en Allemagne et à étudier ou à faire étudier tous les points qui ont une certaine importance stratégique ; mais j'agis avec la plus grande prudence et avec une extrême réserve. C'est ainsi que j'ai visité les principaux passages de la forêt Noire, les positions de Heidelberg, Darmstadt, Mayence, Landau, Neustadt, Nothweiler, etc., mais si discrètement que je n'ai laissé aucune trace de mon passage. Quant à ma tournée sur le Rhin, voici la vérité : Les ingénieurs des ponts et chaussées français ou badois font périodiquement des tournées sur le Rhin pour visiter les travaux d'endiguement entrepris d'un commun accord ; au mois de mai dernier, le moment étant venu de faire une de ces tournées, le préfet du Bas-Rhin a dû en profiter pour examiner la valeur de certaines

réclamations qui ont été adressées au ministre et même à l'Empereur par quelques riverains français. L'ingénieur en chef (1), avec lequel je suis dans les meilleures relations, m'a proposé fort aimablement d'être de la partie pour faire cette promenade sur le Rhin en bonne et aimable compagnie. J'ai accepté avec empressement, à la condition que je conserverais le plus strict incognito et que je n'aurais dans cette circonstance aucun rôle officiel. En effet, le préfet, le sous-préfet, les ingénieurs et conducteurs des ponts et chaussées étaient en uniforme, recevaient les maires qui étaient ceints de leur écharpe, tandis que moi, dans le plus modeste costume bourgeois (paletot et chapeau de paille), je me contentais de regarder attentivement ce qui pouvait être intéressant au point de vue militaire et je prenais discrètement mes notes. Ma présence n'a pu être trahie que par l'indiscrétion de quelque employé des ponts et chaussées. Là-dessus on a bâti l'histoire que vous savez; les uniformes de préfet, ingénieurs, etc., ont été pris par nos voisins badois pour les uniformes du général, aide de camp, officiers du génie, etc. (2).

L'empressement avec lequel toute la presse allemande s'est emparée de cette affaire est évidemment le résultat d'un mot d'ordre ayant pour but de donner le change

(1) Du B...

(2) A cette occasion, un journal de Berlin, le *Kladderadath*, publia une caricature du général Ducrot. On crut en France devoir donner des explications pour apaiser les susceptibilités de la Prusse, et on alla, pour lui être agréable, jusqu'à sacrifier l'ingénieur en chef coupable d'avoir émis cette opinion que les Mayençais attendaient les Français.

à l'opinion publique et de détourner l'attention de certains faits très graves qui se sont produits dans ces derniers temps du côté de Lauterbourg et dont voici le résumé en quelques mots : Jusqu'à présent l'armée badoise avait sa division de pontonniers à Manheim, au confluent du Necker et du Rhin. Au point de vue spécial de l'instruction, c'était une excellente position, puisque l'on pouvait faire les exercices préparatoires sur le Necker, avant de s'aventurer sur le Rhin; mais, au point de vue stratégique, cette position est nulle, puisqu'il existe à Manheim des ponts fixes sur le Rhin et le Necker, et qu'un pont de bateaux est inutile. Or, nous avons appris, il y a environ deux mois, que l'autorité militaire badoise (lisez prussienne) avait l'intention de transférer sa division de pontonniers de Manheim à Rastadt et d'établir son école à l'embouchure de la Murg, en face de notre importante position militaire de Seltz.

Le terrain sur lequel devait se faire le dit établissement appartenant, quoique sur la rive droite, à la commune française de Münchausen, l'autorité badoise était entrée en pourparlers avec le maire de cette commune; celui-ci avait répondu qu'il ne pouvait pas traiter directement cette affaire, et que l'autorité badoise devait s'entendre avec les agents du gouvernement français. L'affaire en était restée là, et l'on pouvait supposer que le projet était abandonné ou au moins ajourné.

M. de Moltke ne renonce pas aussi facilement à ses combinaisons, et il a donné ordre de passer outre, ainsi

que vous le verrez par les deux notes dont la copie est ci-jointe.

La présence d'un détachement d'officiers et de soldats badois en uniforme sur la rive française et dans le village de Münchausen a produit une grande sensation dans le pays ; c'est en effet une violation grossière des droits internationaux, et je ne sais ce qui en adviendra. Nous céderons probablement pour cela comme pour le reste ; mais plus nous nous faisons petits, plus nous nous montrons conciliants, plus nos aimables voisins se montrent envahissants et insolents (1).

Pendant que vous vivez, au centre de la France, dans la quiétude la plus absolue, convaincus que nos bons voisins les Allemands sont les plus pacifiques et les plus innocents du monde, j'observe avec anxiété ce qui se passe sous mes yeux et je suis vraiment inquiet du danger qui nous menace et qui, au premier jour, éclatant comme un coup de foudre, nous prendra au dépourvu !

Il ne faut pas se le dissimuler, notre préparation comparée à celle de la Prusse est dérisoire et, le jour où la lutte commencera, nos forces seront à celles de nos adversaires dans la proportion de un à trois. En quarante-huit heures ils peuvent jeter sur notre territoire de cent vingt à cent cinquante mille hommes, et en onze journées, calculées mathématiquement, faire arri-

(1) Il convient de se souvenir que effectivement, en 1870, les Allemands établirent un pont à Münchausen, qui servit au passage d'une partie des troupes badoises.

ver en ligne cinq cent mille combattants avec pareil chiffre de réserves en arrière pour occuper les forteresses, s'échelonner sur les bases d'opération.

Nous n'arriverons certainement pas à un pareil résultat en onze semaines! Il y aura donc un moment où les gens qui, comme moi, sont en première ligne, se trouveront fort embarrassés.

Avec de l'énergie nous nous en tirerons, je veux bien l'espérer, mais il ne faut pas s'endormir, et il est indispensable de tout prévoir à l'avance. Si je suis pris en défaut, ce ne sera pas faute d'avoir étudié mes positions et mon plan de campagne; mais je ne suis qu'un infiniment petit et, je vous l'avoue, je n'ai pas grande confiance dans le génie de nos gens de la cour, ni même, à franchement parler, en celui du ministre de la guerre.

Adieu...

P. S. — Gardez pour vous les renseignements que je vous donne sur l'incident qui s'est produit aux bords du Rhin; le gouvernement cherche à étouffer l'affaire et me saurait très mauvais gré d'avoir fait connaître la vérité dans tous ses piteux détails. On semble décidé à conserver la tête sous l'aile, pour ne pas voir le danger, jusqu'au moment où un rude coup de bâton nous forcera à sortir de cette apathie!

L'Empereur au général Ducrot.

Palais de Fontainebleau, 22 juin 1868.

MON CHER GÉNÉRAL (1),

Je suis charmé que vous vous soyez appliqué à chercher la solution du difficile problème de la défense des pièces contre le feu de l'ennemi. Il me tarde d'apprécier le résultat que vous avez obtenu.

Au camp de Châlons ou aux eaux de Plombières, où je serai bientôt rendu, je pourrai examiner à loisir votre système de batterie blindée et cuirassée. Recevez, en attendant, mes félicitations et croyez à tous mes sentiments.

NAPOLÉON.

Le général Ducrot à son frère.

Plombières, 31 juillet 1868.

MON CHER AMI,

Je suis à Plombières, où j'ai été appelé par l'Empereur, pour mettre sous ses yeux un modèle de batterie blindée et cuirassée, que j'ai fait établir à l'arsenal,

(1) Le général Ducrot avait fait établir à l'arsenal de Strasbourg un modèle de blindage d'après les idées exprimées par l'Empereur en 1867, dans une conversation avec lui.

d'après quelques idées émises par Sa Majesté, lorsqu'elle visita Strasbourg l'année dernière.

A l'occasion, dis à ton général en chef que je le prie de me pardonner cette excursion audacieuse sur le terrain sacré des artilleurs. Je lui promets de ne plus recommencer.

Arrivé hier à trois heures, j'étais descendu à l'hôtel et je m'apprêtais à ouvrir ma valise, lorsque le général de Béville est entré chez moi et m'a emmené avec mes bagages au pavillon impérial, où une chambre m'avait été préparée. Je suis donc l'hôte de Sa Majesté ; c'est la première fois que pareil honneur m'est octroyé.

Hier, l'Empereur était un peu souffrant et ne s'est pas levé pour dîner; mais, à neuf heures du soir, Sa Majesté allait beaucoup mieux, et, dès huit heures, ce matin, elle travaillait dans son cabinet.

L'Empereur a examiné mon système avec beaucoup de soin et d'intérêt. Il a paru satisfait, quant à la solidité ; il a même trouvé un certain luxe sous ce rapport, mais il trouve le prix de revient exagéré (25,000 francs par pièce).

Je ne crois pas cependant qu'il soit possible d'établir une armature cuirassée à un prix bien inférieur. Jusqu'à présent, les projets présentés par le génie varient entre 50 et 70,000 francs, et donnent des résultats incontestablement moins satisfaisants que mon système.

Dans tous les cas, comme je le disais à l'Empereur, je crois que le nombre des pièces à couvrir ainsi d'une armure doit être très restreint. On ne devrait en placer

que sur quelques points, d'où l'on puisse tirer efficacement, pour s'opposer le plus longtemps possible aux approches de l'ennemi. Les canons devront être d'une très grande puissance et d'une parfaite justesse, tels, par exemple, que des pièces de marine se chargeant par la culasse et tirant à sabord.

Bref, je n'attache pas à tout cela plus d'importance qu'il ne faut ; les engins de toute nature sont toujours des engins, ils contribuent certainement à la force d'une armée, mais seulement dans une certaine proportion. La grande affaire, c'est d'avoir de bons soldats, bien commandés, bien dirigés, et une organisation forte et simple qui permette de tirer promptement et facilement parti de tous les éléments de forces. Il faut convenir que cette organisation manque aujourd'hui et nous manquera tant que nous aurons une centralisation bureaucratique poussée à l'excès.

Il est vraiment pitoyable de penser que nous avons autant de ministres de la guerre que de directeurs et même de sous-directeurs.

Le ministre de la guerre au général Ducrot.

Paris, 6 août 1868.

GÉNÉRAL,

M. le colonel, directeur des fortifications à Strasbourg, m'a transmis une demande de payement de frais

de tournée pour des officiers du génie qui ont été envoyés, par votre ordre, au delà du Rhin, pour y faire des reconnaissances militaires.

J'approuve les dispositions que vous avez prises, et je donne des ordres (4e direction) pour le payement des frais dont il s'agit.

Toutefois, je dois vous faire connaître confidentiellement que, depuis l'époque où vous avez été autorisé à faire exécuter ces reconnaissances, cette partie de nos frontières a été l'objet d'études spéciales, en ce moment très avancées.

Les travaux que vous pourriez ordonner, de votre côté, en dehors de tout plan d'ensemble, seraient, dès lors, sinon sans objet, tout au moins d'un intérêt de beaucoup diminué (1).

Je vous prie, en conséquence, de ne plus envoyer, à l'avenir, d'officiers en mission à l'étranger, aux frais de

(1) Le ministre, dans cette lettre, revient sur sa décision précédente et retire au général Ducrot l'autorisation d'envoyer des officiers en Allemagne. La raison qu'il donne à l'appui de cette interdiction n'est qu'une mauvaise défaite. Que les études spéciales faites au sujet des places allemandes fussent avancées, ce n'eût pas été un motif pour les interrompre, car de nouvelles modifications intéressantes étaient constamment apportées à ces places. En outre, les reconnaissances spéciales du génie n'avaient qu'un rapport lointain avec celles que le général Ducrot faisait exécuter pour se tenir au courant de l'armée ennemie, des agissements de la Prusse dans les pays limitrophes, de l'esprit des populations de ces pays; le ministre l'avait lui-même reconnu en affranchissant le général Ducrot de la tutelle du génie. A coup sûr on avait, à ce moment plus que jamais, besoin d'être renseigné sur ces divers points. Il faut chercher ailleurs la cause de l'interdiction formulée par le ministre : elle est tout entière dans les influences des courtisans qu'importunaient les avertissements patriotiques du général Ducrot, et qui ne cessaient de le représenter comme excitant les susceptibilités de la Prusse.

l'État, à moins de circonstances tout exceptionnelles et, dans tous les cas, sans avoir, au préalable, pris mes ordres à cet égard.

Recevez, général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le maréchal de France, ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé : NIEL.

Le général Ducrot au comte de Leusse.

Strasbourg, 13 septembre 1868.

CHER COMTE,

Je vous remercie des renseignements que vous avez bien voulu m'envoyer relativement à la reconnaissance que doit faire très prochainement un officier général prussien en compagnie d'un état-major badois, wurtembergeois et bavarois. C'est la contre-partie du prétendu désarmement dont le gouvernement prussien fait si grand bruit. Très habiles, ces Prussiens, très habiles! Ils ont une adresse diabolique pour faire tout ce qui est de nature à surexciter chez eux le sentiment national, froisser le nôtre, et cependant se donner aux yeux de l'Europe des apparences très pacifiques. Combien de temps encore ce jeu doit-il durer?

Les dernières nouvelles venues de Paris sont très à la guerre ; l'on parle d'un conseil des ministres fort ora-

geux et dans lequel la majorité s'est prononcée pour une guerre immédiate. C'est à n'y pas croire, mais le fait a été raconté hier à ma femme par votre tante, Mme de B.... Elle ajoutait que le prince de M... était obligé de renoncer à son voyage de Bohême, au grand désespoir des P...; de graves incidents retiennent l'ambassadeur à son poste ; d'un autre côté, le colonel H..., qui était venu à Rothan avec l'espoir d'y passer quelques jours, est rappelé en toute hâte à Paris. Bref, beaucoup d'indices peuvent faire croire que de graves questions s'agitent en ce moment dans les régions supérieures.

Quant aux mesures militaires, rien, rien ; mais c'est la dernière chose dont on s'occupera.

Vous savez que, à la veille de notre entrée en Italie, ces messieurs de la rue Saint-Dominique affirmaient que la guerre était impossible ; il n'y a donc aucune déduction à tirer de ce qui se passe ou ne se passe pas de ce côté.

Je voudrais bien pouvoir faire suivre votre officier général prussien et connaître les points qui seront particulièrement l'objet de leurs études et de leurs investigations, mais je n'ai pour cela aucun moyen.

Il me paraît probable que, partant de Landau, ils suivront la vallée d'Annweiler jusqu'à Nothweiler et Schönau, remonteront la vallée de Dahn jusqu'à Pirmasens, de là à New-Hornbach, Deux-Ponts, Bliescastel, Sarrebrück et Sarrelouis, reviendront par Neukirchen, Hombourg, Kaiserslautern et Neustadt. C'est l'itinéraire que j'avais commencé à faire étudier par quelques officiers de mon état-major, lorsque M. le

général Jarras a jugé à propos de faire suspendre mes travaux ; j'espère que, du moins, le dépôt de la guerre possède tous les documents nécessaires sur cette partie si importante de notre frontière.

Veuillez offrir mes respectueux hommages à Mme de Leusse, ainsi qu'à Mme de Bussière, et croyez, cher comte, à mes sentiments bien affectueux et bien dévoués.

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 13 septembre 1868.

Cher ami,

Il m'en a bien coûté, je vous assure, de renoncer au plaisir d'aller passer quelques jours avec vous, à l'occasion du conseil général ; mais j'étais occupé d'un important travail qui m'avait été demandé par le ministre, et, pour le terminer, j'ai dû aller au camp de Châlons, où j'avais à prendre quelques renseignements indispensables.

J'ai profité de l'occasion pour causer longuement avec le général Lebœuf, qui est homme de très bon conseil en tout ce qui touche les questions militaires, et j'ai constaté avec plaisir qu'il avait obtenu un véritable succès dans l'exercice de son commandement. En assistant à une grande manœuvre, j'ai pu m'assurer que ce succès était fort légitime. Il est impossible de diriger des troupes avec une entente plus parfaite du jeu des

différentes armes, de donner des ordres avec plus de calme, de clarté, de précision. Ajoutez à cela que Lebœuf est un homme d'une intelligence supérieure, sorti de l'École polytechnique le premier de sa promotion; qu'il a pris part d'une manière brillante à toutes nos guerres d'Afrique, de Crimée et d'Italie.

Le général Lebœuf m'a confirmé tout ce que j'ai vu ou deviné pendant mon séjour à Plombières.

Je ne sais si je vous ai dit que j'avais été appelé par l'Empereur pendant son séjour dans cette localité. Durant quarante-huit heures, j'ai été l'hôte de Sa Majesté, avec laquelle j'ai eu de très longues et très intéressantes conversations.

J'ai acquis la certitude que notre souverain ne se fait aucune illusion sur la situation intérieure et extérieure qui nous a été faite par les événements de 1866. Il sait très bien que les Prussiens ne se sont pas arrêtés depuis Sadowa et ne s'arrêteront pas sans une intervention très énergique de la France. Leur ambition n'a pas de bornes. Après l'Allemagne du Sud, viendra la Bohême, la Hollande, l'Alsace, la Lorraine... C'est le peuple conquérant des temps modernes, toujours en armes, toujours prêt à profiter de l'occasion pour satisfaire ses convoitises. Arrêté par un échec, il ajourne ses projets, mais n'y renonce jamais et les poursuit avec une ténacité effrayante (1). Tel il était en 1740, lorsqu'il se ruait à

(1) Voir ci-après un curieux extrait d'un journal de Hambourg, parlant en 1815 de l'Alsace et de la Lorraine comme de provinces allemandes.

l'improviste sur la Silésie pour ne plus la lâcher; tel il s'est montré en 1866, lorsqu'il s'est rué sur le Hanovre, le Nassau, la Hesse, la Saxe, la malheureuse Autriche; tel il se ruera sur nous à la première occasion favorable. Il faut être lâche ou aveugle pour ne pas comprendre le danger de cette situation et préférer une paix trompeuse et honteuse, préparant notre ruine certaine, à une lutte qui sera terrible sans doute, mais qui nous offrirait encore de grandes chances de succès! Tout cela, notre Empereur le sent, le comprend, trop tard malheureusement. Il avoue ses erreurs; il exagère peut-être la part de la fatalité qui est venue déjouer toutes ses savantes combinaisons; mais enfin il comprend que la sécurité de la France, l'intérêt de sa dynastie lui commandent impérieusement de faire d'énergiques efforts pour conjurer les dangers qui nous menacent.

Tels sont les sentiments qui dominent notre Empereur. Il les a manifestés à tout propos dans notre conversation, par ses réflexions, dans ses interrogations... Je ne pouvais avoir aucun doute à cet égard, et le général Lebœuf, qui certes connaît mieux que moi le fond de la pensée de l'Empereur, m'a confirmé dans ma conviction. Reste à savoir quand et comment l'Empereur entend arriver à ses fins. Ici, l'obscurité est complète, l'homme impénétrable.

A-t-il déjà fait son plan, bien précis, bien arrêté? Son esprit flotte-t-il encore indécis entre la nécessité d'agir et les difficultés d'exécution? Voilà ce que nul ne saurait dire, et, pour mon compte, je pense que la guerre peut

éclater demain comme dans six mois, ou plus tard encore, mais qu'elle éclatera.

Pour le moment, les Prussiens ne la désirent pas, parce que leur force augmente de jour en jour tandis que la nôtre diminue. Ils voudraient, avant d'entamer la lutte, compléter l'assimilation des armées wurtembergeoise et bavaroise, ainsi qu'ils l'ont fait pour la Saxe, le grand-duché de Bade et la Hesse; ils y travaillent avec ardeur, et le résultat sera complet dans un an ou dix-huit mois. Les journaux du Palatinat annonçaient, ces jours derniers, qu'un officier général prussien, accompagné de plusieurs officiers d'état-major bavarois, badois et wurtembergeois, allait faire prochainement la reconnaissance de notre frontière de Landau à Sarrelouis. Le fait est parfaitement exact, et je tiens de bonne source que des écuries pour quarante-neuf chevaux ont été préparées, par ordre de l'autorité supérieure, dans les villages bavarois limitrophes de notre frontière entre Wissembourg et Bitche. C'est bien de l'impudence, au moment où le gouvernement prussien fait sonner bien haut son prétendu désarmement. Ils ont vraiment une habileté machiavélique pour surexciter le sentiment national allemand et froisser le nôtre, tout en se donnant, aux yeux de l'Europe, les apparences les plus pacifiques!

A l'appui de cette affirmation, il faut citer l'article suivant extrait d'un journal de Hambourg daté de 1815, et que le général Ducrot avait retrouvé par un hasard singulier en jan-

vier 1870. Le général, vivement frappé par les idées de conquête exprimées dans cet article, en parlait souvent à ses familiers.

ARTICLE D'UN JOURNAL DE HAMBOURG EN 1815.

« ..... Un sentiment intérieur dit aux Allemands que la dernière guerre contre les Français n'a pas été entièrement terminée, et que le traité de Paris a laissé plusieurs points qui ne peuvent être décidés que par une nouvelle lutte entre les deux nations. Parmi ces points est la possession de l'Alsace et de la Lorraine, laissées aux Français. Cette possession restera toujours la cause principale et éternelle d'une guerre nationale contre la France. Cette cause, d'autant plus importante qu'elle est le vrai contrepoison contre le désir mal éteint en France de s'emparer de la rive gauche du Rhin, existe non seulement contre Napoléon, mais contre tout gouvernement établi en France.

« L'Allemagne n'a pas encore conquis ses *frontières*, elle n'a pas encore obtenu l'*unité* ferme et intime si nécessaire à sa tranquillité et à son bonheur futur. Ce sont ces deux choses qui soulèvent et animent les Allemands à une nouvelle lutte. Ce que nous exigeons de la France, nous ne l'exigeons pas comme Prussiens, comme Bavarois, comme Autrichiens, etc., etc., mais comme Allemands et pour le bien de l'Allemagne entière. »

Au comte de Leusse.

Strasbourg, 21 septembre 1868.

CHER COMTE,

Votre invitation est vraiment bien aimable, et ma chère femme serait bien capable de passer par-dessus la crainte de vous causer quelques embarras avec sa nombreuse nichée, mais elle est à Fribourg depuis une huitaine de jours et y restera probablement encore autant. Lorsqu'elle rentrera ici, ce sera pour prendre ses quartiers d'hiver. J'ai été les voir avant-hier et suis revenu hier soir pour dîner avec le général Frossard ; je compte y retourner jeudi et ne revenir que dimanche.

Quand je dis Fribourg, c'est une façon de parler, car tout mon monde est installé à Littenweiler, petite maison de bains à l'entrée du Val d'Enfer, à trois quarts d'heure de la ville, au milieu des sapins et dans une situation charmante (1). Hier matin nous avons été faire une promenade de quatre heures dans les bois ; je ne pouvais assez admirer cette belle nature, et je jouissais de voir tout mon petit monde courir comme des écu-

(1) Madame Ducrot était descendue dans un hôtel de Fribourg en Brisgau afin de chercher une maison pour y passer l'été avec tous ses enfants, quand le lendemain matin, dès l'aube, elle entendit frapper à sa porte. — C'était le maître d'hôtel qui, ayant vu son nom sur ses caisses, venait la prier instamment de ne pas demeurer chez lui... « Les Prussiens, déjà très mal disposés en sa faveur, disait-il, lui feraient trop mauvais parti s'ils apprenaient qu'il loge la famille du général Ducrot... »

reuils sous les sapins. Cela ne m'empêchait pas, comme bien vous pensez, de faire mes petites observations militaires. A ce sujet je vous remercie des renseignements que vous me donnez relativement aux approvisionnements de Germersheim ; de part et d'autre nous finirons par avoir des magasins si bien bondés et des canons si bien chargés que cela finira par éclater tout seul. Ce soir, nouvelle panique à la Bourse se traduisant par une baisse de cinquante centimes. Sont-ce les nouvelles d'Espagne ou d'Allemagne? Peut-être les deux à la fois, car une complication peut en entraîner une autre...

Au général Frossard.

Strasbourg, 21 octobre 1868.

..... M. le baron de Dalwick, premier ministre du grand-duc de Hesse, est à Strasbourg depuis quelques jours chez des parents de Mme de Dalwick.

J'ai profité de l'occasion pour le voir plusieurs fois et causer longuement avec lui. J'ai recueilli dans ces conversations des renseignements politiques d'une très haute importance. Comme vous le savez probablement, M. de Dalwick est l'ami intime de M. de Beust. Il est allié à la famille impériale de Russie, honoré de l'amitié toute particulière de l'empereur Alexandre, qu'il a vu beaucoup pendant son séjour récent à Darmstadt. et de

la bouche duquel il a recueilli des renseignements qui ne laissent aucun doute sur les tendances politiques de la cour à Saint-Pétersbourg.

Cet homme d'État m'a révélé de curieux détails relatifs aux intrigues ourdies en ce moment par M. de Bismarck pour amener les États du sud de l'Allemagne à faire une démarche collective affirmant leur désir de s'annexer à la Confédération du Nord.

M. de Dalwick est convaincu que, si la Prusse a ajourné l'annexion immédiate du grand-duché de Bade, c'est parce qu'elle a l'espoir d'amener prochainement tous les États du Sud à cette grande démonstration qui, en affirmant, aux yeux de l'Europe, les tendances séculaires de l'Allemagne, couperait court aux récriminations de la France et, dans tous les cas, engagerait complètement l'Allemagne du Sud dans une action commune avec la Prusse.

Il prétend avoir les preuves en main et pouvoir au besoin les mettre sous les yeux de notre Empereur.

M. de Dalwick m'a encore longuement entretenu des actes de la diplomatie française en général et de certains diplomates en particulier, notamment de nos représentants à Darmstadt, et je pense qu'il est extrêmement important que l'Empereur en ait connaissance, afin que Sa Majesté puisse juger du mérite de ceux à qui sont confiées les affaires du pays.

Je m'occupe de mettre en ordre les notes que j'ai recueillies à la suite de ces conversations; elles serviront de base à un rapport dans lequel je chercherai à

résumer tous les faits recueillis et toutes les appréciations de ce personnage vraiment fort remarquable et très sincèrement sympathique à la France, parce qu'il a la conviction que nos intérêts sont aujourd'hui intimement liés à ceux de son pays et de son souverain. Mais tout cela passant par mon intermédiaire ne sera pas apprécié à sa valeur, et il serait bien à souhaiter que l'Empereur pût entendre M. de Dalwick en personne. Je crois que celui-ci est tout disposé à répondre au premier appel de notre souverain, à la condition, toutefois, que sa démarche soit tenue secrète, car sa situation, déjà fort difficile, deviendrait intolérable si la Prusse avait les preuves d'une entente avec nous. Je dis : *je crois,* parce que je me suis bien gardé de faire allusion à cette question, ignorant s'il conviendrait à l'Empereur d'avoir un entretien avec M. de Dalwick. Plusieurs fois dans la conversation, le baron s'est écrié : « Je voudrais pouvoir dire moi-même toutes ces choses à votre Empereur pour l'éclairer complètement sur les dangers qui nous menacent et auxquels la France ne saurait rester indifférente. »

Si vous le jugez convenable, veuillez porter ces faits à la connaissance de l'Empereur, et, dans le cas où Sa Majesté témoignerait le désir de voir M. de Dalwick, envoyez-moi une dépêche télégraphique conçue dans ces termes : « Je recevrai volontiers votre protégé. » J'agirai en conséquence, en ayant soin de ne pas parler du désir de l'Empereur qu'après m'être assuré que M. de Dalwick est tout prêt à répondre avec empresse-

ment à l'invitation. Vous voudrez bien, s'il y a lieu, m'informer, par lettre, de la marche que devrait suivre M. de Dalwick pour se conformer aux ordres de Sa Majesté.

Il a l'intention de repartir vendredi pour Darmstadt. Je dois passer avec lui la journée de jeudi. Si votre dépêche télégraphique m'arrive avant mardi, j'aurai encore le temps de l'entretenir, et il ne me sera pas difficile d'obtenir qu'il diffère son départ.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Saint-Cloud, le 23 octobre 1868, 10 h. 5 m. matin.

Le général Frossard à Monsieur le général Ducrot, Strasbourg.

« Je trouve des inconvénients à recevoir votre protégé. »

Le général Frossard au général Ducrot.

Palais de Saint-Cloud, 23 octobre 1868.

MON CHER GÉNÉRAL,

J'ai montré votre lettre à l'Empereur non pas hier, parce que Sa Majesté était à la chasse, mais ce matin seulement, ce qui vous expliquera pourquoi vous n'avez reçu qu'aujourd'hui le télégramme que vous attendiez.

L'Empereur a lu votre lettre tout entière avec atten-

tion. Il connaît très bien M. de Dalwick et me paraît faire cas de lui et tenir en estime son opinion; mais, tout en accueillant avec intérêt ses renseignements, l'Empereur dit qu'ils ne sont pas d'accord avec les informations très détaillées que lui-même reçoit.

Il aurait, en raison de la considération qu'il a pour M. de Dalwick, reçu et entretenu avec grand plaisir ce personnage; mais le voyage de celui-ci à Paris n'aurait pu se faire si mystérieusement qu'on ne le sût; tout le monde eût été bien vite informé de sa visite, de ses entretiens, et alors il s'en serait suivi des commentaires à perte de vue. C'est pourquoi mieux valait s'abstenir, et j'ai dû, d'après les propres expressions de Sa Majesté, vous répondre par le télégraphe les trois ou quatre mots que vous avez reçus ce matin.

Je crois qu'on ne vous sait pas moins gré de ce que vous m'avez écrit sur cette question.

Quant à mon opinion personnelle, je crois, d'après les détails que j'ai entendus, que M. de Dalwick doit un peu exagérer, par le désir même qu'il a de nous servir en faisant pièce aux Prussiens. Néanmoins la conversation que vous avez eue avec lui est précieuse et à retenir.

J'ai lu aussi avec beaucoup d'intérêt votre précédente lettre, et je vous remercie de tous les développements qu'elle donne sur ces diverses questions, ainsi que des informations particulières qu'elle contient.

Quant aux effectifs de nos corps, ce que vous exprimez est malheureusement très vrai; mais il y a des

tempéraments et des dédommagements dans tout cela.

Je traitais dernièrement ici cette question avec le maréchal Niel. Il me répondait : « Nous sommes contraints par des nécessités de budget auxquelles il faut céder; mais nos mesures sont prises pour que, pendant cinq mois de chaque année, nous ayons d'une manière certaine quatre cent mille hommes sous le drapeau; et c'est déjà un très beau résultat. Quant aux cadres, si l'urgence se présente, nos sergents rappelés reprendront leur grade, etc. »

..... J'ajoute que ces jours-ci vous verrez paraître une mesure qui, j'en suis assuré, vous satisfera, en ce qui concerne l'alimentation des cadres et le recrutement de l'armée en bons soldats.

Je vous remercie, mon cher général, de vos très intéressantes communications, et je vous renouvelle l'assurance de mes sentiments très affectueux et très dévoués.

Général Ch. Frossard.

Je n'ai rien dit et ne dirai rien à personne autre.

Le général Ducrot au général Frossard.

Novembre 1868.

Je vous envoie le résumé des longues et intéressantes conversations que j'ai eues avec M. de Dalwick (1). Je

(1) Voir ce résumé ci-après.

me suis attaché à rendre scrupuleusement ses pensées et ses appréciations sans commentaires ni amplifications.

Vous me dites dans votre dernière lettre que vous avez bien peur que M. de Dalwick ne se laisse quelque peu emporter par sa haine contre la Prusse. Non, ne croyez pas cela : le baron de Dalwick est un homme de soixante-six ans ; il a un jugement trop sûr, une trop grande expérience des hommes et des choses pour se laisser aveugler par la passion ; mais il a des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et tout le bon sens nécessaire pour tirer de justes conclusions de ce qu'il voit et de ce qu'il entend. Il a aussi assez de caractère pour ne pas se laisser aveugler par la peur, cette détestable conseillère qui a fait et fera faire encore tant de sottises.

Tout ce que j'ai vu et entendu moi-même corrobore si bien les appréciations de M. de Dalwick que je ne saurais mettre en doute l'exactitude de ses renseignements et la justesse de ses vues.

Je viens de voir, il y a quelques instants, Mme la comtesse de Pourtalès qui arrive de Berlin ; jusqu'à présent je l'avais trouvée d'un optimisme qui m'indignait.

Prussienne par son mari, elle était en admiration perpétuelle devant tous les actes de Bismarck, du roi Guillaume, prétendait que rien ne pouvait motiver une guerre entre la Prusse et la France, que nous étions faits pour nous entendre ; bref, son langage était une variante poétique des discours Rouher et des circulaires La Valette.

Or, voilà que cette adorable comtesse me déclare qu'elle arrive de Berlin la mort dans l'âme, que la guerre est inévitable, qu'elle ne peut manquer d'éclater au premier jour, que les Prussiens sont si bien préparés, si habilement dirigés qu'ils sont assurés du succès.

« Eh quoi! lui ai-je dit, vous embouchez la trompette de Bellone, lorsque, de tous côtés, l'on ne parle que des intentions pacifiques de nos bons voisins, de la crainte que nous leur inspirons, du désir de Bismarck d'éviter toutes causes de conflits! Nous renvoyons tous nos soldats dans leurs foyers, et l'on parle même d'une réduction des cadres. Si bien que je m'apprête à aller, au premier jour, planter mes choux en Nivernais.

— Oh! général, c'est ce qu'il y a d'affreux, c'est qu'ils nous trompent indignement et comptent bien nous surprendre au premier jour.

« Oui, le mot est donné en public. On parle de paix, du désir de vivre en bonnes relations avec nous; mais lorsque, dans l'intimité, on cause avec tous ces gens de l'entourage du Roi, ils prennent un air narquois, vous disent : « Est-ce que vous croyez à tout cela? Ne voyez-« vous pas que les événements marchent à grands pas, « que rien ne saurait les empêcher? » Ils se moquent indignement de notre gouvernement, de notre armée, de notre garde mobile, du maréchal Niel, de nos ministres, de l'Empereur, de l'Impératrice, prétendent qu'avant peu la France sera une seconde Espagne; enfin, croiriez-vous que M. de Schleinitz, le

ministre de la maison du Roi, a osé me dire, moitié riant, moitié sérieux : « Soyez-en certaine, chère « comtesse, avant dix-huit mois, votre belle Alsace « aura fait retour à la patrie allemande, et, lorsque « nous irons vous présenter nos hommages à la Ro- « bertsau, nous aurons la satisfaction d'être chez « nous. » Et si vous voyiez quels immenses préparatifs se font de tous côtés, quelle prodigieuse activité est déployée pour transformer et perfectionner les armées des États annexés, quelle confiance règne dans tous les rangs de l'armée... Oh! en vérité, général, je suis navrée, car j'en suis certaine, rien, non, rien ne peut empêcher la guerre.

« Et Dieu veuille qu'elle ne soit pas désastreuse pour notre pays! »

Mme de Pourtalès sera probablement à Compiègne dans quelques jours, et, par conséquent, vous pourrez vous donner la satisfaction d'entendre ses doléances et ses récits effrayants; il serait intéressant de la faire causer en face de MM. Rouher et La Valette, ces grands hommes d'État qui voient toujours l'avenir sous un aspect si riant...

. . . .

Vous me trouverez bien importun, bien osé; mais voyez-vous, mon cher général, je suis exaspéré, j'éprouve la rage d'un homme qui, voulant sauver un noyé, sent que celui-ci refuse son secours et l'entraîne avec lui au fond de l'eau.

Si vous vous impatientez trop en me lisant, je vous

dirai volontiers comme Thémistocle : « Frappe, mais écoute ! »

P. S. — Dernièrement, un Badois me rapportait un propos de M. le général de Moltke qui fait pendant à celui de M. de Schleinitz ; il disait : « Pourquoi la nation badoise fait-elle tant d'hostilité à la Prusse ? Son intérêt, au contraire, est de s'allier à elle, car elle aurait bientôt sur l'autre rive du Rhin une magnifique portion de pays qui, jointe à ce qu'elle a, ferait un État superbe : les Vosges et la forêt Noire comme limites, avec un grand fleuve au milieu... »

RÉSUMÉ DES CONVERSATIONS DU GÉNÉRAL DUCROT AVEC LE BARON DE DALWICK.

M. de Dalwick, premier ministre du grand-duc de Hesse, vint me voir à Strasbourg dans le courant du mois d'octobre 1868. Il est allié à la famille de Bussière et, à ce titre, vient souvent en Alsace. Il exprima devant moi le désir d'aller à Bouxwiller, ancien fief et ancienne résidence de la famille régnante de Hesse.

Il avait été chargé de recueillir certains renseignements ; puis il était bien aise de voir l'ancienne habitation de la famille de son souverain.

Connaissant la haute valeur de ce personnage politique qui, dans les conférences de Francfort, avait été, avec M. de Beust, l'adversaire habile et souvent heureux de M. de Bismarck, sachant qu'il possédait toute la

confiance du grand-duc et de sa sœur, l'impératrice de Russie, je voulus profiter de l'occasion pour nouer avec lui des relations plus intimes, et je lui offris de le conduire moi-même à Bouxwiller, pensant que c'était une excellente occasion d'avoir des renseignements sur les dispositions à notre égard des États de l'Allemagne du Sud, et particulièrement de la Hesse.

M. de Dalwick est en outre marié à une Russe, et, peu auparavant, l'empereur de Russie, venant voir le grand-duc de Hesse, son beau-frère, était resté deux mois à Darmstadt.

Pendant ce temps-là, M. de Dalwick avait pu voir souvent Sa Majesté et connaître également ses intentions.

Il venait de se produire en Allemagne un événement considérable, c'était la réunion, à Munich, des délégués de l'Allemagne du Nord et de l'Allemagne du Sud, réunion qui avait pour but de savoir ce qu'il convenait de faire pour fortifier la trouée existant entre Rastadt et la Suisse, laquelle trouée avait été souvent signalée par la Prusse comme le côté faible de l'Allemagne.

Cet incident fut tout naturellement l'objet de ma conversation avec M. de Dalwick.

« Ce qui vient de se passer là, me dit-il, a prouvé une fois de plus combien les États du Sud sont au fond restés hostiles à la Prusse, et combien ils sont peu disposés à accéder aux propositions dues à son initiative.

« Le gouvernement badois, tout dévoué au gouvernement prussien, inspiré par lui, a fait, dans cette réu-

nion, différentes propositions relatives aux travaux à exécuter en commun à Ulm, à Rastadt et dans la forêt Noire. La Bavière, le Wurtemberg ont repoussé d'une manière absolue ces propositions et se sont chargés de faire le nécessaire à Ulm et à Rastadt, en dehors de la Confédération du Nord.

« La population badoise ne partage pas du tout les sentiments de son gouvernement pour la Prusse. Il en est de même en Saxe. Le vieux roi, il est vrai, a accepté honnêtement la nouvelle situation qui lui est faite et qui est la conséquence de la dernière guerre. Évidemment, il tiendra à honneur de remplir ses engagements; mais son peuple et son armée ne le suivront qu'à regret.

« Malheureusement votre diplomatie semble abandonner à plaisir les traditions séculaires de la France. La plupart de ses représentants en Allemagne ne sont pas à hauteur de leur tâche.

« M. de Grammont lui-même ne sait pas trouver un mot pour flatter les tendances que je vous signalais tout à l'heure et pour nous encourager. Il y a quelque temps, j'ai eu l'occasion de causer avec lui, et, comme je lui exprimais mon étonnement de voir la France se désintéresser des grands événements qui se passent en Allemagne, il me dit : « Une grande nation comme la « France ne peut parler sans être prête à agir, et elle « ne doit pas agir sans être certaine de dicter la paix « aux portes de Berlin. » Ce à quoi j'ai répondu : « Comme on ne connaît jamais le résultat d'une guerre,

« cela veut dire que vous ne voulez ni parler ni agir,
« et que, au lieu de préparer et d'imposer les événe-
« ments, vous préférez les subir. »

« Une autre fois, M. de Moustier me disait : — La France est comme un vieux duelliste qui a fait ses preuves; il dédaigne d'aller sur le terrain pour un motif léger; il faut que son honneur le lui commande impépérieusement ! Ce n'est pas là notre cas !

« Un autre de vos diplomates, M. d'Astorg, me disait : — Eh ! mon Dieu ! que font vos affaires d'Allemagne à la France ? Elle s'en soucie fort peu, je vous assure; faites donc vos affaires vous-mêmes ; car nous sommes bien résolus à ne pas nous en mêler.

« Autre fait bien plus important encore : Il y a quelques semaines, pendant que j'étais en Russie, M. de la Rochefoucauld, chargé des affaires de France à Darmstadt, a demandé une audience au grand-duc de Hesse pour communications importantes, et, dans cette audience, il lui a dit que la France était complètement désintéressée des affaires de l'Allemagne, qu'elle voulait à tout prix maintenir la paix, et que l'annexion de la Hesse et du grand-duché de Bade dans la Confédération du Nord ne serait pas un motif suffisant pour la faire renoncer à son attitude pacifique; qu'elle n'en sortirait que dans le cas où cette annexion s'étendrait au Wurtemberg et à la Bavière.

« A mon retour de Saint-Pétersbourg, ayant eu occasion de rencontrer ce même chargé d'affaires, il m'a renouvelé cette déclaration. J'en ai été tellement sur-

pris et affligé que je n'ai rien trouvé à lui répondre, et que je n'ai pas voulu demander si c'était par ordre de son gouvernement qu'il s'exprimait en ces termes. Je redoutais une réponse affirmative, et j'ai préféré conserver un doute à cet égard. Après quelques instants de réflexion, je lui ai dit que cela ne modifierait en rien notre politique, et que nous continuerions à lutter énergiquement pour conserver notre autonomie et notre indépendance.

« Depuis, en réfléchissant à cette conversation, je me suis dit que, peut-être, votre Empereur n'était pas éloigné de vouloir encourager la Prusse à une démarche imprudente, afin de trouver dans cette annexion une occasion légitime d'intervention. Mais si cette idée est fondée, pourquoi votre Empereur ne s'en explique-t-il pas loyalement avec nous? Qu'il dise un mot seulement, et nous saurons bien faire naître des prétextes suffisants pour donner à la France une occasion légitime d'intervenir dans les affaires d'Allemagne. A coup sûr, notre rôle ne sera pas difficile pour obtenir ce résultat.

« On se trompe généralement sur les relations qui existent entre la Russie et l'Autriche ; on s'imagine à tort que la première a encouragé, dans ces dernières années, les agitations de la Bohême. C'est une erreur ; l'empereur de Russie redoute trop chez lui-même l'élément révolutionnaire pour s'en servir chez ses voisins. Il est toujours très préoccupé des agitations qui se produisent dans sa noblesse, fortement lésée dans ses intérêts présents et à venir par l'affranchissement des serfs;

du malaise très grand qui existe chez ces serfs eux-mêmes, lesquels, à vrai dire, ne constituent pas encore un peuple sur lequel pourrait s'appuyer le souverain.

« L'empereur d'Autriche connaît très bien cette situation ; il ne suspecte nullement les sentiments du Czar à son égard ; aussi évite-t-il tout ce qui pourrait le froisser ou l'inquiéter. C'est pour ce motif qu'il a refusé d'aller à Lemberg dernièrement. Il a repoussé très nettement les prétentions exagérées des Polonais, et il a promis au Czar de maintenir ces derniers.

« L'empereur de Russie, pendant son dernier séjour à Darmstadt, a daigné s'entretenir quelquefois avec moi de la situation présente de l'Europe et des résultats tout à fait imprévus de la guerre de 1866. Sa Majesté en est préoccupée ; elle est convaincue que la Prusse ne saurait s'arrêter en chemin, et que la France, sous peine de perdre toute influence en Europe, sera bientôt obligée d'intervenir. Malgré les liens de parenté et d'amitié qui existent entre la cour de Berlin et celle de Saint-Pétersbourg, l'empereur Alexandre forme des vœux pour la France. Si la Prusse venait à triompher dans une guerre contre la France, me disait Sa Majesté, son ambition n'aurait plus de bornes ; non seulement elle voudrait reconstituer à son profit l'empire d'Allemagne, mais encore elle voudrait être maîtresse absolue dans la Baltique, et ses prétentions iraient peut-être jusqu'à revendiquer les provinces allemandes de la Russie. Si la France, au contraire, triomphait, il est très probable qu'elle se contenterait de prendre sa fron-

tière du Rhin jusqu'à la Belgique, et cela n'a rien qui puisse nous inquiéter.

« Ah ! disait M. de Dalwick, il faudrait bien peu d'efforts, je vous assure, et bien peu d'habileté, pour rendre à la France sa prépondérance en Europe ; mais, en vérité, il semble qu'un mauvais génie inspire votre Empereur, lorsqu'il choisit ses hommes d'État et ses ministres.

« Rouher, La Valette, Benedetti ont eu une funeste influence sur les destinées de l'Europe et de la France.

« L'attitude de ce dernier à Nicolsbourg est inexplicable pour tous ceux qui ont suivi les négociations.

« M. Rouher a été, lui aussi, un instant, l'arbitre des événements après Sadowa ; mon ami M. de Beust a été chargé, par la Saxe et les États du sud de l'Allemagne, de se rendre auprès de l'empereur Napoléon pour réclamer son intervention. Il a rejoint l'Empereur à Vichy dans un moment où Sa Majesté était fort malade.

« Il est resté là quatre jours, attendant une audience. Il passait son temps entre M. Drouyn de Lhuys et M. Rouher, qui lui tenaient un langage absolument opposé, celui-là lui disant que certainement l'Empereur n'abandonnerait pas les États du sud de l'Allemagne ; qu'il interviendrait, au besoin, énergiquement pour arrêter la Prusse, que déjà des ordres étaient donnés au ministre de la guerre pour réunir une armée de cent mille hommes sur le Rhin, que bientôt il recevrait de la bouche même de l'Empereur la confirmation

de ses bonnes intentions. M. Rouher, au contraire, le recevait avec humeur, lui disait que la France n'avait aucun intérêt à se mêler des affaires d'Allemagne, que l'Empereur était fermement résolu à maintenir sa neutralité, que c'était à nous de nous arranger avec la Prusse. Enfin, après quatre jours d'angoisse, sachant que l'état de santé de l'Empereur s'aggravait, qu'il ne pourrait encore de plusieurs jours lui donner une audience, pressé par les événements, il s'est décidé à partir, et, en passant à Darmstadt, il me dit : « Nous ne « devons plus compter sur la France : l'empereur « des Français est très malade, tellement malade que « je ne sais pas s'il se remettra ; ses ministres ne s'en« tendent pas. A vrai dire, il n'y a plus de gouverne« ment ; il faut nous tirer d'affaire comme nous le « pourrons, chacun pour notre compte. » Et c'est alors que les États de l'Allemagne du Sud ont tous successivement subi les volontés draconiennes de la Prusse.

« J'avais été envoyé à Nicolsbourg pour représenter mon souverain. Il n'est sortes de tentatives qui n'aient été faites par M. de Bismarck pour me capter ; promesses, menaces, séductions, il a tout employé. Il a offert de céder à la Hesse toute la partie de la Bavière située sur la rive gauche du Rhin, ou bien toute la partie de la rive droite du Mein jusqu'au delà de Wurtzbourg. Le grand-duc a repoussé ses offres sans hésitation ; accepter eût été s'associer aux spoliations iniques dont la Prusse se rendait coupable et s'interdire toute

protestation pour l'avenir. L'empereur de Russie est sympathique à la France. Chez lui, c'est un sentiment raisonné; il croit que l'intérêt de son pays est d'être favorable à la France plutôt qu'à la Prusse ; mais, dans son entourage, il y a un sentiment de haine passionné contre la Prusse. L'impératrice de Russie, il ne faut pas l'oublier, est sœur du grand-duc de Hesse, qui ne saurait pardonner à la Prusse la situation qu'elle a faite au grand-duché. Le Czarewitch est gendre du roi de Danemark. Il aime tendrement sa jeune épouse et, tout naturellement, partage ses sentiments de haine contre cette Prusse qui a humilié et démembré le pays de sa femme. Certainement qu'avec un peu d'habileté il serait facile de nouer une solide alliance entre la France et la Russie.

« Lors des troubles de Roumanie, M. de Bismarck seul a envoyé des armes.

« Pour la question d'Orient, il n'est pas à craindre que la Russie s'allie à la Prusse, car ce serait cimenter davantage l'alliance de l'Angleterre avec la France.

« Mon ami de Beust croit que la guerre seule pourra relever l'Autriche ; mais il veut encore attendre, pensant que l'Autriche profite plus du temps que la Prusse. Sur ce point, je ne suis pas d'accord avec lui. Je crois, au contraire, que les forces de la Prusse augmentent tous les jours dans des proportions bien supérieures à celles de l'Autriche, de la France et de toute l'Europe. La France, particulièrement, s'affaiblit au point de vue moral ; elle perd toute son influence en Europe, et son

gouvernement subira fatalement le contre-coup de cette fâcheuse situation. Rappelez-vous quels mauvais effets produisit l'affaire Pritchard sous le gouvernement du roi Louis-Philippe ; il ne s'en est jamais relevé, et peut-être faut-il attribuer sa chute principalement à cette cause.

« Ainsi voyez combien est belle votre situation : vous êtes assurés d'une part de la neutralité bienveillante de la Russie, du concours effectif de l'Autriche, du concours probable de la Hollande, du Danemark, de la Suède, qui ont tout à craindre de la Prusse.

« L'Italie ne sera pas assez ingrate ou sera trop bouleversée pour pouvoir s'entendre avec la Prusse.

« Le Wurtemberg et la Bavière prendront certainement une attitude expectante et attendront que les affaires se dessinent pour agir dans un sens ou dans l'autre. Le roi de Saxe voudra observer honnêtement les traités... mais sera-t-il suivi de son peuple et de l'armée ?

« L'Angleterre est favorable à l'empereur Napoléon : Gladstone est son ami personnel ; de ce côté-là encore, vous n'avez rien à craindre, si l'on a soin de donner des garanties à l'Angleterre au sujet de la Belgique.

« Jamais peut-être, à aucune époque, la situation de la France n'a été aussi belle ; avec un peu d'habileté et de fermeté, elle peut reconstituer à son profit, contre la Prusse, la coalition de l'Europe qui s'était formée contre vous en 1814 et 1815.

« Les occasions de faire la guerre peuvent se pré-

senter nombreuses ; la question du Luxembourg peut l'amener ; il peut en être de même au sujet de Mayence, au sujet de Rastadt. Pour cette dernière, en effet, on n'a pas encore résolu la question de défense ; pour Ulm seulement, l'Allemagne du Sud a déclaré qu'elle veut se charger seule des dépenses.

« Mayence est place de Hesse, et la Prusse veut la tranformer en place fédérale sans l'assentiment du grand-duc; de même pour Rastadt.

« Au lieu de cela, Bismarck, grâce à toutes ces questions, pourra choisir son heure et vous faire la guerre alors que vous ne la voudrez pas. Je disais à l'Empereur, quand je l'ai vu à Vichy : « La Hesse sup-
« porte en ce moment tout l'effort de la Prusse ; elle
« résiste et résistera le plus possible; mais je ne pré-
« vois pas que cette résistance puisse aller au delà de
« deux ou trois ans; il faudrait donc faire la guerre
« auparavant. En Bavière et Wurtemberg, les ministres
« Varenbuhly et Hohenlohe sont sous l'influence de
« Berlin ; les souverains sont nuls, mais la popula-
« tion et l'armée sont hostiles à la Prusse. A Münich,
« le ministre de la guerre, M. de Wagner, tient tête à
« Bismarck en s'opposant à une proposition de la Prusse
« acceptée des autres ministres. »

VISITE DU GÉNÉRAL DUCROT AU GRAND-DUC DE HESSE.

Le grand-duc de Hesse m'avait fait exprimer plusieurs fois le désir de me voir, soit par M. de Dalwick,

soit par le baron de Cappell, son grand écuyer, que je connaissais beaucoup, et même par le capitaine S..., du 33e de ligne, d'origine hessoise. J'avais cru, par prudence, devoir m'abstenir de répondre à cette invitation ; mais, ayant eu occasion d'en parler à l'Empereur, Sa Majesté me dit : « Le grand-duc est un de mes amis, vous pouvez aller le voir. Soyez circonspect ; faites en sorte que cela n'ait aucun caractère officiel ; mais il est probable qu'il vous fera quelques intéressantes révélations, et vous me les communiquerez. »

Le baron de Cappell étant venu à Strasbourg et ayant renouvelé ses invitations, je pris jour pour me rendre à Darmstadt. Le baron m'attendait à la gare et me conduisit avec une sorte de mystère à son logement particulier, où je reçus, de la part de sa famille, une très gracieuse hospitalité.

Dans la soirée, il me dit que le grand-duc me recevrait le lendemain matin ; que, par suite de tous les ennuis que lui causent ses relations officielles avec la Prusse, il est obligé à une grande circonspection ; qu'en conséquence la réception serait toute privée et aurait lieu dans une petite maison de campagne où il va fréquemment prendre quelques heures de repos.

Le grand-duc me reçut dans cette maison fort simple ; l'accueil fut très cordial. Le grand-duc est un homme de très haute taille ; il a certainement plus de deux mètres, et a d'ailleurs la prétention d'être plus grand que tous ses sujets. C'est un homme d'une soixantaine d'années, bien conservé, un peu corpulent.

Sa physionomie est ouverte et placide. Il parle très facilement le français.

Il commença par me demander des nouvelles de l'Empereur, de l'Impératrice, me parla du gracieux accueil qu'il avait reçu à la Cour impériale (je ne sais si c'était à Compiègne ou à Fontainebleau), puis, abordant immédiatement le sujet de ses constantes préoccupations, il me dit : « Comment donc l'Empereur nous a-t-il abandonné à la fureur de ces insupportables Prussiens ? comment a-t-il toléré la formation de cette prétendue Confédération du Nord, qui est une menace perpétuelle contre la France et contre l'Europe entière ? Il y avait bien longtemps que la Prusse rêvait tout cela, et, croyez-le bien, elle ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Ses vues ambitieuses portent plus loin. Mais, grâce à Dieu, j'espère bien qu'elle n'est pas encore près de les réaliser. Nous voyons clair dans ses projets, et, s'il plaît à Dieu, nous saurons les faire échouer ; mais il faut que vous nous secondiez, que vous nous souteniez.

« Malgré toutes les intrigues du gouvernement prussien et de M. de Bismarck en particulier, mon vieux peuple est avec moi, et tous les efforts de M. de Moltke pour *prussianiser* mon armée sont jusqu'à ce jour resté sans résultat. Tous, nous sommes indignés de leurs insolentes prétentions. Avez-vous vu, en passant sur la place de Darmstadt, les armes et les couleurs prussiennes qui s'étalent insolemment en face de mon palais ? (Le grand-duc faisait allusion à l'établissement

des postes et télégraphes peint, en effet, aux couleurs prussiennes et surmonté de leurs armes.) Ah ! en vérité, c'est une situation intolérable, et, pour en sortir, je suis prêt à tous les sacrifices.

« Ainsi, je vous donnerais volontiers ma rive gauche du Rhin qui vous fait si grande envie. Vous me trouverez bien quelque compensation du côté du grand-duché de Bade, par exemple. De ce côté, j'accepterais sans scrupule, car, ne vous y trompez pas, ils sont aussi Prussiens que les Poméraniens et les Brandebourgeois ; non pas précisément ce qu'on appelle le peuple, qui, pas plus que nos Hessois, ne veut devenir prussien ; mais le grand-duc et tout son entourage, ce sont, je le répète, de vrais Prussiens. »

Comme, dans le courant de la conversation, je faisais compliment au grand-duc de la bonne tenue de ses troupes que j'avais vues sur le champ de manœuvre : « Mes soldats, s'exclamait-il, ah ! ce ne sont plus mes soldats ! Ce sont les soldats de l'armée prussienne !... Cependant, il faut bien le dire, si l'on dispose de leurs personnes, on ne possède pas encore leurs cœurs. Les Prussiens ne le savent que trop ; aussi, le jour où la guerre éclatera, ils les enlèveront bien vite du pays, les enverront au nord, à l'est, je ne sais où ; ils me les enlèveront, je resterai seul au milieu de mon peuple, qui est et restera toujours mien. Je vous attendrai, je me livrerai sans hésitation entre vos mains, je me confierai à la générosité de votre Empereur !

« ..... Qui sait ? C'est peut-être vous, général, qui me

ferez prisonnier. Vous ne me maltraiterez pas trop, n'est-il pas vrai? » Et comme je protestais de mon désir de servir la cause de Son Altesse, qui est nôtre aussi : « Oh! je n'en doute pas, s'est-il écrié, j'espère que la France n'a pas oublié la fidélité des Hessois. Ils sont restés ses derniers alliés au milieu de ses désastres en Russie, en Espagne, à Danzig; ils ont conservé les aigles impériales; nous les avons encore. Ce sont des reliques que nous gardons précieusement ; mais rappelez-vous bien ce que je vais vous dire et répétez-le textuellement à votre Empereur, car j'y attache une importance extrême : Qu'il fasse en sorte, le jour où il voudra commencer la guerre, de pouvoir passer immédiatement sur la rive droite du Rhin et de prendre résolument l'offensive; le plus léger succès déterminera tous les États du sud de l'Allemagne à marcher avec vous. Si, au contraire, vous hésitez, si vous laissez à la Prusse l'avantage de l'offensive, ainsi que cela est arrivé pendant la campagne de 1866, soyez-en sûrs, vous êtes perdus, car nous serons tous obligés de marcher avec la Prusse, et, une fois engagés, nous ne pourrons plus nous arrêter; alors vous succomberez fatalement sous le nombre.

« Comptez-vous rester quelques jours à Darmstadt? me demanda-t-il.

« — Non, lui répondis-je, je suis un peu pressé par le temps, je ne puis rester plusieurs jours éloigné de mon poste, et je voudrais revenir par Mayence et le Palatinat.

« — Ah! me dit-il, vous voulez voir vos Mayençais,

vous avez raison ; ils vous sont restés attachés, et leur sympathie pour la France s'accentue encore plus depuis qu'ils sont menacés de devenir Prussiens. Étudiez bien le terrain ; l'état-major prussien ne se fait pas faute d'étudier le vôtre... »

Là-dessus, le prince me serra très vivement la main, me chargea, dans les termes les plus affectueux, de ses compliments pour l'Empereur, et je me retirai.

Cette entrevue se passait sans témoin. En sortant, le baron de Cappell, qui m'attendait dans un salon voisin, me dit :

— N'avez-vous pas trouvé le grand-duc triste et très ému?

— En effet, lui répondis-je, il paraît surtout très irrité contre la Prusse.

— C'est, me dit le baron de Cappell, que, peu d'instants avant de vous recevoir, Son Altesse avait eu une scène des plus pénibles avec le prince Louis, son neveu et son héritier présomptif. Le prince commande l'armée hessoise, et, sous je ne sais quel futile prétexte, il est venu dire au grand-duc qu'il voulait se démettre de son commandement et faire un voyage en Terre Sainte. Or, le grand-duc ne se fait pas d'illusions ; il sait très bien que le prince Louis serait immédiatement remplacé dans son commandement par un général prussien, et alors la situation deviendrait tout à fait intolérable. Tout ceci est encore une histoire arrangée par la princesse Alice, femme du prince Louis et sœur de la princesse royale de Prusse et non moins Prussienne. Elle

s'est mis dans la tête de faire abdiquer le grand-duc en faveur du prince Louis, son mari; elle espère y arriver à force de coups d'épingle et de tracasseries, mais elle se trompe : le grand-duc tiendra bon et restera à son poste jusqu'à la mort.

Le général Frossard au général Ducrot.

Compiègne, 12 novembre 1868.

MON CHER GÉNÉRAL,

J'ai été empêché, dans ces derniers jours, de répondre, comme je le voulais, à votre dernière lettre qui contenait le récit détaillé de votre conversation avec M. de Dalwick. J'attendais que ce document, que j'ai communiqué, revînt dans mes mains, ce qui n'a pas encore eu lieu.

Vous me pardonnerez donc ce retard. Une heure après avoir reçu la lettre en question, l'occasion s'étant présentée d'en parler, dans le cabinet même, on m'a autorisé à la lire tout entière, ce que j'ai fait, sans en rien passer, sans même omettre un seul mot de ce que vous avait raconté Mme de Pourtalès de ses impressions et de ses conversations à Berlin. Tout cela a été écouté avec attention et un intérêt autre, évidemment, que celui de la simple curiosité, mais aussi sans réflexions importantes de la part de celui qui m'écoutait. J'ai remis alors le récit de M. de Dalwick dont je n'avais pas même

eu le temps encore de prendre lecture; on l'a gardé, on en a pris connaissance, puisque deux jours après on m'a dit : « C'est fort intéressant, ce que vous m'avez remis, et je suis bien aise de l'avoir eu. » J'attendais qu'on me rendît cet écrit, mais j'ai attendu vainement jusqu'ici, et j'ai naturellement cru devoir n'en plus parler.

En somme, je pense qu'on vous sait gré de la communication.

Je crois aussi qu'on questionnera ici Mme de Pourtalès et la princesse de Metternich, qui doivent venir à la troisième série, vers le 26 de ce mois.

Mon sentiment personnel est que tous ces dires, toutes ces opinions, sont parfaitement fondés, et que les événements prévus sont inévitables, quoi que fassent les aveugles qui vivent en ce moment dans la quiétude la plus fâcheuse.

En tout cas, il faut que ceux qui, comme nous, voient plus juste, se raidissent et se préparent avec fermeté.

Je vous renouvelle, mon cher général, l'assurance de ma sincère amitié.

Signé : Général Ch. Frossard.

En même temps qu'il informait l'Empereur par l'intermédiaire du général Frossard des entretiens qu'il avait avec M. de Dalwick et le grand-duc de Hesse, le général Ducrot faisait parvenir au ministre un rapport où il consignait les impressions personnelles qu'il avait rapportées de ses tournées sur la rive droite du Rhin.

Le ministre de la guerre au général Ducrot.

Paris, 15 décembre 1868.

GÉNÉRAL,

Vous m'avez transmis, le 9 décembre courant, une lettre du colonel Sabatier, directeur des fortifications à Strasbourg, dans laquelle cet officier supérieur demande l'autorisation de faire visiter Rastadt, Mayence, Germersheim et Landau, vers la fin du mois, par le capitaine Wagner.

On avisera plus tard, après l'hiver, à envoyer un officier visiter les places dont il s'agit, mais il ne faut pas perdre de vue que M. Wagner, chef d'un service qui comporte une surveillance active sur les fractions de la brigade topographique détachée à Strasbourg, à Langres et à Toulon, n'est pas à désigner pour des missions qu'il remplirait très habilement, sans doute, mais pour lesquelles on peut trouver des officiers en sous-ordre qui s'en acquitteraient d'une manière très satisfaisante (1).

Recevez, général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le maréchal de France, ministre secrétaire d'État de la guerre,

Signé : NIEL.

(1) Après avoir refusé le droit d'envoyer directement des officiers en mission, le ministre refusait maintenant au général Ducrot, même en passant par l'intermédiaire du service du génie, de faire reconnaître les places

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 22 décembre 1868.

Il y a longtemps, bien longtemps, cher et excellent ami, que vous ne nous aviez donné signe de vie ! Il nous tardait donc beaucoup d'avoir quelques renseignements sur votre installation d'hivernage et sur l'état de votre santé. Je vois avec peine que vous n'avez pas trouvé à Nice ce que vous allez y chercher chaque année : le beau temps et la chaleur.

Jusqu'à présent vous ne me paraissez pas avoir été beaucoup plus favorisé que les habitants du reste de la France ; comme nous, vous avez un ciel gris sur vos têtes, un sol boueux sous vos pieds, et, pas plus que vous, nous n'avons à nous plaindre du froid ni de la bise. A vrai dire, l'hiver n'a pas encore commencé, même sur les bords du Rhin.

Patience, me direz-vous, cela viendra certainement, et peut-être ne perdrez-vous rien pour avoir attendu. Sans doute, je sais bien qu'il ne faut pas se vanter tant que le père Janvier n'a pas fait son apparition, car il aura bientôt jeté sur ses épaules son blanc manteau ; mais je trouve que c'est fort joli d'être arrivé à la fin de décembre sans neige ni gelées. Bientôt nous marche-

allemandes. Le parti pris saute aux yeux, et il est curieux de constater que ce refus coïncide avec l'envoi des renseignements si intéressants qui précèdent.

rons à pas rapides vers le printemps, et, pour nous soutenir au milieu des mauvais jours, nous aurons l'espérance, bien le plus précieux de la vie d'ici-bas ! Il serait fort à souhaiter que les perspectives de la politique s'éclaircissent en même temps que le ciel; mais, hélas! c'est précisément le contraire qui se produit : du moins, ce me semble. En considérant ce qui se passe en France aussi bien qu'au delà de nos frontières, je ne vois que points noirs, signes précurseurs de terribles orages... J'appréhende à l'intérieur une révolution et l'anarchie; à l'extérieur, une invasion de la Prusse. Voilà deux épées de Damoclès incessamment suspendues sur nos têtes...

Sans doute, les événements accomplis et ceux que l'on peut prévoir en Espagne, en Italie, en Grèce, en Roumanie, ont leur importance, mais une importance secondaire. Ce sont de simples effets, dont il faut rechercher la cause dans les habiles et perfides menées du cabinet de Berlin, dans les fautes et les faiblesses de notre propre gouvernement.

Il y a quelques semaines, j'ai saisi une occasion de causer longuement et très intimement avec un homme bien remarquable par sa haute intelligence, par sa parfaite connaissance des hommes et des événements de notre temps. Il me montra alors, avec une clarté saisissante, la main de Bismarck se mêlant aux affaires de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce, de la Roumanie; l'empereur de Russie lui-même, effrayé de cette insatiable et audacieuse ambition, refusant de s'associer

aux projets gigantesques de cette Prusse, si petite il y a un siècle à peine, et si grande aujourd'hui !

J'ai envoyé à Compiègne, il y a quelques semaines, un long rapport des plus importants avec une lettre dans laquelle je donnais certains renseignements fort intéressants, qui m'avaient été fournis par deux personnages en position d'être bien informés, l'un arrivant de Berlin, l'autre de Vienne ; le tout était accompagné de réflexions très raides sur notre politique intérieure et extérieure...

. . . .

Une phrase, que je trouve dans le numéro du *Gaulois* du 20 décembre, résume assez bien la situation, telle que je l'entrevois : « Le gouvernement français voit la guerre s'avancer comme une marée qui monte, inévitable, implacable. Il voit la guerre, mais il ne veut pas être accusé de l'avoir provoquée ; il appelle aux affaires l'homme qui s'est montré jusqu'ici le plus favorable à nos ennemis de demain, afin de pouvoir leur dire à la face de la France : Si l'Europe est en feu, que la responsabilité en pèse sur vous, et que le sang versé retombe sur votre tête ! »

Évidemment, M. Edmond Tarbé n'a pas écrit ces lignes au hasard ; ses appréciations sont basées sur quelques renseignements émanés de bonne source.

Lorsque je causais avec l'Empereur à Plombières, à la suite d'un long entretien sur les affaires d'Allemagne, Sa Majesté a laissé échapper la phrase suivante : « Oui, cette Prusse est insatiable... ; il faudra cependant bien

que cela finisse! » Un de mes amis, parfaitement placé pour connaître ou plutôt pour deviner les pensées de notre souverain, me disait au mois d'août dernier : « L'Empereur ne se fait aucune illusion sur la situation présente; Sa Majesté la juge beaucoup mieux qu'on ne le pense généralement; elle sait très bien que la lutte avec la Prusse est inévitable ; mais elle veut que l'affaire s'engage par l'Autriche, qui, aux yeux de l'Europe, est dans une situation bien plus précaire, bien plus difficile que la France, qui a à faire valoir des griefs bien plus incontestables ; l'Autriche s'engageant, la France la suivra tout naturellement, entraînant la Hollande, le Danemark et la Suède ; les États du sud de l'Allemagne, partagés entre leurs sympathies pour l'Autriche et la crainte que leur inspire la Prusse, garderont la neutralité, et, en résumé, toutes les chances de succès seront en notre faveur. »

Lorsque la princesse de Metternich est passée ici en revenant de Vienne, elle m'a dit d'un air tout joyeux : « Eh bien, cher général, vous devez être satisfait; notre armée se réorganise, elle a repris confiance, est toute pleine d'ardeur et brûle du désir de prendre sa revanche; ce qui vaut mieux encore que tout cela, c'est que l'on a enfin compris à Vienne que, sous peine de nous laisser étrangler, il faut agir, et agir au plus vite. »

Et comme je répondais à la princesse : « Mais êtes-vous bien sûre que notre Empereur est disposé à vous suivre dans cette voie? » elle m'a fait un petit cligne-

ment d'œil très significatif et a ajouté : « Eh ! soyez tranquille de ce côté ! »

J'ai à peu près vidé le fond de mon sac, et vous en savez maintenant aussi long que moi sur tout ce qui se passe et se prépare. Après vous avoir si longuement entretenu de nos affaires extérieures, il ne me reste plus qu'à vous dire quelques mots de mes affaires particulières. Tous mes enfants vont bien, grandissent en sagesse et en aimable gentillesse. Ma chère femme est toujours vaillante au milieu de toutes ses préoccupations.

. . . .

Le général Castelnau,
directeur du personnel au ministère de la guerre,
au général Ducrot.

Paris, 24 janvier 1869.

MON CHER GÉNÉRAL,

Vous avez, il y a quelque temps, exprimé le désir d'être appelé au commandement de la 19[e] division militaire lorsque le commandement serait vacant. Ce moment est arrivé (1).

(1) Cette lettre dénote une deuxième tentative pour enlever au général Ducrot le commandement de Strasbourg. Le 16 mars 1868, il a écrit à son ami M. Rambourg qu'il ne savait d'où venaient les bruits qui le représentaient comme désirant la division de Bourges. Le commandement de cette division devenant vacant, le bruit prend corps et se traduit par une proposition directe basée sur une demande imaginaire qu'il n'a jamais faite.

Je vous prie de me faire connaître si vos intentions sont toujours les mêmes, et, dans ce cas, je vous présenterai au ministre pour remplacer le général Sol.

Je vous renouvelle, mon cher général, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

N. CASTELNAU.

Le général Frossard au même.

Tuileries, 26 janvier 1869.

MON CHER GÉNÉRAL,

Tranquillisez-vous. Je viens de parler à l'Empereur. Il ne savait même pas que Castelnau vous eût fait cette ouverture. Il est très satisfait de la manière dont vous exercez votre commandement à Strasbourg, et il désire que vous y restiez.

Sa Majesté a ajouté : « Ce qui a porté Castelnau à faire à Ducrot cette proposition, c'est sans doute le désir qu'avait exprimé Ducrot, il y a un an, *je crois,* de quitter Strasbourg (1). »

J'ai répondu que, si vous aviez eu ce désir, vous ne l'aviez plus dans les circonstances actuelles. « C'est bien », a dit l'Empereur.

. . . .

Général Ch. FROSSARD.

(1) Jamais le général Ducrot, on l'a vu, n'avait exprimé ce désir ; mais des *gens bien intentionnés* avaient trouvé moyen, depuis mars 1868, de faire croire à l'Empereur que ce désir avait été formulé.

Le général Ducrot au général Frossard.

Strasbourg, 31 janvier 1869.

Mon cher général,

Je viens de voir le commandant S..., qui m'a apporté de vos nouvelles et m'a dit que vous l'aviez entretenu de certains faits qui se passeraient en ce moment à Mayence et Rastadt et seraient assez significatifs.

Les mêmes renseignements me sont parvenus à Strasbourg par des bruits qui circulent dans la ville et à l'origine desquels il m'a été impossible de remonter. Les Prussiens, dit-on, font couper les arbres sur les glacis de Mayence et de Rastadt; dans le grand-duché de Bade, on met en réquisition les médecins et vétérinaires en état de marcher, et l'on en fait la répartition, comme auxiliaires, entre les différents corps de troupes.

N'ayant plus la possibilité d'envoyer des officiers à l'étranger, j'ai dû chercher un moyen détourné pour vérifier l'exactitude de ces renseignements, et je me suis adressé à un M. de G..., qui a servi jadis dans notre armée et qui, depuis plusieurs années, possède des propriétés dans le Palatinat, d'où il a fréquemment occasion d'aller à Mayence et dans le duché de Bade. Il a bien voulu se charger de prendre, *de visu,* tous les renseignements utiles.

Quant à l'affaire des médecins et vétérinaires, M. de G... m'a cité un fait qui paraît concluant. Il y a aujourd'hui quinze jours, son vétérinaire, qui habite Manheim, a reçu une commission de première classe pour un corps de troupes (M. de G... n'a pu se rappeler lequel), avec injonction de se tenir prêt à rejoindre au premier ordre.

Il est vraiment fâcheux que nous n'ayons aucun moyen de surveiller ce qui se fait ou se prépare chez nos trop actifs voisins. Ne serait-il pas indispensable d'organiser dès à présent un service de renseignements militaires qui mettrait à notre disposition un certain nombre d'agents chargés de nous tenir au courant des moindres incidents présentant quelque signification, et qui, le jour où la guerre éclaterait, pourrait nous rendre d'incalculables services? Ce n'est pas au moment où les relations seront interrompues qu'il sera possible d'organiser ce service; il faut du temps et beaucoup d'adresse pour le monter convenablement (1).

Je livre ces réflexions à votre appréciation.

Croyez, mon cher général, à l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

(1) Rien de plus sage que cette observation, et les faits, au début de 1870, l'ont amplement démontré. Ce n'était pas la première fois que le général Ducrot la faisait. Il avait vainement insisté dans le même sens près du ministre.

Le maréchal Bazaine au général Ducrot.

Au grand quartier général à Nancy, le 26 février 1869.

MON CHER GÉNÉRAL,

Le ministre de la guerre m'écrit ce qui suit, à la date du 24 février :

« Mon attention a été appelée sur le fait suivant, qui s'est produit récemment à Strasbourg.

« A l'occasion d'une opération de petite guerre que le 5[e] d'artillerie a été appelé à exécuter, M. le général commandant la 6[e] division militaire a cru devoir prescrire d'*urgence* à la direction d'artillerie de Strasbourg de délivrer audit corps un certain nombre de charges à poudre pour canon de 4 rayé de campagne.

« M. le général Ducrot a évidemment perdu de vue, dans cette circonstance, que l'article 4 du règlement du 25 mai 1840 n'autorise les généraux commandant les divisions militaires et les commandants de place à ordonner des mouvements de matériel que dans des cas *extraordinaires* et pour des motifs de *sûreté publique*.

« Quant à la délivrance de munitions qui doivent être consommées uniquement en vue de l'instruction des troupes, elle ne peut avoir lieu sans une autorisation du ministre, que le général doit obtenir préalablement.

« Je vous prie de vouloir bien éclairer, à cet égard, M. le général Ducrot, et, le cas échéant, rappeler à

MM. les généraux commandant les divisions de votre corps d'armée que la règle en question doit être exactement observée. »

Je vous prie de vouloir bien vous conformer aux prescriptions ci-dessus (1).

Recevez, mon cher général, l'expression de mes sentiments affectueux.

Le maréchal commandant le 3e corps,

Signé : BAZAINE.

Le maréchal Niel au général Ducrot.

Paris, 16 mars 1869.

GÉNÉRAL,

Le directeur général des forêts m'informe que des plaintes lui ont été adressées par le conservateur de Strasbourg à l'occasion de manœuvres militaires qui auraient eu lieu dans les forêts voisines de cette ville, notamment le 19 février dernier, et qui, indépendamment de quelques délits commis par les soldats, auraient l'inconvénient de disperser le gibier au préjudice des

(1) On a retiré au général Ducrot les moyens qu'on avait tout d'abord reconnus nécessaires pour lui permettre de remplir son rôle d'observateur placé aux avant-postes. On a ensuite, par une voie détournée, tenté de le faire déplacer. On va maintenant, par une série de mesures blessantes, essayer de froisser son amour-propre pour l'amener à solliciter son changement.

locataires de la chasse, en même temps que d'endommager les plantations et les routes.

Je vous prie de prendre les mesures nécessaires pour que de semblables réclamations ne se reproduisent pas (1).

Recevez, général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le maréchal, ministre de la guerre,
Signé : NIEL.

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 30 avril 1869.

Je pense, cher ami, que, conformément à votre programme, vous faites en ce moment vos préparatifs de départ pour mettre le cap sur Paris... N'éprouvez-vous pas des regrets en vous arrachant à votre La Ferté, par ce temps délicieux de verdure et de renouveau? Quel charme de voir s'étaler les larges feuilles de vos vieux marronniers, éclore les premiers boutons de vos rosiers, respirer les douces senteurs printanières, alors que les premiers rayons du soleil commencent à sécher l'herbe humide et à échauffer la terre!... Mais pardon, je m'aperçois que je tourne à l'idylle, et cela n'est guère dans le goût du jour. Que voulez-vous? j'adore la cam-

(1) Deuxième blâme officiel en quinze jours, et pour des motifs dont la gravité ne saurait échapper à personne.

pagne et je ne comprends pas que l'on puisse préférer le brouhaha des rues, l'asphalte, le macadam, les froides murailles, au calme des champs, au gazouillement des oiseaux, aux tapis de verdure, aux beaux ombrages et à la mousse des forêts, aux vastes horizons, aux saines émanations d'une belle et riche nature !...

Il y a quelques semaines, le commandement de Bourges se trouvait vacant, je n'avais qu'un mot à dire pour l'obtenir; mais, à ce moment, le vent soufflait en plein à la guerre. Certains mouvements de troupes, des mesures prises dans nos places fortes et dans nos arsenaux, beaucoup d'autres indices encore, prouvaient d'une manière évidente que l'on se préparait sérieusement à l'action. Afin de mieux m'éclairer, j'ai été à Paris, j'ai vu notre ministre, notre souverain, quelques amis en mesure d'être parfaitement renseignés, et, après avoir entendu les uns et les autres, je suis revenu à mon poste, convaincu que nous touchions enfin à une solution. L'Empereur lui-même, à la fin d'une longue conversation, m'avait dit d'un ton très résolu : « Il faut nous tenir prêts... (ceci entre nous). »

En présence d'une situation aussi accentuée, de paroles aussi significatives, comment songer à déserter mon avant-garde pour aller jouir des douceurs du repos champêtre dans notre paisible Berry ? Cela n'était pas possible. Je n'ai même pas parlé de Bourges. Voilà qu'une fois encore le vent a tourné ; autant nous étions belliqueux et rodomonts il y a deux mois, autant nous sommes pacifiques et doucereux aujourd'hui. Le fait

est que nous ne pouvons nous résigner à accepter franchement la situation que nous nous sommes faite par les fautes énormes commises en 1866, et que nous ne pouvons non plus nous décider à la guerre.

Nous y rêvons sans cesse, nous nous y préparons d'une façon continue avec redoublement d'activité intermittent; puis, au dernier moment, le cœur nous manque toujours, et, après un pas fait en avant, nous en faisons deux en arrière. Il est évident que la paix repose sur des bases trop peu solides pour être durable. La Prusse peut ajourner ses projets sur l'Allemagne du Sud, sur la Lorraine et sur l'Alsace, mais n'y renoncera jamais; l'Autriche n'a nullement accepté le *statu quo* comme situation définitive; elle nourrit toujours l'espoir de prendre sa revanche de Sadowa et de recouvrer son rôle de grande puissance allemande; en conséquence, elle poursuit, avec une grande activité et au prix d'énormes sacrifices, la réorganisation de ses forces militaires. M. de V..., notre attaché militaire à l'ambassade de Vienne, me disait dernièrement : « Pour l'Autriche, ce n'est qu'une question de temps et de patience : elle croit avoir intérêt à traîner les choses jusqu'en 1870, mais elle est irrévocablement décidée à profiter de la première occasion favorable pour entrer en action, et considère ses intérêts comme étroitement liés aujourd'hui à ceux de la France. »

Dans cet état de transformation, de troubles, de défiances, n'est-il pas clair qu'un incident imprévu peut, à chaque instant, amener une crise terrible?

Pour le moment, c'est la fièvre électorale qui domine tout; ici même, dans notre Alsace jadis si bien disciplinée, l'agitation est fort grande; la lutte sera très vive dans quelques circonscriptions, surtout dans le Haut-Rhin, où les questions politiques et commerciales s'enchevêtrent et se confondent. Sous le drapeau des dynastiques et des démocrates, on cache le plus souvent le drapeau des libre-échangistes et des protectionnistes; en ceci comme en toutes choses, dans ces temps de positivisme, l'intérêt personnel domine tout.

J'aurais bien grand désir de profiter du moment où vous serez tous réunis à Paris pour aller y passer quelques jours, mais je ne sais s'il me sera possible de m'absenter pendant la période électorale.

Et vous, cher ami, n'auriez-vous pas quelques jours à nous donner? Sans parler du plaisir que ferait votre venue à toute la maisonnée, je vous dirai que je suis à votre disposition pour faire quelques excursions de l'autre côté du Rhin; je connais mieux le terrain que lors de votre premier voyage, et je serais en mesure de vous mieux piloter sur les bords du Rhin, dans la forêt Noire ou plus loin encore.

Le général Frossard au général Ducrot.

31 mai 1869.

MON CHER GÉNÉRAL,

Je m'empresse de répondre un mot à votre lettre.

J'ai su tous les ennuis que vous avez éprouvés et je m'y suis associé par sentiment d'affection pour vous. Mais ce n'est pas une âme comme la vôtre que le découragement peut atteindre. Soyez bien convaincu que tout le monde ici vous apprécie comme vous devez l'être, et vous tient en aussi haute estime que vous pouvez le désirer (1).

Vous ferez bien de venir faire une apparition à Paris; si vous êtes ici dimanche, il vous sera possible de voir l'Empereur, car il n'a pas discontinué ses réceptions militaires après la messe.

Vous me trouverez samedi matin, de neuf à onze heures, à mon cabinet des Tuileries, et j'aurai grand plaisir à vous revoir et à causer avec vous.

Je vous renouvelle, mon cher général, l'assurance de mes sentiments très dévoués et affectueux.

Signé : Général Ch. FROSSARD.

Le général Ducrot à son frère.

Strasbourg, mai 1869.

MON CHER AMI,

Décidément je n'irai pas à Paris. Qu'irais-je y faire?

(1) Le général Ducrot avait vainement essayé de défendre la cause d'un de ses officiers victime de basses influences. Le ministre, circonvenu ou abusé, avait frappé avec la dernière rigueur l'officier en question, malgré les efforts du général. Celui-ci fut profondément peiné d'une mesure qu'il estimait injuste et qui portait atteinte à son autorité.

Chercher à me disculper, à prouver que le ministre a agi avec faiblesse, sinon déloyauté !

Je ne m'abaisserai pas à jouer ce rôle. Tant pis pour ceux qui, connaissant toute la vérité, ne comprennent pas que je défendais, dans la personne de M. X..., les principes d'ordre, de morale et de discipline sans lesquels il n'y a pas d'armée possible.

Cette affaire, grosse comme symptôme de la démoralisation de l'armée, de la faiblesse et du manque de sens moral de nos gouvernants, est bien insignifiante en elle-même, comme question de personne, alors que tous les bons esprits, tous les cœurs vraiment français ont de si graves sujets de chagrin et de préoccupations.

Attendons les événements, l'on verra bien où sont les hommes de cœur et de dévouement !

A Monsieur Arnauld d'Abbadie d'Arrast.

Strasbourg, 29 mai 1869.

MON CHER AMI,

.... Depuis quatre jours j'assiste, impuissant, à des scènes de désordres qui, chaque nuit, troublent le repos public, au grand déplaisir de tous les bons citoyens.

Le 24, à la suite de l'élection de M. de Bussière, une bande de vauriens s'est portée à son hôtel, a brisé ses carreaux à coups de pierres, a vociféré sous ses fenêtres et dans les rues, tout cela de onze heures à

minuit et demi, sans que l'autorité municipale ou administrative songeât à intervenir.

Prévenu le lendemain 25, par des rapports très circonstanciés, que pareille manifestation se préparait pour le soir, j'ai vainement cherché le préfet et le maire pour me concerter avec eux sur les mesures à prendre : le premier était parti pour Paris, le second était introuvable ; le soir, à neuf heures, vu l'urgence, j'ai dû prescrire au commandant de place de se concerter avec le commissaire central de police. Le piquet de sûreté de la place d'Armes a été porté de trente-deux hommes à cent, plus vingt-cinq chevaux du 20e d'artillerie.

Des patrouilles, composées de trente hommes d'infanterie et huit cavaliers, fournies par ce piquet, ont circulé dans les quartiers les plus populeux pour maintenir la circulation et empêcher les attroupements de se former. A onze heures, au moment de la sortie des brasserie, les groupes se sont organisés, ainsi que nous en avions été prévenus, et se sont dirigés vers l'hôtel de Bussière ; mais, arrivés sur la place d'Armes, voyant le piquet l'arme au pied, ils se sont arrêtés et ont commencé à faire entendre quelques cris et quelques sifflets. Une simple démonstration de la police, appuyée par la troupe, et quelques arrestations judiciaires suffisaient pour faire rentrer tout dans l'ordre. A ce moment, j'arrivais moi-même en bourgeois sur la place, en compagnie de quelques officiers de mon état-major également en bourgeois ; apprenant que le maire se trouvait dans le bureau de la place, je me portai à sa rencontre pour

m'entendre avec lui au sujet des mesures à prendre.

Jugez de ma stupéfaction, lorsque ce monsieur m'interpelle de la manière suivante : « Général, ce déploiement de forces, que rien ne motivait, est déplorable ; vous avez exaspéré la population ; si vous ne faites retirer les troupes immédiatement, vous êtes responsable de tous les malheurs qui peuvent arriver. » Un des principaux meneurs, qui était à côté du maire, le prend encore sur un ton plus haut, et voilà la foule qui crie et hurle, faisant chorus avec M. le maire. La situation était embarrassante, convenez-en. Fort heureusement, je reste calme et je réponds à M. le maire : « Les scènes déplorables qui se sont produites hier justifiaient complètement les mesures de précaution que j'ai cru devoir prendre ; il eût été honteux que, dans une ville comme Strasbourg, qui compte dix mille hommes de garnison, on vît se reproduire deux jours de suite de pareilles violences. Si vous n'en avez pas été prévenu, c'est que vous êtes resté introuvable toute la journée. Je pourrais vous dire : Nous sommes ici sur un terrain militaire, lieu habituel de réunion pour toutes les prises d'armes ; j'y reste, et malheur à qui nous touche. En parlant ainsi, je resterais strictement dans mon droit ; mais, puisque vous prétendez que le retrait des troupes fera cesser immédiatement tout désordre, j'y consens, à une condition, cependant, c'est que cette foule elle-même va ratifier votre engagement. » Et, ce disant, je me porte vers les groupes qui se massent autour de moi ; je leur fais entendre quelques paroles pour les faire rentrer en

eux-mêmes, leur faire comprendre combien cette conduite est insensée, que leurs manifestations contre l'élu du suffrage universel est un attentat à la liberté. Je termine en disant : « Si vous voulez prendre l'engagement de cesser tout désordre, de vous retirer en même temps que la troupe, elle va rentrer immédiatement dans ses casernes. — Oui, oui! répondent-ils. Vive le général! vive la troupe! » Je donne l'ordre du départ, et, en effet, le gros du rassemblement se retire ; un groupe seul se forme autour du maire, demandant l'élargissement des coupables arrêtés la veille.

Le maire explique qu'ils sont à la disposition du procureur impérial, et enfin finit par les entraîner dans la direction de l'Hôtel de ville, où ils l'accompagnent en criant : « Vive M. le maire ! » De là, ils se portent, en chantant la *Marseillaise,* vers la maison du sieur Barsch, candidat de l'opposition, y stationnent quelque temps, et enfin finissent par se disperser. Le 26, j'étais prévenu, dans la journée, que de nouvelles manifestations se préparaient pour le soir ; le mot d'ordre des meneurs était de continuer, tant que M. de Bussière n'aurait pas donné sa démission. Condamné à l'impuissance par suite de l'attitude du maire, je me bornai à tenir des troupes prêtes dans les différentes casernes, et je me tenais moi-même en uniforme dans le jardin de mon hôtel, avec les officiers de mon état-major. Dès neuf heures du soir, des groupes se formaient dans différents quartiers de la ville, hurlant la *Marseillaise,* criant : « Vive la liberté! Vive la République ! A bas Bussière ! »

Le maire allait de l'un à l'autre, cherchant vainement à les calmer et à les disperser; on le laissait parler, on criait : « Vive M. le maire! » mais les attroupements persistaient. Vers onze heures et demie, ces groupes s'étaient réunis et formaient mille à douze cents personnes qui ont parcouru la ville en proférant les mêmes cris; un instant, cette foule s'est arrêtée sous les fenêtres de mon hôtel, sifflant et hurlant la *Marseillaise;* même cérémonie chez le commandant de place, chez le secrétaire général de la préfecture. Ces scènes de désordre ont duré jusqu'à une heure du matin. Sachant que la famille de Bussière était partie depuis la veille pour la campagne, ils ont délibéré un instant pour savoir s'ils ne se porteraient pas vers cette campagne; mais la distance étant de huit kilomètres, ils ont pensé qu'on pourrait bien les rattraper en route, et n'ont pas été assez audacieux pour se lancer dans cette entreprise.

Le 27, à cinq heures du soir, j'ai vu arriver chez moi M. le maire, accompagné du procureur impérial. M. le maire m'a exprimé ses regrets du mouvement de vivacité qu'il avait eu dans la soirée du 25, a reconnu qu'il s'était trompé et, bref, a conclu en disant qu'il reconnaissait que les moyens de douceur et de persuasion étaient épuisés, et qu'il venait requérir le concours de l'autorité militaire.

Comme bien vous pensez, je lui ai dit ma façon de penser sur le triste rôle qu'il avait joué, que je voulais bien l'oublier pour ne songer qu'au bien public, que notre concours lui avait toujours été acquis, qu'il ait

donc à me faire connaître dans quelle mesure et comment il entendait réclamer notre intervention.

Il a répondu qu'il était décidé à ne pas sortir de chez lui le soir et à nous laisser toute liberté d'action. « Oh ! par exemple, lui ai-je dit, ceci est trop joli, monsieur le maire ; vous voudriez vous réserver le rôle de conciliateur et de pacificateur, et rejeter sur nous tout l'odieux de la répression. Eh bien, je vous déclare que si la troupe paraît ce soir, ce sera sous mes ordres, moi en tête, entouré de mon état-major, et vous à mes côtés, en uniforme comme moi. Sinon, non, et l'on peut brûler votre ville sans que paraisse un soldat. » Le procureur impérial est intervenu pour faire comprendre au maire qu'il ne pouvait songer à s'effacer dans un pareil moment, que lui-même l'accompagnerait, etc.

Enfin, après beaucoup d'hésitations, il a fini par se décider, mais a beaucoup insisté pour ne pas mettre son uniforme, mais seulement son écharpe.

J'ai fait la concession de l'uniforme. Puis je lui ai dit : « Aujourd'hui comme le premier jour, je suis convaincu que, avec un peu de fermeté, il sera inutile d'en venir à cette extrémité. Organisez vos agents sous les ordres de commissaires de police, donnez des ordres énergiques pour qu'ils dispersent les rassemblements aussitôt qu'ils commenceront à se former, arrêtent les meneurs et les récalcitrants, et vous verrez que tout rentrera dans l'ordre. Si mes prévisions étaient trompées, si la police rencontrait une résistance sérieuse, au premier avis de votre part de forts piquets partiraient

de toutes les casernes, suivraient des itinéraires tracés à l'avance, de manière à envelopper tous les émeutiers et à les refouler vers la place d'Armes, où nous les disperserons à coups de crosse et de botte dans le derrière. Tenez-vous donc au bureau de la place avec M. le procureur impérial, pour y recevoir les rapports de vos agents, et prévenez le commandant de place aussitôt que notre intervention vous paraîtra nécessaire. »

Ce programme a été suivi, les rassemblements ont été dispersés par la police; dix-sept arrestations ont été opérées, et, à onze heures et demie, tout était terminé sans qu'un soldat fût sorti des casernes.

Un pavé a été lancé à l'adresse du maire si populaire la veille, mais fort heureusement ne l'a pas atteint, et a dû lui faire faire de tristes réflexions sur l'ingratitude des masses et l'inconsistance de la popularité !

Hier 28, la soirée a été parfaitement calme, et je pense que nous en avons pour quelque temps.

. . . .

Bien à vous.

A son frère.

Strasbourg, 20 août 1869.

Mon cher ami,

..... Tu diras au général Bourbaki qu'il y a redoublement d'activité et d'insolence chez nos voisins en ce moment.

J'ai vu, ces jours derniers, plusieurs personnes venant d'Allemagne, entre autres M. Rothan, notre ancien consul général à Francfort, aujourd'hui ministre plénipotentiaire à Hambourg. Ce dernier me disait : « Le gouvernement prussien, un instant effrayé par nos préparatifs militaires, par notre entente avec l'Autriche et l'Italie, par son isolement et ses difficultés intérieures, a repris confiance, depuis qu'il nous voit nous-mêmes aux prises avec nos difficultés intérieures. Pendant que nous nous absorbons dans des discussions de prérogatives parlementaires, de transformations de constitution, de compétitions ministérielles, il poursuit avec une activité et une vigueur incessantes ses préparatifs de guerre, d'absorption et d'unification allemande. En ce moment, la Prusse nous donne des coups de bâton sur le dos de l'Autriche, et tout le monde tremble devant elle; les plus récalcitrants mêmes font amende honorable et s'humilient, la France n'inspire plus ni crainte ni confiance. On dit en Allemagne que, si la Prusse lui crachait au visage, elle tournerait la tête pour s'essuyer plus à son aise. » Et comment en serait-il autrement, lorsque, de tous côtés, chez nous retentit sur tous les tons ce cri : « La paix, la paix quand même ! » Ne semblons-nous pas disposés à nous désintéresser de toutes les questions européennes, à renoncer à toute prépondérance, à toute influence?... Notre armée n'est-elle pas sans cesse en butte aux attaques de tous les hommes influents de tous les partis? Ne sommes-nous pas découragés nous-mêmes de la situation qui nous est

faite par nos propres concitoyens? Dans quelques jours, toute l'Allemagne va être couverte de camps bien autrement sérieux que nos camps de Châlons, de Satonay, etc.

Aux environs de Francfort, le onzième corps prussien et les Hessois ; à Eppingen (près Heidelberg), le corps badois ; à Schweinfurth, les Bavarois ; en Thuringe, trois corps prussiens, les Saxons et d'autres encore, tous pourvus de leurs services auxiliaires, ambulances, services télégraphiques, moyens de transport ; en un mot, une véritable armée échelonnée sur la ligne du Mein, également en mesure d'agir contre la France et contre l'Autriche. Supposons qu'un incident grave se produise dans ces circonstances ; nos adversaires, maîtres de la situation, ou nous dicteront leurs volontés ou s'imposeront aux États du sud de l'Allemagne, avant même que nous ayons pu réunir un corps d'armée! Et tel est chez nous l'affaiblissement du patriotisme, de la fierté nationale, que l'on ne veut même pas savoir ce qui se passe chez nos actifs et implacables ennemis. On est bien plus préoccupé des discussions du Sénat, de l'élection du futur président du Corps législatif, de la responsabilité des ministres et autres billevesées pareilles, que de la réunion d'une puissante armée sur la rive droite du Rhin et des théories politiques de M. de Bismarck ou de M. de Thill, enjoignant à l'Autriche et à la France qu'elles n'ont plus à s'ingérer dans les affaires de la Prusse et des États du centre de l'Europe, appliquant, en un mot, à l'Allemagne cette doctrine

Monroë, qui jadis était énergiquement repoussée par nous, alors qu'il s'agissait des affaires de l'Amérique. Tout cela n'est-il pas vraiment bien triste, et n'y a-t-il pas de quoi décourager les plus vaillants?...

A Monsieur Rambourg.

Strasbourg, 14 septembre 1869.

MON EXCELLENT AMI,

..... D'après ce que m'ont dit, à mon passage à Paris, mes amis les mieux en position d'être bien informés, il paraît certain que la maladie de l'Empereur n'a jamais présenté un caractère aigu de nature à donner de sérieuses inquiétudes pour sa vie; mais il est incontestable que sa constitution s'affaiblit de jour en jour, qu'il devient presque impotent, et qu'avec les forces physiques périclitent également la volonté et la vigueur morale; en un mot, il paraît atteint, avant l'âge, de débilité sénile. Cette décadence personnelle coïncide avec l'augmentation des difficultés politiques à l'intérieur et à l'extérieur. Triste situation, en vérité, pour notre souverain, pour sa dynastie et pour nous-mêmes! Et comment en sortir? Vainement je cherche un homme parmi les courtisans..., je n'en trouve pas.

J'ai vu notre ministre de la guerre (1); il a été très

(1) Maréchal Lebœuf.

aimable, très affectueux et fort expansif; nous avons longuement causé, et il ne m'a pas dissimulé qu'il trouve bien lourd l'héritage de son prédécesseur. Il ne peut l'accepter que sous bénéfice d'inventaire et à la condition d'écarter plus d'une mesure en projet ou même en cours d'exécution déjà fort avancée; c'est d'abord la garde nationale mobile qui est l'objet de ses préoccupations. « C'est, me disait-il, une école d'indiscipline et de désordre, une source de folles dépenses. Croiriez-vous que déjà nous dépassons de vingt-cinq millions le chiffre des sommes votées au budget pour cette portion de notre état militaire, et que le maréchal Niel avait pris l'engagement devant la commission du budget de réduire d'autant les dépenses de l'armée active!

« Les réunions qui avaient été commencées à Paris ont donné lieu aux scènes les plus scandaleuses; ce sont de véritables farces pour les exécutants comme pour les spectateurs, ridicules en attendant qu'elles deviennent dangereuses. Il était grand temps d'y couper court; aussi n'ai-je pas hésité à demander qu'elles fussent définitivement suspendues. La question a été vivement discutée au dernier conseil des ministres, et j'ai fini par obtenir ce premier point important. L'Empereur n'a pas encore renoncé définitivement à son idée; il voudrait qu'on pût au moins réunir et instruire les cadres; mais j'espère bien arriver à lui faire comprendre que de ce côté également il n'y a rien à faire; qu'en temps de paix, la garde nationale mobile ne doit exister que sur le papier; que c'est une ressource précieuse, à la

condition de la réserver pour les circonstances extrêmes et de la soumettre alors à toutes les exigences d'une rigoureuse discipline. Pendant la paix, nous devons réserver toutes les ressources du budget pour l'entretien et l'instruction d'une bonne et solide armée qui, en définitive, sera toujours destinée à donner ou à recevoir le premier choc qui, presque toujours, décide du sort d'une campagne. »

Sur la question extérieure, le ministre a été beaucoup plus réservé; cependant il ne m'a pas dissimulé que l'attitude de la Prusse lui paraissait toujours fort inquiétante, que ses armements étaient formidables, qu'elle les augmentait sans cesse par des efforts inouïs et hors de toutes porportions avec les ressources de sa population et de ses finances. « Il est bien évident, ajoutait le ministre, qu'un pareil état de choses ne saurait durer, qu'il est la conséquence de projets bien arrêtés et dont l'exécution est fixée à bref délai; nous ne devons donc pas nous endormir, et la prudence la plus vulgaire nous commande de nous tenir prêts à tout événement. La chose n'est pas facile, avec la tendance des esprits dans notre pays, avec les idées de réduction de l'armée, d'économies sur le budget de la guerre, qui sont le grand cheval de bataille de tous les ennemis du gouvernement et même de bon nombre de ses prétendus amis; cependant j'espère arriver à des résultats satisfaisants sans augmentation de dépenses, mais simplement en modifiant légèrement notre organisation militaire et en disposant nos troupes d'une manière plus

rationnelle et plus appropriée aux besoins du moment. Ainsi, mon intention est d'endivisionner et embrigader toute la portion de l'armée qui se trouve sur notre frontière de l'Est, entre Metz, Strasbourg et Besançon; cela permettrait une concentration bien plus rapide et nous donnerait les moyens de parer à une première surprise. »

Le ministre m'a encore entretenu de différentes questions fort intéressantes au point de vue général ou à mon point de vue personnel; il m'a dit, entre autres choses, que l'Empereur avait l'intention de m'appeler au commandement de la division de la garde qui se trouvera bientôt vacant par suite du passage du général d'Autemarre dans le cadre de réserve (1).

J'ai répondu que j'étais sans doute très flatté de ce témoignage de confiance et de bienveillance de notre souverain, mais que je préférais avant tout conserver mon poste avancé à Strasbourg, tant que nous aurons la moindre chance de guerre.

A Monsieur Rambourg.

Strasbourg, 25 septembre 1869.

MON CHER AMI,

..... Voici que l'on commence à se préoccuper un

(1) Encore une tentative pour éloigner de Strasbourg ce diseur d'importunes vérités, tentative masquée sous le voile d'une faveur.

peu des affaires extérieures; le fait est que la Prusse prépare quelque nouveau truc; l'Autriche paraît s'en émouvoir plus que nous. De là, ces allées et venues de MM. de Beust et de Metternich dont la presse s'est occupée dans ces derniers temps. M. de Bussière est venu me voir ce matin et m'a donné à ce sujet les détails les plus précis. M. de Beust avait donné rendez-vous au prince de Metternich à la Robertsau, chez M. de Bussière, indiquant à peu près l'époque sans fixer le jour.

M. de Metternich était là, attendant depuis quelques jours, lorsqu'il a reçu avis que M. de Beust arriverait à Kehl le jeudi 16. Il a été le chercher à la gare, dans une voiture de M. de Bussière, et l'a ramené à la Robertsau; ils ont passé là deux jours presque constamment enfermés ensemble. Le samedi 17, M. de Metternich a envoyé une dépêche à Saint-Cloud, pour demander une audience; dans la soirée, il est parti pour Strasbourg, a dîné à la gare avec M. de Beust, qui a pris le train de Pologne, se dirigeant sur la Suisse, où il avait rendez-vous avec le prince Gortschakoff. M. de Metternich est parti pour Paris par l'express. Dans la journée du dimanche, il a été reçu par l'Empereur, est reparti le lundi soir, et était rentré à la Robertsau mardi matin. Il est parti jeudi 23, soi-disant pour la Bohême, mais en passant par Vienne, où il a dû retrouver M. de Beust. Autre détail intéressant : celui-ci, lorsqu'il est arrivé à Kehl, venait de Bade, où il avait passé plusieurs jours avec son ami de Dalwick, premier

ministre du grand-duc de Hesse-Darmstadt et, comme de Beust, ennemi juré de Bismarck.

En achevant tous ces détails, M. de Bussière ajoutait : « Ces messieurs ne m'ont pas mis dans leurs confidences, comme bien vous pensez ; mais de quelques mots recueillis par-ci par-là, il est évident que la grosse affaire qui les préoccupait, c'était le projet d'annexion du grand-duché de Bade à la Confédération du Nord et quelques nouveaux projets de la Prusse que l'on voudrait déjouer. La situation est bien grave, général, bien grave ! Je crois que nous passerons un vilain hiver ! »

Eh bien ! moi, je crois que les choses continueront à marcher comme elles marchent depuis trois ans : l'annexion se fera, et nous regarderons faire ; l'Impératrice se promènera, recueillera des triomphes, des ovations, fera dépenser beaucoup d'argent à ses illustres hôtes, en dépensera beaucoup. Pendant ce temps, l'Empereur fumera des cigarettes, se frisera la moustache ; Forcade de la Roquette se cramponnera à son portefeuille, Rouher guettera un tour pour faire sa rentrée au pouvoir, la révolution continuera à faire son chemin, et, un beau jour, la Prusse, devenue l'arbitre de l'Europe, mettra son talon sur la France, annexant au grand Empire germanique la Lorraine et l'Alsace, tandis que le désordre et l'anarchie bouleverseront notre pauvre pays. Tel sera certainement le triste résultat des fautes et des faiblesses accumulées comme à plaisir, dans ces dernières années, par un gouvernement qui avait si heureusement et si fièrement commencé !

Vous comprenez, cher ami, que, avec une telle perspective devant les yeux, je suis parfois très sombre. Je voudrais bien que les faits me donnassent un éclatant démenti, qu'un éclair de patriotisme et d'énergie jaillît de ce chaos que l'on appelle notre gouvernement, et nous fît sortir triomphants de difficultés en apparence insurmontables!...

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 27 octobre 1869.

Ai-je besoin de vous dire, cher ami, que tous, petits et grands, nous avons quitté Châteauvert fort attristés de ne pas vous y avoir vu?... Nous voici rentrés au gîte. Nous avons trouvé de la neige, et, pendant que je vous écris, elle tombe à gros flocons!

..... J'ai déjà vu bien du monde, abattu beaucoup de besogne, et je me prépare à repartir au premier jour pour assister à la réunion des inspecteurs généraux qui sera convoquée soit à Paris, soit à Nancy, suivant qu'elle sera présidée par notre ancien commandant en chef, le maréchal Bazaine, ou par son successeur, le général de Failly. La question n'est pas encore résolue. La combinaison qui a appelé le maréchal Bazaine au commandement de la garde et le général de Failly au commandement du troisième corps n'est pas heureuse, pas plus que celle qui place le général Bourbaki à la présidence du comité d'infanterie. Ici encore, comme trop souvent,

c'est une affaire d'intérêts personnels et d'intrigues qui a dominé la question d'intérêt général.

La nomination du général Bourbaki au commandement de la garde était signée, elle lui avait été annoncée officieusement, déjà il avait reçu de nombreuses et sincères félicitations. A coup sûr, personne ne convenait mieux que lui à ce poste important.

L'Empereur, touché par des considérations de personnes, s'est décidé à revenir sur une sage décision déjà prise, et le ministre de la guerre est venu en personne chez le général Bourbaki pour lui annoncer cette mauvaise nouvelle, lui apporter, en quelque sorte, les excuses de Sa Majesté et les siennes, et lui annoncer que, comme compensation, on lui donnait la présidence du comité d'infanterie.

Voilà comment le plus jeune, le plus vaillant, le plus résolu, le plus populaire de nos généraux se trouve pourvu d'une sinécure qui le condamne, au moins momentanément, à l'impuissance, tandis que deux hommes peu populaires par eux-mêmes (fort injustement, je le veux bien), parce que leurs noms se rattachent à la triste expédition du Mexique et au malencontreux rapport où il était dit que « les chassepots avaient fait merveille à Mentana », ces deux personnages, dis-je, se trouvent placés à la tête de commandements très importants.

Depuis mon retour, j'ai eu occasion de voir le prince et la princesse de Metternich, en même temps que le baron de Dalwick, ministre de Hesse, dont j'ai déjà eu

occasion de vous entretenir. Le beau Richard (1) va bien ; il est encore un peu pâle, a toujours le bras collé au corps par un bandage ; mais, lundi soir, il descendait au salon des Bussière pour la première fois. Comme l'ont dit les journaux, il y a eu un accident hémorragique qui a donné des inquiétudes la semaine dernière. Le docteur Sédillot a été appelé dans la nuit, mais il a suffi d'une compression artistement appliquée pour faire cesser l'accident et en prévenir le retour.

La blessure est mal placée, au haut du bras, ou plutôt à l'épaule, près de l'articulation ; le fer a pénétré à deux centimètres environ.

Les choses se sont bien passées comme l'ont raconté les journaux. Les bateaux ont été fournis par un de nos amis qui en a beaucoup à sa disposition. Le prince s'est embarqué au pont de Kehl ; M. de Beaumont, dans le petit Rhin, à l'établissement des pontonniers, et ces messieurs se sont retrouvés sur la petite île de la rive droite, sur laquelle était appuyée la culée droite du pont, qui a été jeté devant nous.

On a pris sans discussion les armes apportées par les témoins de M. de Beaumont (des sabres droits), et, à la première passe, le prince a porté un coup de manchette qui a porté sur le crispin du gant de M. de Beaumont, qui, lui-même, a porté un coup droit, sans se fendre, fort heureusement, car s'il l'eût fait, son adversaire aurait été probablement touché mortellement. Le prince, qui

(1) Incident relatif au duel du prince de Metternich et du comte de Beaumont.

avait perdu plus de deux litres de sang, malgré l'application immédiate d'un premier bandage, a été transporté dans un bateau et, de là, en voiture au château des Bussière, qui ont été fort surpris en le voyant arriver dans cet état. Les choses avaient été conduites si discrètement que, pendant trois jours, on a tout ignoré à Strasbourg, même la présence du prince à la Robertsau, et les premières nouvelles sont venues de Paris, où elles avaient été portées probablement par le comte de Beaumont ou par ses témoins.

Lorsque je suis entré, la princesse et le prince étaient sur un sofa dans un coin du salon, et, pendant la soirée, j'ai pu constater qu'ils étaient au mieux. S'il y a eu brouille un instant, la paix est faite et bien faite.

En venant à la Robertsau, j'avais pour but de rendre la visite que le baron de Dalwick était venu me faire en mon absence. J'ai eu avec cet homme d'État remarquable, et toujours fort intéressant, une longue conversation dont je vous donnerai le résumé un autre jour, car mon chef d'état-major entre pour le rapport; et je suis obligé de terminer brusquement cette causerie.

Je n'ai que le temps de vous envoyer mes meilleures amitiés.

Votre bien affectionné et dévoué.

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 17 décembre 1869.

Cher ami,

Une aimable lettre de la bonne cousine nous a récemment apporté d'excellentes nouvelles de tous les habitants de Châteauvert. En ce qui vous concerne particulièrement, il est dit que vous faites chaque jour votre petite chasse de santé, d'où l'on peut conclure que les jambes vont bien et qu'il ne reste plus trace de ces ennuyeux accidents qui vous ont tourmenté trop longtemps pendant les derniers jours de l'automne. Quant à Charles, ses brillants exploits cynégétiques prouvent, du reste, qu'il se porte mieux encore que l'*aper furiosus* qu'il poursuit si vigoureusement. Recevez donc toutes mes félicitations, chers amis, pour cette excellente situation et mes vœux pour sa continuation pendant l'année qui va commencer.

Que va-t-elle nous apporter, cette année 1870? Peut-être beaucoup d'agitations, de troubles et d'inquiétudes...

J'en ai grand'peur, en voyant le gâchis dans lequel pataugent nos gouvernants. Quel triste spectacle donne cette sphère gouvernementale sur laquelle sont fixés tous les yeux de la nation! Que d'égoïsme, de faiblesse et de lâcheté chez des ministres qui se cramponnent au

pouvoir comme des noyés dans les dernières convulsions de l'agonie; chez ces députés sans conscience, sans patriotisme, qui se disputent des portefeuilles en passant leur temps à rédiger des progammes en contradiction avec leurs véritables sentiments et leurs actes !

En vérité, l'on comprend que l'Empereur ait peine à se dessaisir au profit de pareils hommes du pouvoir personnel... et cependant il le faut absolument, car c'est là l'idée dominante de la partie éclairée de la nation.

Il ne s'agit plus d'augmenter encore la somme des libertés, on peut même dire des licences déjà bien assez grandes; non, il s'agit tout simplement de prendre des garanties contre les volontés ou les caprices d'un pouvoir qui a si tristement dirigé nos affaires extérieures et intérieures !

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 13 février 1870.

Combien il nous tarde, cher ami, de vous savoir complètement remis de la rude secousse que vous venez d'éprouver ! . . . .

. . . .

Je viens aussi de passer par une triste épreuve, cher ami; si je n'ai pas souffert physiquement, j'ai éprouvé une grande douleur morale, et je n'en suis pas encore

complètement remis. Mon excellente tante (1) était réellement pour moi une seconde mère ; elle m'avait prodigué tous les soins dans mon enfance, et, pendant toute sa vie, m'a toujours témoigné la plus tendre, la plus vive sollicitude.

Je ne me rappelle pas avoir été grondé une seule fois par elle, alors même que j'étais le plus détestable de tous les gamins, et je conserve au contraire mille souvenirs des preuves de sa tendresse et de son inépuisable indulgence. Mon grand-père, M. Dupleix, voulant soulager mes parents qui étaient chargés d'une nombreuse famille, me fit venir près de lui dès l'âge de sept ans, se chargea de mon éducation, de mon instruction, et me fit entrer à Saint-Cyr.

Ce bon grand-père me surveillait et me dirigeait avec la fermeté un peu rigoureuse qui était dans son caractère, et qu'exigeait aussi, il faut bien l'avouer, ma nature assez rebelle et très fougueuse.

Le rôle de la bonne tante était de tempérer ces rigueurs, et elle s'en acquittait avec une douceur et une patience inaltérables, obtenant souvent beaucoup plus par la persuasion et par ses larmes que n'avait pu le faire le pauvre grand-père par les éclats de sa colère et ses menaces. Bons vieux et excellents parents, auxquels je dois réellement le peu que je vaux et la petite place que je tiens en ce monde ! Aujourd'hui que s'est brisé le der-

(1) Mme Dupleix, sœur de son père et seconde femme de son aïeul maternel, morte près de lui à Strasbourg, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

nier lien qui me rattachait au passé, qu'il ne reste plus rien derrière moi, tous ces souvenirs viennent m'assiéger en foule, et j'éprouve un douloureux soulagement à m'y appesantir.

Au général Frossard.

Strasbourg, 8 mars 1870.

Mon général,

J'ai regretté bien vivement de n'avoir pu vous joindre dimanche soir; M. le commandant de Ligneville a dû vous dire le triste motif qui, cette fois encore, m'a fait quitter Paris si précipitamment (1).

En arrivant ici, hier matin, j'ai trouvé votre excellente lettre du 5; je vous en remercie de tout mon cœur. Vous êtes vraiment trop bon d'avoir voulu vous occuper de moi à l'occasion des promotions dans la Légion d'honneur. Il est bien naturel et bien juste que le ministre m'ait préféré un vieux camarade qui va passer dans le cadre de réserve; je ne saurais en être froissé en aucune façon et c'est de grand cœur que j'adresse mes cordiales félicitations à ce brave Fiéreck.

Le ministre de la guerre, que j'ai vu dimanche matin, m'avait déjà annoncé que j'étais définitivement désigné pour commander une division au camp de Châlons; Son Excellence avait eu la bonté de me

(1) La mort de Mme Dupleix.

demander également s'il me conviendrait de venir ensuite à Paris. J'ai répondu que pour le moment je persistais à préférer le commandement de la 6e division à tout autre.

J'ai beaucoup de bonnes raisons à faire valoir pour expliquer cette détermination ; mais la principale, c'est que je reste toujours convaincu, malgré les apparences ultra-pacifiques du moment, que la guerre avec la Prusse est inévitable dans un avenir rapproché ! non seulement inévitable, mais encore très désirable ; car, à mon avis, c'est le seul moyen de conjurer les dangers qui menacent la France, et l'on pourrait dire la société européenne tout entière ! Il y a un si grand trouble dans les esprits au point de vue moral et religieux, les notions du bien et du mal sont tellement confondues, qu'en vérité nous sommes perdus si une crise violente ne vient réveiller dans les cœurs des générations présentes les sentiments de dévouement, de généreuse abnégation, de patriotisme, prêts à disparaître, ainsi qu'il arrive toujours dans la vie des peuples, aux époques de véritable décadence.

Quoi qu'en disent les rêveurs et les poètes, la guerre est et sera toujours un mal nécessaire ; elle seule permet aux âmes vraiment fortes de se manifester avec éclat, et, quel qu'en soit le mobile, l'idée du sacrifice suprême, qui est toujours la conséquence immédiate de la lutte, suffira pour l'ennoblir aux yeux des sociétés qui comprennent autre chose que la satisfaction des appétits matériels et des jouissances physiques.

En attendant les graves événements que nous réserve l'avenir, j'aurai grand plaisir à passer quelques semaines sous vos ordres au milieu des troupes ; vous pouvez compter que je vous seconderai dans l'accomplissement de votre tâche avec toute l'ardeur et le dévouement dont je suis capable.

. . . .

Veuillez agréer...

A Monsieur L. Rambourg.

Strasbourg, 25 avril 1870.

Cher ami,

Je reçois ce matin, en même temps que votre aimable billet, une lettre du ministre contenant le paragraphe suivant :

« Il entre dans les intentions du gouvernement qu'à l'approche du plébiscite toutes les autorités des divers ordres restent à leur poste. Je ne puis dès lors que vous engager à attendre la fin des opérations plébiscitaires pour entreprendre le voyage que vous projetez... »

Me voici donc obligé d'attendre cette date fatale du 8 mai avant de songer à me mettre en route, et alors vous aurez tous quitté Paris depuis longtemps, de sorte que le but de mon voyage sera en grande partie manqué ! Je ne sais même plus si je le ferai, car le

général de Failly doit faire une tournée dans mon commandement vers la même époque; je ne peux me dispenser de me trouver à Strasbourg pour le recevoir, et, comme je crois vous l'avoir dit, je dois être rendu au camp le 26 mai.

Tout cela est fort ennuyeux, et c'est un grief de plus à ajouter à tous ceux que j'avais déjà contre le plébiscite. Il ne me reste donc plus de chance de vous voir avant le mois d'août ou de septembre, c'est bien loin! et encore... Dieu sait ce qui adviendra d'ici là, car, avant comme après le plébiscite, la situation restera toujours bien tendue.

. . . .

Votre bien affectionné.

Signé : A. DUCROT.

A Madame Ducrot.

Camp de Châlons (1), 9 juillet 1870.

..... Il est peut-être imprudent de former un projet en ce moment, de graves événements peuvent surgir d'un jour à l'autre (2). Des ordres sont arrivés pour préparer les munitions, charger les caissons, etc.

Cependant, le général Frossard a reçu une lettre de

(1) Le général Ducrot était détaché au camp de Châlons depuis le 26 mai, pour commander pendant les manœuvres la 3ᵉ division d'infanterie sous les ordres du général Frossard.

(2) Question de la candidature Hohenzollern.

l'Empereur qui paraît croire que la Prusse reculera, et que cette fois encore la paix ne sera pas troublée. La chose est possible, pourtant elle ne me semble pas probable; une reculade de la Prusse, dans les circonstances présentes, lui ferait perdre tout son prestige aux yeux de l'Allemagne et porterait un coup fatal à sa puissance et à son influence... D'un autre côté, il y a la question de l'orgueil national espagnol mis en jeu, et l'audacieux général Prim, qui nous déteste, ne me paraît pas homme à reculer.

Dans tous les cas, ces derniers incidents auront eu cela de bon qu'ils font voir aux plus incrédules et aux plus aveugles les choses sous leur véritable jour, et prouvent à quel point les événements de 1866 ont compromis notre honneur et notre sécurité.

A la même.

Camp de Châlons, 10 juillet 1870.

..... Les affaires prennent une tournure assez grave, le gouvernement semble disposé à soutenir l'attitude énergique qu'il a prise au sujet de l'incident espagnol. On se prépare en conséquence; les munitions et le matériel affluent au camp et, paraît-il, dans nos places du Nord-Est.

On parle de l'organisation de vingt-quatre divisions actives qui formeraient les éléments de douze corps

répartis entre deux armées de la Moselle et du Rhin sous les ordres des maréchaux Bazaine et Mac Mahon, et un corps d'observation sous les ordres de Palikao sur la frontière d'Espagne. Ce matin, on disait dans l'état-major du général Frossard que les deux premières divisions, Vergé et Bataille, étaient destinées à former le corps d'avant-garde de l'armée de la Moselle, et que la 3e division devait avoir une autre destination. Je n'ai pu vérifier l'exactitude de ces renseignements; dans les quelques mots que j'ai échangés avec le général en chef, il m'a simplement dit : « Rien n'est encore décidé, nous saurons à quoi nous en tenir demain ou après-demain. »

Lorsqu'une décision sera prise, les événements ne pourront manquer de se succéder avec une grande rapidité; il est possible qu'au premier instant je reçoive l'ordre de rentrer à Strasbourg...

Il y a eu des désordres assez graves, ces jours derniers, à Mulhouse; plus de six mille ouvriers se sont mis en grève; un régiment d'infanterie et un de cuirassiers ont dû intervenir...

Camp de Châlons, 12 juillet.

..... Rien n'est encore changé dans la situation. Quelques circulaires ministérielles indiquant une certaine préparation dans l'organisation actuelle de l'armée, mais rien de bien accentué! Hier, vers cinq heures, une dépêche chiffrée du ministre est arrivée à

l'adresse de tous les généraux commandants des divisions territoriales ou des divisions actives; personne, pas même le général en chef, n'avait le chiffre; il a donc fallu l'envoyer demander au général commandant la division à Châlons, et à huit heures seulement nous avons pu connaître le mystère... fort peu important... Il s'agissait simplement de recommandations à faire aux généraux commandant les subdivisions territoriales, au sujet des contrôles des hommes de la réserve et de la garde nationale mobile. Ce matin, autre circulaire ministérielle prescrivant aux inspecteurs généraux de faire établir des mémoires de propositions pour les grades de capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

J'ai reçu une lettre du commandant Tissier me disant que jusqu'à présent il ne s'est rien passé d'extraordinaire à Strasbourg, si ce n'est l'arrivée du général Forgeot et d'un général du génie chargé d'examiner l'état de nos places fortes de l'Est.

Le général Frossard semblait quelque peu étonné hier que l'on ne pensât pas à me renvoyer dans ce commandement que je connais si bien, que j'étudie avec amour depuis cinq ans! Il m'a dit que, si les événements s'aggravaient, il prendrait sur lui de me faire partir pour Strasbourg. Son corps d'armée sera dissous, selon toutes probabilités, et ses différentes divisions serviront à former le noyau des corps organisés dans l'Est et le Nord-Est.

Le général m'a fait lire une lettre écrite de la main de l'Empereur dans laquelle Sa Majesté dit que « sans

doute la Prusse reculera et cette fois encore fera en sorte d'éviter la guerre » . La chose me paraît impossible.

Camp de Châlons, 14 juillet.

..... L'interpellation qui s'est produite hier à la Chambre n'a amené aucun résultat décisif; les ministres ont répondu d'une manière dilatoire, et les explications sont remises à vendredi. Les journaux prussiens commencent à tenir un langage fort insolent; les nôtres, au contraire, se divisent; l'esprit de parti fait oublier l'intérêt du pays et réduit à néant les sentiments de patriotisme et d'honneur national. C'est un triste spectacle que nous donnons à l'Europe. Il faut espérer que tout cela changerait si la lutte s'engageait. En attendant, nos manœuvres continuent, généralement peu intéressantes en elles-mêmes, moins intéressantes encore par suite de la surexcitation et des préoccupations qu'occasionne la situation politique si tendue.

J'ai reçu deux lettres qui m'ont fait plaisir : l'une de G..., qui me rappelle la promesse que je lui ai faite de lui donner une place dans mon état-major si la lutte s'engage avec la Prusse; l'autre de notre brave docteur Sarrazin (1). « Lui aussi sollicite au jour du devoir l'hon-

(1) Le docteur Sarrazin, médecin-major de 1re classe, professeur à la Faculté de Strasbourg, répétiteur à l'École de santé militaire, l'un des praticiens les plus dévoués et les plus habiles de ce corps médical distingué qui s'est acquis tant de droits à l'estime et à la reconnaissance de l'armée. Dès le début de la guerre, le docteur Sarrazin fut, sur sa demande, nommé médecin en chef de l'ambulance de la 1re division du 1er corps. Resté

neur de suivre ma division. « Alors, dit-il, il me sera permis de montrer à vos soldats la reconnaissance et le dévouement que j'ai pour leur général. Ma jeune femme m'a rappelé elle-même que ma place est à côté de ceux qui ont l'honneur de servir sous vos ordres... » Ce sont des braves dont je serai trop heureux de me voir entouré au jour du danger.

Je suis toujours fort occupé parce que le ministre nous a demandé des propositions pour les grades de capitaines, lieutenants et sous-lieutenants. C'est le travail d'inspection à faire en quelques jours pour les cinq corps qui sont sous mes ordres. Je passe mon temps à voir mes candidats, à les interroger.....

sur le champ de bataille de Froëschwiller au milieu de nos blessés, il fut pris, gardé une dizaine de jours par les Prussiens pour soigner leurs blessés et les nôtres. Il rejoignit le général Ducrot au camp de Châlons, asssita avec lui à la bataille de Sedan, parvint à s'échapper et à passer en Belgique, d'où il revint encore rejoindre son général, qu'il ne quitta plus pendant tout le siège de Paris. (Note du général Ducrot.)

GUERRE DE 1870-1871

Le général Ducrot, aussitôt après la déclaration de guerre, fut envoyé du camp de Châlons à Strasbourg, mais sans aucun pouvoir autre que ceux qu'il possédait en temps normal, et paralysé sous ce rapport par l'attente, à date indéterminée, du maréchal de Mac Mahon nommé commandant du 1er corps, dont le général Ducrot devait commander la 1re division.

Dépêche télégraphique du général Ducrot au ministre.

19 juillet 1870.

Le commandant en chef n'est pas encore annoncé. Aucun officier de son état-major n'a paru. Situation inquiétante au point de vue des subsistances. Ressources du commerce presque nulles par suite de l'interruption des relations avec l'Allemagne et de l'impossibilité de faire arriver les denrées par chemin de fer. La population civile elle-même en souffre beaucoup. Aucune mesure prise pour assurer les fournitures de

viande. Je demande des pouvoirs pour prendre toutes les mesures qui me paraîtront commandées par les circonstances, ou je ne réponds de rien.

Général Ducrot à Guerre. — Paris.

Strasbourg, 20 juillet 1870, 8 h. 30 du soir.

Demain, il y aura à peine cinquante hommes pour garder la place de Neuf-Brisach et Fort-Mortier; Schelestadt, la Petite-Pierre et Lichtenberg sont également dégarnis (1). C'est la conséquence des ordres que nous exécutons. Il serait facile de trouver des ressources dans la garde nationale mobile et dans la garde nationale sédentaire, mais je ne me crois pas autorisé à rien faire, puisque Votre Excellence ne m'a donné aucun pouvoir. Il paraît positif que les Prussiens sont déjà maîtres de tous les défilés de la forêt Noire.

Il semble que l'Empereur n'ait pas eu un plan de campagne bien arrêté. Autour de lui on préconisait beaucoup la marche sur Mayence, l'investissement de cette place par le 2e corps,

(1) Le premier soin du général Ducrot fut de mettre la place de Strasbourg en état de défense. Pour cela, il jugeait indispensable de porter la ligne des ouvrages jusqu'à l'embouchure du petit Rhin au canal, à Schiltigheim, de manière à préserver la place du bombardement dès la première heure. Il fit commencer à la pointe de l'île des Épis une grande redoute dont le travail fut malheureusement abandonné aussitôt après le départ de la 1re division. (Sur les cartes de l'état-major allemand, cette redoute, qui est achevée, porte le nom de *redoute Ducrot*.)

puis le passage du Rhin par le gros de nos forces vers Manheim.

Le général Ducrot, au contraire, avait eu occasion de soumettre à l'Empereur un plan de campagne dont les principales dispositions se trouvent reproduites, et dans une lettre adressée au maréchal Bazaine en 1868, et dans une autre lettre adressée en 1867 au général Frossard (1).

Dès l'arrivée du maréchal de Mac Mahon à Strasbourg, le général avait insisté pour lui faire comprendre combien il importait d'établir immédiatement une ou deux têtes de pont sur la rive droite du Rhin, afin de contre-balancer les avantages que donnaient aux Allemands leurs têtes de pont de Coblentz, Mayence et Gemmersheim. Lorsque les Allemands évacuèrent Kehl et firent sauter la culée du pont et les ouvrages d'art sur la route d'Allemagne, le général, après une reconnaissance faite sur la rive droite du Rhin, s'empressa de rendre compte de cet événement important au maréchal, et insista encore pour obtenir l'autorisation de faire passer quelques troupes sur la rive droite et d'improviser une tête de pont à Kehl, à l'aide des nombreux canaux, digues et marais qui entourent cette place, et d'après un plan soigneusement étudié depuis longtemps par notre génie militaire. Après cette première opération on pourrait encore se porter sur le Kaiserstuhl et établir une seconde tête de pont à Vieux-Brisach. Le maréchal repoussa ces propositions, disant qu'il n'avait pas d'ordres en ce sens, et que, d'ailleurs, il n'aurait pas assez de troupes pour tenter pareille entreprise.

Si l'affaire se fût engagée de cette façon, il est probable que l'Empereur, très incertain encore, aurait saisi le moment, et que toutes les troupes disponibles se seraient engagées sur la rive droite du Rhin; on marchait droit au Kniebis, véritable clef des montagnes de la forêt Noire ; on tournait Rastadt qui était investi, et dont le siège était poussé rapidement; puis on

(1) Ces deux lettres ont été publiées plus haut, pages 181 et 239.

se portait sur Heidelberg et Wurtzbourg, où se serait livrée une grande bataille, qui eût décidé du sort de la campagne.

Ce plan avait deux grands avantages :

1° Il détachait de la Prusse les États du sud de l'Allemagne et attirait à nous l'Autriche.

2° Il menaçait toutes les lignes et bases d'opérations de l'ennemi, et une seule victoire nous donnait des résultats décisifs (1).

Pendant un instant, un peu plus tard, l'Empereur paraît avoir eu l'idée de tenter quelque chose de ce genre; il voulait passer le Rhin aux environs de Manheim; après quelques démonstrations faites du côté de la Sarre, il aurait rabattu rapidement tout le gros de nos forces sur le versant oriental des Vosges, et aurait surpris le passage du fleuve.

Mais ce projet fut abandonné presque aussitôt que conçu, sur l'observation de l'Intendance que nous n'avions pas d'approvisionnements de biscuits. Si le fait est vrai, c'est un grand malheur, résultat d'une grosse erreur, car dans un pays aussi riche que cette partie de la rive droite du Rhin, on eût trouvé des vivres en abondance pendant plusieurs jours, et l'Intendance aurait eu le temps de faire préparer et arriver toute la quantité de biscuit nécessaire pour garnir nos bases d'opération.

Mais il nous paraît évident que le point de Manheim était mal choisi pour effectuer le passage : c'était trop bas, nous avions sur notre flanc droit la place de Rastadt, sur le flanc gauche celle de Mayence, et à dos le Rhin. En cas de revers, notre retraite pouvait être désastreuse, et dans tous les cas nos lignes d'opérations étaient très menacées.

Dans le grand-duché de Bade, la population était si convaincue de l'arrivée prochaine des Français que, dans les

(1) Il y a lieu de remarquer que le général Ducrot proposait d'exécuter ce plan dès les premiers jours qui suivirent la déclaration de guerre, alors que les corps allemands étaient en pleine mobilisation et non encore prêts à marcher.

fermes et les habitations, on avait préparé du vin, du jambon, des pommes de terre pour satisfaire aux réquisitions et éviter ainsi le pillage.

A Mesdemoiselles Ducrot.

Strasbourg, 26 juillet.

Mes chères et bien-aimées filles, au milieu de mes nombreuses occupations et de mes graves préoccupations, vous êtes sans cesse présentes à ma pensée, et mon cœur déborde de tendresse pour vous; mais j'ai dû laisser à votre bonne mère le soin de vous donner de nos nouvelles et de vous envoyer mes plus tendres baisers, mes plus douces caresses.

Lorsque je suis arrivé ici en revenant du camp, pendant un instant j'ai été vraiment débordé par la besogne; mes jours et mes nuits n'y suffisaient pas. Il fallait, au milieu des bruits les plus contradictoires et les plus exagérés, chercher à démêler la vérité, prendre les précautions de sûreté les plus indispensables, pourvoir à l'armement de la place, à la subsistance de troupes qui arrivaient de tous côtés; j'étais à la fois commandant du 1er corps, de la 6e division territoriale et de la 1re division du 1er corps. Grâce à Dieu, le maréchal de Mac Mahon est arrivé avec son état-major, le général Uhrich est venu prendre le commandement de la division territoriale, et je n'ai plus guère à m'occuper que de l'organisation de ma division qui est fort avancée. Il me manque

encore une partie de mon artillerie, qui vient de Besançon, et ma cavalerie composée du 3e hussards, sous les ordres de notre compatriote, le colonel d'Espeuilles. C'est, paraît-il, un excellent régiment, qui, sous les ordres de son jeune et vaillant chef, ne peut manquer de faire merveille.

Ma division se compose du 13e bataillon de chasseurs, des 18e, 96e et 45e de ligne et du 1er régiment de zouaves, plus le 3e hussards et trois batteries d'artillerie dont une mitrailleuse. Avec de pareils moyens d'action, j'espère accomplir noblement et heureusement la tâche qui me sera dévolue dans la grande entreprise qui doit décider du présent et de l'avenir de notre pays.

Les Badois ont abandonné Kehl après avoir fait sauter le pont tournant du chemin de fer et le fortin qui le défendait; en se retirant ils ont détruit tous les travaux d'art jusqu'à Appenweyer. Il est probable que nous ne tarderons pas à les suivre, et ces dévastations sauvages, dictées par la peur, ne retarderont pas beaucoup notre marche.

J'aurais été bien heureux de vous serrer dans mes bras, de vous prodiguer mes caresses avant de m'éloigner; mais c'est un bonheur auquel il faut renoncer.

Demandons à Dieu que cette séparation ne soit pas de trop longue durée, que bientôt il me soit permis de vous revenir glorieux et satisfait! Votre bonne mère veut rester à Strasbourg pour suivre les événements de plus près.....

Je vous embrasse de toutes les forces de mon cœur,

chères et bien-aimées filles ; embrassez pour moi votre cher petit frère et vos bons grands-parents.

Votre père qui vous chérit.

A Madame Ducrot.

Reischoffen, 28 juillet 1870 (1).

..... Je viens de parcourir toute la ligne de mes avant-postes, partout j'ai trouvé le calme le plus complet. Nos adversaires se tiennent toujours sur la défen-

(1) En arrivant à Strasbourg, notre premier acte fut d'ordonner l'évacuation des places de Wissembourg et de Lauterbourg, occupées, la première par trois cents hommes d'infanterie, la seconde par deux cents hommes de la même arme. Nous primes cette mesure sous notre propre responsabilité et n'en rendîmes compte au ministre qu'après exécution. En haut lieu, on parut peu satisfait de cette détermination et, sans nous infliger positivement un blâme, on nous fit cependant comprendre que nous avions eu tort de dégarnir ainsi la frontière... Ce sentiment se trouve clairement exprimé dans une dépêche télégraphique ci-jointe émanant du ministre : « Il me paraît difficile que vous ne fassiez pas occuper, ou du moins protéger par des détachements mobiles, Wissembourg et Lauterbourg, afin de garantir nos populations frontières contre des tentatives peu sérieuses, mais nuisibles aux habitants que votre observation défensive devait protéger. Les 5e, 2e, 3e, 4e corps ont de forts détachements à proximité de l'extrême frontière et sont appuyés par des troupes échelonnées en arrière. Dès que vous serez en situation de le faire, prenez telles dispositions que vous jugerez convenable pour remplir cet objet. »

Le préfet du Bas-Rhin et le sous-préfet de Wissembourg firent également de nombreuses démarches près de nous, pour obtenir la réoccupation de Wissembourg et de Lauterbourg ; ces instances furent vaines. Nous pensions qu'il y avait grand inconvénient à disséminer nos forces au début de la guerre ; nous voulions que les points choisis pour opérer la concentration des troupes du 1er corps fussent placés dans des condi-

sive et nous attendent avec une certaine anxiété. Nos hommes sont pleins d'ardeur et de confiance; mon 4e zouaves est magnifique, si tu l'avais vu défiler hier devant moi au moment de son arrivée, après une marche pénible, tu aurais été satisfaite. Pas un homme n'était en arrière; tous marchaient avec une légèreté et une désinvolture qui faisaient plaisir à voir.

A la même.

Reischoffen, 29 juillet.

..... Nous continuons à jouir d'un calme parfait; toutes nos petites et grandes affaires s'organisent à

tions telles qu'elles s'y trouvassent à l'abri d'une brusque agression de l'ennemi et à portée des approvisionnements de toute nature.

En conséquence, nous avions préparé l'installation des quatre divisions d'infanterie et des troupes auxiliaires aux environs de Strasbourg sur les bords de la Brusche et de l'Ill, la division de cavalerie en avant et *formant rideau* sur les bords de la Zorn, près de Brumath.

A l'arrivée du maréchal de Mac Mahon, le 23 juillet, nous fîmes part à Son Excellence des dispositions que nous avions cru devoir prendre à ce sujet, et elles ne donnèrent lieu à aucune observation de sa part. Mais, soit par suite de ses propres réflexions, soit par suite d'ordres émanés du ministre ou du grand quartier général, le maréchal maintint à Haguenau la division Douay qui y avait été envoyée par décision du ministre le 22, et, dans la nuit du 25 au 26, il nous fit appeler pour nous donner l'ordre d'aller le lendemain avec notre division occuper Reischoffen et ses environs. Son Excellence ajouta que les services administratifs de notre division achèveraient de s'organiser sur place

En conséquence, la 1re division se mit en route le 26 au matin... le 27, elle s'établit à Reischoffen, poussant les avant-postes jusqu'à la frontière.

(*Wissembourg. — Réponse du général Ducrot à l'état-major allemand*. E. Dentu, éditeur, 1873.)

merveille, et bientôt nous serons outillés de manière à pouvoir faire de bonne besogne...

Ce matin, j'établis le 96ᵉ au Pigeonnier au-dessus de Wissembourg, et nous déjeunerons à Lembach...

NOTE DU GÉNÉRAL DUCROT, TROUVÉE DANS SES PAPIERS.

L'intendance territoriale dont le siège était à Haguenau avait déclaré, dès le premier jour, qu'elle pouvait à peine assurer le service des subsistances aux troupes cantonnées à Haguenau et environs ; qu'en conséquence, il lui était absolument impossible de rien faire pour les troupes de la première division placées à Reischoffen. Grâce à l'autorité et au bon vouloir du maire de cette localité, M. le comte de L..., nous avions pu vivre sur les ressources du pays pendant plusieurs jours ; mais ces ressources s'épuisaient, et il était indispensable de se déplacer pour vivre ; ce fut le principal motif de notre mouvement en avant et de l'occupation de Wissembourg (où existait une manutention).

Le 2 août, des ordres de mouvement du maréchal prescrivent au général Douay de se porter en avant avec toute sa division et la première brigade de cavalerie, de s'établir à Wissembourg et Altenstadt et d'occuper la redoute du Pigeonnier pour se relier à la première division : la première division doit occuper Lembach et pousser des avant-postes à Climbach et Nothweiler, pour

se relier d'une part avec la division Douay, d'autre part avec le cinquième corps. Les deux divisions sont placées sous les ordres du général Ducrot, qui doit, dans le détail, indiquer au général Douay les positions à prendre. Le mouvement doit se faire le 4 au matin.

Dès le 3, le général Ducrot donne ses instructions au général Douay; modifiant les ordres du maréchal, il prescrit au général Douay de placer son gros sur le Geisberg et le Vogelsberg, et de n'occuper Wissembourg que par un bataillon destiné à servir d'avant-poste et d'appui aux reconnaissances de cavalerie qui seront poussées sur le territoire ennemi.

Dans la nuit du 2 au 3, le maréchal ordonne au général Douay de faire son mouvement dès le 3, en une seule marche. Cet ordre est exécuté, et la division s'installe un peu avant la nuit dans les positions indiquées par le général Ducrot.

Au général Faure, chef d'état-major du maréchal de Mac Mahon.

Reischoffen, 3 août 1870.

Cher ami,

J'ai vu aujourd'hui le général Raoult et lui ai donné tous les renseignements qui pouvaient lui être utiles pour l'installation de sa division. Il m'a communiqué l'ordre de mouvement et d'emplacement des troupes de

sa division; j'ai vu avec étonnement qu'il avait un régiment détaché à Soultz-sous-Forêt et à Seltz au bord du Rhin. N'y a-t-il pas là une erreur? Il est évident que ces deux postes doivent être occupés par des troupes de la division qui est à Haguenau, car c'est sur ce point qu'est leur ligne de retraite. Si les troupes qui sont à Seltz voulaient se retirer sur Reischoffen en présence de l'ennemi, elles auraient à faire un long mouvement de flanc le long de la forêt et se trouveraient dans la position la plus critique, tandis que leur retraite sur Haguenau par la route de Soufflenheim est parfaitement assurée.

Autre considération qui a bien son importance, le général Raoult n'aura aucun moyen pour assurer la subsistance du détachement de Seltz. Je ne vois même pas comment il pourra correspondre avec lui. Au contraire, tout est facile de Haguenau. En résumé, il est nécessaire que les détachements de Soultz et Seltz soient fournis par la division de Haguenau.

Hier, comme je l'ai écrit ce matin au maréchal, j'ai été étudier attentivement la nouvelle position que nous occupons avec les première et deuxième divisions, et, après le nouvel examen, j'ai pensé que la deuxième division devait fournir le régiment qui occupera les positions de Chimbach, le Pigeonnier et le col de Pfaffenschlick. J'ai donné des ordres en conséquence au général Douay, qui fera relever le 96e demain matin. Ce régiment ira alors prendre position au plateau de Wingen avec avant-postes au Durrenberg et à la ferme de

Litschhof; il sera soutenu en seconde ligne par le 18e et le 13e bataillon de chasseurs. Ma deuxième brigade occupant les hauteurs à gauche de Lembach et pouvant soutenir les avant-postes du côté de Wegelbourg, Flekenstein et Ober-Steinbach, nous serons ainsi dans une excellente situation, notre front et nos flancs bien couverts.

..... Insistez énergiquement pour que l'administration assure nos subsistances, car, sans cela, ma division peut se trouver dans une position des plus fâcheuses.

Le général Ducrot n'entendait occuper Wissembourg que comme avant-poste, au même titre que la redoute du Pigeonnier.

Pendant la paix, le général commandant la 6e division avait souvent demandé, mais toujours en vain, les moyens d'organiser le service de renseignements militaire sur la rive droite du Rhin. Rien n'ayant été préparé à l'avance, le service de renseignements, comme tant d'autres, fut improvisé au moment de la mobilisation : il en résulta qu'il fonctionnait très mal au quartier général du 1er corps, et qu'il n'existait même pas à l'état-major de la 1re division. Le général Ducrot, n'ayant aucun moyen de connaître ce qui se passait au delà de la frontière, en était réduit à recueillir les renseignements très inexacts et souvent contradictoires qui étaient fournis par les maires des communes voisines, et notamment par le maire de Reischoffen. Le manque de renseignements précis rendait la situation d'une troupe en première ligne fort critique, et, pour y suppléer, le général eût voulu pousser les avant-postes jusqu'à la frontière, dans des conditions telles, qu'ils pussent, par des pointes de cavalerie hardies et fréquentes, forcer le rideau qui était devant nous, et arriver à connaître les principaux points de rassemblement de l'ennemi.

Les anciennes lignes de la Lauter entre le Pigeonnier et Wissembourg semblaient présenter des conditions avantageuses pour l'établissement de cette chaîne d'avant-poste. En les composant de cavalerie et d'infanterie, on devait atteindre plus sûrement le but. Cette chaîne, occupant la redoute du Pigeonnier et la petite place de Wissembourg, donnait un point d'appui solide à la cavalerie, qui pousserait, de jour et de nuit, ses patrouilles au delà de la frontière, pendant que le gros de la troupe se reposerait en parfaite sécurité dans ses postes. Aussitôt un mouvement considérable de l'ennemi signalé, nos avant-postes devaient se replier en suivant intérieurement les anciennes lignes jusqu'au Pigeonnier, d'où ils gagnaient les crêtes du Hochwald, et rejoignaient le gros de la 1re division aux environs de Froëschwiller.

C'est dans le même ordre d'idées que, contrairement aux ordres donnés par le maréchal de Mac Mahon, le général Ducrot fit établir le gros de la division Douay sur le plateau du Geisberg et celui du Vogelsberg, et qu'un simple bataillon fut placé comme avant-poste à Wissembourg, où lui-même devait être couvert par l'action incessante de la cavalerie. Malheureusement le mouvement en avant de la division Douay coïncida avec celui de l'armée allemande (qui, faute de service de renseignements, n'était pas signalé), de sorte que l'affaire s'engagea presque instantanément, avant que le service de reconnaissances eût commencé à fonctionner. D'ailleurs, il faut bien l'avouer, notre cavalerie, mal exercée depuis longtemps, n'avait aucune confiance en elle-même et n'entendait rien au service des reconnaissances. Elle s'imaginait ne pouvoir rien tenter dans ce pays accidenté sans l'appui direct de l'infanterie, en sorte qu'elle ne s'avançait que très timidement, et ignorait absolument ce principe fondamental, si bien mis en pratique par la cavalerie allemande, qu'une reconnaissance de cavalerie doit marcher tant qu'elle n'a pas vu l'ennemi, et que, une fois le contact pris, elle ne doit plus le perdre.

L'occupation de Climbach et du Pigeonnier par un régiment

de la division Douay indique bien que, au cas où elle se trouverait en face de forces supérieures, elle devait battre en retraite dans cette direction (c'est d'ailleurs celle qu'elle a suivie après la défaite de Wissembourg).

Dans la journée du 3, le général Ducrot se porta de sa personne au col du Pigeonnier pour voir l'arrivée, sur les positions prescrites, de la division Douay. C'est de là qu'il adressa à ce général la note ci-après :

Le général Ducrot au général Abel Douay.

Du Pigeonnier où je fus placé, je vois arriver des trains de chemin de fer du côté de la Masau, qui amènent probablement des troupes. En prévision d'un effort de l'ennemi, qui a beaucoup de monde à Pirmasens et Gemersheim, il est nécessaire, je crois, de modifier vos positions. Cela vous permettra de prendre plus facilement l'offensive ou de mieux garder la défensive suivant le cas.

Je vous engage donc à faire appuyer toutes vos troupes à gauche, de manière à vous bien relier au Pigeonnier, en établissant le gros de vos forces derrière la grande route qui suit la crête, c'est-à-dire entre cette route et le village de Rott.

Ce mouvement avait pour but de serrer davantage le dispositif, de mieux assurer la liaison avec la 1re division, soit qu'il s'agît d'en recevoir un appui pour refouler un parti ennemi

peu nombreux, soit que, devant des forces supérieures, on dût battre en retraite sur le Hochvald, pour accepter la lutte, toutes forces réunies, sur les positions formidables depuis longtemps étudiées.

Dépêche du maréchal de Mac Mahon au général Douay.

Strasbourg, 4 août, 5 h. 27 du matin.

Avez-vous ce matin quelques renseignements vous faisant croire à un rassemblement nombreux devant vous? Répondez immédiatement. Tenez-vous sur vos gardes, prêt à vous rallier, si vous étiez attaqué par des forces très supérieures, au général Ducrot, par le Pigeonnier. Faites prévenir le général Ducrot, en route pour Lembach, d'être également sur ses gardes.

Cette dépêche, parvenue au général Douay à sept heures, donne des instructions si précises et si conformes à celles du général Ducrot, qu'elle suffirait à elle seule pour dégager entièrement celui-ci et le maréchal de toute responsabilité dans notre premier échec.

On ne peut s'empêcher de regretter le fatal concours de circonstances amenées par les péripéties du premier moment de la lutte, qui a déterminé une partie des troupes de la division Douay à abandonner les positions où les avaient placées les instructions du général Ducrot.

Du Geisberg et du Vogelsberg, à deux kilomètres en arrière de Wissembourg, la division française, tenant toujours ses

communications avec cette ville, aurait vu déboucher toutes les forces ennemies...

Devant une supériorité numérique aussi grande, elle se serait, après avoir fait évacuer Wissembourg, repliée par les lignes de crêtes et le col du Pigeonnier sur les hauteurs du Hochwald, où, hors des atteintes de l'ennemi, elle eût fait sa jonction avec la 1re division.

(*Wissembourg. Réponse du général Ducrot à l'état-major allemand.*)

NOTES SUR LE COMBAT DE WISSEMBOURG, EXTRAITES DES PAPIERS DU GÉNÉRAL DUCROT.

La division Douay arriva devant Wissembourg le 3 août à la nuit tombante. Elle avait rallié à Soultz deux des bataillons du 50e; l'autre bataillon, commandé par le colonel, et le 16e bataillon de chasseurs devaient rejoindre dans la journée du 4. Mais l'attaque de l'ennemi empêcha la jonction de ces deux bataillons avec la division. D'un autre côté, les trois bataillons du 78e avaient été, le 4, à la pointe du jour, envoyés par ordre au col du Pigeonnier et sur la route de Climbach, de sorte que, au moment où le général Douay fut attaqué, vers sept heures du matin, et pendant toute la durée du combat, cinq bataillons manquaient à la division, qui se trouvait réduite à huit bataillons d'infanterie, formant en tout quatre mille huit cents hommes. Elle avait heureusement ses trois batteries qui lui rendirent de signalés services.

Son organisation était très incomplète encore, et

bien des détails manquaient. Il faut citer notamment ce fait qu'elle n'avait ni personnel ni matériel d'ambulance, pas une voiture, pas un cacolet. Le médecin en chef de l'ambulance, rejoignant son poste en toute hâte, arriva de Strasbourg dans la journée du 4 sur le champ de bataille, n'ayant d'autre matériel à sa disposition que sa trousse de chirurgien. Cette circonstance prouve bien tristement combien la préparation de la guerre était incomplète dans l'armée française au moment où commencèrent les hostilités. C'est parce que le service d'ambulance manquait ainsi complètement que les blessés durent être laissés au pouvoir de l'ennemi, dans la ferme de Schobusch, où on fit organiser à la hâte une espèce d'ambulance provisoire avec le concours des habitants de cette maison. C'est là que fut transporté le corps du général Douay, lorsqu'il fut, vers neuf heures du matin, mortellement atteint d'un éclat d'obus. Après le combat, dans la soirée du 4, des voitures de paysans, requises par le sous-intendant militaire Greil, conduisirent bon nombre de blessés au village de Climbach, où ils reçurent, chez le curé et chez les habitants, le plus bienveillant accueil.

Quant à la cavalerie, la disposition du terrain ne permit pas qu'elle prît part au combat; et lorsqu'il fut question, au moment de la retraite, d'examiner s'il convenait de l'engager, le général Pellé, qui avait pris alors le commandement de la division, jugea qu'il valait mieux ne pas la compromettre sur un terrain absolument impropre à son action. Elle se tint en mesure, par

ordre de cet officier général, de protéger éventuellement la retraite, mais elle n'eut pas l'occasion de combattre. Ceci disculpe absolument le général de Septeuil de certaines accusations portées contre lui bien à tort. Il est positif qu'il ne reçut le 4 août aucun ordre de faire agir sa troupe pendant le combat, et qu'il eût été imprudent et inutile d'engager ce jour-là la cavalerie. Le terrain ne se prêtait nullement à son action, et comme, d'après les ordres reçus du maréchal, la division devait se replier, si elle se trouvait compromise devant des forces très supérieures, la cavalerie, en se repliant sans combattre, ne fit qu'obéir aux ordres donnés. Elle subit d'ailleurs quelques pertes, quelques hommes et quelques chevaux ayant été atteints par les projectiles de l'ennemi.

Le grand quartier général ne voulait pas croire que l'armée allemande fût déjà prête. Il accusait de maladresse le sous-préfet de Wissembourg qui envoyait des dépêches alarmantes, et le général Douay, en recevant l'ordre d'occuper Wissembourg, petite place déclassée et désarmée, et d'y faire préparer des approvisionnements de vivres et de fourrages, ne pouvait pas penser qu'on l'eût ainsi jeté en avant sans avoir acquis par des renseignements sûrs la certitude que ce mouvement pouvait se faire sans imprudence, et que la position de Wissembourg était, pour deux jours au moins, hors de portée de l'armée allemande (1). Néanmoins le général

(1) Wissembourg ne pouvait en aucun cas être pour deux jours hors de la portée de l'armée allemande, puisque Wissembourg n'est qu'à

Douay avait pris les précautions commandées par la prudence, de concert avec le général Ducrot, sous les ordres duquel il avait été momentanément placé. Il n'avait mis qu'un bataillon dans Wissembourg et avait établi militairement les sept autres bataillons dont il disposait, sur les hauteurs qui dominent au sud cette place, la Lauter et la ligne du chemin de fer. Avec cette disposition, il ne pouvait pas craindre d'être surpris, c'est-à-dire pris au dépourvu devant une attaque inopinée, et l'événement a prouvé qu'il ne l'a point été.

Les reconnaissances réglementaires avaient été faites le matin. Il est vrai qu'elles ne découvrirent pas l'ennemi : cela s'explique parce que les troupes allemandes, qui attaquèrent ce jour-là, partirent de points assez éloignés pour être en dehors du rayon normal des reconnaissances journalières et suivirent à une heure de distance à peu près la marche en retraite des reconnaissances dont il s'agit (1). Mais, malgré le résultat

vingt ou vingt-deux kilomètres de Laudau, Maxan, Pirmasens, etc., où l'on savait l'existence des gros rassemblements de troupes. Voir la dépêche envoyée du Pigeonnier le 3 août par le général Ducrot.

(1) Cette observation prouve à quel point la cavalerie ignorait les principes du service en campagne. Notre règlement avant 1870, en parlant des reconnaissances journalières, disait qu'il y avait surtout intérêt à en faire au lever du jour. On en avait peu à peu tiré cette règle fausse que les reconnaissances ne devaient se faire qu'au lever du jour : le 4 au matin, en effet, une reconnaissance fut faite en avant de la Lauter par le colonel du 11e chasseurs appuyé par un bataillon de tirailleurs et une section. Mais cette reconnaissance se borna à se porter un peu au delà d'Altenstadt et rentra à six heures et demie, sans avoir rencontré l'ennemi *dans la direction qu'elle avait suivie*. Si elle l'avait rencontré, ce n'eût pu être qu'un hasard, et de telles reconnaissances ne peuvent en rien assurer la sécurité d'une troupe. Une reconnaissance de cavalerie ne

négatif de ces reconnaissances, la division tout entière se trouva prête à combattre au premier coup de canon de l'armée allemande, et elle combattit vaillamment sous la vigoureuse impulsion d'un chef dont la vigilance égalait la bravoure et dont les instructions, scrupuleusement suivies après sa mort, permirent à la 2e division de soutenir pendant plusieurs heures une lutte glorieuse sans compromettre sa retraite et de couvrir ainsi les autres divisions du 1er corps en retardant de vingt-quatre heures la marche de l'ennemi, et en le contraignant à développer les forces considérables dont il disposait déjà contre nous.

La ville de Wissembourg n'était défendue que par un bataillon du 74e commandé par M. Liand, chef de bataillon, qui y fut blessé. Cette troupe conduisit vaillamment la défense. Elle resta aux remparts jusqu'au dernier moment, et ne put, par suite, exécuter l'ordre de retraite qui lui fut envoyé. Mais la défense avait été si vigoureuse que, une fois entrés dans la ville, les Bavarois, qui avaient fait prisonnier le bataillon du 74e, fouillèrent toutes les maisons pour en faire sortir les soldats qu'ils supposaient réfugiés en grand nombre. Ils

doit pas se porter en avant jusqu'à un point fixé, et rentrer. Elle doit, comme le dit le général Ducrot dans une note citée ci-dessus, « marcher tant qu'elle n'a pas vu l'ennemi, et, une fois le contact pris, ne plus le perdre ». Si la reconnaissance envoyée le 4 août au matin avait opéré de cette façon, le général Douay eût été informé de bonne heure et eût eu tout le temps nécessaire pour prendre ses dispositions de retraite devant des forces très supérieures, comme ses instructions le comportaient, au lieu d'être obligé d'accepter et de soutenir la lutte avant de pouvoir apprécier la supériorité de ces forces.

ne pouvaient croire qu'une troupe si peu nombreuse eût suffi à les tenir si longtemps en respect.

Le prince royal a visité les officiers français blessés à l'ambulance provisoire de la ferme de Schobusch ; il a témoigné un grand respect pour la mémoire du général Douay et complimenté les officiers sur la bravoure de leurs troupes. Les officiers qui accompagnaient le prince ne pouvaient croire que huit bataillons seulement eussent pu défendre ainsi et la ville de Wissembourg et la position, que nous ne leur avions cédées qu'après une si énergique résistance.

Le général commandant la brigade bavaroise entrée dans Wissembourg invita le commandant Liand prisonnier à conserver son sabre en témoignage de l'estime particulière que lui inspirait l'énergique défense du bataillon du 74e. Quatre cents ou cinq cents Allemands blessés ou tués furent ramassés dans les vignes au nord-ouest de la ville ; ils n'avaient eu affaire qu'au bataillon du 74e enfermé dans Wissembourg.

En exécution des ordres du maréchal, les débris de la division Douay et la première division, sous le commandement du général Ducrot, battirent en retraite le 5, et vinrent s'établir : la division Pellé (ancienne Douay) en réserve, la division Ducrot à gauche de Froëschwiller, entre ce village et Néchwiller ; elle occupait l'extrême gauche de la ligne de bataille. Le général Ducrot, après avoir placé ses troupes, fit exécuter quelques abatis et travaux dans le défilé du Jaegerthal, pour entraver la marche de l'ennemi. Il conseilla aussi

au maréchal, pour consolider les positions, de faire exécuter par les troupes certains ouvrages de campagne ; mais il se heurta à une opposition presque unanime des généraux, qui jugèrent inopportun de fatiguer les soldats par de tels travaux la veille d'une bataille.

Le général Ducrot estimait téméraire d'accepter la bataille sur la position de Froëschwiller avec des forces aussi disproportionnées. Selon lui, on devait battre en retraite sur Lemberg pour joindre le corps de Failly, et tenir la crête des Vosges, défiant toute attaque dans les positions formidables qu'il avait depuis longtemps étudiées, en liaison avec l'armée de l'Empereur, en situation d'agir contre les communications de l'armée qui avait envahi l'Alsace, si elle continuait sa route vers Strasbourg, ou de déboucher sur le flanc de l'autre masse allemande, si elle franchissait la Sarre.

C'eût été la mise à exécution d'un projet qu'il avait travaillé avec grand détail pendant son commandement de Strasbourg, projet qu'il avait soumis au ministre et au général Frossard.

Après de longues hésitations, le maréchal de Mac Mahon, cédant aux sollicitations des généraux Ducrot et Raoult, appuyées par le comte de Leusse, se décida le 6, vers six heures, à donner des ordres de retraite; le mouvement des convois fut même commencé. Mais, avant que l'ordre fût parvenu aux troupes, l'attaque des Allemands s'était déjà produite et la bataille s'engageait. Le maréchal, changeant d'avis, l'accepta sur ses

positions, jugeant qu'il était désormais trop tard pour exécuter la retraite.

Voici deux documents relatifs aux circonstances qui ont précédé la bataille de Froëschwiller : l'un est une lettre du marquis de la Rochethulon; l'autre est un extrait du journal du comte de Leusse, maire de Reischoffen.

Lettre du marquis de la Rochethulon (1).

J'ai vu à Dinan, le 10 juin 1885, le colonel X..., lequel m'a raconté une conversation intéressante qu'il a eue avec le général Ducrot la veille de la bataille de Froëschwiller. Je laisse la parole au colonel :

« — J'étais attaché, me dit-il, à la division du général Douay; nous avions été écrasés et j'avais été envoyé pour annoncer au maréchal notre désastre; ma mission accomplie, je fus présenté au général Ducrot par d'Espeuilles, et, après avoir répondu à ses questions, je lui dis :

— Eh bien, mon général, maintenant qu'allons-nous faire?

— Oh! me répondit-il en haussant les épaules, je crois bien que nous allons faire une bêtise.

(1) Cette lettre, écrite à la famille Ducrot par le marquis de la Rochethulon, ancien député à l'Assemblée nationale, rapporte, d'après le colonel X..., aujourd'hui général de division, une conversation que ce dernier eut avec le général Ducrot la veille de Froëschwiller.

— Comment, une bêtise! m'écriai-je.

— Oui, me répondit-il, nous occupons des positions connues, dont on parle dans les cours qu'on fait aux écoles militaires; nous y resterons, au lieu de nous replier dans les défilés des Vosges, en face de forces si supérieures. Déjà, on aurait voulu mettre ma division un peu en avant; or, je n'ai environ que sept mille hommes de bonnes troupes, je serais mangé comme l'a été Douay, et, grâce au ciel, j'ai pu éviter ce désastre. Nos positions, comme je vous l'ai dit, sont bonnes; avec trente-six mille hommes que nous avons, nous pourrions lutter contre quarante-cinq mille Prussiens; mais il y en a quatre-vingt mille et peut-être plus. Mon Dieu, notre gauche est solidement appuyée, et je ne crois pas qu'elle soit forcée; le centre aussi pourra résister, mais nous serons débordés par la droite, nous serons forcés du côté de Morsbronn; oh! oui, reprit le général, pour conclure, nous allons faire une grosse bêtise! »

Un peu étonné et effrayé de cette déclaration, je lui dis :

« — Mais, mon général, si vous êtes aussi certain de ce qui va se passer, pourquoi ne le dites-vous pas au maréchal?

— Le maréchal! me répondit-il avec un sourire plein d'amertume, je ne fais que lui répéter cela depuis ce matin; mais, hélas! à tout ce que je lui dis, il ne me répond qu'un mot : ..... »

Les pages suivantes, extraites du journal du comte de Leusse,

maire de Reischoffen pendant la guerre, racontent certains incidents qui ont eu lieu le 6 août au matin, avant la bataille.

Journal inédit du comte de Leusse.

. . . .

En sortant, je trouvai à la porte les généraux Ducrot et Raoult; ils causaient ensemble vivement et disaient tous deux : « Il faut encore essayer une fois et obtenir de lui cet ordre. »

Me voyant arriver sur eux, ils me dirent que le général Raoult, dont la division était le plus en avant, pensait avoir de grandes masses devant lui, que la position, bonne pour cinquante mille hommes contre autant, était trop étendue pour trente-trois ou trente-quatre mille, et qu'il fallait battre en retraite avant que le combat s'engageât. Le général Ducrot s'était rallié complètement à cet avis et recommandait la retraite sur Lemberg, où l'on serait forcément renforcé par le général de Failly et d'où on pourrait défendre les défilés des Vosges et donner la main à l'armée de l'Empereur.

« Il n'y a que vous qui puissiez enlever cette détermination, me disaient-ils; vous avez bien étudié avec le maréchal les lignes de retraite; vous connaissez les montagnes; il a confiance dans votre si complète connaissance du pays; il faut que vous fassiez un effort; nous vous soutiendrons. »

Nous nous promenions de long en large dans l'allée

qui est à droite du château de Froëschwiller, moi refusant de prendre une pareille initiative et leur disant : « Mais je ne suis qu'un simple pékin connaissant le pays et rien de plus; si vous, généraux, vous avez échoué, que voulez-vous que je fasse? »

Le général Ducrot insista vivement, me disant qu'il n'était plus temps de faire des façons, que les circonstances étaient graves, et que c'était un devoir pour moi; il en appela à notre amitié, à mon amour du pays, et enfin je me décidai et je rentrai chez le maréchal flanqué des deux divisionnaires.

J'exposai au maréchal la situation comme je la concevais : la position était trop étendue, nous avions des forces considérables devant nous. Le point où nous allions battre en retraite offrait, il est vrai, le désavantage de découvrir Strasbourg; mais, entre Bitche et Phalsbourg, dans les montagnes abruptes, grossis de Failly, nous serions inexpugnables. Je montrai sur la carte les trois ou quatre routes que j'avais indiquées la veille comme lignes de retraite, et je terminai en m'excusant de ma hardiesse et en m'abritant derrière les généraux Raoult et Ducrot.

Le maréchal défendit son opinion en disant qu'il ne croyait pas à une bataille, que c'était peut-être une démonstration destinée à masquer un mouvement, et que rien ne l'étonnerait si l'ennemi, se dérobant par sa droite, allait vouloir se réunir à l'armée allemande de la Moselle; enfin qu'il attendait le général de Failly qui devait être en route.

Dans ce moment, le feu augmenta d'intensité, surtout vers Goersdorf; des officiers vinrent rendre compte que cela prenait la tournure d'un vrai combat, qu'on voyait beaucoup de troupes vers Gunstett, etc.

Enfin, après une assez longue discussion entre le maréchal et les deux généraux, il se rangea à leur avis et décida que le général Raoult commencerait la retraite de suite et que je prendrais un escadron de lanciers campé à Reischoffen pour indiquer aux troupes leur marche et éclaircir cette retraite; il pouvait être six heures et demie du matin.

Je dis au maréchal que j'avais sans doute un devoir à remplir à l'armée, mais que, comme maire de Reischoffen, j'en avais aussi, et que l'un me disait de le suivre, l'autre de ne point abandonner ma commune qui allait être pillée.

Il me dit que l'intérêt général devait tout primer, et que je devais, avant tout, aller où l'armée avait besoin de moi; que je connaissais la position de Lemberg, les routes, et que je devais le suivre.

J'y consentis après qu'il m'eut promis de me donner un ordre écrit de le suivre; mais, ne l'ayant pas reçu, je suis resté à Reischoffen. . . . .

On sait comment la résolution de battre en retraite ne fut pas mise à exécution, et comment la bataille s'engagea par suite de l'arrivée des troupes allemandes.

Rapport du général Ducrot au maréchal de Mac Mahon sur les opérations de la première division du premier corps pendant la journée du 6 août. (Bataille de Froëschwiller.)

La première division prit position vers huit heures du matin, dans l'ordre suivant : en première ligne, le 96e, le 1er zouaves, le 45e ; le 96e avait sa droite appuyée au village de Froëschwiller et se développait vers la gauche parallèlement au chemin qui conduit de Froëschwiller à Néchwiller, le 3e bataillon à hauteur du grand ravin qui descend vers la Sauer.

Les zouaves continuaient la ligne de bataille faisant face au grand bois qui couvre la croupe descendant vers le chemin qui conduit de Woerth à Langen-Soulzbach. Le 45e, tenant l'extrême gauche, faisait face au plateau de Néchwiller.

Des tirailleurs postés dans les vignes, dans les bois et jusqu'au fond du ravin, couvraient la ligne de bataille. Le 13e bataillon de chasseurs, les trois bataillons du 18e, constituaient une forte réserve placée au centre du plateau entre la route de Froëschwiller à Reischoffen et celle de Froëschwiller à Néchwiller.

La 6e batterie du 9e d'artillerie (canons de quatre) et la 7e du même régiment (canons à balles) étaient en batterie entre les bataillons, dans les positions qui permettaient de mieux battre le fond de la vallée et les

pentes du grand ravin dont l'origine est située entre les plateaux de Néchwiller et de Froëschwiller, et qui descend vers la Sauerbach.

A huit heures et demie du matin, le combat s'engagea par un feu de tirailleurs, insignifiant du côté du 96e, mais très vif du côté des zouaves.

L'ennemi était en forces dans le bois et cherchait à en déboucher. Maintenu par les zouaves, il fit cependant un effort vigoureux et parvint à s'avancer un peu dans la plaine.

A ce moment, reçu par un feu bien nourri et fait à bonne portée, il eut un instant d'hésitation dont les zouaves profitèrent pour le charger à la baïonnette et le rejeter sur ses réserves.

Dans cette charge, le commandant Marion tomba frappé mortellement. Dans le fond de la vallée, vers la route de Langen-Soulzbach, quelques groupes ennemis parurent vouloir s'avancer vers le bois où le combat était engagé ; quelques coups tirés par la batterie de quatre et par les mitrailleuses le firent reculer.

A dix heures et demie, le feu avait complètement cessé de ce côté, nos tirailleurs étaient en position, attendant avec calme et ne ripostant même pas aux quelques coups de fusil qui partaient du bois.

A midi, le feu reprit avec une nouvelle intensité ; il fut de nouveau éteint par le feu des tirailleurs des zouaves et du 45e qui n'avaient pas quitté leurs positions.

Vers une heure et demie, sur la demande de renforts du général Raoult, je donnai l'ordre au 13e bataillon de

chasseurs et à deux bataillons du 18e de se porter sur la gauche de la 2e division, en rasant le village de Froëschwiller.

En même temps, j'ordonnai au général Duhoulbec de porter deux bataillons de zouaves dans le bois que l'ennemi occupait depuis le matin, de l'en chasser en le refoulant vers le fond de la vallée et de prendre position à la lisière, de manière à commander complètement la route de Langen-Soulzbach et à menacer le flanc droit de l'ennemi.

Enfin, je portai la 6e batterie dans la partie basse du village au fond de la première rue à gauche, pour prendre position sur un rectangle où se trouvait déjà une demi-batterie du 12e. Le feu commença immédiatement et remplit jusqu'à un certain point le but que je m'étais proposé, car l'ennemi, tout en tirant encore sur le village par intervalles, concentra le feu de plusieurs batteries sur la nôtre et couvrit tout le terrain qu'elle occupait d'une quantité considérable de projectiles. Néanmoins, le feu se continua jusqu'au moment où les tirailleurs ennemis, débouchant du bois qui bordait la crête gauche, purent tirer à petite portée sur la batterie ; elle dut alors se retirer et vint prendre position sur le plateau du campement. Malgré la supériorité de l'ennemi, les zouaves avaient exécuté leur mouvement sans hésitation, mais non pas sans éprouver des pertes sérieuses ; ils parvinrent ainsi à arrêter quelque temps la marche des troupes prussiennes très supérieures en nombre.

Vers deux heures, l'action devenait de plus en plus vive vers la droite, et, en avant de la position du village de Froëschwiller, le feu des batteries ennemies redoublait; ses obus arrivaient en grand nombre sur le plateau occupé par une partie de la 2e division formant réserve.

Sur la demande du général Colson, chef d'état-major général, je donnai l'ordre aux trois bataillons du 96e de se porter à droite de la division Raoult pour la soutenir.

En dépassant la crête, ces trois bataillons furent accueillis par un feu formidable qui leur fit éprouver des pertes énormes : le colonel de Franchessin, le général Colson lui-même et un grand nombre d'officiers tombèrent mortellement frappés.

La situation devenant de plus en plus critique sur ce point, je fis porter en avant les trois bataillons du 18e, en même temps que le lieutenant-colonel du 96e ralliait, un peu en arrière, son régiment obligé de plier devant des forces très supérieures. M. le général Wolf se précipita à la tête de ces forces réunies au-devant des bataillons ennemis qui gagnaient toujours du terrain, et ce mouvement détermina un retour très vigoureux du 1er tirailleurs qui était assez vivement ramené en ce moment.

L'ennemi fut repoussé, laissant sur place de nombreux tués ou blessés. Cet effort nous coûta cher, surtout en officiers, et ne put néanmoins aboutir, les forces que nous avions devant nous étant trop considérables.

Le général Wolf reprit une seconde fois l'offensive pour appuyer la charge faite par les cuirassiers, mais

cet effort fut encore infructueux, et le 18e dut suivre le mouvement de retraite qui se produisait sur toute la ligne.

Le village de Froëschwiller n'était plus tenable : criblé par les projectiles ennemis, les maisons s'écroulaient de toutes parts, le feu se déclarait sur plusieurs points.

La deuxième division était donc obligée d'évacuer et de battre en retraite ; nous étions menacés d'être enveloppés par l'ennemi qui descendait des hauteurs d'Elsasshausen et, ne rencontrant plus rien devant lui, s'avançait rapidement pour tourner notre droite.

Il ne me restait que cinq bataillons : les deux de zouaves que j'avais rappelés promptement en voyant la mauvaise tournure que prenait le combat, un troisième bataillon de zouaves maintenu en réserve sur le plateau et deux bataillons du 45e ; quatre de ces bataillons (deux de zouaves et deux du 45e) furent échelonnés, partie dans la plaine, partie à la lisière du bois que traverse la route de Reischoffen, de manière à protéger la retraite des voitures et des troupes en désordre qui encombraient la route, ainsi que celle des cuirassiers entassés à l'entrée du bois.

En même temps, j'établissais les septième et huitième batteries en position un peu en avant et sur la gauche du bois occupé par l'infanterie, avec ordre d'ouvrir le feu sur les premières troupes ennemies au moment où elles dépasseraient la crête à droite du village.

Dès que nos dernières troupes eurent dépassé le champ de tir, les deux batteries ouvrirent le feu contre

les masses prussiennes qui descendaient le coteau; à distance de onze cents mètres, elles produisirent un grand effet et arrêtèrent complètement, pendant un instant, le mouvement en avant de l'ennemi, ce qui permit à nos troupes d'effectuer assez tranquillement leur retraite.

En dernier lieu, je fis porter le bataillon de zouaves resté disponible vers l'extrême droite, en passant sous bois; je voulais lui faire occuper le chemin de crête qui descend par les hauteurs sur Reischoffen; mais, en débouchant, nous fûmes accueillis par quelques coups de fusil qui nous prouvaient que déjà l'ennemi était maître de cette position importante, et nous dûmes filer sous bois pour déboucher plus bas et former un dernier échelon à l'extrémité de la croupe qui domine Reischoffen.

Le bataillon une fois en position, je descendis dans la plaine pour venir prendre les ordres de Votre Excellence relativement à la direction à suivre.

Quelques instants après, en traversant la ligne du chemin de fer vers la gare, je me trouvai enveloppé dans le tumulte et le désordre produits par l'apparition de quelques uhlans, et, étant coupé de la ligne de retraite par la masse de notre cavalerie qui se retirait précipitamment, je dus me jeter sous bois dans la direction de Zinswiller, qui me semblait devoir être la ligne de retraite et où je croyais avoir chance de rencontrer la majeure partie de nos forces.

Et c'est en suivant cette direction que j'arrivais vers six heures au fort de Lichtemberg avec un bataillon et

le drapeau du 18e, et environ douze à quinze cents hommes de différents corps, soit en tout deux mille hommes.

Je les ralliai tous, leur fis distribuer des vivres et des cartouches, et le lendemain, avant le jour, nous prîmes en bon ordre la direction de la Petite-Pierre, où nous trouvâmes une partie du corps de Failly en position.

Nous continuâmes notre route sur Phalsbourg, de là sur Sarrebourg, où je ralliai Votre Excellence.

En résumé, dans cette journée, chacun a fait son devoir dans la limite du possible; si, au dernier moment, la retraite a été un peu précipitée, c'est que, complètement débordés par la droite, nous ne pouvions tenir plus longtemps sans nous exposer à perdre toute ligne de retraite.

Notre artillerie est parvenue à retirer tout son matériel du champ de bataille et à le ramener jusqu'au village de Reischoffen; là elle s'est trouvée pendant un instant à la queue de la colonne, sans troupe de soutien, et arrêtée dans sa marche par les *impedimenta* de toutes sortes qui encombraient la route; elle a été rejointe par la cavalerie ennemie qui s'est emparée de cinq pièces et de cinq caissons de la sixième batterie et d'une mitrailleuse de la huitième, en faisant prisonniers leurs braves et malheureux défenseurs.

Il y avait alors un tel tumulte, un tel encombrement occasionné par les voitures de bagages, de cantiniers, les *impedimenta* de toutes sortes, que le passage n'était plus possible pour le matériel de la batterie.

Note du général Ducrot au sujet des accusations portées contre le général de Failly.

Le 5 août 1870, le gros du cinquième corps était aux environs de Bitche, commandé par le général de Failly ; sa gauche s'étendait jusqu'à Sarreguemines, où se trouvait la deuxième brigade de la division L'Abadie ; sa droite se reliait par quelques faibles détachements aux environs de Sturzelbronn et Neunhoffen, avec l'extrême gauche du premier corps (1). Le gros de celui-ci était échelonné entre Reischoffen, Froëschwiller et Morsbronn.

Au point de vue tactique, cette situation était détestable : en effet, les deux corps ne pouvaient se prêter aucun appui sérieux, et, comme il existait, précisément à leur point de contact, une trouée naturelle très praticable, l'ennemi pouvait y arriver en masse et s'interposer entre les deux corps.

De Nothweiller, Fischbach, Schönau, partent des voies perpendiculaires ou transversales aux grandes routes de Bitche à Wissembourg et de Bitche à Niederbronn ; passant aux environs de Steinbach, Oberstein-

(1) Cette situation est constatée par le télégramme suivant :

« De Bitche pour Reischoffen, le 29 juillet 1876, à 2 h. 20 du soir.

« Général de Lespard au maréchal de Mac Mahon et général Ducrot, Niederbronn et Reischoffen. Deux détachements, de trois compagnies chacun, occupent, l'un, dès ce soir, le poste de Sturzelbronn ; l'autre, dans le courant de la nuit, celui de Neunhoffen ; à ce dernier poste sera le chef de bataillon. »

bach, Dambach, Neunhoffen, elles permettent d'atteindre facilement la grande route de Niederbronn à Bitche, aux environs de Philippsbourg.

Si l'ennemi prenait ce nœud de routes pour objectif, il pouvait s'en emparer, puis remonter, par Baerenthal et Mouterhausen, sur l'importante position de Lemberg, qui couvre à la fois la grande route de Rohrbach à Ingwiller et le chemin des crêtes, passant par Goetzenbruck, Meisenthal, Puberg et la Petite-Pierre.

Depuis quelques jours, le cinquième corps avait été placé sous les ordres du maréchal de Mac Mahon; il appartenait donc à celui-ci de rectifier les positions défectueuses des deux corps d'armée et de les mettre en situation de se prêter un mutuel appui. La malheureuse affaire de Wissembourg était bien faite pour nous engager à la prudence et à la vigilance; malheureusement notre service de renseignements était fort mal organisé, ayant été improvisé au début de la guerre; notre cavalerie, peu exercée pendant la paix au service des reconnaissances, sans direction depuis le commencement des hostilités, nous éclairait mal, et nous ignorions presque absolument ce qui se passait de l'autre côté de la frontière.

La plupart de nos généraux et leurs états-majors avaient une ignorance complète du terrain qu'ils voyaient pour la première fois; ils étaient dépourvus de cartes et n'avaient peut-être pas toute l'activité nécessaire pour y suppléer.

Le maréchal paraissait avoir une grande confiance

dans son heureuse étoile et dans les excellentes troupes qui composaient le premier corps; il méprisait un peu trop nos adversaires et les croyait incapables de prendre immédiatement une vigoureuse offensive; du moins, c'est ainsi que l'on peut expliquer la non-occupation des positions si importantes de Wœrth et de Gunstett, le peu de soin apporté dans le service des avant-postes, le manque de retranchements sur toute notre ligne.

A l'exception du défilé de Jaegerthal, que le général commandant la première division avait fait barricader alors qu'il occupait seul Reischoffen, il n'existait pas trace de travaux de campagne dans toutes les positions du 1er corps.

La négligence était si grande que l'artillerie de réserve en arrivant à Froëschwiller, dans la journée du 5, avait établi le grand parc sur le plateau derrière le village, complètement en vue des hauteurs de Wœrth et à portée de canon de ce point dangereux sur lequel nous n'avions même pas une vedette.

Le général Ducrot, qui, depuis cinq ans, commandait la 6e division et, par suite, avait eu occasion d'étudier soigneusement le pays, était très préoccupé de cette situation générale, dans la journée du 5; profitant de la confiance que voulait bien lui témoigner le maréchal, il se permit de lui faire part de ses inquiétudes; il exposa le danger qui nous menaçait vers notre gauche, au cas où l'ennemi ferait effort de ce côté, et insista particulièrement sur la nécessité de rapprocher les extrémités de notre ligne et de renforcer les points de

jonction des deux corps. Dans ce but, il proposait de faire occuper fortement Philippsbourg, de ramener le gros des forces du 5e corps vers Lemberg et Mouterhausen, afin de tenir toujours très sûrement la crête des Vosges et de pouvoir se porter rapidement sur l'un et l'autre versant suivant les incidents qui viendraient à se produire.

Après une assez longue conversation, le maréchal voulut bien tenir compte de ces observations et, par dépêche du 5, invita le général de Failly à se rapprocher du 1er corps et à faire occuper solidement les positions de Lemberg et Philippsbourg. Malheureusement ces ordres ne furent ni assez pressants ni formels ; ils laissaient trop de latitude au commandant du 5e corps sur le temps à employer et sur les moyens d'exécution.

La dépêche suivante du général de Failly ne laisse aucun doute à ce sujet ; elle est datée du 6 août et répond évidemment à celle du maréchal, expédiée dans la soirée du 5 :

« *Bitche, 6 août.* — La division Lespart doit arriver à Reischoffen aujourd'hui. La division Goze partira demain de très grand matin pour se porter à Philippsbourg ; la brigade Maussion, de la division L'Abadie, doit se porter demain sur Lemberg et escorter par la vallée de Mouterhausen, Baerenthal, Zinswiller et Reischoffen, six batteries de réserve et le parc d'artillerie qui ne pouvait rester à Lemberg (1). La deuxième brigade de

(1) L'artillerie se plaignait de n'avoir pas sur ce point la quantité d'eau nécessaire pour abreuver ses chevaux.

cette division est à Sarreguemines et a reçu ordre de ne pas me rejoindre, la route étant interceptée. Je ne peux donc occuper Lemberg malgré mon désir, à cause des neuf batteries que je ne peux engager dans le défilé de Niederbronn et à cause de la réduction de la 2e division à une brigade. »

Il paraît donc bien démontré que le maréchal de Mac Mahon ne croyait pas le 5 à une affaire sérieuse pour le lendemain.

Dans cette même journée, lorsque le géneral Ducrot en présence du sous-chef d'état-major, le général Faure, insistait pour que l'on fît venir, le lendemain, l'infanterie du 5e corps par la voie ferrée, ce qui aurait rendu la grande route libre pour la cavalerie, l'artillerie et les voitures, le maréchal repoussa cette idée en alléguant pour unique raison l'ennui des réquisitions de chemin de fer, l'embarras des embarquements et des débarquements. Une autre preuve du peu d'importance qu'attachait, encore le 5, le maréchal à l'arrivée immédiate du 5e corps, et du manque de précision des ordres qu'il avait donnés, c'est que, dans la matinée du 6, alors que certains renseignements étaient venus le sortir de sa trop grande quiétude, il jugea nécessaire de dépêcher le commandant Moll, du génie, au général de Failly, et, comme on craignait que la route directe de Niederbronn à Bitche ne fût interceptée par l'ennemi, le commandant fut dirigé par Ingwiller et la route de Rohrbach.

Donc, si le 5e corps ne s'est pas trouvé en temps opportun sur le champ de bataille de Froëschwiller,

la responsabilité ne saurait en incomber au général de Failly; elle pèse en réalité sur le maréchal de Mac Mahon. Peut-être l'avant-garde du 5e corps n'a-t-elle pas fait toute la diligence possible, lorsque le canon s'est fait entendre dans la direction de Froëschwiller... Mais la division Lespart allongée sur une seule route, encombrée de ses bagages, avait bien des motifs pour ne pas précipiter sa marche, car elle eût risqué d'arriver décousue et en désordre au milieu d'une action engagée depuis longtemps.

En admettant qu'elle fût en ligne une heure ou deux heures plus tôt, il est bien probable que son intervention n'aurait pas changé beaucoup le sort de la journée, d'autant plus qu'elle n'eût pu déboucher et arriver sur le terrain que par hasard. Dans tous les cas, on s'explique difficilement que le maréchal n'ait pas manœuvré pour se replier sur le 5e corps, tout au moins à partir de dix heures et demie, alors que le combat s'était très ralenti et que le comte de Leusse venait de faire parvenir l'avis de l'entrée en ligne très prochaine de toute l'armée du prince royal. La vérité est que, pendant toute cette fatale journée, chaque divisionnaire a combattu sur place, sans recevoir aucun ordre précis, sans connaître le but de la lutte, ni l'objectif en avant, ni la ligne de retraite en arrière... C'est à quatre heures seulement, alors que toute notre droite et notre centre, accablés et débordés par des forces supérieures, fuyaient en désordre, que le maréchal a fait donner l'ordre au général Ducrot d'utiliser les cinq bataillons dont il

disposait encore, pour couvrir la retraite des troupes et des *impedimenta* entassés à l'entrée de la forêt du Grossenwald... encore a-t-on négligé à ce moment d'indiquer au général commandant la 1re division dans quelle direction devait s'opérer cette retraite.

Le général Ducrot à ses filles.

Phalsbourg, 7 août.

Mes chères enfants, nous avons eu une triste journée! Notre corps d'armée, enveloppé par des forces supérieures, a été écrasé hier après une lutte acharnée de sept heures.

Je ne suis ni malade ni blessé, mais bien affligé.

Je vous embrasse, ainsi que vos bons grands-parents, de toutes les forces de mon cœur.

Votre père qui vous chérit.

A Madame Ducrot.

Sarrebourg, 8 août.

..... Notre retraite continue ; les hommes se remettent de l'émotion produite par la rude épreuve d'avant-hier ; quelques jours de repos suffiraient pour leur rendre confiance, et peut-être pourrions-nous les trouver, soit

au camp de Châlons, soit dans le camp retranché de Belfort.

En résumé, nous avons lutté pendant *sept heures* avec 40,000 *hommes* contre une armée de 140,000, et jusqu'à la fin notre attitude a été telle qu'ils n'ont pas osé dépasser Reischoffen; mais que de braves gens ont payé de leur vie ces efforts héroïques! le colonel de Franchessin, le commandant Piétri, le général Colson, Robert de Vogüé ont été tués. Le commandant de Bonneville blessé grièvement; le capitaine Aignan a disparu, on le croit prisonnier. Et penser que ce désastre pouvait être si facilement évité!

A la même.

Quartier général de Lunéville, 10 août 1870.

..... Nous sommes à Lunéville, reculant toujours, honteusement, misérablement, livrant nos belles provinces de la Lorraine et de l'Alsace à ces affreux Prussiens! C'est un crime, et mon sang bouillonne dans mes veines en participant à une pareille lâcheté!

Ma division est bien reconstituée; j'ai communiqué à mes hommes, à mes généraux l'ardeur qui me dévore, et nous ne demandons qu'à prendre une noble revanche. Mais ceux qui nous dirigent semblent affolés! C'est une honte, une honte qui ne perdra pas seulement la dynastie impériale, mais aussi notre malheureux pays.

Bayon, 11 août.

..... Je vais bien; nous avons un temps affreux qui fait beaucoup souffrir nos hommes privés de tentes-abris et d'effets de campement : c'est une complication de plus...

A la même.

Vendeleville, 13 août.

..... J'ai enfin de tes nouvelles, et je ne saurais te dire quel soulagement en éprouve mon cœur!... Nous fuyons toujours devant notre heureux ennemi; hier il a occupé Nancy en force, et aujourd'hui probablement une armée entière s'y concentre.

Tout, absolument tout ce que j'avais prévu se réalise; le plan de campagne que suivent les Prussiens est exactement celui que je traçais dans dix rapports adressés à l'Empereur, au ministre, dans les conférences auxquelles j'assistais à l'École d'artillerie! Si l'on avait daigné m'écouter quelque peu, nous n'en serions pas réduits au misérable rôle que nous jouons en ce moment. Le maréchal de Mac Mahon me disait ce matin que l'on s'attendait pour aujourd'hui ou demain à une grande bataille sous les murs de Metz. Puisse le Dieu des combats nous être favorable! Le moment est bien solennel! Ce sont les destinées de la France qui vont se jouer!

Nous sommes toujours sans nouvelles de l'excellent docteur Sarrazin ; j'en suis bien inquiet, car l'ambulance de Froëschwiller et celle de Reischoffen ont été détruites par les obus.

..... Nous serons demain à Neufchâteau, où nous pourrons prendre le chemin de fer pour être dirigés, soit sur Châlons, soit sur Paris, où il est à souhaiter que nous arrivions le plus vite possible pour outiller nos hommes et nous reporter ensuite en avant. Tous brûlent du désir de prendre leur revanche et n'ont qu'une crainte : c'est que la grande bataille ne se livre sans eux.

A la même.

Neufchâteau, 15 août 1870.

..... Nous sommes à Neufchâteau depuis hier soir; les troupes de notre corps d'armée sont dirigées par chemin de fer sur le camp de Châlons ; le mouvement est commencé depuis hier soir. Ma division devant s'embarquer la dernière, je ne pense pas que nous arrivions à Châlons avant demain matin 16. Il faudra probablement deux ou trois jours pour réorganiser notre corps, pourvoir nos hommes des effets les plus indispensables ; puis nous nous reporterons en avant. Comme tu le sais, j'ai perdu tous mes bagages et n'ai sauvé que ce que j'avais sur le corps ou sur un cheval de main ; il

faut en toute hâte m'envoyer les objets les plus indispensables.

Je ne comprends rien à ce qui se passe, Bazaine doit avoir sous la main, aux environs de Metz, une armée de cent quarante à cent cinquante mille hommes; comment ne tente-t-il pas de frapper un grand coup sur quelque partie de l'armée ennemie avant qu'elle soit toute concentrée autour de Nancy? De Failly, dont le corps est intact, file sur notre gauche vers Chaumont et de là, dit-on, doit être dirigé sur Paris. Il lui eût été certainement facile de rallier l'armée du maréchal Bazaine. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? — Mon Dieu! combien ce manque de direction est désolant! Avec les ressources immenses dont nous disposons encore, bien des chances seraient en notre faveur; mais encore faudrait-il savoir utiliser ces ressources!

A la même.

Camp de Châlons, 17 août.

..... Nous sommes arrivés à bon port à Châlons; quelques jours suffiront pour nous réorganiser complètement, et alors nous aurons là une belle armée qui, réunie à celle de Bazaine, constituera une force imposante.

L'Empereur s'est enfin décidé à abandonner complètement la direction des affaires.

Je viens d'être nommé au commandement du premier corps en remplacement du maréchal de Mac Mahon qui commande toute l'armée; ma tâche est lourde dans les circonstances présentes; à coup sûr, j'aurais préféré conserver le commandement direct de mon excellente division; mais accepter est un devoir que je tâcherai de remplir de mon mieux.

A chaque instant, nous pouvons faire un mouvement pour nous porter soit en avant, soit sur le flanc; dans ces conditions il est impossible de songer à venir me voir; il faut remettre le bonheur à des jours meilleurs.

J'espère que Henri aura pu vous donner des nouvelles de Guillaume et d'Antonin; ils ont eu une rude, mais grande journée; après un combat acharné qui a duré de neuf heures du matin à sept heures du soir, l'armée du maréchal Bazaine a, dit-on, enlevé toutes les positions occupées par l'ennemi et a couché sur son champ de bataille. Le lendemain, le maréchal a dû se rapprocher de Metz pour prendre des vivres et des munitions; mais il doit se remettre en route aujourd'hui pour être en mesure de nous donner la main, et alors sans doute nous pourrons frapper un grand coup (1).

. . . .

(1) On n'avait encore reçu, sur les opérations de Bazaine dans la journée du 16, qu'un télégramme assez bref, ne donnant pas d'autres renseignements que ceux qui sont indiqués dans cette lettre.

A la même.

Camp de Châlons, 18 août, onze heures soir.

..... Enfin j'ai une lettre de toi! Avec quel bonheur j'ai vu ton écriture! Comme j'ai dévoré ces quelques lignes, celles de notre chère fille! Au milieu de toutes mes douleurs, de mes cruelles préoccupations, c'est une lueur de joie.

La situation du pays est bien grave, celle de l'armée bien critique. Dans ces conditions, je suis heureux de te savoir au milieu des enfants. Te savoir à Paris serait pour moi un motif de plus de cruelles inquiétudes. Reste donc au milieu de ton cher troupeau, près de tes bons parents; priez pour la France, priez pour nous!

A la même.

Camp de Châlons, 19 août.

..... Les nouvelles du maréchal Bazaine, arrivées ce matin, sont bien meilleures que ne pouvait le faire espérer la dernière dépêche reçue hier à cinq heures du soir.

Le maréchal est resté maître de toutes ses positions en faisant éprouver des pertes énormes à l'ennemi; il a rétabli ses communications télégraphiques un instant interrompues par quelques coureurs ennemis, et, en

résumé, sa ligne de retraite paraît parfaitement assurée. Nous pouvons donc espérer faire notre jonction dans quelques jours, et alors nous aurons une armée de deux cent cinquante à trois cent mille hommes qui pourra reprendre une vigoureuse offensive (1).

Toutes les chances paraissent revenir en notre faveur, et, si la révolution n'éclate pas à Paris, la France est sauvée (2) !

Un décret impérial m'a définitivement confié le commandement du premier corps.

A la même.

21 août 1870.

..... Nous sommes sans nouvelles du maréchal Bazaine ; les communications sont absolument interrompues depuis le 18 au soir ; ce silence est effrayant. Il est à craindre que son armée, entourée par trois ou quatre armées prussiennes, n'ait été refoulée dans le camp retranché de Metz, et que les vivres et les munitions ne leur manquent bientôt. Je ne comprends pas notre

(1) Le rapport de Bazaine sur la journée de Rezonville était parvenu à l'Empereur le 18. D'après ce rapport très inexact, le maréchal avait remporté une grande victoire, et comptait, après s'être ravitaillé, reprendre sa marche vers l'ouest. Ce rapport autorisait à considérer la jonction des deux armées comme facile et prochaine.

(2) Le général Ducrot ne pouvait prévoir la mauvaise volonté de Bazaine, l'inexactitude de ses comptes rendus, la vanité de ses promesses, son parti pris de ne pas quitter Metz.

inaction ; comme je le disais hier au maréchal de Mac Mahon, notre premier devoir serait de nous porter en avant pour attirer sur nous une partie des forces ennemies et soulager d'autant ces braves camarades. Nous pourrions le faire sans trop nous engager, de manière à pouvoir encore nous replier sur Paris en temps opportun ; mais mon avis n'a pas prévalu ; il faut, dit-on, conserver précieusement cette armée pour l'amener intacte sous les murs de Paris (1).

Je suis bien tourmenté pour mon frère, pour les tiens, pour tant de bons amis que nous avons dans l'armée de Metz.

A la même.

Camp de Châlons, 21 août soir.

..... Le commandant Magnan arrive à l'instant, apportant des nouvelles du maréchal Bazaine. Son affaire du 16 a été vraiment très belle ; les Prussiens ont fait des pertes énormes et ont été obligés de céder le champ de bataille...

(1) Après l'annonce d'une bataille gagnée le 16, et de la reprise de la marche vers l'ouest de l'armée de Bazaine, le général Ducrot ne peut s'expliquer l'arrêt que subit cette armée, autrement que par la concentration contre elle de toutes les armées allemandes. S'il en est ainsi, et si l'armée du prince royal a joint celles de Frédéric-Charles et de Steinmetz, il estime avec raison que l'armée de Châlons n'a qu'une chose à faire, aller à l'aide des camarades en péril. Il ne pouvait supposer que Bazaine, victorieux le 16, fût paralysé, coupé de ses communications et refoulé par l'armée qu'il venait, disait-il, de battre.

A la même.

Saint-Hilaire-le-Petit sur la Suippe, 24 août (1).

..... Nous continuons notre mouvement en avant, nous nous avançons vers le nord-est avec l'espoir de donner la main à Bazaine dans la vallée de la Meuse. Demain, mon corps d'armée sera à Attigny sur Aisne...

A la même.

25 août 1870.

..... Nous voici à Attigny sur Aisne; le 7[e] corps à ma droite est à Vouziers; le reste de notre armée échelonné vers Rethel.

Nous continuerons probablement un mouvement tournant qui nous amènera à Stenay sur la Meuse, où nous pourrons donner la main à Bazaine, si toutefois il n'a pas percé vers le sud.

Chose incroyable! nous ne savons pas au juste ce que font les Prussiens, où ils sont, ni ce que fait

(1) Le 21, l'armée de Châlons avait quitté le camp et gagné Reims. Le 22, à la réception d'une dépêche du maréchal Bazaine, présentant comme un succès relatif la bataille du 18 (Saint-Privat), et donnant rendez-vous à Mac Mahon vers Montmédy, la marche de l'armée de Châlons sur Stenay et Montmédy est décidée. Le 23, elle couche sur la Suippe de Doutrieu à Houtregiville, le 1[er] corps a son quartier à Saint-Hilaire-le-Petit.

Bazaine! Ce défaut de renseignements rend notre situation très difficile et nous expose à chaque instant à faire de faux mouvements (1).

Sarrazin est arrivé ce matin; je l'ai reçu avec bien grand plaisir...

A la même.

Voncq, 27 août.

..... Les jours se suivent péniblement sans amener de changement bien notable dans la situation. Nous sommes de nouveau sans nouvelles du maréchal Bazaine, et notre pauvre maréchal de Mac Mahon en perd la tête; ses hésitations sont vraiment désolantes.

Hier, le corps du général Félix Douay, qui est à notre droite, a eu un petit engagement avec quelques détachements prussiens aux environs de Grandpré, et, pendant un moment, nous avons cru que nous allions avoir une affaire sérieuse (2). Nos dispositions ont été prises dans

(1) Cette incertitude tenait : 1° à l'absence d'un service de renseignements constitué régulièrement; 2° à l'inutilisation de la cavalerie, maintenue au milieu des colonnes d'infanterie ou derrière elles; 3° au peu de désir qu'avait Bazaine d'entretenir des relations avec l'intérieur et de révéler ses véritables intentions.

(2) Le 26, le commandant du 7e corps, placé à Vouziers à l'extrême droite, fut trompé par des comptes rendus inexacts de sa cavalerie obligée d'évacuer Buzancy et Grand-Pré devant des masses de cavalerie allemande : il crut être menacé d'une attaque sérieuse, prit ses positions de combat et informa le maréchal. Celui-ci donna des ordres pour que toute l'armée, pivotant autour de sa droite (Vouziers), vînt occuper, le 27, la ligne Vouziers-Buzancy, face au sud, pour recevoir l'ennemi. A peine ce

la nuit, et, ce matin, toute l'armée était en mouvement dans un ordre excellent; mais, après deux heures de marche, nous avons appris que l'ennemi s'était retiré, et nous avons dû nous arrêter.

D'après le dire de quelques prisonniers faits hier, nous aurions devant nous deux corps de l'armée du prince royal (1). Certes si nous pouvions le joindre, ce serait une belle occasion pour prendre notre revanche; mais, pour obtenir ce résultat, il faudrait de la résolution et de la suite dans nos opérations!

Je continue à me bien porter, je suis satisfait de mes troupes et je crois qu'elles ont confiance dans leur général. Il ne nous faut plus qu'une bonne occasion pour tirer parti de ces excellentes dispositions; Dieu veuille qu'elle se présente bientôt!

Le 28 août, le 1er corps évacue Voncq pour aller coucher au Chesne : à son départ, Voncq est occupé et brûlé par la cavalerie allemande.

mouvement commencé le 27, le maréchal apprit que les renseignements de la veille étaient erronés. L'armée fut arrêtée et rebroussa chemin, ayant perdu une journée pour la marche utile, c'est-à-dire pour la marche vers l'est. Le 1er corps revint coucher à Voncq, son cantonnement de la veille.

(1) Ce renseignement était inexact, et peut-être donné intentionnellement par les prisonniers. A la date du 27, la cavalerie allemande seule était en contact avec notre armée; l'infanterie du prince royal atteignait seulement le chemin de fer de Sainte-Menehould à Verdun. Les têtes de colonne du prince royal de Saxe étaient à Dun, Stenay, Montfaucon.

MÉMOIRE SUR L'INCENDIE DE VONCQ (ARDENNES)

PAR M. B..., INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSÉES.

29 août 1870.

Voici en quels termes une dépêche officielle prussienne, datée du quartier général de Varennes, le 30 août, annonce les événements dont Voncq avait été le théâtre la veille : « Deux escadrons de hussards prussiens ont pris d'assaut hier le village de Voncq, où ils ont fait de nombreux prisonniers : turcos, fantassins, pompiers. »

Cette dépêche déguise hypocritement l'horrible vérité que voici :

Après le départ du 1er corps dans la soirée du dimanche 28 août, une vingtaine de soldats ou, pour mieux dire, de traînards, étaient restés avec un sous-officier dans les cabarets de Voncq. Il y avait parmi eux, notamment, treize zouaves du 3e régiment (1re brigade de la 4e division), quatre fusiliers du 18e de ligne (1re brigade de la 1re division), au moins un hussard et deux ou trois soldats d'autres régiments qui, tout en conservant leurs pantalons d'ordonnance, avaient mis des blouses.

Dans la matinée, vers six heures, les hussards de Westphalie quittent Vrizy et se dirigent les uns vers Attigny, tandis que les autres (deux escadrons) franchissent l'Aisne à Vaudy, et se portent sur Voncq, par

Terron, en faisant de nombreuses stations dans les cabarets, se gorgeant d'eau-de-vie et proférant contre Voncq les plus horribles menaces.

Vers huit heures du matin, un hussard, faisant partie de l'escadron qui s'était dirigé vers Attigny, arrive près du pont de Voncq, et, le voyant coupé, se borne à décharger sa carabine vers la rive opposée. A peu près au même moment, un autre hussard, venant de Terron, apparaît tout à coup près de la maison Duhal sur la place de Voncq, où se trouvaient réunis les soldats français et un certain nombre d'habitants. L'éclaireur décharge sa carabine sur le groupe en question sans atteindre personne; un zouave riposte, mais sans succès, par un coup de chassepot; le hussard bat en retraite.

Épouvantés de ce qui va se passer, les femmes, les enfants, les vieillards prennent la fuite et se dirigent vers les bois ou dans les vignes du côté de Terron.

Sur ces entrefaites, les Prussiens prennent leurs dispositions pour enlever le village. Un escadron y pénétrera de front, tandis que l'autre essayera de le tourner par le versant de Terron. Vers neuf heures et demie, un peloton de trente cavaliers environ débouche sur la place; quelques coups de fusil partent des maisons occupées par les soldats français. Cette fusillade n'a d'autre effet que d'effrayer les chevaux; l'un d'eux s'abat avec son cavalier, dont la jambe est contusionnée. On relève cet homme et on le dépose devant la porte de la maison de M. Verrier, major de cavalerie en retraite. Au même instant, la trompette se fait entendre; un

jeune officier, à peu près imberbe, se dresse sur ses étriers et s'écrie en bon français : « *A feu et à sang, n'épargnez personne!* »

Profitant du trouble produit par cet incident, les soldats français s'esquivent, notamment du côté de Semuy, abandonnant le malheureux village à lui-même (1).

Les hussards, dont le nombre s'accroît à chaque instant, se lancent alors dans les rues en poussant des cris sauvages et distribuant à droite et à gauche des coups de sabre sur les habitants inoffensifs qui prennent la fuite. Ils tirent des coups de carabine ou de revolver à travers les fenêtres des maisons, même de celles qui portaient le drapeau d'ambulance. Arrivés à l'extrémité du village, côté de Semuy, ils mettent avec des allumettes chimiques le feu à la grange, remplie de récolte, de M. Gibert-Flamanville, puis continuent leur œuvre infernale en revenant sur leurs pas. Église, mairie avec les registres de l'état civil, presbytère, maison d'école, rien n'échappe à leur rage de destruction. Ils fracturent les portes de l'église, de la sacristie et du dépôt des pompes communales, *brisent ces dernières* pour qu'on ne puisse en faire usage et s'emparent, comme de *trophées glorieux,* du drapeau de la mairie et de celui de la compagnie de pompiers. Dans les maisons particulières, ils se font un plaisir de détruire les objets mobiliers qui leur tombent sous la

(1) Trois zouaves ont été faits prisonniers par les hussards dans la côte près du hameau d'Echarson, entre le hameau et le canal.

main. Pour activer l'incendie, ils emploient l'*essence de pétrole*. C'est ainsi que le feu est mis au pignon en bois très sec de la maison du sieur Poncelet, d'où il se communique à la charpente de la nef de l'église, dont le clocher n'a été sauvé que par miracle, et parce que le vent chassait les flammes vers l'abside de l'édifice. La dernière maison incendiée, vers deux heures et demie de l'après-midi, paraît avoir été celle de M. Duhal, où la veille, dans la matinée, était placé le quartier général du 1er corps français.

Pendant que le premier escadron promène la torche incendiaire dans les rues de l'infortuné village, le second escadron poursuit (dix heures du matin) dans les vignes du versant de Terron (lieu dit la Grande-Fache) les malheureux habitants qui s'y étaient réfugiés.

Là se trouvait, avec sa belle-fille et son petit-fils âgé de douze ans, le sieur Lebée (Jean-Pierre), vieillard respectable et tout à fait inoffensif, âgé de soixante-dix-huit ans; des hussards se précipitent sur eux; en vain les trois malheureux demandent grâce à genoux; le pauvre Lebée est massacré sans pitié par ses féroces ennemis.

Les jeunes époux Fournier-Lebas, qui s'enfuyaient vers Terron, leur résidence habituelle, s'étaient également cachés dans les vignes. Un hussard se dirige vers eux et lâchement tire un coup de carabine sur Fournier, qui est blessé au bras. Folle de désespoir, la jeune femme (vingt et un ans) se précipite au-devant de son mari, lui fait de son corps un rempart et offre à l'as-

sassin sa montre d'argent et une somme de cent vingt francs pour qu'il épargne une vie qui lui est bien chère ; après une certaine hésitation, le barbare accepte. Mais le saisissement éprouvé par la jeune femme a été tel que, quatre mois plus tard, elle succombait à une affection de poitrine. Son père, sa mère, nous ont fait voir, le 6 septembre 1871, les larmes aux yeux, le lieu où ce drame si émouvant s'était accompli.

Enfin, Charlier (Honoré), homme énergique, célibataire (quarante ans), poursuivi par les hussards, se retourne, affronte la mort en face et meurt bravement, la poitrine sillonnée de coups de sabre, la tête fracassée à coups de revolver.

L'enseigne Paul de Massenbach, né à Iankenwalde (Prusse orientale), le 16 mars 1846, fut blessé mortellement dans les vignes de Voncq. Transporté à Vouziers, il y mourut le 31 août. Il portait un dolman bleu de ciel, bordé de jaune, comme plusieurs cavaliers, ce qui prouve que les deux escadrons de hussards qui ont eu la *gloire d'emporter Voncq d'assaut*, étaient bien, comme l'ont annoncé certains journaux de Paris, le 2 septembre 1870, composés de hussards *démontés*, c'est-à-dire provenant de divers régiments. Mais à coup sûr, le gros des assaillants se composait de hussards verts, c'est-à-dire de cavaliers du 11[e] régiment de Westphalie.

Des témoins oculaires affirment que ces soldats étaient dans un état de fureur effrayant ; ils avaient les yeux injectés de sang et l'écume à la bouche.

Les flammes de Voncq ont duré pendant quatre jours

et la fumée pendant huit jours au moins. En raison de la position élevée du village, le désastre fut aperçu de cinq à six lieues à la ronde.

Terrifier et ruiner le pays, faire supporter aux populations inoffensives tout le poids de la guerre, telle a été la tactique invariable de nos ennemis implacables.

Les huit principales rues de Voncq, comprenant « 238 travées » de bâtiments, ont été détruites par le feu. 138 ménages se sont ainsi trouvés sans asile et ont perdu tout leur mobilier.

La perte en bâtiments, mobiliers, denrées, moutons, chevaux, bestiaux, a été évaluée à 1,100,000 francs, soit à 1,100 francs par « tête d'habitant ». Après Bazeille, le village de Voncq a été, à coup sûr, le « plus maltraité » du département des Ardennes.

Dans la soirée du 29 août, le major de Seydlitz, qui porte un nom célèbre dans la cavalerie prussienne, logé dans un village voisin de Voncq, contemplait avec délices les flammes qui réduisaient à la misère tant d'honnêtes familles. Il était tout heureux de l'œuvre de destruction accomplie par son ordre!

Les prisonniers de Voncq. — Mais les malheurs de Voncq ne devaient pas se borner à l'incendie. Tout en mettant le feu, les hussards firent prisonniers tous les hommes qu'ils purent rencontrer.

Vers onze heures du matin, ces malheureux, qui n'étaient pas armés et n'avaient pris aucune part à la fusillade, furent réunis sur la place du village. Plusieurs d'entre eux, saisis à l'improviste, étaient sans coiffure,

à peine chaussés et imparfaitement vêtus. Ils étaient au nombre de 33, savoir :

1° 23 de Voncq, parmi lesquels on peut citer : MM. Verrier, major de cavalerie en retraite; Lecomte, notaire; Javelot, instituteur communal; Potier (Hippolyte), sur lequel avait été tiré un coup de mousqueton auquel il n'avait échappé que par miracle; Daire (Lebée), dont la figure était ensanglantée par suite des coups qu'il avait reçus; Miroy (Édouard), quarante-trois ans, criblé de rhumatismes et qui pouvait à peine marcher; enfin un enfant de quatorze ans, Daire (Benjamin), et quatre membres de sa famille, dont les maisons étaient en feu.

2° 10 étrangers à Voncq, où ils s'étaient réfugiés, dont 4 de Neuville, 3 de Falaise, 1 de Semuy, 1 des Alleux et 1 de Jenval.

Les mains des prisonniers sont liées derrière leur dos, et ils sont attachés quatre par quatre à la selle d'un hussard.

Vers onze heures du matin, comme nous l'avons dit plus haut, le triste cortège se met en marche vers Vouziers (10 kilomètres), escorté par un peloton de 40 à 50 chevaux, et prend la route de Terron.

A 1 kilomètre environ de Voncq, au lieu dit Hamy, on fait halte, et le chef du peloton ordonne à ses soldats de fouiller (en bon français, détrousser) les prisonniers.

Les hussards s'acquittent avec dextérité de cette mission, et ils volent :

1° A Édouard Miroy, son portefeuille contenant 2,000 francs en billets de banque. C'était le prix d'une petite maison sise à Leffincourt, que le pauvre infirme avait vendue récemment.

2° A Miroy-Liégeois, vigneron, frère du précédent, et incendié, 70 francs et sa montre en argent.

3° A Bourgeois (Jean-Baptiste), 65 francs et sa montre en or.

4° A Boitel, maréchal ferrant, 990 francs en or. C'était le fruit de longues et laborieuses économies; et au même moment sa maison et son mobilier étaient livrés aux flammes!

Le chef du détachement, dont nous regrettons de ne pouvoir signaler le nom à l'indignation publique, s'approprie cette somme et fait comprendre par signes qu'elle s'élève à 1,000 francs moins 10 francs.

De Hamy, les prisonniers passent par Terron, la prairie de Vandy, franchissent l'Aisne sur le pont de cette commune et arrivent à Vrizy vers midi. Pendant ce trajet et par un raffinement de barbarie, le chef du peloton force plusieurs fois les malheureux captifs à se retourner pour qu'ils puissent contempler l'incendie de leur village; de temps en temps il les fait mettre en rang le long des murs et des fossés de la route, comme si on allait les fusiller! Le silence le plus absolu est d'ailleurs exigé d'eux, et la moindre plainte est inévitablement suivie de coups.

A Vrizy, on a l'infamie d'arracher son ruban de légionnaire à l'honorable major Verrier, et il avait les mains

liées derrière le dos! Dans le même lieu, un coup de sabre donné à Daire, dont la figure était déjà en sang, met ses entrailles à nu, et il dut être transporté à l'hôpital de Vouziers, où sa guérison ne s'est opérée que par miracle.

Les prisonniers arrivèrent à Vouziers vers une heure de l'après-midi, le 29 août, et furent déposés dans la salle très étroite du greffe de la justice de paix de cette ville, où, convaincus de leur fin prochaine, plusieurs d'entre eux se hâtèrent d'écrire au crayon leurs dernières volontés.

Le 29 août, le 1[er] corps gagne Raucourt, et le 30 Rémilly, où il franchit la Meuse. Deux de ses divisions avec le général Ducrot passent le Chiers à Tetaigne et gagnent Carignan : les deux autres restent postées à Donzy.

Dans la nuit, ces dernières divisions, par ordre du maréchal, se replient sur Sedan comme le reste de l'armée. Aucun ordre analogue ne parvient au général Ducrot. Dans l'incertitude, mais persuadé que la retraite sur Mézières, seul moyen de sauver l'armée, doit être déjà commencée, le général Ducrot informe le maréchal que, à moins d'avis contraire, il se repliera le 31 au matin par Francheval et Villers-Cernay sur le plateau d'Illy : des ordres sont donnés en conséquence et, pendant la nuit, les convois dirigés sur Illy.

Le 31 au matin le général Ducrot, avec ses deux divisions et la division de cavalerie Margueritte, bat en retraite sans être inquiété par l'ennemi. Mais, en route, un ordre du maréchal le force à quitter la direction d'Illy, et à se rabattre vers Balan pour prendre position à la gauche du 12[e] corps.

Le lendemain a lieu la bataille de Sedan. Après la blessure du maréchal, le général Ducrot, désigné par lui pour comman-

der l'armée, donne, vers sept heures, des ordres en vue de concentrer les troupes sur le plateau d'Illy, espérant échapper ainsi à l'enveloppement qu'il jugeait imminent, et sauver l'armée par une prompte retraite vers Mézières à travers la zone boisée que longe la frontière.

A peine ces ordres commençaient-ils à s'exécuter, que le général de Wimpffen, exhibant une lettre de service du ministre, réclamait le commandement, faisait faire demi-tour aux troupes et leur ordonnait de reprendre leur première position. Autour de l'armée immobile, les Allemands développent le mouvement d'étreinte de leurs deux ailes : la garde d'une part, le 5e corps de l'autre viennent se donner la main sur le plateau d'Illy. Le général Ducrot essaye en vain de conserver, puis de reprendre ce plateau. L'aile droite du général Douay, la brigade Carteret du 1er corps, les débris de l'artillerie et la cavalerie se font écraser dans des efforts inutiles, tandis que le général Wimpffen s'obstine à vouloir reprendre Bazeilles et ne s'occupe même pas de ce qui se passe ailleurs. L'armée est refoulée de toutes parts sur Sedan, et, sur l'ordre de l'Empereur, le général Wimpffen se rend au quartier général ennemi pour traiter de la capitulation.

Les détails de la journée ont été exposés par le général Ducrot dans son livre : *La journée de Sedan*. (E. Dentu éditeur.)

A Madame Ducrot.

Sedan, 2 septembre 1870.

..... Notre triste et pénible campagne est terminée. Après une série de fautes, d'hésitations, de marches et contremarches plus absurdes les unes que les autres, nous avons fini par être entourés sous les murs de Sedan par une armée de deux cent mille hommes. Attaqués hier

matin à quatre heures, nous avons combattu jusqu'à six heures du soir. Vainement nous avons fait d'énergiques efforts pour percer la ligne de feu qui nous entourait; nous avons été refoulés dans la petite place de Sedan, où hommes, chevaux et voitures sont entassés dans un désordre indescriptible. L'ennemi occupe les barrières de la ville, ses canons sont braqués sur les étroites avenues qui y conduisent et sur les hauteurs qui dominent, bon nombre d'hommes et de chevaux ont été tués dans les rues de la ville; le désordre a pris des proportions désastreuses, et enfin, à l'heure qu'il est, nous sommes prisonniers de guerre! Comprends-tu toute l'horreur de cette situation?

L'Empereur a remis son épée au roi de Prusse et est aujourd'hui dans son camp. Pauvre armée, pauvre France!

Ton fidèle ami désespéré.

A un ami.

..... Le 30, j'avais passé la Meuse à Remilly très lentement et très péniblement, parce que rien n'avait été préparé pour faciliter ce passage; mais enfin j'étais passé. J'avais l'ordre de me rendre à Carignan, pour éviter l'encombrement. Je me suis dirigé avec deux divisions (Pellé et Lartigues) par la plaine, pour passer le Chiers au pont de Tétaigne.

Les deux autres divisions (Wolf et L'Hériller) de-

vaient passer le Chiers à Douzy et suivre la grande route jusqu'à Carignan.

Au moment où ma tête de colonne arrivait près de Tétaigne, une assez vive canonnade se faisait entendre dans la direction de Mouzon. Ne voulant pas passer sur la rive droite avant de savoir si le maréchal n'aurait pas besoin de moi, je fis masser mes divisions en deçà de Tétaigne, et j'envoyai mon aide de camp, M. Bossan, dans la direction de Mouzon, pour savoir ce qui s'y passait. Nous étions arrêtés depuis une demi-heure environ, lorsque je reçus un mot au crayon de M. Bossan, disant : « Je viens de rencontrer l'Empereur se rendant de Mouzon à Carignan ; il paraît que tout va bien. »

Comme mon ordre de me rendre à Carignan était très positif, que je ne pouvais y laisser l'Empereur absolument seul, je me décidai à poursuivre ma route et je passai le Chiers.

Aussitôt arrivé à Carignan, je montai sur la hauteur des Tilleuls pour examiner le terrain et reconnaître l'emplacement des grand'gardes ; j'y étais depuis un instant lorsque la canonnade redoubla de vivacité dans la direction des hauteurs de Mouzon, et je crus remarquer des obus venant de la rive gauche de la Meuse, c'est-à-dire du côté de l'ennemi. Je redescendis assez préoccupé, et j'arrivais près de la route, lorsque je fus rejoint par le capitaine Bossan, qui me raconta tout au long le désastre dont il venait d'être témoin (1).

(1) Défaite du corps du général de Failly à Mouzon, le 30 août.

Il ajouta qu'il avait demandé au maréchal s'il avait des ordres à me donner, et qu'il en avait reçu la réponse suivante : « Dites au général Ducrot qu'il prenne ses dispositions pour protéger ma retraite soit par Douzy, soit par Carignan ; je ne peux pas encore savoir ce que je ferai. Dans tous les cas, qu'il fasse filer l'Empereur au plus vite vers Sedan. »

Il y a 12 kilomètres de Douzy à Carignan ; prendre des dispositions pour protéger la retraite sur l'un ou l'autre point, n'était pas chose facile...

Voici ce que je décidai après un instant de réflexion :

..... J'envoyai le capitaine de Néverlée dans la direction de Douzy porter l'ordre aux deux divisions Wolf et L'Hériller de rester à Douzy ou d'y retourner si elles l'avaient dépassé, et de prendre les dispositions nécessaires pour protéger la retraite du maréchal ; je fis masser à l'ouest du village de Carignan tous les bagages, voitures, artillerie et autres *impedimenta;* enfin je disposai mes deux divisions le mieux possible entre Carignan et Blagny, et je fis même monter de l'artillerie sur la hauteur des Tilleuls, puis je me rendis chez l'Empeur avec Bossan. Sa Majesté ne voulait pas croire à la nouvelle apportée par mon aide de camp. Elle lui en fit répéter le récit plusieurs fois et répétait toujours : « Mais c'est impossible, nos positions étaient magnifiques ! »

Enfin, j'insistai pour que l'Empereur partît immédiatement par le chemin de fer pour Sedan. Sa Majesté s'y refusa d'abord, disant qu'elle voulait faire sa retraite avec mes deux divisions. Je fis observer que ma posi-

tion était déjà fort critique; que la présence de l'Empereur et de toute sa suite ne pouvait qu'augmenter mes embarras; que, dans tous les cas, il était indispensable de faire filer les bagages. Je quittai l'Empereur sans que rien fût décidé; mais j'appris, deux heures après, que l'Empereur, suite et bagages étaient partis par le chemin de fer. Je passai ma nuit à étudier mes cartes, à prendre des renseignements près des gens du pays, à donner des ordres. Dès la pointe du jour, j'étais sur la hauteur des Tilleuls, d'où l'on domine la grande route qui descend de Mouzon vers Carignan. A sept heures et demie, ne voyant rien paraître, je donnai des ordres au génie pour détruire les ponts, ainsi que les approvisionnements considérables que nous étions obligés d'abandonner à la gare. J'écrivis à huit heures, chez le maire de Carignan, la lettre au maréchal de Mac Mahon dont je vous envoie la copie, et enfin je me mis en marche dans un ordre parfait, l'artillerie suivant la route, notre infanterie échelonnée sur la droite, la cavalerie de Margueritte sur la gauche. J'oubliais de vous dire que j'avais expédié l'ordre aux deux divisions restées à Douzy de venir nous rallier à Francheval, aussitôt que la retraite du maréchal de Mac Mahon serait assurée.

J'avais fait filer nos bagages et les services administratifs sur Illy, avec ordre à l'intendant de faire tous ses efforts pour y préparer quelques vivres.

En effet, ils y passaient la nuit avec la division Margueritte et ne vinrent nous rejoindre que dans la matinée du 1er septembre, sur un ordre expédié pendant la nuit.

Toutefois, un certain nombre de voitures d'administration et d'artillerie restèrent de l'autre côté d'Illy et purent filer sur Mézières, lorsqu'elles virent la tournure que prenait la bataille.

Quant aux divisions Wolf et L'Hériller, elles furent rencontrées à Douzy par le maréchal de Mac Mahon, qui leur donna l'ordre de filer directement sur Sedan; de sorte qu'elles ne purent me rejoindre à Francheval. Il est certain que le chemin d'Illy à Fleigneux, Bosseval, Bois-Condé, La Granville, etc., a été libre jusqu'à onze heures du matin; que, de onze heures à une heure, il n'a été occupé que par l'artillerie ennemie soutenue seulement par quelques escadrons. (Ce détail m'a été donné par le général de Blümenthal lui-même, lorsque je l'ai vu à Donchéry.)

Nous avions marché lestement et dans un ordre parfait jusqu'à hauteur de Francheval; mais, arrivés là, nous trouvâmes la route encombrée par plusieurs colonnes de cavalerie et par les bagages des 5e et 12e corps, qui, se trouvant canonnés par l'ennemi sur la route de la vallée, durent se jeter en désordre vers la route de la montagne, à hauteur de Douzy. J'échelonnai mes troupes et mon artillerie sur les hauteurs entre Francheval et Villers-Cernay, de manière à protéger la retraite de tous ces fuyards, et je restai en position jusqu'au moment où la route me sembla dégagée; je repris alors ma marche sur Illy, où je tenais à arriver avant la nuit. J'étais à environ deux kilomètres de Givonne, c'est-à-dire à une heure d'Illy, lorsque je fus rejoint par le

lieutenant-colonel Broye, aide de camp du maréchal, qui me remit la lettre contenant l'ordre formel de venir camper à l'est de Sedan, entre Balan et Bazeilles. J'éprouvai là un véritable désespoir; j'entrevoyais si bien le danger qui nous menaçait que je n'obéis qu'avec rage! Nous trouvâmes la route de Givonne à Bazeilles horriblement encombrée, et mes dernières troupes ne purent arriver qu'à onze heures du soir, par une nuit très obscure. J'eus toutes les peines du monde à mettre un peu d'ordre dans les emplacements de bivouacs. Je ne me rendais nullement compte du terrain, non plus que de la position de Sedan par rapport à nous. Très inquiet, je ne voulus même pas entrer dans une maison. Je passai ma nuit auprès d'un feu de bivouac du 1er zouaves. Dès quatre heures du matin, un peu avant le jour, la fusillade se faisait entendre sur notre droite, dans la direction de Bazeilles.

Je cherchai immédiatement à me rendre compte du terrain, à former mes troupes, et, le jour se faisant peu à peu, je reconnus les hauteurs qui étaient devant nous. Je compris combien il importait de les occuper et j'ordonnai à la division Lartigue de passer le ravin de la Givonne et d'aller prendre position sur les hauteurs de la Moncelle et vers les bois Chevalier. En même temps. j'établissais une partie de mon artillerie sur les hauteurs de Givonne et faisais construire quelques épaulements pour la couvrir. C'est alors que, à six heures trois quarts du matin, un aide de camp du maréchal vint m'annoncer qu'il était blessé et me remettait le com-

mandement de l'armée. Je n'hésitai pas un instant et j'allai porter l'ordre au général Lebrun d'exécuter son mouvement de retraite dans la direction du calvaire d'Illy...

Général Ducrot.

Lettre écrite par le général Ducrot au maréchal de Mac Mahon le 31 *août à huit heures du matin,* remise aux mains du capitaine Kesler, de l'état-major du maréchal, qui est parti de Carignan en compagnie du lieutenant-colonel des lanciers Bonie.

Monsieur le maréchal,

Il est huit heures du matin; je ne vois rien paraître sur la route de Mouzon à Carignan; j'en conclus que Votre Excellence a effectué sa retraite par Douzy. Je vais donc commencer mon mouvement, et, comme la grande route de la vallée me paraît peu sûre et est fort encombrée, je vais prendre le chemin de la montagne passant par Osnes, Messincourt, Pouru-aux-Bois, Francheval, Villers-Cernay, Givonne et Illy; c'est là que je compte établir mon bivouac, entièrement à vos ordres.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur le maréchal, votre très respectueux et très dévoué serviteur.

A. Ducrot.

Carignan, 31 août 1870.

Lettre écrite par le maréchal de Mac Mahon au général Ducrot, apportée et remise entre ses mains vers cinq heures du soir, par le lieutenant-colonel Broye, près du village de Givonne.

MON CHER GÉNÉRAL,

Je vous avais fait donner hier ordre de vous rendre de Carignan à Sedan et nullement à Mézières, où je n'avais point l'intention d'aller.

Ayant vu ce matin le général Wolf, je vous croyais à Sedan. A la réception de la présente, je vous prie de prendre vos dispositions pour vous rabattre, dans la soirée, sur Sedan, dans la partie est. Vous viendrez vous placer à la gauche du 12e corps près de Bazeilles, entre Balan et Bazeilles. Envoyez-moi d'avance votre chef d'état-major pour reconnaître cette position.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Le maréchal de France, commandant en chef,

Maréchal DE MAC MAHON.

A Madame Ducrot.

Village de Glaire, 4 septembre 1870.

MA PAUVRE AMIE,

Ton mari n'est plus qu'un misérable prisonnier, un

soldat déshonoré dont le nom sera flétri dans l'histoire, comme ayant été compris dans la capitulation la plus honteuse qu'aient jamais enregistrée nos annales militaires.

Pourquoi ne suis-je pas tombé sur le champ de bataille, alors que tant d'autres étaient frappés autour de moi et derrière moi ? Du moins j'échappais à tant de honte et de misères et je laissais à mon fils un nom dont il n'aurait pas eu à rougir ! Mais les balles et les boulets n'ont pas voulu de moi !

A la tête de quelques pelotons d'infanterie et de cavalerie, j'ai fait des efforts désespérés pour percer la ligne ennemie qui nous enveloppait de toutes parts (1). Ramené chaque fois, j'ai fini par être entraîné sous les murs de Sedan par le torrent des fuyards, et, comme tous, j'ai dû m'enfermer dans cette souricière, où le manque absolu de vivres nous a mis dans la nécessité de capituler honteusement.

Aucune expression ne saurait rendre mon désespoir : ton cœur seul peut le comprendre !

Ce désespoir est augmenté par la pensée que, si le fatal aveuglement du général Wimpffen n'était venu arrêter l'exécution du mouvement que j'avais ordonné à huit heures du matin pour occuper le village d'Illy, notre retraite sur Mézières était assurée, et peut-être, au lieu d'un désastre effroyable, eussions-nous pu enregistrer un succès relatif !

(1) Voir ci-après : *Récit des charges de la division Margueritte*, par un ancien officier d'ordonnance du général Ducrot.

Pauvre France, pauvre France, que vas-tu devenir?

Je ne sais encore dans quelle résidence j'irai cacher ma honte et mon désespoir.

Je ne saurais accepter l'avantage fait aux officiers qui sont autorisés à rentrer en France à la condition de s'engager sur l'honneur à ne plus servir contre l'Allemagne; je préfère être prisonnier de guerre comme mes malheureux soldats.

Je t'embrasse de toutes les forces de mon cœur.

Ton fidèle et désespéré ami.

CHARGES DE LA DIVISION MARGUERITTE A SEDAN

RÉCIT D'UN ANCIEN OFFICIER D'ORDONNANCE DU GÉNÉRAL DUCROT.

Le 30 août 1870, la division Margueritte, accourant au canon dans la direction de Beaumont, fut arrêtée par le maréchal de Mac Mahon, qui jugea qu'il était trop tard pour que son intervention pût être utile. Il lui donna l'ordre de passer la Meuse à Mouzon, de se porter vers l'est et de couvrir Carignan par des avant-postes.

Le général de Galliffet fut chargé de l'établissement de ce réseau, qui fut constitué par un escadron du 1er chasseurs d'Afrique et un du 4e. A Carignan, les généraux Margueritte et Galliffet furent interrogés par l'Empereur, qui les complimenta en même temps sur leur récente promotion aux grades qu'ils venaient de recevoir.

Dans la soirée de ce même jour, le général Margueritte reçut du général Ducrot un billet l'avertissant que

le 1er corps se retirerait le lendemain de Carignan vers Mézières, en suivant la route de la montagne et lui demandant de le protéger sur sa gauche et ses derrières, pendant cette marche de flanc.

Le général Margueritte réunit ses officiers et leur expliqua l'importance et la gravité du rôle qui leur incombait, et qui faisait de la division l'arrière-garde de l'armée. La nuit se passa sans incidents. Le lendemain, 31 août, la division Margueritte opéra sa retraite par la rive droite du Chiers à la suite du 1er corps. A Francheval, le général Margueritte et le général de Galliffet virent le général Ducrot, qui leur dit qu'il allait presser le maréchal d'occuper les positions au nord de Sedan sur la rive droite de la Meuse, afin de garder la route de Mézières et de se ménager une retraite assurée dans cette direction. Cette conversation décida le général Margueritte à aller bivouaquer sur le plateau d'Illy. Au lever du jour, le 1er septembre, la division Margueritte monta à cheval en entendant les premiers coups de canon. Elle se réunit sur les pentes qui descendent du calvaire d'Illy vers le ruisseau de Floing. D'après la direction de la canonnade, l'action devait se passer vers Bazeilles et la Moncelle. La division se trouvant ainsi par le fait en réserve à l'arrière-garde de l'armée, le général Margueritte la forma face au bois de la Garenne. Les régiments qui la composaient furent déployés en bataille et placés dans cet ordre, les uns derrière les autres. La brigade Tillard était en tête : 1er hussards, 6e chasseurs.

Puis venait la brigade Galliffet : le 1er chasseurs d'Afrique, le 4e chasseurs d'Afrique, et en queue le 3e chasseurs d'Afrique. Les trois généraux traversèrent le bois de la Garenne pour se rendre compte de la tournure que prenait la bataille. Pendant ce temps, des reconnaissances étaient envoyées à la découverte sur les derrières et sur les flancs.

Le général Faure, chef d'état-major du maréchal de Mac Mahon, vint à passer. Il annonça au général Margueritte que le maréchal venait d'être blessé. Tout à coup, on signala quelques compagnies ennemies, qui, ayant traversé la Givonne un peu au-dessous d'Olly, venaient de gravir les pentes qui mènent à Illy; leurs tirailleurs s'étant embusqués dans des masures et des maisons, et se montrant en assez grand nombre à l'ouest du village, le général Margueritte fit ouvrir le feu de sa batterie sur cette infanterie et exécuter le mouvement de « pelotons demi-tour à gauche » à toute sa division, qui était toujours en colonne par régiments déployés en bataille.

Elle se trouvait alors par conséquent dans l'ordre suivant :

En tête, 3e chasseurs d'Afrique, brigade Galliffet.

Puis, 4e chasseurs d'Afrique, id.

Puis, 1er chasseurs d'Afrique, id.

Derrière cette brigade :

6e chasseurs, brigade Tillard.

Et 1er hussards, id.

Il pouvait être neuf heures du matin. Presque au

même moment, une batterie prussienne, apparaissant derrière les tirailleurs, se mit à canonner la division.

Le général Margueritte ordonna au général de Galliffet de lancer sa brigade à la charge sur l'infanterie ennemie et d'enlever la batterie qui le gênait. Le 3e chasseurs d'Afrique partit droit devant lui au galop. Le 4e chasseurs d'Afrique fit d'abord « pelotons à gauche » pour se placer à la gauche du 3e, pendant que le 1er chasseurs d'Afrique exécutait le mouvement de « pelotons à droite ». Mais il fallait franchir, pour aborder l'ennemi, la route d'Illy à Floing et le ruisseau qui la borde; obstacles qui furent, en partie, cause de l'insuccès de cette charge. Le 4e chasseurs d'Afrique n'avait pas eu le temps de se reformer entièrement en bataille par le mouvement de « pelotons à droite ». Un ou deux escadrons purent donc seuls être engagés sérieusement. Quant au 1er chasseurs d'Afrique, il se trouva, étant encore en colonne de pelotons, arrêté par le village d'Illy. Il ne fit guère que traverser la partie sud du village et vint, comme les autres régiments de la brigade de Galliffet, se reformer près du calvaire et devant la brigade Tillard, qui tournait encore le dos au bois de la Garenne.

On s'occupait de reconstituer les pelotons et les escadrons, lorsqu'un feu écrasant, provenant de nombreuses batteries jusque-là inaperçues et établies à la hâte par les Prussiens sur les hauteurs de Saint-Menges et de Fleigneux, vint mettre le désordre dans la division.

Le 1er hussards s'engagea instinctivement dans le

bois de la Garenne pour y chercher un abri, et les autres régiments en firent autant. C'est alors que le général Tillard fut tué. Sa brigade passait sous le commandement du colonel de Beauffremont. La division se reforma au sud du bois de la Garenne, mais une partie du 4e chasseurs d'Afrique prit une fausse direction et ne rejoignit plus de la journée.

Quelque temps plus tard, le général Ducrot ayant obtenu du général de Wimpffen de tenter un effort suprême du côté de Floing et d'Illy pour tâcher de rompre de ce côté le cercle de fer qui nous étreignait déjà de toutes parts, le général Margueritte vit arriver à lui un officier d'ordonnance du général Ducrot qui lui enjoignait de se porter avec sa division dans le ravin, au sud du plateau, qui va du bois de la Garenne à Floing.

Cet officier lui expliqua qu'un effort désespéré allait être tenté, que toutes les divisions de cavalerie chargeraient derrière la sienne lorsque l'artillerie aurait ébranlé les masses qu'on avait devant soi, et que l'infanterie essayerait de se frayer un passage dans le sillon de la cavalerie.

Le général Margueritte se rendait à cet appel avec sa division, lorsqu'il aperçut le général Ducrot qui, suivant son habitude, venait s'assurer que ses ordres étaient compris et s'exécutaient.

Le général Ducrot le guida lui-même vers la gauche derrière la crête du plateau de Floing et lui montra où il devait arrêter sa tête de colonne avant de se déployer

pour la charge. Il lui donna des instructions générales sur le but à atteindre. Ces instructions consistaient à charger en échelons les troupes prussiennes, dont les tirailleurs gravissaient déjà les pentes du plateau, et à se rabattre ensuite, par un mouvement général vers la droite, pour prendre en flanc les premières lignes ennemies.

Mais le général Margueritte ne devait commencer son attaque que lorsque les autres divisions de cavalerie seraient arrivées derrière la sienne et en mesure, par conséquent, d'exécuter à sa suite des charges successives.

Le général Ducrot quitta alors le général Margueritte, qui, après avoir fait arrêter sa tête de colonne, se porta en avant pour aller reconnaître le terrain.

La division faisait face à l'ouest. Elle commença aussitôt son déploiement préparatoire, qui, sans affecter un dispositif régulier, présenta finalement le tableau suivant :

A droite, le 3e chasseurs d'Afrique ;

A sa gauche, le 1er chasseurs d'Afrique ;

A la gauche du 1er chasseurs d'Afrique et masqué par un pli de terrain, le 1er hussards. Derrière le 1er hussards, le 6e chasseurs et enfin la petite fraction du 4e chasseurs d'Afrique.

Les régiments étaient soit « en colonne avec distance », soit, comme on dirait aujourd'hui, en masse avec des intervalles variables.

Il s'écoula un temps relativement assez long avant que le général Margueritte reparût.

Quand il revint, il était grièvement blessé et soutenu avec peine par ses officiers. Il montra d'un bras défaillant la direction de l'ennemi... Tout le monde, officiers et troupe, acclama fiévreusement ce glorieux soldat.

On criait : En avant ! en avant !

Mais il se produisit encore avant la charge un temps d'arrêt de quelques minutes.

Le colonel Clicquot était allé trouver le général de Galliffet pour lui demander des instructions. Il lui fut répondu d'agir pour le mieux, en raison du terrain et des circonstances.

A ce moment, le général Ducrot revenait vers la division Margueritte. Il aperçut le général de Galliffet et lui envoya dire de charger sans attendre davantage, la situation devenant de plus en plus critique.

La brigade, commandée par le colonel de Beauffremont, était encore en colonne et arrêtée.

Le général de Galliffet, qui venait de recevoir du général Margueritte, par M. Reverony d'abord, puis par M. de Pierres, l'ordre de prendre le commandement de la division, fit remarquer au général Ducrot qu'il n'avait personne à envoyer au colonel de Beauffremont. Il le pria de confier cette mission à l'un de ses propres officiers, ce que le général Ducrot s'empressa de faire.

Puis, le 1er et le 3e chasseurs d'Afrique, dirigés par le général de Galliffet, s'élancèrent sur l'ennemi. Le colonel Clicquot fut tué dans cet engagement. Le colonel de Beauffremont s'était porté aussi immédiatement en

avant avec sa brigade. Il fit sonner la charge, et le 1er hussards, au commandement du lieutenant-colonel de Gantès, se précipita sur l'infanterie prussienne formée devant la Meuse, dans la direction de Glaire.

Le 1er hussards fut suivi par le 6e chasseurs, dont une partie seulement put se déployer et appuya l'attaque du régiment déjà engagé.

La fraction du 4e chasseurs d'Afrique chargea à la suite du 1er hussards.

Cette première charge de l'après-midi, la « grande charge » de la journée, se fit donc dans le dispositif suivant :

Au centre, le 1er chasseurs d'Afrique (colonel Clicquot);

A droite, le 3e chasseurs d'Afrique, sous le commandement direct du général de Galliffet ;

A gauche, le 1er hussards, ayant à sa tête le lieutenant-colonel de Gantès et engagé sur l'ordre de son colonel, le prince de Beauffremont, commandant la brigade depuis la mort du général Tillard ;

Derrière ces régiments, le 6e chasseurs (colonel Bonvoust) et la fraction du 4e chasseurs d'Afrique.

Quant aux directions suivies, elles furent à peu près parallèles, c'est-à-dire que toutes ces charges se firent en allant vers la Meuse.

Les débris de la brigade de Beauffremont se rallièrent en partie auprès du général de Fénelon, mais une fraction du 6e chasseurs et tout ce qui restait des trois régiments de chasseurs d'Afrique vinrent se grouper autour du général de Galliffet.

Bientôt le général Ducrot, après avoir fait avec l'artillerie et l'infanterie qu'on lui amenait successivement les plus héroïques efforts pour conserver le plateau d'Illy, se décida à faire agir de nouveau la cavalerie.

Il envoya le capitaine Faverot au général de Galliffet pour lui ordonner de charger encore une fois. Le général de Galliffet fit observer que cet ordre ne pouvait s'exécuter où il était, à cause du terrain. Il avait en effet, alors, en avant de son front, à moitié chemin de l'ennemi, des carrières infranchissables qu'il alla rapidement reconnaître avec cet officier.

Le général Ducrot, aussitôt prévenu par le capitaine Faverot, le renvoya au général de Galliffet pour lui indiquer sur sa droite un emplacement plus favorable. Accourant bientôt lui-même, il s'écria : « Encore un effort, mon cher général ! Si tout est perdu, que ce soit pour l'honneur des armes ! » Le général de Galliffet répondit : « Tant que vous voudrez, mon général, tant qu'il en restera un ! »

Le général Ducrot, mettant l'épée à la main, se plaça alors avec son état-major devant les escadrons de droite, pendant que le général de Galliffet ébranlait ses régiments au galop pour les lancer sur l'ennemi, et cette cavalerie légendaire chargea encore une fois à fond sans pouvoir même conserver l'espérance de voir le succès couronner son sublime sacrifice.

Le roi Guillaume fut saisi d'admiration à la vue de ces hommes qui se vouaient à une mort certaine pour

retarder d'un instant la défaite de l'armée française, et s'écria : « Oh! les braves gens! »

Le général de Galliffet et quelques sous-officiers ou simples chasseurs d'Afrique arrivèrent seuls jusqu'aux réserves prussiennes.

Au retour, ils durent passer à très petite portée d'un bataillon du 81e (Nassau) dont le feu fut arrêté à leur approche. Quelques Français saluèrent du sabre en criant : « Vive l'Empereur! » Les officiers allemands rendirent le salut.

87 officiers et 791 hommes de troupe de la division Margueritte étaient tués ou blessés. Elle avait perdu près de la moitié de son effectif.

En dépassant la gauche de l'infanterie qui tenait encore sur la crête, le général Ducrot s'était jeté devant elle pour l'empêcher de tirer sur les chasseurs d'Afrique et l'entraîner à sa suite à la baïonnette. Mais très peu d'hommes répondirent à cet appel désespéré.

Déjà les escadrons décimés revenaient de la charge. Des pelotons entiers de chevaux affolés et sans cavaliers mettaient le désordre dans nos lignes en les traversant ventre à terre, et bientôt il ne resta plus auprès du général Ducrot, sur le plateau tristement célèbre, que le général de Galliffet et quelques officiers, qui prirent au pas avec lui le chemin de la retraite...

Le général Ducrot à madame Ducrot.

Village de Margut, 7 septembre.

..... Nous venons de faire notre première étape de prisonniers!

Ce matin, j'ai quitté l'infect camp où nos vainqueurs nous avaient parqués sur les bords de la Meuse, et, je dois le dire, je l'ai quitté malgré moi, car je voulais rester au milieu de nos soldats jusqu'à la fin, cherchant à adoucir leurs misères, à soutenir leur courage; mais un commissaire prussien m'a signifié qu'il ne pouvait en être ainsi, que l'heure de mon départ était arrivée, et que je ne pouvais rester sous aucun prétexte. Il a fallu se soumettre à cette décision!

Je suis donc parti avec tout mon état-major et nos ordonnances. Nous avons traversé la ville de Sedan au milieu de nos arrogants vainqueurs. A chaque poste leurs sentinelles nous demandaient notre laissez-passer Nous voyageons à nos frais, sans garde; nous avons pris l'engagement d'honneur d'être rendus le 11 à Pont-à-Mousson, où nous serons embarqués sur le chemin de fer et dirigés sur nos résidences. Nous sommes venus nous arrêter à Margut, gros village à 30 kilomètres de Sedan. Ici, du moins, nous ne voyons plus de Prussiens et nous respirons plus à l'aise..... Dieu sait ce que va devenir notre malheureux pays! Aura-t-il

l'énergie nécessaire pour continuer cette terrible lutte? En aura-t-il les moyens? Je le désire sans oser l'espérer. Jamais, à aucune époque de son histoire, la France n'a subi de pareils désastres, et, il faut bien le dire, c'est par l'impéritie, par la faiblesse de ceux qui dirigeaient ses armées. Un jour, l'histoire dira toute la vérité sur cette désastreuse bataille de Sedan, et mes enfants sauront que, si mes conseils avaient été écoutés, si les ordres que j'avais donnés au moment où j'ai pris le commandement, après la blessure de Mac Mahon, avaient été exécutés, non seulement l'armée eût été sauvée, mais peut-être même eussions-nous remporté un succès relatif!

Wimpffen, arrivé la veille, avait en poche des lettres du ministre qui lui conféraient le commandement. Il l'a revendiqué, et je n'ai pas cru devoir élever de contestation en un pareil moment; mais je l'ai adjuré, au nom du salut de l'armée, de laisser continuer le mouvement de retraite qui était en cours d'exécution et de concentrer toute l'armée sur le village d'Illy, véritable clef de la position.

Avec une incroyable outrecuidance, il n'a tenu aucun compte de mes avis, a prescrit un mouvement tout contraire à celui que j'avais ordonné, a jeté toute l'armée dans une confusion indicible, et enfin a laissé à l'ennemi toutes les facilités pour nous envelopper complètement et nous rejeter dans ce trou de Sedan, où plus de quatre cents bouches à feu écrasaient cette cohue d'hommes, chevaux, voitures, caissons, tellement serrés

les uns contre les autres que tout mouvement était devenu impossible !

L'Empereur avait donné le signal de la retraite, était venu lui-même s'enfermer dans la place avec son entourage, et c'est lui, où plutôt ce sont eux encore qui les premiers ont arboré le drapeau blanc sur la citadelle pour faire cesser le feu de l'ennemi et parler de capitulation (1) ! Quelle fin !

Nos vainqueurs traitent notre pays avec une rigueur inexorable ; nous les avons vus incendiant, la torche à la main, le village de Bazeilles, dont quelques habitants avaient tiré sur les leurs pendant le combat. Ils en ont fusillé plusieurs et n'ont pas épargné une seule maison. Tout cela est affreux, et, malgré mon amour pour toi et nos chers enfants, j'en suis à regretter de n'être pas resté sur le champ de bataille ! Dieu sait si j'ai fait pour cela tout ce qu'il fallait !...

A Madame Ducrot.

Pougues — de Chagny, 13 septembre 1870.

Je me suis échappé des mains des Prussiens. Je suis libre de ma personne, libre de tout engagement. Arriverai cette nuit à Chazelles.

(1) Il est aujourd'hui certain que c'est l'Empereur lui-même qui, mû par un sentiment de pure humanité, sans avoir été conseillé par qui que ce fût, a fait hisser le drapeau blanc et a pris la responsabilité de la capitulation.

Gouverneur Paris à préfet Nièvre, Nevers.

Nevers — de Paris, 13 septembre 1870.

Très urgent. Faites dire immédiatement au général Ducrot, qui doit être à Nevers ou aux environs, que je l'attends d'urgence (1).

Le général Ducrot à madame Ducrot.

Paris, 15 septembre 1870.

..... Par suite de retard dans les trains, nous ne sommes arrivés à Paris qu'à une heure du matin. Dès six heures j'étais chez Trochu; j'ai eu avec lui une longue conférence pendant laquelle il m'a mis au courant de la situation et fait connaître ses projets. Il me donne une grande part dans l'organisation de la défense et me *charge* d'une bien lourde responsabilité!

Si mon intelligence n'est pas à hauteur de la situation, du moins mon dévouement sera complet, absolu.

Toute ma journée s'est passée sur les hauteurs de Clamart à étudier cette importante position et à arrêter les dispositions de défense qui m'ont paru les plus urgentes.

(1) Cette dépêche fut remise au général Ducrot aussitôt après son arrivée à Chazelles. Après avoir pris à peine le temps d'embrasser sa femme et ses enfants, il partit pour Paris.

A la même.

Paris, 16 septembre.

..... Nous continuons avec ardeur nos préparatifs de défense. Paris est un vaste camp où l'on ne rencontre que des hommes en armes. La province a fourni d'excellents éléments qui, je l'espère, joueront un rôle important dans cette lutte suprême.

Le général Trochu m'a confié le commandement des 13e et 14e corps, c'est-à-dire de toutes les forces régulières qui existent en ce moment sous les murs de la capitale. De plus, j'aurai à ma disposition un nombre considérable de gardes mobiles, entre autres 12,000 Bretons qui paraissent animés des meilleurs sentiments.

Ma journée s'est passée à visiter le terrain, à arrêter des dispositions de combat.

Tout à l'heure je vais aller rendre compte au général Trochu du résultat de ma journée. Demain j'établirai mon quartier général sur les hauteurs de Châtillon, près du village de Clamart (1).

(1) Dans son ouvrage, *la Défense de Paris*, le général Ducrot a donné le récit complet des événements de ce siège mémorable. On n'en parlera dans ces notes qu'autant qu'il sera nécessaire pour rendre intelligible le sens des lettres.

A la même.

Neuilly, 28 septembre.

..... Je t'envoie toutes mes tendresses que tu partageras avec mes chers enfants. Quelle affreuse chose que d'être si longtemps privé de vos nouvelles! Quand donc cessera ce supplice?

Depuis l'affaire de Châtillon du 18, nous n'avons eu aucun engagement sérieux. L'ennemi semble vouloir nous bloquer et nous réduire par la famine. Cette inaction est mille fois plus odieuse que la lutte continuelle.

Matériellement nous ne manquons de rien; mon quartier général est à Neuilly, dans un hôtel qui a pu nous fournir le nécessaire.

La population parisienne est très calme et animée des meilleurs sentiments patriotiques. Tout le monde s'exerce au maniement des armes et s'apprête résolument à soutenir une lutte acharnée; mais que faire contre le blocus et ses conséquences?

A la même.

Neuilly, 1er octobre.

..... Nous continuons à nous bien porter; l'esprit de la population parisienne est excellent; l'idée de la résistance à outranee est entrée dans tous les cœurs; nos

soldats se forment chaque jour, et bientôt, je l'espère, nous serons en mesure de lutter avantageusement contre la grande armée qui nous enveloppe de toutes parts. Pour peu que la province fasse quelques efforts, que son patriotisme soit à hauteur de celui de la capitale, la France sera sauvée (1) !

Si je pouvais avoir de vos nouvelles, tout irait bien... Tâche donc de trouver quelque individu qui, soit par dévouement, soit pour une forte récompense, tenterait d'entrer dans Paris et m'apporterait une lettre de ta chère écriture. Avec un peu d'adresse, la chose est facile, surtout en faisant le tour par le Nord, en partant de Rouen par exemple, passant par Pontoise et descendant ensuite entre Saint-Germain et Argenteuil, entrant dans la presqu'île de Gennevilliers et passant la Seine à Bezon ou Carrière-Saint-Denis, de là vers Nanterre et enfin le rond-point de Courbevoie où sont mes avant-postes. Un ouvrier, connaissant les environs de Paris, accomplirait très facilement cette mission et sans aucun danger.

Tu sais probablement que nos lettres sont expédiées pour la province par un service de ballons régulièrement organisé. Il est triste d'en être réduit là ; mais il faut avoir confianee dans l'avenir : lorsque l'on voit ce qui se passe à Paris, il est permis de tout espérer !

(1) Le général Ducrot, jugeant que sa présence serait plus utile en province pour la création et le commandement des nouvelles armées, que dans Paris où les généraux étaient nombreux, insista, dans les premiers jours, près du général Trochu pour qu'il lui permît de s'échapper en ballon en même temps que M. Gambetta. Mais le gouverneur s'opposa absolument à ce projet.

A la même.

Neuilly, 13 octobre 1870.

..... Voici un mois que je suis absolument privé de tes nouvelles, de celles de nos chers enfants; c'est vraiment un supplice insupportable! Et toi, ma pauvre amie, as-tu reçu quelques-unes des lettres confiées aux ballons ou aux messagers, plus ou moins douteux, qui ont cherché à franchir les lignes de l'ennemi?

Les jours se passent, et notre situation est toujours la même : quelques petites affaires d'avant-postes, presque chaque jour, avec l'ennemi qui se fortifie de plus en plus dans ses lignes, témoignant ainsi l'intention bien arrêtée de nous réduire par la famine. Sans doute, les forces immenses dont il dispose lui donnent quelques chances de réussir; mais, si la France entière a suivi l'exemple de Paris, si elle est résolue à une résistance désespérée, ne peut-elle pas à son tour établir autour de l'armée ennemie un vaste cercle infranchissable à ses convois, le priver ainsi de ses moyens de ravitaillement, ou, du moins, les rendre si difficiles qu'il éprouve de sérieuses difficultés pour faire vivre son immense armée? Se trouve-t-il, en France, un général, un homme intelligent et énergique, pouvant concevoir et mettre à exécution un pareil plan de campagne? Là est toute la question.

La France possède encore de grandes ressources en

hommes, chevaux, munitions, matériel. Avec son vaste développement de côtes, sa puissante marine, elle ne saurait être réduite si elle est fermement résolue à lutter jusqu'au bout !

Il y a eu, ces jours derniers, à Paris, quelques manifestations fâcheuses produites par cet énergumène de Flourens, cet imbécile de Blanqui et quelques autres misérables ; mais le bon esprit et l'excellente attitude de la garde nationale en ont eu promptement raison, et notre ami Trochu est plus populaire que jamais.

Ah ! chère et tendre amie, quand pourrai-je me retrouver avec toi, au milieu de nos chers enfants, dans notre paisible maisonnette de Sesseigne ? Comme cela nous paraîtra bon après tant de cruelles émotions et de douloureux événements ! Mais, pour mériter un pareil bonheur, il faut remplir son devoir jusqu'au bout, ne se laisser abattre par aucun désastre, être fort de corps et d'esprit, donner l'exemple à tous !

Au gouverneur de Paris.

Paris, 17 octobre 1870 (1).

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Je viens de lire l'article du *Standard*, que vous avez bien voulu me communiquer. Il résulte de cet article

(1) Plusieurs journaux allemands, et après eux le *Standard*, avaient prétendu que le général Ducrot s'était échappé pendant son trajet de

que la presse allemande, inspirée sans aucun doute par les autorités compétentes, m'accuse de m'être évadé alors que j'étais prisonnier sur parole, d'avoir manqué à l'honneur et de m'être ainsi placé hors de la loi, ce qui donnerait à l'ennemi le droit de me faire fusiller si je venais à retomber entre ses mains.

Je me soucie peu de la menace : être fusillé par les balles prussiennes sur un champ de bataille ou à la sortie d'une prison, le résultat sera toujours le même. Je n'en aurai pas moins la conscience d'avoir rempli jusqu'au bout mes devoirs de soldat et de citoyen, et, à défaut d'autre héritage, je laisserai à mes enfants une mémoire honorée par tous les gens de bien, amis ou ennemis. Mais ce qui me touche cruellement, c'est l'accusation de félonie portée contre moi, qui n'ai pas hésité un instant à repousser les clauses d'une capitulation qui séparait mon sort de celui de ma troupe et me donnait le triste droit de venir me réfugier à mon foyer domestique, alors que mes frères d'armes étaient emmenés dans les prisons de l'ennemi et que mes concitoyens se levaient en masse pour concourir à la défense du pays. Non seulement j'ai repoussé pour mon compte personnel ces stipulations, mais encore j'ai exprimé hautement mon mépris pour ceux qui les acceptaient, soit avec l'intention de s'y conformer, soit avec celle de n'en tenir aucun compte.

Sedan à Pont-à-Mousson, quoiqu'il eût donné sa parole de se reconstituer prisonnier dans cette dernière ville. Le général Ducrot répond à cette accusation d'une manière catégorique dans la lettre suivante adressée au gouverneur de Paris.

Je suis sorti de Sedan à la tête de mon corps d'armée, je l'ai conduit et installé dans la presqu'île de la Meuse où nous avons été parqués; pendant plusieurs jours, j'ai partagé ses misères et ses cruelles humiliations; j'ai usé de l'influence morale que me donnait mon titre de commandant d'armée pour chercher à obtenir de l'ennemi quelques ressources alimentaires pour nos malheureux soldats; j'ai présidé moi-même aux distributions, et je n'ai abandonné l'infect séjour de Glaire que sur l'ordre réitéré de l'état-major allemand, qui m'avait déclaré avoir besoin, pour cause de service, de la baraque où je m'étais réfugié avec tous mes officiers.

J'ai accepté alors les conditions qui nous étaient offertes relativement aux moyens de nous transporter de Sedan à Pont-à-Mousson, c'est-à-dire que j'ai pris l'engagement sur l'honneur de me rendre librement et à mes frais dans cette dernière localité, avec tout mon état-major, un nombre d'ordonnances déterminé, nos bagages et nos chevaux. Un sauf-conduit en règle m'a été délivré, sur lequel j'étais inscrit nominativement, ainsi que mes officiers, avec indication numérique des soldats, chevaux et voitures. Il était stipulé que nous devions être rendus à destination, c'est-à-dire à Pont-à-Mousson, le 11 septembre avant midi, et qu'alors nous devions nous présenter à l'état-major allemand, pour nous reconstituer prisonniers, et recevoir des ordres pour la continuation de notre voyage.

Partis de Sedan le 8, nous avons été coucher au delà de Carignan, à Margut, petit village situé à cinq kilo-

mètres de la frontière belge. Au delà de Carignan, la route était complètement libre, nous n'avons rencontré que trois uhlans qui revenaient de Margut et sont passés à côté de nous sans nous adresser un mot. A coup sûr, l'occasion était belle s'il avait pu nous venir à l'idée de violer notre parole et de nous échapper des mains de l'ennemi. Les communications avec la Belgique étaient si faciles que nous envoyâmes un habitant nous chercher quelques journaux français pour avoir des nouvelles dont nous étions privés depuis si longtemps. Mais pas un de nous n'a même eu cette coupable pensée. Le lendemain, nous tournions le dos à la Belgique pour reprendre la route de Pont-à-Mousson, où nous arrivions le 11, à dix heures du matin.

Je m'étais fait précéder par mon officier d'ordonnance, M. le capitaine de Gaston, pour prévenir les autorités prussiennes de notre arrivée, et demander à quelle heure nous devions nous présenter à la gare du chemin de fer; M. de Gaston, de sa propre initiative, avait sollicité du commandant de place allemand l'autorisation, pour moi personnellement, de me reposer pendant quelques instants dans une maison de la ville, en attendant l'heure de l'embarquement. Cette autorisation avait été accordée, et l'on avait fixé à une heure et demie le moment de notre départ. Comme j'étais un peu souffrant et très fatigué, je profitai de la latitude qui m'était laissée, et je me reposai dans une chambre qui m'était offerte dans la maison même où logeait l'état-major prussien. Pendant ce temps, mon chef

d'état-major se présentait, avec tout le personnel qui m'accompagnait, chez le commandant de la place et livrait les chevaux et les voitures appartenant à l'État.

A une heure un quart, je me rendis avec tout mon état-major à la gare du chemin de fer déjà entourée de postes et de nombreuses sentinelles. Pendant que nous attendions dans la cour de la station, on faisait charger les armes, en notre présence, au peloton de garde, conformément aux usages de la guerre. Peu d'instants après, nous rentrions sur le quai de la voie et faisions transporter nos bagages devant le wagon destiné à les recevoir.

A ce moment, M. le capitaine de Gaston remit à l'officier chargé de l'embarquement le sauf-conduit dont il était porteur, lui fit constater ma présence, celle de tout le personnel qui m'entourait, et nous cherchâmes à entrer dans un des wagons du train qui allait partir. Mais tous étaient remplis par des officiers et des soldats prisonniers, arrivés avant nous. Je me présentai alors à l'officier chargé de l'embarquement, lui fis observer que nous ne pouvions trouver place dans le train, et qu'il était nécessaire de faire ajouter des voitures. Il me répondit que la chose n'était pas possible, le train étant déjà trop long ; mais qu'il en serait formé un autre ultérieurement dans lequel nous trouverions place.

J'entre dans ces détails minutieux pour bien constater que j'ai rempli scrupuleusement l'engagement d'honneur que j'avais pris de me reconstituer prisonnier au jour et à l'heure fixés ; que c'est à partir de ce moment, c'est-à-dire après avoir repris avec mon état-major le

droit qu'a tout prisonnier de guerre de chercher à recouvrer sa liberté à ses risques et périls, que je me suis échappé des mains de l'ennemi.

Je ne dirai ni où, ni comment, parce que je pourrais compromettre les braves gens qui m'ont aidé. Mais ce que je puis avouer hautement, c'est que j'ai traversé les colonnes et les postes prussiens sous un costume d'ouvrier; qu'en quelques heures j'ai parcouru, soit à pied, soit en charrette, plus de cent kilomètres, et que je suis rentré au cœur de la France par la voie d'Épinal, et à Paris par le chemin de fer d'Orléans, car déjà les communications directes étaient coupées.

Ce n'est pas pour vous, Monsieur le gouverneur, que je suis entré dans toutes ces explications. Vous connaissez trop mon caractère pour avoir pu douter un seul instant de ma loyauté et de ma scrupuleuse exactitude à remplir un engagement d'honneur. Mais j'ose espérer que vous voudrez bien, à l'occasion, prendre ma défense et protester, par voie diplomatique, contre une accusation qui porte atteinte à l'honneur d'un officier général investi par vous d'un commandement important et qui, jusqu'au dernier jour, vous aidera dans la glorieuse tâche que vous avez entreprise, avec toute l'énergie que peuvent inspirer le dévouement le plus absolu et le patriotisme le plus ardent.

Veuillez agréer, Monsieur le gouverneur, etc.

Signé : DUCROT (1).

(1) Extrait du *Moniteur universel* du dimanche 23 octobre 1870.

On peut dire aujourd'hui, sans inconvénient, de quelle façon et avec quel secours le général Ducrot réussit à s'évader des mains des Allemands à Pont-à-Mousson.

Le général Ducrot et les officiers de son état-major se promenaient sur le quai de la gare, lorsque arriva le train qui devait les emmener; ce train était au grand complet, impossible de s'y caser. Le général reprit sa promenade, en augmenta peu à peu l'étendue sans être remarqué, puis il entra dans le café de la gare, dont une porte de sortie, — il avait pu le constater, — donnait sur la ville. Il traversa sans affectation ce café alors tout rempli d'officiers des deux armées, disparut par une porte de derrière et s'engagea résolument dans un chemin creux, isolé et bordé de haies. Il s'était concerté avec deux de ses officiers, MM. Bossan et de Gaston. Ceux-ci le suivaient séparément à quelques minutes d'intervalle, et tous trois se retrouvèrent bientôt dans la maison du maire, où déjà, le matin, ils s'étaient arrêtés, et où logeait précisément un état-major allemand. Sans éveiller l'attention, ils montèrent directement au premier étage, ouvrirent audacieusement une chambre qui était vide et qui n'était autre que celle du maire, et y pénétrèrent en ayant soin de refermer la porte à double tour. Ils eurent bientôt fait de quitter leurs uniformes, de couper leur barbe, d'endosser des pantalons et des blouses de toile bleue qu'ils avaient empruntés à des paysans et qu'ils avaient roulés dans

leur grand manteau porté en sautoir; puis ils attendirent le maire qui ne pouvait manquer d'apparaître tôt ou tard.

On devine la surprise de ce dernier et ses exclamations lorsqu'il trouva sa porte close. Les fugitifs, ayant compris à qui ils avaient affaire, ouvrirent et, se faisant reconnaître sous leur travestissement, lui exposèrent la situation. Le maire, songeant aux cinq officiers supérieurs allemands installés dans sa maison même et qui devaient être rejoints dans la soirée par un général mecklembourgeois, insista près du général Ducrot pour que celui-ci ne prolongeât pas son séjour, en raison du terrible voisinage! Mais le général et ses deux compagnons se décidèrent à rester : la fuite n'était pas possible avant la tombée de la nuit. On conçoit quelle émotion poignante dut s'emparer alors des quatre interlocuteurs, au cours de cet entretien échangé à voix basse, où chacun pouvait mesurer et l'étendue de son devoir et le danger! Le maire conduisit ses hôtes au bout du jardin, dans une petite cabane de jardinier, contiguë à un poste occupé par une trentaine de Prussiens, et s'éloigna en recommandant le silence. Il revint peu de temps après, apportant du pain, une bouteille de vin et un poulet froid; puis il quitta définitivement le général, en fournissant quelques explications sur la direction à suivre pour s'échapper, et sur les personnes auxquelles on pourrait pendant la route s'adresser sûrement.

Enfin, le soir, à huit heures, le général Ducrot sortit, ouvrant la marche. M. Bossan partit à huit heures cinq

minutes; M. de Gaston, cinq minutes plus tard, chacun d'eux étant guidé par un gamin. Ils avaient pour point de ralliement Millery-sur-Moselle, à quinze kilomètres plus loin. A Pont-à-Mousson, ils se croisèrent avec un corps mecklembourgeois, et sur le pont de la ville ils se trouvèrent même bousculés par les troupes ennemies marchant en sens contraire.

Ils firent ainsi quatre heures de route par un clair de lune admirable, mais plein de péril en la circonstance, car il les inondait de lumière et les exposait à être cent fois reconnus.

Partout il y avait des Allemands au milieu desquels il fallait se faufiler, qui arrêtaient, interrogeaient et auxquels M. de Gaston, qui parlait allemand, répondait tant bien que mal. Pourtant, vers minuit, on était parvenu sans encombre à Millery-sur-Moselle.

Là les voyageurs s'adressèrent à des parents du maire de Pont-à-Mousson, indiqués par ce dernier. La mine des officiers n'était pas rassurante sous leur accoutrement en pleine nuit, et ils ne furent pas autrement surpris de l'accueil plein de défiance qu'ils reçurent tout d'abord de ceux auxquels ils s'adressaient. Ils surprirent même ce colloque : « Voilà trois gaillards qu'il ne ferait pas bon rencontrer au coin d'un bois ! » dit quelqu'un. Une jeune femme répliqua cependant : « Pourquoi ne pas écouter ces hommes ? tout est possible en ce moment ! » En entendant ainsi plaider sa cause avec une générosité bien féminine et bien française, le général Ducrot en profita aussitôt pour se faire recon-

naître, et tira sa lettre de service qu'il avait cachée dans sa casquette. On attela alors une charrette remplie de paille sur laquelle tous les trois grimpèrent; ils reprirent leur route, évitèrent Nancy qui était dangereux et arrivèrent à Senoncourt le 12, à huit heures du matin. Là ce fut le curé qui les accueillit et les aida ; il leur tailla d'énormes cannes, leur procura une deuxième voiture de paille au haut de laquelle ils se juchèrent encore, semblables à de braves paysans uniquement préoccupés de vendre leurs produits, mais au fond épuisés de fatigue et dévorés d'angoisse.

A Art, ils franchirent la rivière dans un bac, tandis que la voiture passait à gué.

Un peu avant la Neuville, une femme héla M. de Gaston, l'appelant le « marchand de veaux », voulant absolument lui en vendre un. M. de Gaston ne put se débarrasser de l'importune qu'en lui promettant de revenir le lendemain. Puis ils reprirent leur marche vers le sud-ouest, afin de sortir du cercle occupé par l'ennemi. A Flavigny, ils renvoyèrent leur charrette et frétèrent une petite patache qui les conduisit jusqu'à Tantonville. Là, encore, ils eurent quelque peine à établir leur identité, mais, les hésitations dissipées, ils furent très bien accueillis par M. Tourtel, le propriétaire de la brasserie, qui les fit conduire jusqu'à Châtel, dans un omnibus attelé de deux vigoureux postiers; en moins de deux heures, ils franchirent un espace de plus de trente kilomètres. A Châtel, ils étaient sauvés! Les Prussiens n'y étaient pas encore.

Le général Ducrot eut la joie de retrouver là son officier d'ordonnance, le capitaine Faverot de Kerbrech et trois autres officiers, le lieutenant-colonel Minot, le commandant de Foucault et le capitaine Varaigne, qui eux aussi avaient pu réussir à tromper la vigilance de l'ennemi; après avoir éprouvé une certaine difficulté à se reconnaître sous leurs déguisements, les sept fugitifs prenaient ensemble, quelques instants après, un train qui les amenait vers onze heures du soir à Vesoul, où ils passaient la nuit.

Le 13, à six heures du matin, ils partaient pour Nevers par Chagny, d'où le général envoyait une dépêche à Mme Ducrot.

La bonne nouvelle s'était répandue rapidement dans la ville de Nevers. Aussi une foule nombreuse, les autorités en tête, se pressait-elle à la gare, et, au moment où le général Ducrot descendait du train, les cris de « Vive Ducrot! vive Ducrot! » étaient-ils poussés de toutes parts; mais lui, élevant la voix, répondit : « Non, non, mes amis, à l'heure présente, il n'y a qu'un cri possible : Vive la France! ». Puis, après avoir embrassé l'évêque, Mgr Forcade, remercié et serré les mains du préfet et du maire, il échappa aux ovations en montant en voiture pour venir passer quelques heures dans sa famille à Chazelles. Arrivé à deux heures du matin, il repartait à dix heures pour Paris, où l'appelait une dépêche du général Trochu.

Réponse du général Trochu, gouverneur de Paris, à la lettre du général Ducrot (1).

MON CHER GÉNÉRAL,

Votre conduite avant et après la capitulation de Sedan ajoute un trait de plus à tous les traits d'énergique fermeté qui ont marqué le cours de votre carrière. Au milieu d'un désastre qui avait ébranlé les âmes les mieux trempées, vous n'avez voulu avoir avec l'ennemi aucun rapport qui eût le caractère d'une transaction. Vous avez donné votre parole d'aller vous constituer prisonnier à Pont-à-Mousson, rien de plus. Et là, après vous être officiellement constitué prisonnier, dégageant ainsi votre parole, vous avez conçu et réalisé, au prix des plus évidents périls, une audacieuse évasion dont vous avez voulu que la défense de Paris bénéficiât immédiatement.

L'ennemi sait ce que vaut votre concours; et c'est là, au fond, l'unique grief que le sentiment public ait contre vous en Allemagne. Soyez sûr que celui de l'armée prussienne, dont je vais invoquer le loyal témoignage en adressant votre lettre au Roi lui-même, vous fera la plus complète justice. Nous n'avions pas besoin, pour vous la rendre, de vos affirmations.

Recevez cette assurance, dont vous n'avez pas besoin

(1) Extrait du journal *la France* du jeudi 27 octobre 1870.

non plus, par le plus ancien et le plus affectionné de vos compagnons d'armes.

Le gouverneur de Paris,

Signé : Général Trochu.

Le général Ducrot à madame Ducrot.

Neuilly, 30 octobre 1870.

..... Avoir de tes nouvelles, de celles de nos chers enfants, est l'idée fixe qui ne m'abandonne pas un seul instant. J'ai déjà mis en mouvement bon nombre de messagers plus ou moins extraordinaires; malheureusement je n'en vois revenir aucun! Un jeune Américain, le major Charles Hutton, qui nous est très sympathique et avec lequel je suis en relations assez intimes, voyant mes préoccupations et mon anxiété à votre sujet, m'a offert son entremise pour me faire parvenir une de tes lettres par l'intermédiaire de l'ambassade américaine. Naturellement j'ai accepté avec reconnaissance, et voici la marche à suivre : tu mettrais ta lettre à mon adresse, sous double enveloppe portant l'adresse indiquée sur la note ci-jointe. Ta missive irait à Londres, où elle serait mise dans le sac fermé contenant les dépêches de la légation américaine ; elle parviendrait ici de cette manière à M. Charles Hutton, qui s'empressera de me la faire remettre. Cette combinaison me

paraît sûre, tu pourras m'écrire une bonne et longue lettre, un véritable journal me faisant connaître votre situation et tous les incidents importants qui se sont produits dans votre intérieur depuis notre trop longue et trop cruelle séparation. Un des faits les plus extraordinaires de la situation présente est certainement l'interception absolue de communications que l'ennemi est toujours parvenu à faire autour de nous. Un jour, lorsque les événements présents seront devenus de l'histoire, on aura peine à comprendre comment une ville de deux millions d'âmes a pu en être réduite à communiquer avec le reste de la France par des ballons et des pigeons. C'est peut-être en cela que nos adversaires ont donné la plus grande preuve d'habileté et de vigilance. La situation est d'ailleurs à peu près la même : la population est toujours résignée et confiante.

Presque chaque jour ont lieu des combats d'avant-postes dans lesquels nos soldats montrent beaucoup de vigueur et ont souvent l'avantage. Avant-hier, les troupes du général de Bellemarre, qui sont campées autour de Saint-Denis, ont surpris les postes ennemis établis au village du Bourget, les ont enlevés et s'y sont établies à leur place. L'ennemi est revenu en force, dans la nuit, pour reprendre la position; mais il a échoué et a perdu beaucoup de monde. Pendant toute la journée d'hier, il a canonné le Bourget avec une nombreuse artillerie, mais n'a pas mieux réussi, et maintenant nous sommes assez solidement établis sur ce point pour pouvoir résister à une attaque sérieuse. Le temps est affreux depuis

quelques jours, ce qui gêne un peu nos travaux et nos mouvements, mais doit gêner encore bien plus l'ennemi.....

A la même.

Porte Maillot, 6 novembre.

..... Notre population parisienne vient de passer par des émotions bien diverses..... L'envahissement de 'Hôtel de ville par quelques gredins, l'emprisonnement momentané des membres du Gouvernement, leur délivrance par l'intervention énergique et spontanée de la garde nationale et de la garde mobile, les élections qui ont affirmé une fois de plus la confiance de la population en notre cher gouverneur, tout cela a rempli ces derniers jours. Puis l'arrivée de M. Thiers, porteur des propositions d'armistice que l'on a pu croire honorables, a fait naître des espérances qui, il faut bien le dire, souriaient fort à la majorité des gardes nationaux.

Mais ces espérances se sont bien vite évanouies. Les allées et venues de M. Thiers entre Paris et Versailles, tous ses efforts de conciliation n'ont abouti qu'à faire ressortir l'implacable résolution de nos ennemis de nous déshonorer ou de nous ruiner, et l'incompréhensible indifférence des grandes puissances à notre égard. Armistice sans ravitaillement, élections sans la participation de la Lorraine et de l'Alsace, telles sont toujours les conditions de l'armistice consenti par la Prusse.

En présence d'un pareil ultimatum, il n'y avait pas à hésiter, et les négociations ont été brusquement rompues. La lutte va donc recommencer plus ardente que jamais; Dieu sait ce qui en adviendra. Si nous devons succomber, du moins ce ne sera pas sans quelque honneur et sans faire payer chèrement à l'ennemi son triomphe.

Si l'exemple de Paris est suivi par le reste de la France, à coup sûr l'on viendra à bout de ces terribles envahisseurs; mais nous y comptons faiblement. Les nouvelles reçues de la province sont peu favorables, il y a défaut d'entente, d'énergie; on ne voit surgir aucun homme capable de rallier à lui tous les gens de cœur et de bien utiliser les immenses ressources, de diriger les forces considérables dont le pays peut encore disposer.

Ah! si seulement je pouvais te voir un instant, embrasser mes chers enfants, quel adoucissement à mes cruelles préoccupations, à l'amère douleur qui par instants envahit mon âme à la vue de tant d'humiliations, de tant de ruines!... Que n'ai-je au moins la consolation de recevoir quelquefois de vos nouvelles!... Mais rien, rien, pas un mot depuis l'instant où je t'ai quittée à la gare de Nevers... Beaucoup de personnes ont été plus heureuses et, par divers moyens, ont reçu des lettres de leur famille. Je veux espérer que quelques-unes des miennes te sont parvenues et te parviendront encore. Je confie celle-ci à M. Cochery, qui va rejoindre M. Thiers à Versailles et prendra probablement avec lui le chemin de Tours; cette voie me paraît sûre.

A la même.

17 novembre.

..... Je suis vraiment bien malheureux! Quantité de personnes autour de moi reçoivent des nouvelles, et moi, je reste dans l'ignorance la plus complète de votre sort! Pourtant j'ai employé tous les moyens pour te mettre au courant de ce qui se passe ici et pour t'indiquer la marche à suivre pour me faire parvenir quelques mots.

Nevers est-il donc occupé par l'ennemi? Êtes-vous si étroitement bloqués que mes dépêches n'aient pu t'arriver? Cette idée est vraiment affreuse et m'accable comme un véritable cauchemar.

Voici encore un nouveau moyen qui se présente, et j'espère que tu en as connaissance : le gouvernement organise un système de correspondance par demandes et réponses, et, ce qui est mieux encore, un système de correspondance en langage télégraphique. Tu peux composer une lettre contenant quarante mots, ce qui est suffisant pour me dire si tu es encore à Nevers ou me faire connaître le lieu de ta nouvelle résidence, me donner des nouvelles de ta santé, de celle de nos chers enfants, des parents...

Hier, Paris était dans la joie : un bienheureux pigeon nous a apporté le récit d'un avantage remporté par l'armée de la Loire aux environs d'Orléans. Sans ajouter complètement foi aux télégrammes ampoulés de

M. Gambetta, je veux croire cependant qu'il y a un fond de vérité, et qu'il y a réellement une armée de la Loire dont, tôt ou tard, les effets pourront se combiner avec les nôtres. Avec de la ténacité, du courage, des efforts vigoureux, nous finirons bien par lasser nos implacables adversaires. Peut-être les grandes puissances comprendront-elles que notre cause est devenue la leur, et alors nous sortirons de cette douloureuse situation.

La population parisienne se conduit bien, sauf une minorité factieuse et turbulente qu'il faut maintenir avec une grande fermeté ; les élections des maires et adjoints sont terminées, et d'une manière satisfaisante en général.

Les approvisionnements sagement ménagés dureront encore pendant plusieurs mois, et l'hiver, avec ses rigueurs, nous viendra sans doute en aide...

Quoi qu'il advienne, crois bien que ton mari sera digne de toi, que son nom restera pur de toute tache, même au milieu des plus affreux désastres et des plus tristes défaillances !...

Lettre anonyme au général Ducrot.

20 novembre (1).

Ma blessure me faisant encore trop souffrir pour

(1) Cette lettre anonyme a été remise pendant le siège de Paris à M. le général Ducrot, qui sur l'enveloppe a inscrit de sa main : « Lettre supposée du maréchal de Mac Mahon. » Elle fut apportée à Paris par un intermédiaire qui n'en connaissait pas l'auteur.

écrire moi-même, je me fais remplacer par un secrétaire.

Je confie cette lettre à un homme résolu, porteur d'une nombreuse correspondance de nos prisonniers et qui doit tenter de franchir les lignes prussiennes. Advienne que pourra de cette lettre, qui sera sans indication et sans signature pour qu'elle ne compromette personne, si elle vient à tomber entre des mains ennemies, et qu'elle ne puisse être le sujet de plaintes comme donnant des indications qui peuvent servir la défense! Je commence tout d'abord par vous dire que vous avez, ainsi que Trochu, toute notre confiance pour la tâche qui vous est confiée, le salut et la délivrance de la France. Si vous eussiez pris le commandement de l'armée à Sedan, vous n'eussiez pas capitulé et nous n'en serions peut-être pas là aujourd'hui. Comment Wimpffen s'est-il trouvé là à votre place?

En un temps où les chefs manquent, je crois être encore utile en vous en désignant quelques-uns que mes nombreux commandements m'ont mis à même d'apprécier. Je les connais, ou personnellement, ou par des rapports de service que j'ai eus avec eux, et par lesquels j'ai cru reconnaître des hommes d'avenir et des hommes qu'il faut pousser. Parmi les généraux, ou qui devraient l'être, je citerai : d'Exea, de Maudhuy, Paturel, Avril de Lenclos, Blaise, Susbielle, tous énergiques et vigoureux soldats.

Parmi les chefs de corps ou qui devraient l'être, car vous avez eu de nombreuses formations sans doute, je

citerai : Colonieu, Prévaut, Cholleton, Besson, de Couchy, Noëllat. Ce sont de valeureux jeunes gens, pleins de bravoure, de solidité, d'intelligence et d'énergie, et des régiments confiés à de telles mains ne peuvent défaillir. Vous avez tous ces officiers, puisqu'ils n'étaient ni à Sedan, ni à Metz, et qu'ils ne font pas partie non plus des armées de province. Colonieu est rentré à Paris, blessé de Reischoffen ; sa blessure était légère, nul doute qu'il ne soit rentré en ligne.

Mon inaction me tue... Quand cessera-t-elle?

J'ai indiqué quelques hommes à Gambetta, et, s'il les emploie, il s'en trouvera bien, et notre malheureuse France aussi. A des temps meilleurs ! Tous nos vœux vous suivent, tous nos cœurs sont près de vous, à défaut de nos épées. Courage et confiance ! Plus heureux que nous, vous luttez, et nous gémissons en silence de l'affreuse inaction qui nous est imposée.

Le général Ducrot à madame Ducrot.

23 novembre.

..... Nous touchons à de graves événements ; le moment est venu de rompre le cercle de fer qui nous enserre et menace de nous étouffer. Sans doute, nous avons à vaincre de grands obstacles ; mais ils ne me paraissent pas insurmontables, et j'ai tout préparé pour aider mes braves soldats à les surmonter.

..... Aujourd'hui, j'ai été poser chez un photographe ;

c'est à ton intention, à celle de mes chers enfants, et, si cette image est tout ce qui reste de ton pauvre ami, elle te sera doublement précieuse. Mais ne te laisse pas aller au découragement...

Les événements qui se passent sur la Loire ont entraîné loin de Paris la meilleure partie de l'armée ennemie; la ligne qui nous enveloppait s'est beaucoup amincie, et, malgré tous les obstacles accumulés autour de nous, tout nous fait espérer le succès. Je suivrai donc, peut-être de bien près, cette lettre, et l'espérance de t'embrasser double mon courage.

On m'a remis avant-hier une lettre de Henri : le pauvre garçon, malgré toute sa circonspection, laisse percer un profond sentiment d'amertume et un jugement sévère sur les événements qui se sont passés à Metz et ont déterminé la capitulation. Il y a encore dans tout cela un mystère que l'on entrevoit, sans pouvoir porter un jugement définitif.

. . . .

28 novembre.

MA CHÈRE ET BIEN-AIMÉE FEMME,

C'est demain que je me lance dans la grande entreprise qui décidera du sort de Paris, du sort de notre chère patrie, de mon propre sort!

Dans ce moment solennel, toutes mes pensées se reportent vers toi, ma chère et fidèle compagne qui m'as donné bien des années de bonheur; vers mes chers

et bien-aimés enfants. Lorsque cette lettre te parviendra, le bruit public t'aura probablement déjà porté la nouvelle de notre succès ou de notre défaite, ton cœur débordera de joie ou de tristesse... Quoi qu'il advienne, sois forte et vaillante ; donne à nos enfants l'exemple du courage et de la résignation.

Je pars plein d'espoir et de confiance. Pendant des semaines, j'ai mis toutes les forces de mon intelligence, toute mon activité morale et physique, à la préparation de cette grande et noble entreprise. Mon armée compte plus de cent mille combattants, tous bien armés, bien équipés, abondamment pourvus de munitions; près de quatre cents bouches à feu bien servies et parfaitement attelées. Le moment est propice, une grande partie de l'armée d'investissement s'est éloignée pour marcher contre l'armée de la Loire; nous avons donc bien des chances heureuses (1).

La lutte sera acharnée, et si nous succombons, ce ne sera pas sans quelque gloire! Nous laisserons à nos enfants une mémoire honorée et de bons exemples à suivre. Tôt ou tard, ils sauront nous venger.

(1) Le général Ducrot, comme il l'expose dans son ouvrage *la Défense de Paris*, avait longuement étudié et préparé avec les plus grands détails un plan d'opérations du côté de l'ouest, dans la direction de Pontoise. L'annonce du succès de Coulmiers et d'une marche de l'armée de la Loire vers Paris, apportée le 14 novembre par un pigeon, fit renoncer à l'opération si soigneusement préméditée et adopter un plan d'attaque dans une direction qui permît de tendre la main à l'armée de secours vers Fontainebleau. C'est par erreur que, dans Paris, on croyait qu'une partie assez considérable de l'armée d'investissement s'était portée vers la Loire à cette époque (premiers jours de novembre) ; la 17e division seule alla rejoindre le 1er corps bavarois et la 22e division, et constitua avec eux la subdivision d'armée du grand-duc de Mecklembourg.

Le préfet de la Nièvre à madame Ducrot.

Nevers, 1er décembre 1870, dix heures et demie du soir.

MADAME,

Je reçois à l'instant la nouvelle de succès immenses remportés par l'armée sortie de Paris. Elle est commandée par le général Ducrot. Je ne saurais vous donner les détails que contient cette précieuse dépêche ; vous la lirez aussitôt qu'une copie aura pu vous en être envoyée, mais je ne veux pas attendre pour vous retracer les deux lignes suivantes : « Le général Ducrot s'est « couvert de gloire et a mérité la reconnaissance de la « nation. »

Je suis heureux, Madame, d'être l'intermédiaire du Gouvernement en cette circonstance, et je vous prie d'agréer la nouvelle assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Signé : Cyprien GIRERD.

Le général Ducrot à madame Ducrot.

Vincennes, 4 décembre 1870.

..... Nous avons livré deux terribles batailles, le 30 novembre et le 2 décembre (1).

(1) Journées de Champigny, Villiers.

Nos pertes sont cruelles; mais, pour la première fois depuis le commencement de cette guerre néfaste, nous avons eu le bonheur de voir fuir devant nous nos odieux ennemis, de faire quelques centaines de prisonniers et de rester maîtres des positions conquises. Néanmoins, il a fallu renoncer à l'espoir de percer la ligne ennemie dans la voie où nous étions engagés, et nous nous préparons à porter la lutte sur un autre point.

Ton ami a fait son devoir, et si je suis encore de ce monde, je le dois à la protection toute particulière de ta divine patronne.

Mon pauvre Néverlée (1) est tombé glorieusement à la tête d'une troupe que je lui avais confiée; quatre autres officiers de mon état-major ont été plus ou moins blessés, entre autres de Gaston (légèrement); six autres ont été démontés.

Quant à moi, je n'ai pas une égratignure. J'ai laissé la moitié de mon épée dans le corps d'un Prussien (2).

(1) Gaston de Néverlée, capitaine au 2[e] cuirassiers, officier d'ordonnance du général Ducrot, l'un des plus nobles cœurs et des plus vaillants officiers de l'armée française, était avec son général à Froëschwiller et à Sedan, parvint à s'évader peu de temps après lui, et le rejoignit à Paris le 18 septembre. Il avait été chargé d'organiser une compagnie d'élite (éclaireurs du grand quartier général), avec laquelle il tentait jour et nuit les coups de main les plus audacieux. C'est ainsi qu'il surprit en plein jour, au milieu des postes ennemis, sur la place de l'Hospice de Saint-Cloud, une patrouille dont tous les hommes furent tués ou ramenés prisonniers.

Le capitaine de Néverlée fut tué, à la tête de ses éclaireurs, le 30 novembre, à l'attaque du plateau de Villiers. (Notes du général Ducrot.)

(2) Le général Ducrot portait à ce moment l'épée qui avait été bénite sur le Saint-Sépulcre lors de son pèlerinage à Jérusalem. Le tronçon de l'arme brisée est aujourd'hui entre les mains de ses enfants.

L'ennemi paraît bouleversé de notre vigueur, Versailles est évacué dans un désordre affreux (1). Encore quelques efforts, et peut-être sortirons-nous de cette terrible crise. Priez, priez toujours, mes chers trésors, et pensez à celui qui vous aime de toutes les forces de son cœur.

. . . .

A la même.

Paris, 16 décembre 1870.

..... M. Hesnaker m'a donné de tes nouvelles, à la date du 26 novembre... c'est déjà bien ancien.....

Les journaux t'auront porté le récit de nos journées du 30 novembre et du 2 décembre. La lutte a été acharnée, comme le disent les rapports prussiens eux-mêmes, et, si nous avons été obligés de rentrer dans nos lignes, du moins nous avons eu la satisfaction de leur infliger de rudes pertes. Dans quelques jours nous recommencerons et, cette fois (2) encore, je l'espère, nous les frapperons plus rudement. Voici donc Bourbaki dans nos parages du Nivernais; cela me donne bon espoir. Au milieu de tous mes chagrins, de toutes mes tribulations, une chose me soutient, me donne de grandes satisfactions, c'est l'admirable dévouement de tout mon

(1) C'était en effet le bruit qui courait à Paris. Inutile de rappeler qu'il n'était malheureusement pas fondé. Il était exagéré; l'ordre avait bien été donné, mais il ne fut pas suivi d'effet.

(2) Tentative de sortie avortée du 21 décembre, le Bourget et Bondy.

entourage; tous ces braves jeunes gens ont pour moi des soins, des attentions, une affection qui me vont au cœur.

. . . .

A la même.

Fort d'Aubervilliers, 27 décembre 1870.

..... Enfin! j'ai reçu tes deux lettres du 25 novembre; elles me sont parvenues par l'intermédiaire de M. Hutton, voie de Londres... Mais combien sont déjà vieilles ces nouvelles, et que d'événements ont pu se passer depuis le jour où tu les écrivais!

Nous sommes dans une anxiété mortelle sur le sort des armées de Chanzy et de Bourbaki. Le nôtre est étroitement lié aux résultats de leurs opérations.

L'ennemi nous étreint dans un triple cercle d'obstacles si habilement, si fortement établis qu'il nous sera bien difficile de le rompre si nos efforts ne sont pas secondés par ceux du dehors. Nos soldats en ont le sentiment; de là un découragement qui les rend presque incapables de prendre une vigoureuse offensive et d'entreprendre des opérations de longue haleine. D'ailleurs, il faut bien le dire, la fortune nous est toujours contraire, et les incidents les plus fâcheux viennent sans cesse déjouer nos meilleures combinaisons. C'est ainsi qu'une crue subite de la Marne a retardé de vingt-quatre heures notre première grande sortie, enlevant à

notre grande opération tous les avantages d'une surprise, et, dans la journée du 3, une température très rigoureuse a achevé d'accabler nos hommes déjà très fatigués par trois jours de combats, de marches et de privations de toutes sortes. Cette fois encore nous n'avons pas été plus heureux. Notre grande sortie du 21 a avorté et s'est réduite à une vive canonnade qui nous a coûté peu de monde, mais est restée absolument sans résultats, parce que le corps d'armée de Saint-Denis, qui était chargé de l'enlèvement du village du Bourget, opération considérée comme des plus faciles et parfaitement sûre, a échoué par suite de fautes et de négligences incroyables. La gauche de mon armée se trouvait ainsi complètement découverte et même prise à revers, et en continuant à avancer je l'exposais à un désastre certain et à une destruction complète, dans cette vaste plaine où il était impossible de s'accrocher à une position intermédiaire. J'ai dû m'arrêter un peu au delà du Bourget, avec l'intention de recommencer le lendemain ou le surlendemain une attaque en règle sur le village; mais la température, fort douce jusqu'alors, a baissé tout à coup. Le thermomètre est tombé à — 11°. La terre est devenue tellement dure qu'il a fallu renoncer aux travaux de tranchées, et nos malheureux soldats ont tant souffert que plus de cinq cents sont entrés dans les ambulances, où beaucoup sont morts des suites de congélation.

Ce retard a permis à l'ennemi de concentrer ses forces devant nous, de mettre le Bourget en formidable état

de défense, et l'on peut dès à présent considérer cette opération comme complètement manquée. Le courage, les forces de nos hommes s'usent dans ces luttes incessamment renouvelées sans obtenir de succès définitif; le temps marche avec une rapidité effrayante, et nos vivres s'épuisent!

Quoi qu'il en soit, nous ferons encore plus d'un effort, et, si de bonnes nouvelles du dehors venaient ranimer la confiance de nos hommes, nous aurions encore bien des chances de succès. Ah! avec quelle ardeur j'aspire au bonheur de te revoir, d'embrasser mes chers enfants! Combien de fois j'ai regretté la fatale idée de notre ami qui m'a enfermé dans Paris et m'a associé au sort de cette défense, dont l'efficacité était nécessairement subordonnée aux succès d'armées organisées en province! Combien j'aurais pu être plus utile à mon pays, disposant de ses immenses ressources, surexcitant son patriotisme, ayant toute liberté de combinaison et de mouvement! Il y a encore là, dans le fait de mon entrée dans la capitale, la veille de l'investissement, la trace de la fatalité qui nous poursuit sans relâche!

Porte Maillot, 19 janvier 1871 (1).

..... Il y a bien longtemps que je ne t'ai écrit! Cependant jamais mon cœur n'a été rempli de plus ardentes tendresses pour toi, ma douce et bien-aimée compagne,

(1) Cette lettre, avec une photographie, avait été confiée à un ami le 19 janvier

pour nos chers enfants, pour vous tous, mes trésors, qui pendant tant d'années avez été la source de toutes mes joies. Mais aussi comment rendre les luttes terribles que soulevaient dans mon pauvre cœur vos chères images et les terribles exigences de mes devoirs de citoyen et de soldat au milieu de l'horrible situation qui nous est faite par une série de catastrophes sans précédents dans l'histoire d'aucune nation!

Que de nuits sans sommeil, que d'heures d'angoisses à la suite desquelles je sentais mes forces morales et physiques prêtes à me trahir! Quelles terribles luttes! Si je ne t'écrivais pas, ma bien-aimée, c'est que j'avais peur de te laisser entrevoir mes tentations de découragement. Grâce à Dieu, j'en suis sorti victorieux, et aujourd'hui, à la veille d'une lutte suprême (1), j'ai du moins la consolation de penser que je vous léguerai, à vous, les chers objets de mon amour et de toutes mes tendresses, une mémoire respectée.

Il eût peut-être été sage de profiter des ouvertures faites par l'ennemi pour arriver à un arrangement honorable, épargnant à la capitale les horreurs du bombardement, de la famine, et à l'armée la honte d'une capitulation sans conditions.

On s'est laissé aller à tromper chaque jour la population parisienne sur le véritable état de choses, sur les ressources alimentaires. On a ainsi surexcité son courage, il est vrai, mais on a abouti par contre à se mettre

(1) Buzenval.

complètement à la merci d'un ennemi implacable. En conséquence de cette « héroïque folie », nous allons, demain, avec les débris de ma pauvre armée, aborder les positions les plus formidables de l'ennemi (1). Ainsi se terminera misérablement une défense vraiment sublime et qui, bien conduite jusqu'au dernier jour, aurait mérité à la ville de Paris et à son armée le respect et l'estime de ses propres ennemis, et lui eût valu une belle page dans l'histoire!

Il est deux heures du matin. A quatre heures je monterai à cheval pour me lancer dans cette dernière aventure. Je t'envoie, avec mes plus doux baisers, l'expression d'un amour qui n'aura cessé qu'avec ma vie. Couvre nos enfants de nos caresses, vis pour eux; aime-les et pour toi et pour moi.

Ton fidèle et tendre ami.

Embrasse pour moi nos bons parents.

(1) Le général Ducrot, à un conseil tenu au Louvre, où l'on discutait la sortie suprême, refusa d'endosser la responsabilité de cette folie, qu'il traitait d'insanité coupable, et, en déclarant qu'il ne conserverait pas le commandement de l'armée pour cette bataille, il ajouta : « Je n'en veux pas moins combattre à cette affaire; si vous acceptez ma démission, je prendrai le commandement de mes zouaves (il appelait ainsi le corps de volontaires qu'avait organisé dès le mois d'octobre le pauvre Néverlée, tué à leur tête le 30 novembre.) Entouré de mes officiers qui tiendront à honneur de rester à mes côtés, j'aurai du moins la satisfaction de finir en bonne compagnie. » Je garantis l'authenticité du mot. Quand le général nous le répéta, nous dîmes tous que, naturellement, nous le suivrions partout. Mais le général Trochu fit si bien que, sans commander en chef, le général Ducrot consentit finalement à diriger la colonne de droite le 19 janvier. C'est ce qui a empêché la réalisation de ce projet, digne de celui qui l'avait conçu. (*Souvenirs d'un officier d'ordonnance du général Ducrot.*)

Paris, porte Maillot, 23 janvier 1871.

..... Le moment de l'agonie approche... L'ennemi continue à nous bombarder avec acharnement, mais sans nous faire grand mal, et nous nous en moquerions si la question des vivres ne devait fatalement amener, à un moment qui n'est plus éloigné, la fin de la résistance. Tous nos efforts pour percer les lignes sont restés sans résultats. Nous avons livré de rudes combats, notamment le 19 de ce mois; nous y avons perdu beaucoup de braves gens, et il a été impossible de surmonter les obstacles que l'ennemi a accumulés autour de nous avec une habileté machiavélique. Dans ce combat du 19, on a voulu faire donner la garde nationale avec les troupes de ligne; il en est résulté ce que j'avais prévu, c'est-à-dire un affreux désordre qui a amené de graves accidents et aurait pu déterminer un véritable désastre. A force d'énergie et d'efforts, nous sommes parvenus à l'éviter; mais, comme il faut toujours trouver un éditeur responsable de l'insuccès, on est tombé sur le dos de notre pauvre ami, qui a été remplacé dans le commandement de l'armée par le général Vinoy. Il reste néanmoins président du Gouvernement.

Que va faire le général Vinoy ?

Je l'ignore; mais je doute fort qu'il puisse faire mieux et plus que ce que nous avons fait jusqu'à ce jour. Cependant, nous le seconderons franchement et loyalement dans la limite du possible.

Ah! chère amie, que d'angoisses, que de cruelles anxiétés pendant ces longs jours passés loin de toi! Quand donc le bon Dieu fera-t-il cesser ce long martyre? Du moins, j'ai la conscience d'avoir rempli mon devoir sans une seule défaillance, et, si trop souvent je suis en butte à de bien sottes et bien injustes accusations, j'ai la consolation de voir toutes les troupes placées sous mes ordres me témoigner une confiance et un dévouement absolus.

Le télégraphe par pigeon m'a donné de vos nouvelles à la date du 15 décembre. J'espère que notre cher Nivernais échappera aux Prussiens, et que vous y resterez paisiblement jusqu'à la fin de la guerre.

. . . .

Paris, 29 janvier 1871

Amie bien-aimée, tout est fini! J'ai le cœur brisé de douleur et plein de rage.

La défense de Paris est terminée, et avec elle, j'en ai peur, hélas! la défense de la France entière! La reddition de la capitale ne sera que le préliminaire d'une paix désastreuse pour notre infortunée patrie! A bout de vivres, enserrés dans un cercle de fer contre lequel tous nos efforts se sont brisés à plusieurs reprises, il a bien fallu céder pour ne pas livrer aux horreurs de la plus effroyable famine une population de deux millions d'âmes. Aujourd'hui même, l'ennemi remplace dans

nos forts leurs vaillants défenseurs, et, ce soir même. nos propres canons seront retournés contre nous !... Du moins, l'on ne verra pas dans Paris nos arrogants vainqueurs. Ils ne franchiront pas l'enceinte, et nous pourrons cacher à leurs regards nos pleurs de rage et de désespoir...

Bien des accusations injustes sont portées contre ceux qui ont dirigé la défense. Il ne saurait en être autrement en présence d'un résultat si désastreux ! Sans doute plus d'une faute a été commise, surtout dans ces derniers temps; mais les intentions étaient pures, l'histoire le constatera, et, un jour, elle dira aussi qu'il y a eu bien de l'héroïsme et de la grandeur dans cette résistance à outrance.

Pour moi, j'ai eu le rare bonheur de me renfermer, depuis le premier jour jusqu'au dernier, dans mon rôle purement guerrier ; et, si quelque chose peut adoucir ma douleur, ce sont les témoignages de dévouement et de confiance que m'ont donnés mes soldats jusqu'au dernier moment.

Je ne saurais t'expliquer dès aujourd'hui les motifs qui m'ont fait écarter à la dernière heure, alors que la lutte était terminée et que, à vrai dire, il ne restait plus qu'à régler les clauses de la capitulation (1).

Depuis le 26 de ce mois, je suis en disponibilité. J'assiste en simple spectateur aux dernières scènes de ce lugubre drame. Je suis venu m'installer rue Abba-

(1) Ces motifs sont exposés en détail dans l'ouvrage : *la Défense de Paris.*

tucci, 14, dans l'hôtel de nos amis où j'avais toujours conservé un pied-à-terre, pour sauvegarder leur propriété contre les envahissements de la mobile et de la garde nationale (1).

Paris, 31 janvier.

..... Aujourd'hui est parti d'ici un vaillant homme qui, en qualité de simple volontaire, a pris une part très active à la défense de Paris et m'a donné personnellement de nombreuses preuves de dévouement et d'énergie. Il a obtenu un sauf-conduit pour aller dans le département du Cher, où il a des intérêts considérables

(1) Le général Ducrot, voyant Paris au moment de succomber, n'ayant plus de commandement, et croyant pouvoir peut-être encore être utile en province, eut l'idée de franchir les lignes allemandes, à la tête de quelques officiers. Il me demanda de lui préparer un plan d'exécution de son idée. Quelques jours plus tard, je lui soumis le projet suivant :

La nuit, nous nous serions mis en route, enveloppés de manteaux et bien armés, dans l'ordre suivant : M. de Gaston, chef de peloton (à cause de sa connaissance de la langue allemande); derrière lui, le général, le commandant B..., Louvencourt, et en queue votre serviteur. A nous cinq, nous eussions figuré une patrouille, et nous nous fussions approchés d'une vedette. Gaston aurait cherché à plaisanter avec elle quand elle nous aurait arrêtés. Si elle ne nous eût pas laissés passer, et que, nous ayant reconnus, elle eût donné l'alarme, Gaston devait, d'un coup de sabre, la tuer... Nous devions choisir notre vedette de façon que, une fois atteinte, nous fussions sur le chemin de fer de Mulhouse. Comme j'y voyais passer des trains, je savais qu'il n'y avait aucune barricade empêchant de suivre à cheval cette voie. Nous y serions restés jusqu'à ce que, ayant pénétré de huit à dix kilomètres à l'intérieur des lignes ennemies, nous eussions pu prendre les routes menant vers la forêt de Fontainebleau. Nous avions à faire quinze ou dix-huit lieues pour atteindre cette forêt, et nous comptions les franchir en une nuit.

Le général avait accepté « en gros » mon projet. Il y renonça ensuite, préférant, réflexion faite, se livrer aux Allemands à la capitulation, sans avoir l'air de redouter leur jugement au sujet de son évasion. (*Souvenirs d'un officier d'ordonnance du général Ducrot.*)

et où il se présentera peut-être à la députation. Avant son départ, il est venu me faire ses offres de service, et j'en ai profité pour le prier de pousser jusqu'à Nevers, afin de te donner directement de mes nouvelles.

J'ai chargé M. Béger de te remettre deux photographies qui ont été faites à ton intention et à celle de nos chers enfants, dans un moment où j'avais bien peu l'espoir de vous représenter l'original! De plus, je l'ai chargé de te dire que je ne puis, sous aucun prétexte, accepter le mandat de député dans les circonstances présentes. J'ai adressé, à ce sujet, au préfet de la Nièvre une longue lettre qui, je l'espère, sera insérée dans les journaux de la localité.

M. Béger te donnera en outre toutes les explications possibles sur ma situation présente.

On nous fait espérer que bientôt les correspondances postales reprendront leur cours régulier... mais nous aurons encore là à subir une humiliation... les lettres ne pourront être cachetées, elles passeront par les mains de nos ennemis! Ils ne nous épargneront aucune honte, aucun supplice!

Au préfet de la Nièvre.

Paris, 30 janvier 1871.

MON CHER PRÉFET (1),

A bout de force et de vivres, enserrés dans un cercle

(1) Cyprien Girerd.

de fer que nos efforts les plus énergiques n'ont pu rompre, nous avons dû cesser une lutte qui désormais ne pouvait aboutir qu'à un affreux désastre, c'est-à-dire condamner à mourir de faim des milliers de femmes et d'enfants !

Il nous reste, du moins, la consolation de sentir que nous avons rempli jusqu'au bout nos devoirs de citoyens et de soldats, et nous pourrons toujours nous présenter la tête haute devant nos concitoyens.

Lorsque les passions seront calmées et que les faits seront mieux connus, l'histoire un jour nous rendra justice ; elle dira ce qu'il y a eu de grandeur et de dévouement dans cette défense à outrance d'une grande capitale qui comptait plus de deux millions d'habitants et un bien petit nombre de soldats !

Notre malheureux pays est appelé à élire une Assemblée chargée de défendre ses plus chers intérêts ; il est possible que mes amis du Nivernais pensent à moi pour les représenter. S'il en était ainsi, je vous prie de faire connaître à tous que je ne saurais, à aucun prix, accepter un pareil mandat.

Depuis le premier jour de la lutte jusqu'au dernier, j'ai rempli, avec quelque honneur et avec un dévouement absolu, mon rôle de soldat ; au moment où il est terminé, je ne saurais en accepter aucun autre.

J'ai encore trop de rage et de désespoir dans le cœur pour remplir le mandat de député avec la sagesse, la modération et, il faut bien dire, avec la résignation qu'exigent les circonstances présentes. En un mot, je

suis encore trop soldat pour devenir tout à coup homme politique. D'ailleurs, je ne dois pas vous le dissimuler, je suis très sérieusement fatigué moralement et physiquement ; un repos de quelques mois m'est indispensable, et je supplie instamment mes concitoyens de vouloir bien me l'accorder.

Dites donc à mes amis, à mes chers compatriotes, de me tenir complètement en dehors de la lutte électorale ; qu'ils ne s'inspirent, dans cette circonstance solennelle, que des véritables intérêts du pays ; qu'ils mettent de côté tout esprit de parti ; qu'avant tout ils portent leur choix sur des hommes honnêtes, éclairés, patriotes sincères et convaincus.

Ce serait un véritable bonheur si toutes les nuances d'opinions se trouvaient représentées dans cette grande Assemblée, si l'on n'y comptait que de bons Français dont le dévouement à la chose publique se confondrait dans un effort commun, comme le sang de tous les enfants de notre chère France s'est généreusement confondu sur nos champs de bataille pendant la terrible lutte que nous venons de soutenir !

Veuillez croire, mon cher préfet, à l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

Le général A. Ducrot.

A Madame Ducrot.

Paris, 1er février 1871.

..... Jamais les exigences du devoir ne m'ont paru aussi pénibles, aussi lourdes à porter qu'aujourd'hui! Je n'aurais qu'un mot à dire, et je pourrais dès demain être autorisé à quitter Paris pour me rendre en Nivernais et voler dans tes bras... Ce mot, c'est que je me porte pour candidat aux prochaines élections dans le département de la Nièvre. Eh bien, quoi qu'il m'en coûte, ce mot, je ne le dirai pas; ma conscience ne me permet pas d'accepter un pareil mandat dans les circonstances actuelles. Je serai donc encore de longs jours, peut-être des semaines, sans te revoir, sans embrasser mes chers enfants. Tu comprends tout ce qu'il y a de douloureux pour moi dans cette attente!

Si les communications par chemin de fer étaient complètement rétablies entre Nevers et Paris, si elles étaient sûres et commodes, peut-être pourrais-tu venir avec Marie. J'enverrais alors au-devant de toi un de mes officiers, pour lequel il me serait sans doute facile d'obtenir un laissez-passer. J'entrevois cette combinaison avec une fiévreuse impatience, mais je n'ose encore y arrêter sérieusement ma pensée.

L'avenir est trop incertain; il peut advenir à Paris, d'un moment à l'autre, des événements trop graves pour que je vous fasse courir de pareils risques. Il faut donc

patienter encore et nous armer de résignation et de courage pour arriver dignement au terme de nos épreuves.

On m'offre le mandat de député en Bretagne, à Paris et ailleurs; mais ici, plus que partout, je suis décidé à refuser.

Je n'ai qu'un besoin, qu'un désir, c'est, pour un temps au moins, de rentrer dans la vie privée, dans l'obscurité la plus complète. Je souffre trop des malheurs, des humiliations de notre pays. Je suis trop accablé par cette succession inouïe de revers, pour me sentir apte à me mêler des affaires publiques! Il y a assez longtemps que je suis sur la brèche pour avoir le droit de prendre quelques instants de repos; à d'autres de jouer, à leur tour, un rôle dans les événements qui vont suivre...

Paris, 4 février.

..... On dit que les communications avec Nevers sont très difficiles, que les routes sont coupées, infestées de bandes armées qui assassinent et détroussent les voyageurs. Je crois qu'il y a beaucoup d'exagération dans tous ces récits effrayants; cependant, il doit y avoir un fond de vérité.

Il est trop vrai que notre pays est dans un état désolant de désordre moral et matériel. Que vont produire les élections dans d'aussi déplorables conditions? Que

sera cette Assemblée chargée de débattre les intérêts les plus graves?

Je m'applaudis plus que jamais de m'être tenu à l'écart de la lutte électorale. Je ne saurais y jouer aucun rôle vraiment utile dans les circonstances présentes, et je m'exposerais à y compromettre mon nom sans aucun profit pour le pays...

Paris, 5 février 1871.

..... Au milieu de mes tristesses et de mes angoisses, il me restait une consolation : l'espérance de recevoir promptement de vos nouvelles. Malheureusement, j'éprouve encore sous ce rapport de cruelles déceptions, et j'en suis plus affligé que je ne saurais te l'exprimer. J'ignore si le messager que je t'ai expédié a pu arriver à Nevers; nous sommes sans renseignements exacts et précis sur l'état des communications entre Paris et le centre de la France.

Ce matin, l'on m'assurait qu'il était impossible de dépasser Orléans, que toutes les personnes parties de Paris depuis quelques jours étaient arrêtées dans cette ville, que toutes communications avec Bourges étaient impossibles.

La situation de notre malheureux pays est vraiment désastreuse. Que vont être les élections dans ces conditions? Que sera cette Assemblée chargée de débattre nos plus chers intérêts?

J'en étais là, lorsque m'est arrivé, par le courrier américain, ta lettre du 26 janvier.

..... En la lisant, j'ai eu un moment de faiblesse que je n'ai pu maîtriser; de grosses larmes coulaient de mes yeux. Larmes de joie et de tristesse, à la fois, car ces deux sentiments se confondaient dans mon cœur.

J'étais heureux de vous savoir bien portants, toujours en sûreté à Nevers, chez notre bon cousin de Maumigny; mais les espérances que tu semblais conserver encore sur l'issue de la lutte renouvelaient toutes mes douleurs, tout mon désespoir. Puis, il y avait de bonnes paroles pour notre pauvre ami Bourbaki; tu mettais en lui toute confiance... hélas! comme je l'avais fait moi-même. Mais, depuis la veille, nous connaissions le triste sort de son armée et la terrible catastrophe qui a suivi. Combien ce pauvre garçon a dû souffrir, avant d'en arriver à une pareille extrémité !

Comme Chanzy, comme Faidherbe, comme moi-même, comme tous les hommes compétents, seuls capables d'apprécier le possible et l'impossible dans les choses de la guerre, il a eu à lutter contre les exigences des avocats, des journalistes, de tous les ignorants, en un mot, de l'opinion, qui, croyant possible ce qu'elle désire, ce qu'elle veut, met sur le compte de la faiblesse et de l'incapacité ce qui souvent n'est que le résultat de la fermeté et de la prévoyance.

Un jour, je te raconterai toutes les luttes que j'ai eu à soutenir ici dans le même sens, les colères que

j'ai accumulées contre moi, le dédain avec lequel je les ai accueillies...

J'aspire ardemment au bonheur de la réunion. Cependant, je suis obligé de te dire : Garde-toi bien de venir à Paris pour le moment, notre situation est encore trop incertaine, l'avenir trop menaçant pour que tu puisses quitter nos enfants. Puis, nous sommes ici au milieu d'un foyer d'infection qui augmente chaque jour d'intensité. Pour nous, qui y sommes habitués, il offre peu de dangers; mais, de l'avis des médecins, il en est tout autrement pour ceux qui arrivent du dehors.

Qui sait d'ailleurs le sort que vont nous faire les folies de Gambetta et des hommes de son parti? Hier, les Prussiens voulaient dénoncer l'armistice, disant qu'il n'y avait plus de gouvernement responsable, que l'on ne savait plus à qui l'on avait affaire. Ici, notre misérable gouvernement est sans force et sans volonté. Notre ami lui-même me paraît complètement usé moralement et physiquement Je cherche vainement à le remonter, je n'en peux plus rien tirer.

Paris, 8 février 1871.

..... Le capitaine de G... a reçu ce matin un mot de M. Beger, daté de Nevers du 3. Ce brave garçon nous donne quelques détails sur son voyage, sur son entrevue avec vous, votre joie, l'état de vos santés. Il me fait savoir que ma lettre au préfet de la Nièvre ne lui est

pas parvenue, et que, en conséquence, il a, d'accord avec toi, rédigé une petite note pour les journaux de la localité.

Hélas! je crains bien que les rudes leçons de l'adversité n'aient pas profité à notre malheureux pays, et que les partis n'aient rien perdu de leur entêtement et de leurs sottes prétentions!

L'ennemi est encore au milieu de nous, notre existence n'est même pas assurée, et déjà républicains, légitimistes, orléanistes arborent chacun leur drapeau et ne voient plus celui de la France.

Je ne comprends pas comment tes lettres ne m'arrivent pas. J'en ai reçu plusieurs ce matin de la Haute-Vienne et du Gers, datées du 5 février; celles du Nivernais devraient arriver plus promptement. Peut-être ferais-tu bien de les adresser à Mme de B...; il est possible que ma correspondance soit l'objet d'une surveillance particulière.

Malgré son refus d'accepter aucune candidature, le général Ducrot fut élu député du département de la Nièvre par 46,139 voix. Son premier mouvement fut de refuser le mandat que ses compatriotes lui confiaient en dépit de ses déclarations maintes fois répétées. Il finit cependant par céder aux instances de ses amis, qui lui représentèrent l'acceptation comme un devoir envers l'armée.

L'Assemblée avait en effet tout d'abord à résoudre la question de la paix ou de la guerre et devait ensuite réorganiser l'armée sur de nouvelles bases.

Comme prisonnier de guerre, le général ne pouvait se ren-

dre à Bordeaux qu'avec l'agrément des Allemands : l'autorisation qu'il avait demandée lui fut accordée par M. de Bismarck.

Puis, après avoir, pendant plus de deux ans, dépensé ses forces dans des luttes aussi pénibles que vaines, le général Ducrot crut avoir acquis le droit de quitter l'Assemblée et donna sa démission de député le 21 novembre 1873.

APPENDICE

Extrait du *Journal d'un bourgeois d'Orléans pendant l'occupation prussienne,* publié chez Herluison (1871).

« Le hasard a voulu qu'on parlât d'évasion et du général Ducrot, accusé par les Prussiens, comme on sait, d'avoir manqué à sa parole en s'enfuyant. M. de Thann a pris le parti de Ducrot, sa conduite lui paraît fort loyale. « J'ai vu le général Ducrot à Pont-à-Mous-
« son, a dit le général de Thann; il a déclaré à moi-
« même, ce jour-là, que jamais il ne prendrait l'enga-
« gement de ne plus porter les armes contre la Prusse.
« Nous n'avons donc aucun reproche à lui adresser. »
(Page 244.)

Le capitaine Zernin de l'armée hessoise, écrivain militaire distingué, rédacteur de l'*Allgemeine militär Zeitung,* publia en 1879 dans une revue militaire autrichienne (*Organ der militar Wissenschaftlichen Vereine*) un article intitulé : *Le général Ducrot et la prétendue violation de sa parole d'honneur.* L'auteur concluait ainsi :

« Il nous suffit de constater que, plus que tout autre Français, le général Ducrot se dévoua loyalement

de toutes ses forces au service de sa patrie ; qu'il se signala par une tendance naturelle le poussant à l'initiative ; qu'il ne perdit jamais courage tant qu'il restait une chance d'espoir à la France ; qu'il avait bien mérité, dans sa verte vieillesse, de demeurer à la tête d'un corps d'armée...

« ..... Si les autorités militaires allemandes les plus élevées n'ont pas cru devoir provoquer la réunion du conseil de guerre que le général demandait, nous pouvons bien admettre que ces autorités, par le fait même de leur silence, ont reconnu qu'on n'avait à imputer au général Ducrot ni violation de parole d'honneur ni manquement à l'honneur militaire... De toutes parts, on a manifestement reconnu la bravoure et le sang-froid de ce général *löven braven* (brave comme un lion). Puisse-t-on aussi juger et apprécier comme il mérite de l'être, cet acte d'évasion du général, accompli, il n'est pas permis d'en douter, de bonne foi, par sentiment de patriotisme, avec la conviction fondée de ne violer en rien les règles de l'honneur militaire ! »

En octobre 1882, le même auteur, dans l'*Allgemeine Zeitung*, annonçant la mort du général Ducrot, rendait hommage à sa mémoire, et « pour mettre fin aux discussions et aux attaques injustes dirigées contre lui par des journaux officiels », établissait de nouveau le droit qu'avait le général Ducrot, prisonnier gardé, de s'évader de la gare de Pont-à-Mousson.

En 1885, le capitaine Zernin, revenant encore sur ce sujet, publiait une brochure intitulée : *Le général Ducrot. — Esquisse d'un caractère militaire*. Désireux de ne laisser échapper aucune inexactitude, et obéissant aussi à un senti-

ment dont on ne saurait trop louer la délicatesse, il tint à soumettre ses épreuves à la famille du général, et les adressa à Mme Ducrot, par la lettre ci-après :

« MADAME,

« Enfin je me trouve dans la situation souhaitée depuis longtemps de pouvoir vous faire parvenir les papiers à épreuves de mon essai : *Le général Ducrot*. Ce traité paraîtra dans le cahier de février de la revue *Unsere Zeit,* rédigée par M. von Gottpferll, éditée par M. F.-A. Brockhaus, à Leipzig.

« Je regrette beaucoup le grand retardement, mais M. R. von Gottpferll m'a assuré que la masse des manuscrits l'a empêché de faire paraître mon essai plus tôt. Néanmoins j'ose espérer, Madame, que vous ne garderez rancune à moi de ce retardement et que vous traiterez avec bienveillance ma tentative d'honorer la mémoire du brave et célèbre général, votre époux défunt.

« Il y a dans le monde des nations diverses et des armées étrangères, mais les principes du caractère sont toujours les mêmes, et le nom du général Ducrot jouit partout de la plus grande estime.

« Je vous prie, Madame, d'agréer l'assurance de ma plus grande considération.

« *Signé :* ZERNIN,

« *Capitaine à la suite de l'infanterie,*
*directeur de l'*Allgemeine militär Zeitung. »

Dans cette brochure, le capitaine Zernin constate avec regret que, pendant la guerre, les feuilles étrangères, allemandes, anglaises ou belges, tout en produisant et réitérant (les premières surtout) leurs attaques contre l'honneur du général Ducrot, n'ont jamais accueilli sa défense, ni les protestations si claires, si convaincantes, des officiers de son état-major. Sans oser l'exprimer clairement, il laisse percer la tristesse que lui cause ce déni de justice de la part des autorités et des journaux de son pays envers un adversaire loyal, digne de l'estime de tous. Il reprend donc en détail la discussion de cette question, sur laquelle l'état-major allemand n'a pas voulu faire la lumière (tout en essayant de disculper celui-ci et invoquant des difficultés de procédure), et prouve, d'après les faits, la correction de la conduite du général.

« Auguste-Alexandre Ducrot, dont nous avons essayé d'esquisser la vie, dit-il en terminant, est, à notre humble avis, du nombre des officiers français qui se sont fait remarquer par une fermeté de caractère peu ordinaire... Il est resté vingt-quatre ans dans l'état-major général de l'armée, savoir : sept ans comme général de brigade, dix-sept comme général de division. Pendant ce long espace de temps, l'officier général a tenu toutes les magnifiques promesses qu'il avait données comme officier de troupes. Dans les différents commandements qui lui furent confiés, le général Ducrot n'a pas seulement été à hauteur de sa mission, mais constamment au-dessus. Doué d'une haute intelligence, d'une prompte décision, d'une fermeté et d'une énergie que l'on savait apprécier dans son armée, il conduisait ses troupes de la manière la plus remarqua-

ble, et savait s'en faire obéir autant qu'il savait s'en faire aimer. Si la fortune des armes ne lui a pas été favorable pendant les dernières épreuves que la France a traversées, il partagea en cela le sort de tous ses camarades : son dévouement, son ardent patriotisme n'y pouvaient rien changer...

« Nous croyons avoir prouvé que le général Ducrot était, parmi les chefs de troupes du second Empire et de la République, celui qui a le plus fait pendant la guerre de 1870-71, et qui a déployé le plus d'activité, le plus d'énergie. Il s'est distingué en sachant ce qu'il voulait, et en accomplissant vigoureusement tout ce qu'il reconnaissait devoir être juste.

« Nous affirmons que le général Ducrot n'a absolument rien à se reprocher au point de vue de l'honneur.

« Puisse donc la mémoire de ce beau soldat, qui n'eut jamais une défaillance, être gardée en honneur dans sa patrie ! Ses adversaires d'autrefois ne lui refusent pas l'estime à laquelle il a les droits les plus justifiés.

« Puisse la terre être légère à celui qui dort du sommeil du juste ! »

FIN DU TOME SECOND.

TABLE DU TOME SECOND

PARIS. TYP. DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

